# PRÉVENTION DE LA VIOLENCE URBAINE DANS UN CONTEXTE D'INCERTITUDE MONDIALE

## Comment les villes naviguent dans les tendances mondiales tout en investissant dans la sécurité locale

**Sous la direction de Flávia Carbonari, Rachel Locke et Jai-Ayla Sutherland, octobre 2026**




peace
IN OUR CITIES

# À propos des éditeurs

## Flávia Carbonari



Flávia Carbonari est une experte en développement international forte de 20 ans d'expérience auprès de banques de développement, de gouvernements et d'organisations de la société civile en Amérique latine, en Afrique et en Asie de l'Est. Elle a piloté la conception et la mise en œuvre d'initiatives d'investissement, de recherche et d'élaboration de politiques consacrées à la prévention de la violence et à l'inclusion sociale. Elle est actuellement experte-conseil et responsable des membres pour Peace in Our Cities, consultante principale auprès de la Banque mondiale depuis 2007, et experte-conseil auprès du Groupe de travail sur la réduction de la violence mondiale de moitié. Elle a enseigné des cours de premier cycle et de master sur la prévention de la violence urbaine dans des universités en Argentine et à NYU Buenos Aires, et a été chercheuse non résidente au Chicago Council on Global Affairs. Résidant actuellement en Argentine, avec une expérience professionnelle dans les Amériques et en Afrique.

## Rachel Locke



Rachel Locke est cofondatrice et directrice principale de Peace in Our Cities, un réseau de 100 villes et organisations mondiales œuvrant pour prévenir et réduire la violence grave grâce à des stratégies fondées sur des preuves et des droits. Elle a précédemment fondé et dirigé le Violence, Inequality and Power Lab (VIP Lab) au Kroc Institute for Peace and Justice, University of San Diego. Avant de diriger le VIP Lab, Rachel a été responsable de la recherche sur la prévention de la violence au Center on International Cooperation de New York University, directrice des interventions internationales au National Network for Safe Communities du John Jay College, et conseillère principale en politique à l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Rachel accorde une attention particulière à l'interconnexion entre les différentes formes de violence—qu'il s'agisse de la guerre, de la criminalité, de la violence interpersonnelle ou politique—et possède une solide expérience dans la création et la pérennisation d'initiatives explorant de nouvelles approches face à des défis complexes. Rachel est titulaire d'une maîtrise en affaires internationales de Columbia University et a publié de nombreux travaux sur la prévention, la violence politique, les conflits et la criminalité organisée transnationale.

## Jai-Ayla Sutherland



Jai-Ayla Sutherland est responsable de programme pour la violence de masse et les atrocités au Stanley Center for Peace and Security, où elle soutient les efforts visant à prévenir la violence structurelle et aiguë en travaillant avec des représentants du gouvernement et de la société civile. Son travail porte principalement sur le rôle des villes, tant au niveau local qu'international, dans la mise en œuvre de stratégies de prévention fondées sur des données probantes. Son équipe fait partie du secrétariat du Peace in Our Cities Network, un réseau mondial de villes et d'organisations qui travaillent ensemble pour réduire la violence au niveau municipal. Elle est titulaire d'une maîtrise en sécurité internationale de la Josef Korbel School of International Studies de l'université de Denver et d'une licence en relations internationales de l'université de Californie du Sud.

Pour en savoir plus, faire un don ou rejoindre le réseau, veuillez contacter info@peaceinourcities.org ou consulter www.peaceinourcities.org.

Photo de couverture : Rues du quartier de La Candelaria, à Bogotá, en Colombie. Mai 2025. Adobe Stock.

# Table des matières


**À propos des éditeurs** 2

**Introduction** 5

Prévention de la violence urbaine dans un contexte d'incertitude mondiale

Comment les villes s'adaptent aux évolutions mondiales tout en investissant dans la sécurité à l'échelle locale

Par Rachel Locke, Jai-Ayla Sutherland et Flávia Carbonari

**Chapitre 1** 19

Villes sous pression

Fournir des solutions intégrées pour la paix urbaine

Par Enrique Betancourt

**Chapitre 2** 34

Le crime organisé comme gouvernance urbaine

Comment les groupes criminels gouvernent les villes et ce que les gouvernements locaux peuvent faire

Par Santiago Tobón

**Chapitre 3** 51

Sous attaque

L'impact durable de la violence politique et la manière dont les villes répondent

Par Rachel Locke

**Chapitre 4** 68

Prévention de la violence urbaine renforcée par la technologie à l'ère de l'IA

Par Luisa Portugal

**Chapitre 5** 82

Exploiter le système judiciaire pour réduire la violence dans les villes en période d'incertitude mondiale et de changements technologiques Par Juan Camilo Cock Misas

Juan Camilo Cock Misas

**Chapitre 6** 103

Police et confiance communautaire dans les espaces urbains contestés Pièges et leçons politiques

Par Patrick Mutahi

**Chapitre 7** 115

Urbanisation prédatrice Les terrains urbains et les logements en tant que cibles pour les groupes armés et les mafias

Par Antônio Sampaio

**Chapitre 8** 135

Changement climatique, sécurité urbaine et violence Ce que les dirigeants municipaux doivent savoir

Par Jessica Varat

**À propos de la paix dans nos villes** 149




« Les villes sont des lieux de connexion, d'innovation et d'imagination. Ils se distinguent par leur densité tangible de personnes, d'infrastructures et de commerce — mais aussi par leur densité intangible d'idées, de récits et de croyances. La façon dont les gens se déplacent dans les villes influence non seulement le commerce et la production, mais aussi leur sentiment d'appartenance, de sécurité et de cohésion. Lieux d'interactions permanentes où vit la majorité de la population mondiale, les villes doivent gérer sans relâche la complexité des relations qui se nouent sur leur territoire. »

Amman, Jordanie, novembre 2021. Photo : Adobe Stock.

# INTRODUCTION

# PRÉVENTION DE LA VIOLENCE URBAINE DANS UN CONTEXTE D'INCERTITUDE MONDIALE

## COMMENT LES VILLES S'ADAPTENT AUX ÉVOLUTIONS MONDIALES TOUT EN INVESTISSANT DANS LA SÉCURITÉ À L'ÉCHELLE LOCALE

**Par Rachel Locke, Jai-Ayla Sutherland et Flávia Carbonari**

Les nouvelles technologies, la montée de l'autoritarisme, le changement climatique et le délitement du système multilatéral menacent la sécurité et la sûreté à tous les niveaux. Les villes seront les premières à ressentir ces bouleversements mondiaux. Ce recueil accompagne les responsables municipaux dans leur réponse à ces tendances, tout en mettant en œuvre des approches fondées sur des preuves pour prévenir la violence à travers un large éventail de facteurs liés à la sécurité, tels que la violence politique, le crime organisé, l'accès à la justice, ainsi que des politiques équitables en matière de logement et de foncier.

Les villes sont des lieux de connexion, d'innovation et d'imagination. Ils se distinguent par leur densité tangible de personnes, d'infrastructures et de commerce — mais aussi par leur densité intangible d'idées, de récits et de croyances. La façon dont les gens se déplacent dans les villes influence non seulement le commerce et la production, mais aussi leur sentiment d'appartenance, de sécurité et de cohésion. En tant que lieux d'interaction constante et foyer de la majorité de la population mondiale, les villes gèrent constamment la complexité des interactions qui se situent à l'intérieur de leurs frontières.

Bien que les villes aient leurs propres écosystèmes uniques, elles sont également connectées à et influencées par leurs environnements plus vastes, les zones environnantes, les gouvernorats infranationaux, les dynamiques nationales et les tendances mondiales. Les réseaux urbains jouent un rôle important pour aider les villes à comprendre les implications locales de ces contextes plus larges et à les influencer en retour. Pour un réseau spécifiquement axé sur le soutien des villes à la prévention de la violence et à la construction de la paix, cette interaction ne nécessite pas seulement une sensibilisation, elle nécessite une analyse active, une planification et un renforcement des capacités.

Peace in Our Cities est un réseau dirigé par ses membres, axé sur le soutien des villes pour réduire et prévenir significativement les formes graves de violence. Les évolutions géopolitiques mondiales actuelles ont un impact significatif sur la dynamique de la criminalité et de la violence, ainsi que sur la manière dont les gouvernements à tous les niveaux réagissent. La sécurité publique est à la fois très localisée et fortement influencée par les tendances mondiales. Prenons l'exemple de la façon dont le flux d'armes entre pays influence la dynamique de la violence locale. Mais si les tendances mondiales ont un impact considérable au niveau urbain, où vit la majorité des habitants, la capacité des villes à influencer ces tendances, en particulier en ce qui concerne la dynamique de la violence, a historiquement été plus faible que celle des organes de gouvernance comparables des États-nations. Cela signifie que le flux d'influence s'exerce de façon plus marquée dans un sens que dans l'autre.

Cette situation ne doit cependant pas entraîner de l'apathie. Au contraire, cela révèle une opportunité pour une nouvelle approche. Cette approche donne aux villes une voix plus forte et plus pertinente dans la prise de décision mondiale et vise à renforcer le multilatéralisme local dans le cadre de l'Agenda post-2030 des Nations Unies pour le développement

durable. Elle permet et encourage également les acteurs urbains à intégrer de manière plus délibérée les dynamiques externes dans leur planification interne et l'élaboration de leurs politiques urbaines.

Ce recueil s'attache à identifier et à partager ces stratégies dans le cadre d'une discussion plus large sur quatre tendances mondiales, afin d'aider les partenaires des villes à réfléchir à leur propre architecture de prévention de la violence de manière à répondre aux défis actuels.

## Promouvoir la paix et la sécurité dans le contexte actuel : situer le compendium

La taille, l'influence et le potentiel des villes n'ont cessé de croître au cours des deux derniers siècles. Mais ce n'est qu'en 2007 que la population mondiale urbaine a dépassé, pour la première fois dans l'histoire, la population mondiale rurale.[1] C'est un rappel important que, pendant presque toute l'histoire de l'humanité, la majorité des personnes se regroupaient dans de petites communautés.

Aujourd'hui, on compte plus de 34 mégapoles, c'est-à-dire des villes de plus de 10 millions d'habitants, ce qui dépasse la population de nombreux États-nations. Mais une ville n'a pas besoin d'être « méga » pour exercer son influence. Genève est largement reconnue dans le monde entier comme une municipalité influente, mais elle compte moins de 300 000 habitants. Indépendamment de leur taille, ce que la plupart des villes ont en commun, c'est leur densité—tant sur le plan tangible qu'intangible—et un certain degré d'autonomie. Plus de 4 milliards de personnes dans le monde vivent aujourd'hui une vie urbaine, ce qui rend l'écosystème particulier des villes crucial pour déterminer si la majorité de l'humanité vit en paix ou est exposée à la violence.

Nous savons que les villes ne sont pas immunisées contre l'environnement global, et que le monde est confronté à une série de tendances qui bouleversent les systèmes établis et les présupposés concernant la gouvernance humaine, l'existence et la cohabitation. Ce recueil met en lumière quatre tendances spécifiques que Peace in Our Cities a identifiées comme ayant un impact et une influence particuliers sur les efforts locaux visant à assurer la sécurité citoyenne et la sécurité publique dans les villes du monde entier. Ces tendances ont été sélectionnées à partir de deux sources qui se chevauchent. Premièrement, une analyse réalisée par des institutions telles que le World Economic Forum et d'autres.[2] Deuxièmement, des tendances qui démontrent une influence significative sur les dynamiques locales de violence, comme le soulignent les membres de Peace in Our Cities.

Les quatre tendances identifiées au cours de ce processus sont :

1. L'avancement de systèmes de gouvernance autoritaires.
2. La révolution technologique rapide et largement non réglementée, incluant l'avancée de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage automatique.
3. Les impacts de plus en plus incontrôlés et croissants du changement climatique.
4. L'affaiblissement et le démantèlement du système multilatéral.

Nous commençons par établir une base de référence sur ce que ces tendances signifient précisément et leurs effets généraux en matière de sécurité et de violence dans le monde d'aujourd'hui.

### L'essor de l'autoritarisme

La démocratie dans le monde entier est en déclin. À l'échelle mondiale, nous sommes revenus à des niveaux pré-1978, selon le rapport sur la démocratie 2026 de l'Institut V-Dem. Le monde d'aujourd'hui compte 92 autocraties et 87 démocraties, et la plupart des gens — 74 % — vivent désormais dans des autocraties. Seulement 7 % vivent dans des démocraties libérales.[3] En Amérique latine, moins de la moitié — 48 % — des répondants au sondage ont exprimé une préférence pour la démocratie plutôt que pour toute autre forme de gouvernement, ce qui constitue le niveau de soutien le plus faible jamais observé.[4] Le déclin des systèmes démocratiques ne concerne pas uniquement le vote ou les processus électoraux. Il s'agit aussi de démanteler les institutions essentielles aux démocraties consolidées, notamment la liberté de la presse, le respect de la procédure régulière, le respect de l'État de droit, le respect des droits de l'homme, le dynamisme de la société civile, les avancées dans la participation politique, et bien plus encore. Ces tendances ont des implications importantes pour la sécurité et la sûreté.

Dans le monde, des dirigeants aux tendances autocratiques utilisent des récits de criminalité, de violence ou de peur pour renforcer leur propre base de pouvoir. Comme l'écrit Robert Muggah : « Les politiciens l'exploitent en transformant une anxiété diffuse en un échange électoral direct, qui consiste en un accroissement du pouvoir coercitif en échange de la promesse souvent fausse de contrôle. »[5] L'état d'exception au Salvador dont parle Enrique Betancourt au chapitre 1 ne concerne pas seulement la réduction de la criminalité, il s'agit aussi de renforcer le pouvoir central du président Nayib Bukele et de son administration. Les deux sont intrinsèquement liés. Les systèmes démocratiques consolidés qui respectent une presse libre, administrent une procédure régulière et l'égalité devant la loi, garantissent des processus électoraux équitables et assurent un équilibre des pouvoirs sont d'une importance capitale ; ils constituent un rempart contre les dirigeants assoiffés de pouvoir qui utiliseront et manipuleront la peur et la force à leurs propres fins. De plus, dans des contextes où des organisations criminelles, des dirigeants politiques et/ou des agences du secteur public collaborent largement, le recours au contrôle punitif—qu'il soit appliqué par l'État ou par des éléments de groupes criminels—se substitue à la réforme institutionnelle.[6] De plus, comme l'a souligné Santiago Tobón au chapitre 2, ces approches autoritaires fragmentent souvent les marchés criminels, augmentent la violence et ne déplacent pas la gouvernance criminelle. Ils peuvent également annuler les progrès réalisés au fil de plusieurs années d'investissement dans l'établissement de la confiance entre les forces de l'ordre et les communautés. Et comme Patrick Mutahi l'explique au chapitre 6, dans ces contextes autoritaires, « la police est devenue des acteurs centraux dans la gestion des troubles sociaux, des migrations et de la dissidence politique, redéfinissant les pratiques policières quotidiennes, la sécurité publique dans les espaces urbains et les relations police-communauté ».

Tout au long de l'histoire, les plus grandes atrocités, massacres ou génocides ont tous été encadrés par un récit de protection de certains groupes contre un "autre" menaçant. Bien que les détails varient d'un endroit à l'autre, ces mêmes récits fondés sur la peur prennent racine aujourd'hui. Les villes — en tant que lieux où la diversité concentrée est gérée quotidiennement et où le gouvernement est habilité à changer — possèdent une immense capacité à dénoncer et à saper ces efforts de diabolisation, dans leur propre contexte et collectivement au niveau international. Mais les villes ne sont pas intrinsèquement bienveillantes ; elles sont aussi des lieux où un grand nombre de personnes peuvent être détenues, tuées ou subjuguées. Et parce que les autocrates connaissent le pouvoir des villes, les dirigeants subnationaux dissidents sont aussi souvent menacés d'être privés de ressources et de pouvoir décentralisé, comme le discute Betancourt au chapitre 1.

Les chapitres de ce volume qui abordent la tendance à la montée de l'autoritarisme le font en reconnaissant les différentes façons dont la démocratie en dégradation impacte la sécurité publique. Ils mettent simultanément en lumière les manières innovantes, courageuses et communautaires dont les personnes vivant et travaillant dans les villes réagissent.

## La montée en puissance des technologies non réglementées

Alors que la technologie progresse à un rythme soutenu depuis au moins la Révolution industrielle, l'avènement de l'apprentissage automatique et de l'intelligence artificielle (IA) adaptative offre de nouvelles opportunités et de défis sans précédent pour l'humanité. Les nouvelles innovations offrent d'immenses avantages potentiels dans divers secteurs de la société, tels que la santé et l'éducation, mais elles comportent également des risques importants, allant des bouleversements du marché du travail, à la confusion entre faits et fiction, aux robots et systèmes d'armes autonomes, jusqu'à des pressions exceptionnelles sur les approvisionnements énergétiques mondiaux. Alors que la technologie—en particulier les réseaux sociaux et les outils d'IA utiles—s'est rapidement intégrée dans la vie quotidienne de nombreuses personnes, les inquiétudes concernant la technologie—qu'il s'agisse d'une évolution trop rapide ou d'un retard—restent également très vives.

Selon le *Rapport sur les risques mondiaux* du Forum économique mondial, les conséquences néfastes des avancées de l'intelligence artificielle constituent le risque ayant enregistré la plus forte progression dans le classement au fil du temps[7]. L'utilisation de la technologie pour diffuser des fausses informations et de la désinformation est un risque associé, qui relie cette tendance mondiale aux trois autres tendances de diverses manières. En particulier, l'IA a tendance à adopter un comportement complaisant, disant aux utilisateurs ce qu'ils veulent entendre. Dans un monde où les médias libres et équitables déclinent, ces outils entraînent une adoption accrue de faux récits et de théories du complot qui renforcent le biais de confirmation. Le pouvoir de ces outils peut — lorsqu'ils sont utilisés par des régimes autocratiques — attiser les flammes de la division et de la répression, renforçant les biais et les peurs à travers les groupes sociaux. Comme le souligne Rachel Locke au chapitre 3, le résident moyen d'une ville peut facilement et régulièrement trouver des raisons de détester ceux définis d'une certaine manière comme « autres », en liant ces ambitions de pouvoir plus larges, généralement celles de politiciens nationaux mais aussi d'acteurs externes,[8] avec des actes violents menés

localement dans les limites municipales. Ce n'est qu'un exemple de la menace posée par une combinaison de progrès technique rapide et d'autoritarisme.

Les personnes travaillant dans le domaine de la sécurité publique et de la prévention de la violence savent que la technologie peut être extrêmement bénéfique pour résoudre des crimes grâce à des outils comme la reconnaissance faciale et le traçage des munitions, mais qu'elle peut aussi servir à surveiller et contrôler. Comme le discutent Luisa Portugal et Juan Camilo Cock Misas dans les chapitres 4 et 5, cela peut imposer des fardeaux à certains segments de la société qui sont d'une certaine manière considérés comme une « menace », et ces outils, lorsqu'ils ne sont pas gérés de manière efficace et juste, peuvent aussi être utilisés pour réprimer des groupes que le gouvernement considère comme un risque. La technologie a le potentiel de faire fonctionner les affaires judiciaires plus efficacement, réduisant ainsi la détention provisoire. Cet avantage et d'autres doivent être mis en balance face au risque de fausses identifications ou d'augmentation des divisions entre les communautés et les agences de sécurité qui sont censées les servir.

Ces technologies avancées nécessitent également d'énormes quantités d'énergie et de ressources pour fonctionner. En particulier, les centres de données qui alimentent l'IA ont besoin d'énormes quantités d'eau pour refroidir les serveurs. Dans un monde de plus en plus confronté à la sécheresse, où les « guerres de l'eau » influencent les conflits passés et futurs, cette vérité ne peut être ignorée. À moins qu'il n'y ait des changements politiques significatifs et des engagements politiques pour atténuer ces demandes, l'IA en particulier aggravera les conséquences du changement climatique à court terme, probablement avec des implications générationnelles, renforçant ainsi le nœud gordien qui relie ces différentes tendances.

## Les impacts croissants du changement climatique

Comme l'écrit Jessica Varat au chapitre 8 de ce compendium, « Le changement climatique aggrave beaucoup des mêmes conditions qui sapent aussi la paix et incitent à la violence. » La gravité des impacts du changement climatique sur les populations dépend de conditions préalables telles que les niveaux d'inégalité, de pauvreté, de rareté des ressources et la solidité des institutions. Le changement climatique touche tout le monde, partout, par des schémas météorologiques plus extrêmes et les effets en cascade de ces phénomènes.

Les impacts que nous ressentons à l'échelle mondiale incluent des dommages importants aux systèmes alimentaires, qu'il s'agisse de dénuder les terres agricoles, d'incendies de forêt qui dévastent les pâturages et le bétail, de réchauffer les océans qui entraîne la mortalité de la vie marine, ou autre. Et bien sûr, ces impacts sont souvent ressentis le plus profondément par ceux qui disposent du moins de ressources pour faire face, s'adapter ou se transformer ; cependant, ces tendances évoluent à mesure que les quartiers brûlent, le niveau de la mer monte et que des phénomènes météorologiques chaotiques se répètent universellement.

Dans toutes ces circonstances, la concurrence pour les ressources s'intensifie, créant davantage de griefs et d'opportunités de conflit. La réduction des ressources peut également créer ou élargir les opportunités pour des groupes illicites de monopoliser les marchés et de contrôler l'accès, comme cela a été observé dans de nombreux pays, comme le souligne Varat, et de s'approprier des terrains et des propriétés urbaines, comme l'explique Antônio Sampaio au chapitre 7. Les changements significatifs des marchés, de la production et des chaînes de valeur, impactés par le changement climatique—lorsqu'ils sont associés à l'affaiblissement du système multilatéral—aggravent ce défi, car la volonté politique et les ressources nécessaires pour gérer et réguler les chocs systémiques s'éloignent d'un système de coopération diplomatique pour tendre vers une compétition nationaliste.

De plus, le changement climatique impacte les schémas de déplacement et de migration. Les gens sont contraints de quitter leur domicile à la recherche de terrains plus fertiles ou plus sûrs ailleurs, cherchant souvent une plus grande sécurité ou des opportunités productives dans des zones urbaines ou périurbaines. La grande majorité des déplacements et des migrations se produisent à l'intérieur des frontières nationales, et la migration est souvent très productive, contribuant à fournir des travailleurs pour les industries à forte intensité de main-d'œuvre et à renforcer les liens entre les zones urbaines et périurbaines ou rurales. Par conséquent, rien dans le déplacement ou la migration ne crée de violence en soi, mais le déplacement d'un grand nombre de personnes nécessite une gestion réfléchie. Il s'agit notamment d'anticiper les répercussions sur les infrastructures, les transports, les ressources linguistiques et les sensibilités culturelles, et d'y apporter des réponses adaptées. Sans cette gestion, une augmentation rapide de la population peut créer des tensions au sein des communautés d'accueil, en particulier lorsque les migrants, en tant que groupe, sont instrumentalisés par des dirigeants cherchant à attiser la peur et à renforcer leur propre pouvoir.

Au-delà de ces impacts indirects sur la sécurité, le changement climatique peut également directement entraîner des niveaux de violence. Les chercheurs ont documenté comment les facteurs de stress causés par le climat influencent les résultats en matière de sécurité. Cette recherche comprend des travaux démontrant comment une augmentation du stress familial causée par une catastrophe naturelle peut accroître la violence domestique. Elle montre également que l'augmentation des journées de forte chaleur est liée à des niveaux plus élevés de criminalité et de violence urbaines, comme le souligne Varat au chapitre 8.

Les villes du monde entier travaillent dur pour aider à réduire les facteurs qui contribuent au changement climatique, comme en témoignent les travaux de C40 et le leadership démontré lors des négociations mondiales sur le climat. Les villes sont également, dans de nombreux cas, à l'avant-garde de la recherche de techniques d'adaptation pour réduire les impacts du changement climatique sur leurs habitants. Mais, comme le souligne ce compendium, un investissement plus intentionnel et délibéré est nécessaire pour atténuer les impacts du changement climatique, spécifiquement du point de vue de la sécurité et de la sûreté. Bien que les villes ne puissent pas contrôler la météo, les habitants des villes peuvent faire beaucoup pour atténuer les dommages et la souffrance résultant de phénomènes climatiques extrêmes.

## Le démantèlement du système multilatéral

Avec la montée des relations conflictuelles sur la scène mondiale, l'affaiblissement des systèmes conçus pour prévenir des confrontations cataclysmiques est extrêmement préoccupant, un point renforcé dans le World Economic Forum *Global Risks Report* : « La baisse de la confiance, la diminution de la transparence et du respect de l'État de droit, ainsi que le renforcement du protectionnisme, menacent les relations internationales, le commerce et les investissements de longue date, et augmentent la propension aux conflits. » La confrontation géoéconomique est la principale préoccupation des répondants et a été désignée par 18 % d'entre eux comme le risque le plus susceptible de déclencher une crise mondiale majeure en 2026, gagnant deux places par rapport à l'an dernier.[9]

L'espace multilatéral, de plus en plus fragile, présente toute une série de défis — mais aussi d'opportunités — pour les acteurs urbains qui s'efforcent de faire progresser la paix et la sécurité. Premièrement, de moins en moins de ressources financières et politiques sont déployées pour soutenir la prévention de la violence et la consolidation de la paix. Un rapport publié par l'OCDE en 2023 révèle que, malgré l'aggravation des conflits et de la violence à l'échelle mondiale, la part de l'aide internationale au développement allouée à la prévention et à la consolidation de la paix n'a cessé de reculer ces dernières années, jusqu'à ne représenter qu'une faible proportion, environ 10 %, de l'aide totale au développement. Ce constat précédait déjà des bouleversements majeurs, notamment la fermeture de l'Agence américaine pour le développement international en 2025.[10] Cette diminution des ressources restreint les investissements financiers concrets dans des domaines tels que les dispositifs d'accompagnement global des jeunes particulièrement exposés aux risques ou les recherches sur les mécanismes de recrutement des groupes criminels organisés. Elle alimente également une concurrence contre-productive entre les acteurs engagés dans la prévention. Cela fait peser d'importants fardeaux sur les flux de financement décentralisés qui, partout dans le monde, ont connu des années d'austérité et ont récemment été encore plus érodés, les guerres en Ukraine et en Iran ayant créé d'énormes pressions et provoqué des changements budgétaires en raison de la hausse des coûts et de l'évolution des priorités dans divers secteurs.

Outre ces obstacles liés aux ressources, la fragmentation du contexte multilatéral, conjuguée à l'essor de l'autoritarisme, a entravé l'efficacité des réponses globales aux violations massives des droits humains. Prenons, par exemple, la réponse anémique face aux atrocités de masse qui ont eu lieu à El Fasher, au Soudan, y compris le massacre systémique de plus de 6 000 personnes en seulement trois jours en octobre 2025.[11] Par ailleurs, dans tous les théâtres de guerre les plus récents — de l'Ukraine au Soudan, en passant par Gaza et l'Iran, pour n'en citer que quelques-uns — la majorité des décès a eu lieu dans les villes. Ainsi, les civils sont de plus en plus des cibles — et non seulement des victimes involontaires — de la guerre, une violation des lois et normes internationales que nos institutions multilatérales ont été créées pour protéger. En Colombie, qui travaille dur pour consolider les progrès réalisés lors du processus de paix de 2016 et où le président Gustavo Petro s'est engagé en faveur d'une paix totale, près d'un tiers du pays, soit 386 municipalités, sont vulnérables à la violence de groupes armés. [12]

Pour les villes, la protection des civils est optimale lorsque l'investissement local dans l'architecture de la paix s'articule avec, et est renforcé par, les architectures nationale et mondiale. L'affaiblissement du système mondial fragilise fortement cette toile protectrice, mais les dirigeants municipaux disposent encore de possibilités pour agir localement et coopérer avec d'autres villes afin de préserver ces normes mondiales et mettre en œuvre les politiques et priorités qui assureront la sécurité de leurs citoyens. Les recherches démontrent que la paix, la stabilité et la sécurité sont possibles au niveau

local. À une époque où les institutions mondiales échouent largement dans leur mandat, il y a des raisons d'espérer quant à la capacité des villes à progresser sur leurs priorités de réduction de la violence et de paix.

## Présentation et structure des chapitres

Les tendances identifiées ici ont des conséquences en elles-mêmes, mais elles influencent aussi les stratégies urbaines de prévention de la violence de manière évidente et moins évidente. Les chapitres de ce compendium offrent un aperçu de la manière dont les villes font progresser certains aspects de la sécurité publique dans le contexte de ces tendances, en analysant les options d'impact et de réponse. Peace in Our Cities a demandé à chaque auteur de chapitre de considérer les quatre tendances identifiées et de s'adresser à celles les plus pertinentes pour le sujet de leur chapitre. Pour certains, une ou deux tendances sont les plus marquantes et sont mises en avant de façon plus importante, tandis que d'autres auteurs traitent les quatre tendances dans une mesure relativement égale. Il y a aussi trois chapitres—un sur l'autoritarisme, un sur la technologie et un sur le changement climatique—qui reflètent les tendances. Encore une fois, c'est intentionnel. Pour ces sujets, les éditeurs estimaient qu'il y avait un impact suffisant, un matériel suffisant et une demande suffisante pour approfondir. Ces domaines, en particulier, semblent souvent hors du contrôle ou de l'influence des acteurs municipaux, et pourtant il existe une multitude de bonnes pratiques auxquelles se référer, qui sont mises en œuvre et peuvent être renforcées au niveau municipal.

Tous les chapitres de ce recueil ont été sélectionnés en fonction des besoins des membres de Peace in Our Cities. Les chapitres se concentrent sur :

1. Stratégies de sécurité publique équilibrées versus répressives.
2. Crime organisé.
3. Violence politique.
4. Technologie et IA.
5. Justice et accès à la justice.
6. Relations police-communauté.
7. Logement et foncier urbain.
8. Changement climatique.

Ce recueil ne traite pas d'un défi mondial crucial : la misogynie. Cette tendance n'est pas nouvelle, mais ses manifestations dans les sociétés s'approfondissent dans les sphères de pouvoir et d'influence, avec des implications importantes pour la force de l'autoritarisme, la manière dont les communautés réagissent au changement climatique, et l'utilisation de la technologie pour recruter et renforcer les récits qui favorisent le préjudice à l'échelle mondiale. Par exemple, « En 2019, le Département de la Sécurité intérieure a octroyé une subvention pour financer des recherches visant à comprendre le mouvement incel misogyne, et un an plus tard, un rapport des services secrets américains a désigné la misogynie en ligne comme une source inquiétante de radicalisation pour les auteurs d'attaques de masse. »[13] Pourtant, « les dimensions misogynes et genrées des mouvements extrémistes sont souvent ignorées ou reléguées au second plan dans les médias, les analyses politiques ou lors des poursuites. »[14]

Pour celles et ceux d'entre nous qui œuvrent à saper les sources et les moteurs de la violence, nous devons reconnaître la misogynie comme la menace qu'elle constitue réellement — non seulement pour les femmes, mais pour la société dans son ensemble.[15] Les responsables municipaux doivent prendre en compte l'omniprésence et l'influence insidieuse de la misogynie dans chacune de ces tendances, ainsi que ses conséquences directes sur la paix, la sécurité des citoyens et la violence. C'est dans cette perspective que le réseau « Peace in Our Cities » lancera, en octobre 2026, un groupe de travail spécialement consacré aux questions de genre et à la prévention de la violence.

### Structure des chapitres

Chaque chapitre offre un bref aperçu de son sujet, par exemple ce que signifie la violence politique dans le contexte de la prévention de la violence urbaine. Les auteurs des chapitres détaillent ensuite la relation entre leur thème et les tendances mondiales identifiées, dont l'impact varie selon les chapitres.

Chaque chapitre présente ensuite des exemples concrets, spécifiques à chaque ville, des implications du thème du chapitre pour la criminalité et la violence, et examine les initiatives menées dans le cadre des politiques, des programmes et des partenariats. Cela inclut une discussion à la fois des bonnes pratiques et des pratiques échouées ou contestées. Les auteurs ont pris en compte les éléments suivants :

- Comment les tendances mondiales impactent-elles les gouvernements municipaux concernant le domaine clé spécifique étudié ?
- Comment les différents acteurs réagissent-ils aux dynamiques abordées dans les chapitres, et quels sont de bons exemples de ce qui peut être fait en matière de politique, de recherche, de plaidoyer et de coopération internationale ?

En explorant ces questions à travers des études de cas concrètes, les éditeurs et auteurs cherchent à aider les lecteurs à se percevoir dans le contenu, afin de les aider à réfléchir à des stratégies qui pourraient fonctionner dans leur propre contexte.

Enfin, chaque chapitre propose des recommandations ou des principes que les villes peuvent utiliser pour réfléchir à leurs propres efforts dans ce domaine. Ces recommandations, brièvement résumées ci-dessous, visent à alimenter la réflexion en tenant compte des dynamiques globales et locales propres à chaque contexte urbain.

## Recommandations et conclusion

### Chapitre 1. Villes sous pression : offrir des solutions intégrées pour la paix urbaine

Les villes qui ont produit des améliorations durables en matière de sécurité — qui ont simultanément renforcé plutôt qu'érodé l'autorité légitime de l'État — ont construit l'intégration comme une fonction de gouvernance. Cela oblige les villes à :

- **S'engager dans une formulation commune de problèmes.** Quatre conditions doivent être réunies : un diagnostic partagé accepté par toutes les agences clés ; un mécanisme de coordination doté de l'autorité nécessaire pour réunir les différents secteurs ; des données circulant en temps réel vers les décideurs opérationnels ; et un responsable politique prêt à défendre la stratégie publiquement.
- **Construire une architecture pour la conception et la mise en œuvre collaboratives.** Les villes ont besoin de structures de coordination capables de réunir des agences de différents secteurs et d'assurer la pérennité de la mise en œuvre dans le temps.
- **Procéder par itérations pour s'adapter aux progrès et à l'évolution des capacités de mise en œuvre.** La conception de solutions doit intégrer de la flexibilité dès le départ pour séquencer et itérer efficacement en se basant sur des informations fiables.
- **Ancrer les solutions aux récits politiques.** L'alignement entre l'action des stratégies et ce que les décideurs politiques peuvent légitimement revendiquer n'est pas une simple question de communication — c'est un impératif de conception.

### Chapitre 2. Le crime organisé comme gouvernance urbaine : comment les groupes criminels dirigent les villes et ce que les gouvernements locaux peuvent faire

Les villes disposent d'options pour aborder le crime organisé, même en présence d'une autorité limitée, de systèmes fragmentés de police et de justice, et de pressions mondiales en évolution.

- **Diagnostiquer le problème de la gouvernance, pas seulement celui de la violence.** Créer un tableau de bord de gouvernance et d'extorsion et cartographier la gouvernance criminelle comme un marché de services.
- **Aborder les fondements économiques de la gouvernance criminelle.** Repenser les espaces publics qui soutiennent les marchés de détail, établir des partenariats locaux de réduction des risques et coordonner avec les agences nationales.

- **Renforcer la capacité de l'État là où les résidents vivent la gouvernance.** Renforcer la résolution des litiges municipaux et la justice des petites créances, et fournir des services de manière fiable.
- **Utiliser l'application de la loi de manière à réduire les préjudices et à éviter la consolidation.** Associer une application ciblée à des limites claires à l'usage de la force, une surveillance stricte, de la transparence et un engagement communautaire, et éviter des répressions générales qui créent des crises de succession de dirigeants et une consolidation du pouvoir en prison.
- **Considérer les prisons comme faisant partie du système de gouvernance de la ville.** Élaborer un programme de coordination ville-prison, surveiller la coordination entre les groupes criminels en prison, et élargir la réinsertion et la supervision post-libération.
- **Gouverner la technologie pour protéger la confiance tout en améliorant l'efficacité.** Adopter la technologie avec des règles, une supervision, de la transparence et des protections communautaires.
- **Protéger l'espace civique et réduire la capture criminelle de la vie communautaire.** Créer des mécanismes de signalement anonyme, soutenir les leaders communautaires, surveillez et prévenez la capture par des groupes criminels du territoire et des systèmes locaux, et investissez dans la coordination de la protection des témoins.
- **Anticiper les chocs mondiaux et les mutations des activités criminelles.** Suivre l'évolution des itinéraires et des marchés liés aux trafics qui pèsent sur les revenus locaux, les changements de priorités nationales en matière d'application de la loi et de pratiques d'extradition, le développement des paiements numériques et des possibilités de blanchiment d'argent, ainsi que les bouleversements migratoires et les perturbations du marché du travail qui influencent les pratiques de recrutement.
- **Rejoindre des réseaux internationaux qui suivent les risques géopolitiques et les tendances du crime organisé.**

## Chapitre 3. Sous attaque : l'impact durable de la violence politique et comment les villes ripostent

La violence politique doit être appréhendée à la fois comme un enjeu de lutte contre la violence et comme une menace antidémocratique qui fragilise simultanément les systèmes fondés sur les droits et axés sur la justice. La tapisserie dynamique et en constante évolution de la vie urbaine contient les ingrédients mêmes pour prévenir la violence politique.

### Réduire le risque de violence politique exige que les responsables municipaux :

- **Préparer :** Surveiller proactivement les risques et réfléchir aux capacités disponibles pour prévenir ou répondre à la violence politique.
- **Rechercher :** Mener des recherches qui intègrent les grandes tendances à la réalité locale et clarifient les facteurs de protection accessibles.
- **Communiquer :** Fournir une communication claire aux habitants, renforcer l'écoute des acteurs clés, prendre en compte les récits qui circulent dans les communautés et réagir de manière proactive.
- **Ressource :** Ressourcer de manière appropriée selon le risque, idéalement avec un soutien financier de sources nationales ou régionales.

### Les efforts pour renforcer les communautés contre la violence politique incluent :

- Renforcer les normes fondées sur les droits, affronter l'altérisation et construire des récits solides en faveur de la paix.
- Construire des infrastructures sociales locales par la collaboration intersectorielle pour promouvoir l'engagement pacifique et la cohésion sociale dans les espaces urbains partagés.
- Engager le dialogue, en particulier lors de moments de tension, et adopter un comportement constructif en

appelant au calme et en établissant des normes de désaccord productif.

- Contrer la désinformation et utiliser la technologie de manière prosociale en tirant parti des ressources préexistantes, en assurant toujours des contrôles contre les biais et une gestion responsable des données.

## Chapitre 4. Prévention de la violence urbaine renforcée par la technologie à l'ère de l'IA

Les villes ont l'opportunité de poser les bases d'un avenir où la technologie sera utilisée pour améliorer le bien public tout en protégeant les droits fondamentaux.

- **Mettre à profit l'IA et la technologie.** Analyser votre ville à l'échelle hyperlocale et comprendre les microdynamiques qui ont des répercussions sur l'ensemble de la ville.
- **Exploiter les données sans se laisser dicter ses décisions par elles.** Utiliser les données pour préparer, agir et réfléchir, mais tenir compte du contexte social, politique et économique plus large dans lequel les données ont été produites, et laissez-vous guider par les valeurs sociales et les principes éthiques.
- **Intégrer activement les communautés—en particulier celles historiquement marginalisées—dans les débats sur la gouvernance technologique, et accorder la priorité à la construction de la confiance.** L'IA devrait être mobilisée pour favoriser l'engagement communautaire, notamment en prenant en compte les perspectives des communautés et en établissant des canaux de dialogue ouverts entre le gouvernement, la société civile et le grand public.
- **Mettre en place des protocoles clairs et transparents, des systèmes de reddition de comptes et une supervision humaine appropriée.** Les membres du personnel gouvernemental doivent être formés et habilités à exercer leur jugement humain en permanence, reconnaissant qu'une intervention humaine est nécessaire au-delà du traitement de l'IA.
- **Utiliser la technologie pour soutenir des stratégies légitimes, intégrées et holistiques de prévention de la violence, et non pour les remplacer.** Gardez à l'esprit que l'élément humain est aussi essentiel au succès des politiques que ces nouveaux outils.

## Chapitre 5. Exploiter le système judiciaire pour réduire la violence dans les villes en période d'incertitude mondiale et de changements technologiques

Un système judiciaire équitable, accessible et efficace peut contribuer à réduire la violence dans les villes de multiples façons. Un tel système mettra un frein à la violence d'État ; garantira des droits et un traitement équitable pour tous ; sera facile à comprendre, à consulter et à naviguer ; résoudra efficacement les problèmes et conflits ; et sanctionnera les délinquants commettant des crimes graves de manière à empêcher toute nouvelle violence.

- **Les stratégies de prévention de la violence doivent être opportunes, équilibrées et fondées sur des preuves.** Elles doivent être perçues comme justes et légitimes, être mises en œuvre avant que la violence ne s'intensifie, et réduire la demande populaire de mesures strictes contre la criminalité ou de mesures autoritaires.
- **Les gouvernements municipaux et les acteurs locaux peuvent légalement contester des mesures exceptionnelles qui suspendent les garanties constitutionnelles et l'État de droit normal.** Pour ce faire, les villes devraient disposer d'un conseil juridique solide et de services juridiques capables de contester les mesures autoritaires.
- **Les coalitions, réseaux et associations de villes et de gouvernements locaux — à l'intérieur et au-delà des frontières nationales — peuvent également lutter contre l'autoritarisme en promouvant des stratégies de réduction de la violence fondées sur des règles et équitables.** La coopération internationale et des agendas communs entre les villes peuvent contrebalancer cette tendance.
- **Les villes devraient œuvrer pour rendre les systèmes et procédures judiciaires plus accessibles et faciles à utiliser.** De nombreux problèmes juridiques peuvent être résolus en dehors du système judiciaire formel, dans des contextes communautaires, en particulier dans les quartiers marginalisés. La technologie peut être exploitée

pour rendre les services de justice plus accessibles et efficaces.

- **Les villes devraient collaborer avec les forces de l'ordre, les bureaux des enquêteurs et des avocats, ainsi qu'avec le système judiciaire pour adopter progressivement, avec des garanties, de nouvelles technologies qui peuvent améliorer l'agilité et la capacité à gérer des charges de travail élevées et à résoudre des affaires.** Un système de justice pénale rapide, capable de gérer des charges de travail plus importantes et produisant de meilleurs résultats perçus comme justes et légitimes peut contribuer à réduire la violence. La technologie, y compris l'IA, peut aider à atteindre cet objectif, et les villes peuvent l'intégrer dans les domaines relevant de leur responsabilité ou soutenir d'autres agences dans leur adoption, notamment en veillant à une supervision et une formation appropriées.

## Chapitre 6. Police et confiance entre la police et la communauté dans les espaces urbains contestés : pièges et enseignements pour les politiques publiques

Le défi central pour les décideurs urbains est de gérer l'expansion des programmes de police de proximité et des relations police-population tout en protégeant leur intégrité démocratique.

- **La responsabilité doit être considérée comme la base de la police de proximité.** Les autorités doivent fournir une protection sans préjudice, une équité sans discrimination, et des conséquences en cas d'abus de pouvoir de la part de la police.
- **Une police de proximité efficace nécessite une véritable appropriation et autonomie communautaires.** Les communautés devraient être encouragées à fixer des priorités, à diriger des initiatives locales, à bénéficier d'une protection lors des forums communautaires et à pouvoir demander des comptes à la police.
- **Les villes doivent adopter une gouvernance de l'information transparente et éthique.** Les autorités devraient clairement énoncer les règles régissant la collecte, le stockage et l'utilisation des informations fournies par la communauté, y compris des protections solides pour les informateurs.
- **Les villes doivent investir dans la police relationnelle plutôt que de simplement créer de nouvelles structures.** Les réformes pratiques de la police devraient privilégier la continuité des policiers de quartier, la formation à la médiation et à la résolution de conflits, ainsi que des indicateurs de performance valorisant le renforcement de la confiance.
- **La police de proximité doit être comprise comme faisant partie d'un système de gouvernance urbaine plus large.** La police de proximité donne de meilleurs résultats lorsqu'elle est associée à des programmes sociaux et à des démarches de résolution de problèmes inter-agences.
- **Les approches doivent être adaptées aux réalités des établissements informels et des quartiers marginalisés.** Les mesures de sécurité menées par la communauté devraient intégrer les structures locales existantes — telles que les conseils des anciens, les groupes de femmes et les réseaux de jeunes.
- **Les villes doivent veiller à ce que la police de proximité soit véritablement inclusive et protectrice envers les groupes vulnérables.** Concevoir des mécanismes de participation qui amplifient délibérément les voix marginalisées (par exemple, femmes, jeunes, migrants) et créent des voies de signalement sûres pour les victimes de fautes policières.
- **Les villes doivent repenser leur manière de mesurer le succès.** Une évaluation efficace devrait se concentrer à la fois sur les résultats et les réalisations. Les résidents se sentent-ils plus en sécurité ? Font-ils confiance et interagissent-ils avec la police ? Les priorités communautaires sont-elles reflétées dans les pratiques policières ?

## Chapitre 7. Urbanisation prédatrice : terres urbaines et logements ciblés par des groupes armés et des mafias

Des groupes organisés expulsent, s'emparent délibérément de terres, construisent illégalement et commettent des actes de violence liés au logement ou aux terres en ville pour maintenir le contrôle.

### Les gouvernements, la société civile, les organisations non gouvernementales (ONG) et les communautés d'experts peuvent collaborer pour briser les silos et développer des solutions utiles.

- Lutter contre l'urbanisation prédatrice comme étape cruciale pour parvenir à des villes plus sûres, politiquement stables et réactives.
- Établir un langage unifié (par exemple, urbanisation prédatrice) et une approche cohérente et coordonnée pour identifier les actions délibérées de groupes organisés visant à expulser, s'approprier des terres, construire illégalement et commettre des violences liées au logement ou aux terrains en ville.
- Mener davantage de recherches sur l'urbanisation prédatrice par le biais du milieu universitaire, des think tanks et des ONG afin d'identifier les points communs entre les domaines de politiques publiques et les géographies actuellement isolées.
- Rejoindre des réseaux de villes qui peuvent aider à briser les silos, harmoniser les définitions, renforcer la base de preuves et partager les défis et les solutions.

### Les approches prometteuses pour relever ces défis incluent :

- Simplifier les lois et fermer les failles réglementaires sur les marchés fonciers.
- Réformer ou créer des agences publiques chargées de formaliser la propriété foncière.
- Délivrer des titres collectifs de terres aux communautés, ce qui peut accroître la sécurité de la tenure et l'investissement des résidents dans leurs bâtiments et communautés.
- Développer des évaluations régionales et des profils urbains qui intègrent les besoins en logement avec d'autres domaines, tels que les goulets d'étranglement des infrastructures, la fourniture de services de base et les questions de sécurité publique telles que la violence pénale.
- Établir des mécanismes réguliers et institutionnalisés de consultation communautaire sur la tenure foncière et le codéveloppement d'alternatives à l'expulsion entre gouvernements, société civile et forces de l'ordre.

## Chapitre 8. Changement climatique, sécurité urbaine et violence : ce que les responsables municipaux doivent savoir

Les villes disposent d'une position privilégiée pour identifier des solutions pratiques, abordables et inclusives afin d'aborder la relation entre le changement climatique et la sécurité publique.

### Cinq actions que la plupart des villes peuvent entreprendre dès maintenant :

- Intégrer les considérations de sécurité publique dans les plans d'action contre la chaleur et les stratégies de préparation aux catastrophes.
- Utiliser les outils de données existants pour superposer les risques climatiques à des points chauds de violence ou d'insécurité.
- Concevoir des centres de refroidissement et des espaces verts en gardant à l'esprit la sécurité, l'accessibilité et la confiance de la communauté.
- Investir dans des initiatives de cohésion sociale parallèlement aux projets d'adaptation climatique.
- Générer des évaluations de vulnérabilité menées par la communauté, visant à saisir le contexte sécuritaire ainsi que les risques liés au changement climatique.

## Conclusion

Ce compendium est destiné à être lu de plusieurs façons. Premièrement, spécifiquement comme matière à réflexion pour aider les partenaires municipaux — dans les secteurs public, privé et communautaire — à explorer et à envisager des stratégies pour renforcer la paix et la prévention de la violence. Deuxièmement, pour favoriser une conversation plus intentionnelle sur la manière précise dont les villes gèrent les bouleversements majeurs qui ont lieu à l'échelle mondiale. Il est essentiel que les acteurs urbains se considèrent comme des agents de changement, ne se contentant pas de gérer passivement ces évolutions, mais cherchant des moyens de les gérer de façon proactive, en investissant dans des stratégies qui renforcent la solidarité, la communauté, la connexion et l'inclusion, autant d'éléments essentiels à des environnements urbains pacifiques, productifs et justes.

# À propos des auteurs


### Rachel Locke

Rachel Locke est cofondatrice et directrice principale de Peace in Our Cities, un réseau de 100 villes et organisations mondiales œuvrant pour prévenir et réduire la violence grave grâce à des stratégies fondées sur des preuves et des droits. Elle a précédemment fondé et dirigé le Violence, Inequality and Power Lab (VIP Lab) au Kroc Institute for Peace and Justice, University of San Diego. Avant de diriger le VIP Lab, Rachel a été responsable de la recherche sur la prévention de la violence au Center on International Cooperation de New York University, directrice des interventions internationales au National Network for Safe Communities du John Jay College, et conseillère principale en politique à l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Rachel accorde une attention particulière à l'interconnexion entre les différentes formes de violence—qu'il s'agisse de la guerre, de la criminalité, de la violence interpersonnelle ou politique—et possède une solide expérience dans la création et la pérennisation d'initiatives explorant de nouvelles approches face à des défis complexes. Rachel est titulaire d'une maîtrise en affaires internationales de l'Université Columbia et a largement publié sur la prévention, la violence politique, les conflits et la criminalité organisée transnationale.

### Jai-Ayla Sutherland

Jai-Ayla Sutherland est responsable de programme pour la violence de masse et les atrocités au Stanley Center for Peace and Security, où elle soutient les efforts visant à prévenir la violence structurelle et aiguë en travaillant avec des représentants du gouvernement et de la société civile. Son travail porte principalement sur le rôle des villes, tant au niveau local qu'international, dans la mise en œuvre de stratégies de prévention fondées sur des données probantes. Son équipe fait partie du secrétariat du Peace in Our Cities Network, un réseau mondial de villes et d'organisations qui travaillent ensemble pour réduire la violence au niveau municipal. Elle est titulaire d'une maîtrise en sécurité internationale de la Josef Korbel School of International Studies de l'université de Denver et d'une licence en relations internationales de l'université de Californie du Sud.

### Flávia Carbonari

Flávia Carbonari est une experte en développement international forte de 20 ans d'expérience auprès de banques de développement, de gouvernements et d'organisations de la société civile en Amérique latine, en Afrique et en Asie de l'Est. Elle a piloté la conception et la mise en œuvre d'initiatives d'investissement, de recherche et d'élaboration de politiques consacrées à la prévention de la violence et à l'inclusion sociale. Elle est actuellement experte-conseil et responsable des membres pour Peace in Our Cities, consultante principale auprès de la Banque mondiale depuis 2007, et experte-conseil auprès du Groupe de travail sur la réduction de la violence mondiale de moitié. Elle a enseigné des cours de premier cycle et de master sur la prévention de la violence urbaine dans des universités en Argentine et à NYU Buenos Aires, et a été chercheuse non résidente au Chicago Council on Global Affairs. Résidant actuellement en Argentine, avec une expérience professionnelle dans les Amériques et en Afrique.

# Endnotes


1 Hannah Ritchie, Veronika Samborska, and Max Roser, "Urbanization," *Our World* in *Data*, published 2024, accessed July 9, 2026, https://ourworldindata.org/urbanization.

2 World Economic Forum, *Global Risks Report 2026: Digest*, published January 14, 2026, accessed July 9, 2026, https://www.weforum.org/publications/global-risks-report-2026/digest.

3 V-Dem Institute, *Democracy Report 2026: Unraveling the Democratic Era?,* 10th ed. (University of Gothenburg, 2026).

4 Latinobarómetro, *Informe Latinobarómetro 2023* (Santiago: Corporación Latinobarómetro, 2023).

5 Robert Muggah, *Crime, Violence, and the Reshaping of Politics in the Americas*, Global (Dis)Order international policy programme, British Academy and Carnegie Endowment for International Peace, 2026, https://www.thebritishacademy.ac.uk/documents/6180/Crime_violence_and_the_reshaping_of_politics_in_the_Americas.pdf.

6 Muggah, *Crime, Violence.*

7 World Economic Forum, *The Global Risks Report 2026,* January 2026, https://reports.weforum.org/docs/WEF_Global_Risks_Report_2026.pdf.

8 Emily Harding, "A Russian Bot Farm Used AI to Lie to Americans. What Now?," Center for Strategic and International Studies, July 16, 2024, https://www.csis.org/analysis/russian-bot-farm-used-ai-lie-americans-what-now.

9 World Economic Forum, *Global Risks Report*.

10 Organization for Economic Co-operation and Development (OECD), *Peace and Official Development Assistance* (Paris: OECD Publishing, October 2023), https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2023/10/peace-and-official-development-assistance_6514078d/fccfbffc-en.pdf.

11 BBC News, "Sudanese City Had 6,000 Killed in Three Days, UN Says," February 13, 2026, https://www.bbc.com/news/articles/c043753z7w3o.

12 Astrid Suárez, "Drone Attacks Raise Fears as Colombians Vote to Elect a New President," *Associated Press*, May 25, 2026, https://apnews.com/article/colombia-election-violence-drones-63d0fcb7d34fca4c92cd1338bec40dd1.

13 Everytown for Gun Safety Support Fund, *Misogyny, Extremism, and Gun Violence,* January 2022, Everytown Research & Policy, accessed June 12, 2026, https://everytownresearch.org/report/misogyny-extremism-and-gun-violence/.

14 Cynthia Miller-Idriss, "How Misogyny Fuels Violent Extremism," *Just Security*, September 16, 2025, accessed June 12, 2026, https://www.justsecurity.org/120654/how-misogyny-fuels-violent-extremism/.

15 Bettina Rottweiler, C. Clemmow, and Paul Gill, "A Common Psychology of Male Violence? Assessing the Effects of Misogyny on Intentions to Engage in Violent Extremism, Interpersonal Violence and Support for Violence against Women," *Terrorism and Political Violence* 37, no. 3 (January 2, 2024): 287–312, https://doi.org/10.1080/09546553.2023.2292723.



« Au Salvador, l'état d'exception — combiné à des négociations bien documentées entre le gouvernement et les chefs de gangs — a entraîné l'une des plus fortes baisses de criminalité de l'histoire moderne… Pour être clair, l'état d'exception ne reposait pas uniquement sur des tactiques policières plus strictes et des mesures d'incarcération plus sévères. Cette politique prévoyait également la suspension de garanties fondamentales en matière de procédure régulière, notamment le droit à l'assistance d'un avocat et la présomption d'innocence, ouvrant ainsi la voie à des arrestations massives sans mise en accusation individuelle. »

San Salvador, 10/2021.
Photo : Esaú Fuentes González/Unsplash

# CHAPITRE 1

# VILLES SOUS PRESSION

## FOURNIR DES SOLUTIONS INTÉGRÉES POUR LA PAIX URBAINE

Par Enrique Betancourt

## Contexte : Quel est le problème ?

En novembre 2023, six mois après l'instauration de l'état d'exception au Salvador,[1] alors que je me rendais de l'aéroport international à San Salvador, j'ai eu l'occasion d'échanger avec mon chauffeur de taxi pendant près d'une heure. En écoutant depuis la banquette arrière, j'ai regardé son visage dans le rétroviseur. Quelques années plus tôt, sa fille de quatorze ans avait été harcelée par le fils d'un chef de gang local. Le jour où il a décidé d'intervenir, après des tentatives infructueuses pour obtenir de l'aide de l'école et de la police, le chef de gang est venu chez lui ce même après-midi. Il y avait un prix, lui avait-on dit, pour être laissé en paix. « Pendant plus d'un an, nous avons vécu sous un stress indescriptible », a déclaré le chauffeur. Au moment de notre conversation, les deux hommes, père et fils, étaient en prison après l'une des nombreuses descentes policières visant le quartier du chauffeur. Il savait que les critiques de l'état d'exception avaient exprimé des inquiétudes concernant la procédure régulière, les limites constitutionnelles et les garanties démocratiques. Il n'a pas écarté ces inquiétudes. Mais elles rivalisaient avec quelque chose de plus immédiat et tangible. Il n'a pas rejeté ces opinions. Mais ils rivalisaient avec quelque chose de plus concret et urgent. Pour la première fois depuis des années, il ressentit un soulagement à l'idée que sa fille rentre saine et sauve.

Les citoyens ressentent rarement la sécurité comme une question idéologique. Ils perçoivent la sécurité comme une évaluation quotidienne du risque, de la prévisibilité et de la possibilité pour leurs familles de planifier l'avenir. Pour les décideurs politiques, cela représente un défi profond. Lorsque les institutions démocratiques échouent à réduire la violence à court terme, la demande du public se tourne vers ceux qui semblent capables d'agir de manière décisive. Le soutien ne signifie pas nécessairement un rejet de la démocratie. Cela reflète une recherche d'un soulagement urgent.

Au Salvador, l'état d'exception—combiné à des négociations bien documentées entre le gouvernement et les chefs de gangs—a produit l'une des plus fortes baisses de criminalité de l'histoire moderne : le taux national d'homicides est passé d'environ 52 pour 100 000 habitants en 2021 à environ 2,4 pour 100 000 en 2023. Pour les communautés vivant avec la violence chronique, la réduction de la criminalité n'est pas une statistique ; elle marque la frontière entre la peur et la possibilité. Pour être clair, l'état d'exception ne reposait pas uniquement sur des tactiques policières plus strictes et des mesures d'incarcération plus sévères. Cette politique prévoyait également la suspension de garanties fondamentales en matière de procédure régulière, notamment le droit à l'assistance d'un avocat et la présomption d'innocence, ouvrant ainsi la voie à des arrestations massives sans mise en accusation individuelle.

L'attrait croissant pour les mesures autocratiques n'est qu'un des quatre grands bouleversements mondiaux qui influent sur la manière dont les systèmes locaux sont tenus de fournir des solutions à des problèmes publics complexes. Avec l'autocratie, la présence généralisée de nouvelles technologies dans tous les aspects de la vie privée, civique et institutionnelle ; les effets perturbateurs du changement climatique ; et l'affaiblissement révolutionnaire du multilatéralisme aggravent les défis auxquels les résolveurs de problèmes publics, privés et sociaux sont confrontés à l'échelle mondiale.

La tension fondamentale de la démocratie est manifeste : sa légitimité repose à la fois sur les procédures et les résultats. Lorsque les gouvernements ne peuvent pas montrer d'améliorations tangibles dans la vie des gens — des réductions soutenues des homicides, de l'extorsion et de la violence grave — les engagements procéduraux seuls ne soutiennent que rarement la confiance du public.

### Une fragmentation délibérée : pourquoi les villes peinent à respecter leurs engagements

Ces transformations globales prennent leur forme la plus concrète au niveau municipal, où les gouvernements sont confrontés à la complexité de la violence et à la nécessité de produire des résultats tangibles. Les villes occupent une

position centrale entre les mutations mondiales et les attentes des citoyens en matière de mise en œuvre de politiques efficaces. Les gouvernements nationaux établissent des cadres juridiques et politiques, mais les villes gouvernent la rue, le quartier, l'école, le commissariat de police et le centre communautaire où la sécurité est finalement produite ou non. Les dirigeants municipaux sont suffisamment proches de la violence pour la voir à l'échelle qui importe et suffisamment responsables politiquement pour en ressentir directement les conséquences. Pour comprendre pourquoi les villes rencontrent des difficultés, il faut examiner non seulement ce qu'elles font, mais aussi où et comment elles interviennent au sein d'un système de gouvernance complexe.

La sécurité publique est, par définition, un domaine de politique publique fragmenté. Les responsabilités sont distribuées entre des institutions opérant à différents niveaux et branches du gouvernement, chacune disposant de mandats, de budgets, de cultures et de structures de responsabilité spécifiques. La police, les procureurs, les tribunaux, les services sociaux, les agences municipales, les organisations communautaires et les partenaires internationaux agissent selon des logiques institutionnelles qui n'ont que rarement été conçues pour fonctionner de manière intégrée. Les villes renforcent cette fragmentation, car elles sont confrontées simultanément à une criminalité à forte incidence, à des économies criminelles et à des violences organisées, chacune opérant à divers niveaux et nécessitant des réponses institutionnelles spécifiques. Les systèmes de sécurité et de justice ont constamment eu du mal à gouverner cette convergence. Le résultat est un fossé persistant entre la manière dont la violence est diagnostiquée, la manière dont les stratégies sont conçues, et ce qui se passe réellement sur le terrain. D'un point de vue de pensée systémique, la violence persiste souvent parce que les institutions locales interviennent trop tard, trop faiblement ou de manière fragmentée qui ne modifient pas les dynamiques sous-jacentes causant des préjudices.[2]

Cette défaillance structurelle a également une expression spatiale. Dans les villes du monde entier, le désavantage se concentre géographiquement, concentrant pauvreté, chômage, instabilité familiale, logement inadéquat et abandon institutionnel dans les mêmes quartiers où la violence est la plus aiguë. Les travaux de Robert Sampson sur le désavantage concentré démontrent que ces conditions se renforcent mutuellement : la colocation de multiples formes de privation produit des dynamiques sociales — efficacité collective affaiblie, contrôle social informel érodé et exposition normalisée à la violence — qu'aucune intervention sectorielle unique ne peut résoudre.[3] Le quartier du chauffeur de taxi n'était pas aléatoire. Les institutions fragmentées ne se contentent pas de ne pas se coordonner ; elles ne parviennent pas à se coordonner à plusieurs reprises dans les mêmes lieux, génération après génération, produisant la géographie territoriale de la violence que les villes peinent ensuite à expliquer et à traiter. L'intégration n'est donc pas seulement un défi de coordination ; c'est aussi une question de justice spatiale.

Quatre changements mondiaux approfondissent ces conditions structurelles, chacun façonnant la sécurité urbaine par des mécanismes différents. La première est l'érosion démocratique. Le rapport 2026 sur la démocratie de l'Institut V-Dem documente un recul de la démocratie à des niveaux jamais observés depuis la fin des années 1970, tandis que les enquêtes Latinobarómetro révèlent un soutien décroissant à la démocratie à travers l'Amérique latine.[4,5] La criminalité est devenue un argument politique puissant contre des systèmes jugés lents, fragmentés et contraints, et cet argument gagne souvent en force même lorsque les conditions objectives de sécurité s'améliorent, car les récits publics sur la criminalité influencent systématiquement la demande politique plus que les statistiques officielles.[6] À mesure que les gouvernements centraux consolident leur pouvoir, les autorités municipales perdent souvent l'autonomie, les ressources et la compétence nécessaires pour gouverner efficacement la sécurité, alors même que les preuves désignent de plus en plus les villes comme le niveau le plus pertinent pour concevoir et coordonner les stratégies de réduction de la violence.[7] (Muggah et al. 2016).

Le second de ces changements concerne la manière dont la technologie transforme simultanément les réseaux criminels et les systèmes locaux chargés de les contrer. Les organisations criminelles intègrent rapidement les communications chiffrées, les outils financiers numériques, les cryptomonnaies et les écosystèmes de réseaux sociaux dans le recrutement, la coordination et les opérations financières, s'adaptant souvent plus rapidement que les institutions publiques chargées d'y répondre.[8] Dans certains contextes, des groupes criminels ont également utilisé des influenceurs et des plateformes numériques pour normaliser les économies illicites et étendre les réseaux de recrutement au-delà des frontières territoriales traditionnelles.

Parallèlement, les villes disposent désormais d'une capacité technique sans précédent pour améliorer la coordination grâce à des systèmes de données partagés, des plateformes d'interopérabilité et des analyses prédictives capables

de résoudre de nombreuses défaillances de partage d'informations qui ont historiquement sapé la collaboration inter-agences. Pourtant, ces mêmes outils comportent des risques considérables. La recherche sur les systèmes prédictifs et algorithmiques a montré que des technologies mal gouvernées peuvent renforcer des schémas de surveillance inégale et d'application discriminatoire, accélérant souvent les biais institutionnels existants plus rapidement que les garanties éthiques et juridiques ne peuvent s'adapter.[9] Le défi pour les villes n'est donc pas simplement l'adoption technologique, mais la gouvernance : construire des systèmes qui améliorent la coordination et la réactivité sans accroître la méfiance ni reproduire l'exclusion.

Le changement climatique, troisième grand changement, remodele la sécurité urbaine d'une manière qui dépasse le langage familier du stress et de l'instabilité. Comme l'ont démontré les conséquences de l'ouragan Katrina, les grands événements climatiques ne déplacent pas simplement les communautés ; ils exposent et accélèrent des échecs de gouvernance préexistants, remodelant les conditions territoriales et sociales que les systèmes de sécurité doivent interpréter et auxquelles ils doivent répondre. La désorganisation généralisée de l'ordre public, de la coordination institutionnelle et de la confiance après la catastrophe a illustré comment les chocs environnementaux peuvent rapidement intensifier les vulnérabilités sociales existantes et la fragmentation de la gouvernance.[10] Dans les quartiers informels de Mathare et Korogocho, sujets aux inondations à Nairobi, les déplacements liés au climat et les chocs environnementaux modifient continuellement la densité de population, la vulnérabilité économique et la composition des communautés plus rapidement que les systèmes et interventions locaux ne peuvent s'y adapter. Bien que l'interaction entre le changement climatique et la gouvernance de la sécurité urbaine reste inégalement comprise, il devient de plus en plus clair que les villes doivent construire des systèmes de coordination adaptatifs capables d'opérer dans des environnements où les conditions territoriales et les schémas de vulnérabilité évoluent constamment.

Le quatrième grand changement est l'affaiblissement du système multilatéral. À son apogée, ce système a apporté d'importantes contributions : financement de l'expérimentation, génération de preuves mondiales et fourniture d'un soutien politique et technique aux villes pour adopter des approches équilibrées de la réduction de la violence. Pourtant, même à son apogée, le système peinait à résoudre un problème central de mise en œuvre : comment adapter des modèles larges et des preuves mondiales à des conditions locales très spécifiques. Comme l'ont soutenu des spécialistes du développement comme William Easterly, les solutions conçues à l'extérieur peinent souvent lorsqu'elles sont insuffisamment adaptées aux réalités politiques et institutionnelles locales.[11]

Les villes se voyaient souvent présenter des portefeuilles d'interventions — police de proximité, interruption de violence, emploi des jeunes, sports et programmes de cohésion sociale — sans capacité institutionnelle suffisante pour les séquencier, les combiner et les adapter aux réalités locales. Ce que l'affaiblissement actuel de la coopération multilatérale supprime, ce n'est pas seulement le financement, mais aussi l'assistance technique, l'infrastructure d'apprentissage par les pairs et le soutien opérationnel qui ont rendu possible l'expérimentation locale. Les villes ont de plus en plus besoin d'une couche translationnelle : une capacité institutionnelle capable de convertir le savoir mondial en stratégies localement viables. Cela signifie adapter les preuves et les interventions à des combinaisons spécifiques de facteurs de violence, de fragmentation institutionnelle et de contraintes politiques. Ce défi reflète également un changement plus large identifié par Beth Simone Noveck et d'autres spécialistes de la résolution des problèmes publics : les gouvernements ne se définissent plus principalement par leur capacité à concevoir des politiques, mais par leur aptitude à apprendre continuellement, à intégrer les connaissances entre secteurs et à adapter des solutions de manière collaborative dans des conditions d'incertitude.[12] Dans le contexte de la violence urbaine, cela signifie construire des systèmes locaux capables non seulement d'adopter des modèles externes, mais aussi de les traduire, de les tester, de les coordonner et de les ajuster de façon itérative dans des environnements politiques et territoriaux en rapide évolution.

Dans des conditions d'insécurité persistante, de pression sociale et de fragmentation institutionnelle, les systèmes politiques tendent vers des réponses simplifiées. Des dirigeants dans différentes régions ont rallié des soutiens autour de stratégies punitives : militarisation de l'espace urbain, incarcération de masse et états d'exception. Cette demande ne provient pas seulement du soutien des citoyens aux mesures répressives, mais aussi de communautés qui se sont résignées à accepter des violations des droits comme le prix à payer pour des approches qui semblent au moins donner des résultats. Ce schéma est visible à travers l'Amérique latine : dans les déclarations d'urgence de sécurité de l'Équateur, dans le succès électoral des plateformes de maintien de l'ordre dans plusieurs pays, et dans les données de sondage montrant un large soutien à *mano dura* — espagnol pour "poing de fer", terme couramment utilisé en Amérique latine pour décrire la gouvernance par la suspension ou l'érosion délibérée des contraintes institutionnelles des forces de sécurité, en utilisant des menaces criminelles comme justification — des approches même lorsque les normes démocratiques restent formellement intactes.

La demande de simplicité est politique. Mais l'incapacité à fournir de la complexité est structurelle.

L'administration publique moderne fonctionne encore à travers des structures largement sectorielles et hiérarchiques héritées du XIXe siècle. Les systèmes de transport, de logement, de santé, d'éducation et de sécurité ont été conçus pour traiter des problèmes limités et relativement stables. La violence urbaine contemporaine ne s'inscrit pas dans ces frontières. Les moteurs de la violence sont de nature transversale, tandis que les institutions responsables d'y répondre sont souvent en concurrence, dupliquent les efforts ou ne parviennent pas à se coordonner du tout. Le résultat est un décalage structurel entre l'architecture de l'État et la complexité de la ville contemporaine. Les raccourcis répressifs restent politiquement séduisants en partie parce que les gouvernements peinent à fournir des réponses intégrées à l'échelle et à la vitesse demandées par les citoyens. Les gouvernements urbains qui accumulent des agendas sociaux sans avoir la capacité de fournir des services fondamentaux perdent leur légitimité, créant un espace pour des substituts : acteurs du secteur privé, mouvements populistes et pouvoirs informels qui comblent les lacunes de l'État. Dans ce contexte, gouverner efficacement la sécurité urbaine exige à la fois une légitimité politique et une capacité institutionnelle de coordination et de mise en œuvre.

## Réponses par défaut sous pression

Lorsque les villes manquent d'infrastructures d'intégration, la pression politique génère des réponses à partir de la capacité institutionnelle existante, produisant des réponses par défaut reconnaissables qui sont des résultats structurels de systèmes fragmentés sous pression.

*Mano dura* nécessite un minimum de coordination intersectorielle, de diagnostic systémique et de logique de portefeuille. Un secteur de la sécurité verticale peut mettre en œuvre unilatéralement des réponses mano dura et obtenir des résultats visibles dans des délais courts. De manière cruciale, lorsque l'État exerce une asymétrie de pouvoir décisive sur les groupes criminels, il peut réprimer la violence de façon durable. Les mesures répressives contre la criminalité mises en œuvre aux Philippines sous Rodrigo Duterte et, plus récemment, au Salvador, démontrent que des stratégies répressives peuvent entraîner des réductions réelles, parfois durables, de différentes formes de violence et de criminalité. La mano dura ne consiste pas uniquement en un contrôle territorial ; elle inclut souvent l'incarcération de masse, la militarisation policière, la suspension des garanties de procédure régulière et la centralisation délibérée de la prise de décision en matière de sécurité au sein de l'exécutif. Ce qui la distingue des mesures répressives légitimes, ce n'est pas l'usage de la force, mais la suppression des contraintes qui régissent la manière dont la force est utilisée et à qui elle doit rendre des comptes.

Ce que les chiffres de violence ne capturent pas, c'est la façon dont la mano dura fonctionne simultanément comme une stratégie de consolidation politique. Au Salvador, l'état d'exception n'a pas simplement retiré les membres de gangs de la rue ; il a fourni la couverture institutionnelle nécessaire pour éliminer une opposition effective, prendre le contrôle du pouvoir judiciaire, réécrire la constitution et abolir la limitation des mandats présidentiels. Les gangs étaient la justification ; le démantèlement des freins et contrepoids en était le résultat. La stratégie sécuritaire de Nayib Bukele et sa consolidation politique n'étaient pas des projets séparés — c'était le même projet.

Selon l'Institut V-Dem, le Salvador figure parmi les pays ayant connu le processus d'autocratisation le plus rapide de la dernière décennie, à un rythme de recul démocratique comparable uniquement à celui observé lors de coups d'État militaires.[13] Même parmi les responsables des politiques de sécurité, les limites structurelles des stratégies de « mano dura » sont reconnues : celles-ci reposent sur une asymétrie des rapports de force qu'il faut entretenir activement, sur un cadre juridique exigeant une autorisation politique permanente et sur une coalition au pouvoir capable de préserver ces deux conditions. Ce ne sont pas des fondations permanentes. La fenêtre que cette force concentrée ouvre est réelle, mais ce qui se construit à l'intérieur de cette fenêtre détermine si les résultats survivent aux conditions exceptionnelles qui les ont produits. Au Salvador, ce qui a été construit, c'est une consolidation politique, pas une infrastructure d'intégration. Les institutions qui permettraient de préserver les acquis au-delà du moment exceptionnel — une justice indépendante, une police responsable, une justice accessible — sont précisément celles dont la mano dura a nécessité le démantèlement pour fonctionner.

L'avertissement plus profond est le suivant : la mano dura ne réussit pas malgré l'échec démocratique — elle réussit grâce à elle. Là où les institutions démocratiques sont fragmentées, sous-financées et ont échoué à plusieurs reprises à protéger des familles comme celle du chauffeur de taxi, le terrain politique pour une consolidation autoritaire est déjà prêt. Les citoyens ne se tournent pas vers la mano dura parce qu'ils ont abandonné les valeurs démocratiques. Ils s'y tournent parce que les gouvernements démocratiques les ont d'abord abandonnés—dans le quartier, dans la rue, à la

porte de l'école. Chaque homicide que les institutions démocratiques ne parviennent pas à empêcher, chaque extorsion qui reste sans réponse, chaque année d'insécurité accumulée sans réponse crédible, est un cadeau politique pour les dirigeants qui apportent de la clarté par la suppression des contraintes. Reformuler cette dynamique — rendre visible ce que la mise en place démocratique de la sécurité peut accomplir et pourquoi elle est importante — est en soi un impératif stratégique.[14] À moins que des gouvernements démocratiques ne s'organisent pour assurer la sécurité, l'autocratie n'aura pas besoin de se défendre elle-même. Il comblera simplement l'espace que l'échec démocratique laisse ouvert.

## Prévention sans intégration : trois modes de défaillance

La prévention performative, la prévention naïve et la prévention idéologique partagent un échec commun : des programmes et interventions déployés sans responsabilité en matière d'application, logique de séquençage ou cibles mesurables liées à des résultats de violence — mais elles aboutissent à cet échec par des voies différentes et nécessitent des réponses différentes.

La prévention performative est une stratégie politique—distincte des véritables efforts de prévention qui sont simplement déployés sans le séquençage, la coordination et la responsabilité en matière d'application qui les rendraient efficaces. La distinction est importante : la critique ici ne porte pas sur la prévention en tant que domaine, mais sur son déploiement délibéré en tant que substitut au travail d'intégration plus difficile. Pour les gouvernements confrontés à des groupes progressistes ou à la pression des donateurs, la prévention offre une couverture rhétorique : la criminalité est structurelle, les solutions sont à long terme, et les indicateurs sont difficiles à définir. Pour les organisations non gouvernementales, elle maintient la pertinence organisationnelle et les sources de financement sans nécessiter la proximité inconfortable avec l'application de la loi que les approches intégrées exigent. Pour les acteurs du secteur privé, les programmes de responsabilité sociale des entreprises dans les communautés touchées par la violence génèrent une valeur réputationnelle largement découplée des résultats mesurables en matière de sécurité. Pour les partenaires internationaux, cela se finance proprement, fait l'objet de rapports favorables et se transfère aisément dans des indicateurs mondiaux qui ont peu de rapport avec le fait que le quartier du chauffeur de taxi soit plus sûr. Dans les quatre cas, la structure d'incitation est la même : l'activité est visible, l'attribution est diffuse et la responsabilité des résultats est structurellement absente. Le programme existe pour démontrer l'action, pas pour obtenir des résultats. Lorsque la procédure devient le produit—les réunions remplaçant les décisions, la documentation remplaçant la coordination, le processus remplaçant les résultats—l'écart entre ce que les institutions rapportent et ce que vivent les communautés n'est pas un échec de conception. C'est la conception.

Le préventionnisme naïf est un problème entièrement différent. Les praticiens qui privilégient l'intervention sociale en amont sont souvent motivés par des preuves probantes : les liens de causalité entre la privation, l'exclusion et la violence sont réels, et l'argument en faveur de la prévention à long terme est intellectuellement fondé. Ce que le préventionnisme naïf sous-estime, ce n'est pas la valeur de la prévention, mais la contrainte de séquençage à laquelle il est confronté : les programmes de prévention ne peuvent pas s'implanter dans des territoires où les acteurs criminels conservent un contrôle physique et social. Dans ces conditions, la première tâche n'est pas de prévenir — mais d'intervenir, de stabiliser et de créer les conditions dans lesquelles la prévention devient possible. La prévention n'est pas rétroactive ; elle nécessite une base territoriale et sociale que les autorités doivent d'abord établir. La prévention déployée sans cette base n'est pas erronée en théorie—elle l'est dans son séquencement. L'écart de sophistication ne concerne pas les valeurs ou les preuves. Il s'agit de la capacité à définir le bon problème avant de poursuivre la bonne solution. Comme le soutient Noveck, une résolution efficace des problèmes publics exige de construire une compréhension partagée d'un défi urgent qui concerne réellement les gens, de diagnostiquer avant de prescrire, et de résister à la tendance à recourir par défaut à des interventions privilégiées lorsque les circonstances exigent une réponse différente.[15] Il s'agit de reconnaître qu'une stratégie intégrée doit concevoir tous les éléments ensemble tout en les déployant dans l'ordre exigé par les conditions sur le terrain, et que privilégier la prévention dans de mauvaises conditions produit la même inaction visible que la prévention performative, même lorsque l'intention est tout à fait différente.

Le préventionnisme idéologique est une troisième variante, et le plus difficile à traiter. Certains praticiens rejettent l'application de la loi pour des fondements de principe : la coercition de l'État est intrinsèquement suspecte, l'engagement avec la police et les procureurs compromet la confiance de la communauté, ou bien le système de sécurité que l'intégration viendrait renforcer est lui-même une source du préjudice abordé. Ce ne sont pas des positions naïves — elles reflètent une expérience historique réelle de la violence institutionnelle, en particulier dans les communautés où l'État a autant été prédateur que protecteur. Cette expérience est rationnelle et doit être prise au sérieux dans tout diagnostic honnête. Ce qu'elle ne doit pas devenir, cependant, c'est une raison permanente d'exclure tout engagement. La question n'est pas

de savoir si les institutions d'application sont imparfaites — elles le sont, souvent de façon profonde. La question est de savoir si refuser de s'engager avec eux produit de meilleurs résultats pour les communautés que les préventionnistes tentent de protéger. Dans la plupart des contextes, ce n'est pas le cas. L'intégration nécessite de travailler avec les institutions telles qu'elles sont, tout en œuvrant à ce qu'elles devraient devenir, ce qui est une position plus exigeante que de les soutenir sans réserve ou de refuser tout engagement avec elles.

Les trois laissent les communautés non protégées, mais la réponse à chacune est distincte. La prévention performative nécessite une responsabilité politique et des indicateurs liés aux résultats qui mettent en lumière l'écart entre l'activité rapportée et les résultats réels. Le préventionnisme naïf n'exige pas de critiques, mais une théorie du changement plus complète qui inscrit la prévention dans un portefeuille intégré, plutôt que de l'envisager comme une stratégie autonome. La prévention idéologique exige la conversation plus difficile : reconnaître les griefs légitimes qui motivent le refus de s'engager tout en soutenant que la transformation nécessite une présence, non une abstention. Le mode de défaillance diffère ; la conséquence est la même.

L'effet de capitalisation de ces défauts est structurel. Mano dura concentre la puissance et supprime les contraintes. La prévention sans intégration absorbe les ressources et produit des activités sans résultat. Ce qui subsiste, c'est un système en fragmentation permanente : des villes accumulant des programmes déconnectés, sans diagnostic commun, sans mécanisme d'intégration et sans personne responsable du portefeuille ; des gouvernements nationaux qui retirent simultanément des pouvoirs aux autorités municipales par le déploiement direct des forces de sécurité, la captation des ressources ou la centralisation législative des compétences en matière de sécurité. Des interventions individuelles peuvent montrer des résultats locaux ; l'ensemble ne progresse pas. Les maires restent opérationnellement responsables d'une violence qu'ils ne peuvent pas maîtriser. La couche gouvernementale la plus proche du problème et la mieux placée pour comprendre sa configuration spécifique est progressivement privée de ses pouvoirs. Il s'agit d'une description d'un système produisant exactement les résultats pour lesquels son architecture a été conçue, et qui rend la mano dura et la prévention performative perpétuellement attractives, car l'alternative exige un niveau de coordination auquel le système résiste structurellement.

C'est à cette situation que les villes étudiées ci-après ont décidé de s'attaquer, en trouvant les moyens de démontrer que ces défaillances ne sont pas inéluctables.

## Comment les villes répondent : l'intégration en pratique

Ce qui distingue les villes ayant réalisé des améliorations durables en matière de sécurité—tout en renforçant plutôt qu'en érodant l'autorité légitime de l'État—c'est la construction de l'intégration comme fonction de gouvernance : une capacité institutionnelle persistante à aligner les acteurs au sein de systèmes fragmentés, à séquencer les interventions dans un portefeuille cohérent, et à maintenir cet alignement malgré les pressions politiques qui sapent régulièrement les efforts de coordination.

Les preuves issues de l'expérience urbaine dans différents contextes pointent vers quatre pratiques d'intégration qui se retrouvent partout où des progrès ont été accomplis. Les cas ci-dessous ne sont pas des portraits complets ; ils constituent la preuve d'un argument structuré sur ce que requiert l'intégration.

### Définition du problème : la première étape d'intégration

La démarche d'intégration la plus importante intervient avant toute intervention : élaborer une définition partagée et fondée sur les données du problème spécifique de sécurité publique à résoudre. C'est plus difficile que ça en a l'air. Noveck (2021) soutient que la résolution efficace des problèmes publics commence par une définition collaborative et disciplinée du problème : un processus d'identification du problème spécifique à résoudre, de ses causes profondes, des populations qu'il affecte et des conditions qui le maintiennent.[16] Les institutions qui opèrent en parallèle élaborent leurs propres définitions du problème, calibrées selon leurs mandats — la police considère la violence comme un déficit d'application de la loi, les agences sociales comme un problème de privation, les institutions judiciaires comme une question de capacité. Chaque cadre est défendable dans son silo. Ensemble, ils produisent une fragmentation : des diagnostics parallèles de la même réalité qui génèrent des réponses parallèles sans logique partagée. La condition préalable à l'intégration est un cadre problématique que tous les acteurs clés acceptent, construit à partir de preuves suffisamment granulaires pour identifier qui provoque la violence, par quels mécanismes, dans quels lieux spécifiques, et partagé de manière suffisamment explicite pour créer un véritable terrain d'entente plutôt qu'un alignement nominal autour d'objectifs vagues partagés.

La stratégie de réduction de la violence armée de Baltimore illustre concrètement ce qu'un cadrage discipliné du problème signifie en pratique.[17] Les examens systématiques des fusillades de la ville—des réunions structurées et régulières où policiers, agents de probation, procureurs, représentants communautaires et intervenants examinaient ensemble chaque incident de fusillade—étaient avant tout un mécanisme de cadrage du problème, avant d'être autre chose. Plutôt que chaque institution ne fonctionne à partir de sa propre image partielle, tous les acteurs devaient examiner les mêmes données granulaires : qui était impliqué, quelles relations réseau les reliaient, quelles interactions antérieures chaque agence avait déjà eues avec les individus impliqués, et ce que l'incident révélait sur les dynamiques de conflit émergentes. Le tableau partagé qui en a émergé a été la base sur laquelle tout le reste — notifications directes aux personnes à haut risque de violence, actions coordonnées d'application de la loi, et orientations vers les services de sensibilisation et sociaux — a été construit. Des systèmes de partage d'informations proches du temps réel ont permis que cette trame partagée soit continuellement mise à jour, créant ainsi un diagnostic vivant plutôt qu'une évaluation statique. À la base de cette approche se trouve l'idée centrale de Mark Kleiman : des conséquences rapides et certaines modifient le comportement plus efficacement que des conséquences graves, et garantir cette certitude nécessite une coordination entre des agences qui opèrent généralement de manière isolée.[18] Une évaluation indépendante a constaté que les homicides et les fusillades ont diminué d'environ 25 % dans le district ouest au cours des 18 premiers mois de mise en œuvre de la stratégie.[19] (Kapustin et Chalfin, 2024). Les résultats restent dépendants d'une protection politique soutenue ; l'infrastructure de coordination n'a pas encore atteint le seuil d'une institutionnalisation autosuffisante qui lui permettrait de survivre à un changement radical de direction politique.[20]

Ce que Baltimore démontre également, c'est que le cadrage des problèmes constitue en soi une technologie de coordination. La revue des tirs n'a pas seulement produit de l'information—elle a créé une obligation récurrente pour les institutions de confronter ensemble la même réalité, construisant les relations inter-agences et le vocabulaire partagé dont dépend la coordination. Le processus de diagnostic constituait en lui-même un processus d'intégration.

Nairobi, au Kenya, et Cali, en Colombie, montrent que le constat diagnostique varie radicalement selon le contexte — et que déployer une intervention inadéquate face à la configuration du problème est pire que de ne rien faire, car cela consomme du capital politique et la confiance de la communauté sans produire de résultats.

Dans les quartiers informels de Nairobi — Korogocho, Kayole et Mathare — la fragmentation principale était relationnelle : une rupture fondamentale entre les communautés et les acteurs de la sécurité. Entre avril et août 2020, Mathare a enregistré 17 décès liés à un usage excessif de la force policière. Le programme Pamoja Mtaani, mis en œuvre par The Legend Kenya en partenariat avec le Life & Peace Institute de juillet à décembre 2021, a abordé directement cette condition antérieure (Peace in Our Cities, 2024).[21] Séances de dialogue structurées, actions conjointes pour la paix — y compris des repas partagés dans les commissariats — et des exercices de cartographie communautaire impliquant des jeunes, des femmes, des policiers et des administrateurs locaux ont contribué à reconstruire la relation fondamentale que tout travail ultérieur d'application ou de prévention nécessitera. Pendant six mois, plus de 700 personnes ont participé à 300 sessions de dialogue et près de 400 activités communautaires. L'architecture de genre du programme reflétait un double impératif. Des sessions séparées pour les femmes ont abordé la violence basée sur le genre et le traumatisme spécifique des mères ayant perdu des enfants à cause d'exécutions extrajudiciaires. Des sessions séparées pour les jeunes hommes ont abordé l'identité, le but et les constructions alternatives de l'appartenance masculine, s'appuyant sur l'analyse que Richard Reeves identifie dans son analyse du désavantage masculin : lorsque des institutions légitimes retirent des voies structurées vers des rôles significatifs, les réseaux criminels comblent le vide avec précisément l'identité et l'appartenance que recherchent les jeunes hommes.[2] La décision de désagréger avant d'intégrer était elle-même une constatation diagnostique : la fragmentation se faisait au sein de la communauté selon des lignes de genre et de génération, et non seulement entre l'État et la communauté. Déployer une approche intégrée et équilibrée à Mathare sans d'abord s'attaquer à la relation policier-communauté aurait accéléré la violence. L'ordre des interventions constitue la stratégie.

À Cali—une ville sous une forte pression du crime organisé, avec plusieurs acteurs armés en concurrence pour le contrôle territorial—la phase de diagnostic était plus complexe et plus lourde de conséquences.[23] Les approches standard d'intervention contre la violence communautaire supposent un accès territorial de base que les conditions imposées par le crime organisé refusent souvent : des messagers crédibles peuvent être cooptés, des médiateurs communautaires peuvent être pris pour des négociateurs avec des acteurs criminels, et les intervenants externes peuvent manquer d'un accès sécurisé aux quartiers où l'intervention est la plus nécessaire. Le travail d'intégration de Cali a donc commencé par cartographier quels territoires étaient contrôlés par quels acteurs, dans quelles conditions des opérateurs externes pouvaient fonctionner en toute sécurité, et quelles figures communautaires conservaient suffisamment d'autonomie

vis-à-vis des réseaux criminels pour servir d'intermédiaires crédibles — avant toute décision de conception de programme prise. Le programme Abriendo Caminos, issu de cette étape précédente, a combiné l'interruption de la violence avec la médiation communautaire et le développement des jeunes, adapté à la géographie spécifique du crime organisé plutôt qu'importé d'un modèle externe. Une évaluation d'impact a documenté une réduction de 74 % des homicides dans le quartier de Charco Azul et une interruption réussie des cycles de violence de vengeance.[24]

## Architecture de coordination : assurer l'intégration efficace

Deux villes illustrent comment une architecture de coordination peut être construite dans des conditions institutionnelles radicalement différentes—l'une sans autorité de commandement, l'autre sans ressources supplémentaires—et ce que les deux partagent est plus instructif que ce qui les distingue.

Le Sistema Distrital de Justicia de Bogotá démontre que la coordination ne nécessite pas d'autorité de commandement.[25] La structure juridique centralisée de la Colombie place l'autorité en matière de justice pénale au niveau national—le maire de Bogotá ne peut pas commander les procureurs, les juges ou les responsables pénitentiaires. Pourtant, entre 2016 et 2020, la ville a démontré que le pouvoir de convocation—soutenu par la légitimité démocratique et la visibilité du maire—peut remplacer le commandement formel lorsqu'il est déployé intentionnellement. L'innovation la plus marquante de Bogotá a été la conception et l'intégration de voies d'attention différenciées—des chemins à travers le système de justice et de sécurité fondés sur l'expérience réelle des citoyens naviguant dans les mandats institutionnels, et non sur la commodité des institutions elles-mêmes. Les Casas de Justicia étaient l'expression physique de cette logique : procureurs, défenseurs publics, travailleurs sociaux, psychologues, policiers et médiateurs communautaires réunis sous un même toit dans des quartiers où les habitants avaient historiquement fait face à des obstacles prohibitifs au système judiciaire formel. Les mécanismes de justice communautaire—conciliation, médiation, arbitrage—offraient des voies de résolution légalement reconnues pour des conflits qui auraient autrement dégénéré en violence, réduisant la charge des tribunaux formels tout en renforçant la relation entre la communauté et l'État, essentielle à l'application de la loi. L'analyse d'Angélica Durán-Martínez sur la violence criminelle en Colombie et au Mexique fournit un contexte essentiel : là où la légitimité de l'État est structurellement faible, l'accessibilité à la justice constitue en elle-même une intervention en matière de sécurité—ce qui est précisément ce que les Casas de Justicia ont été conçues pour apporter.[26]

Pelotas, au Brésil, offre le cas le plus complet et le mieux documenté d'une architecture de coordination institutionnalisée à l'échelle du portefeuille[27]. Les cinq piliers opérationnels du Pacto Pelotas pela Paz—prévention, application de la loi et justice, réduction des marchés illicites, urbanisme, et technologie et données—fonctionnent ensemble comme un portefeuille doté d'une logique interne, plutôt que comme des programmes parallèles. L'Observatoire de la sécurité publique et de la prévention sociale produit des données permettant d'établir des diagnostics. Le Bureau de gestion intégrée municipale assure la coordination interinstitutionnelle et agit comme organisme pivot. Le Conseil spécial, rattaché directement au bureau du maire, fournit l'autorité politique pour garantir l'alignement intersectoriel tout au long des cycles électoraux. La technologie sert d'infrastructure d'intégration — une vision opérationnelle commune qui empêche les agences de revenir à des logiques séparées. Une évaluation d'impact indépendante a révélé que le pacte était associé à une réduction de 9 % des homicides et à une réduction de 7 % des vols à l'échelle de la ville.[28]

Ce que Bogotá et Pelotas partagent est plus important que leurs différences. Aucun des deux n'a attendu les conditions institutionnelles parfaites. Aucun des deux n'a nécessité de nouvelles ressources financières supplémentaires. Toutes deux ont abordé la coordination comme un enjeu de conception de gouvernance—et l'ont résolue en construisant l'architecture que les systèmes fragmentés ne génèrent pas spontanément : une capacité de diagnostic partagée, une agence pivot dotée d'une autorité intersectorielle, et une protection politique ancrée au plus haut niveau disponible du gouvernement municipal.

## La légitimité comme infrastructure, pas comme résultat

La troisième pratique d'intégration consiste à considérer la légitimité comme une condition préalable plutôt que comme un résultat en aval—la condition sans laquelle l'application ne peut fonctionner et la prévention ne peut s'enraciner.

Le cas de Nairobi illustre cet argument de façon particulièrement directe. Le schéma se répète à travers les contextes. Alto al Fuego à Mexico — adaptant le modèle de dissuasion ciblée de l'Opération Cessez-le-feu de Boston — associait des messages de dissuasion à des offres crédibles d'aide aux personnes prêtes à se désengager de la violence.[29] Le programme visait des quartiers et réseaux spécifiques, réunissant les forces de l'ordre, les prestataires de services

sociaux et les organisations communautaires autour d'une liste commune des individus à haut risque. Ces individus ont reçu un message direct : la poursuite de la violence déclencherait une réponse coordonnée des forces de l'ordre, tandis que le désengagement ouvrirait l'accès à l'emploi, au logement, aux services de santé et au soutien personnel. L'offre n'était crédible que parce que l'infrastructure de coordination qui la sous-tendait était réelle—non pas une promesse d'une seule agence, mais un engagement d'une coalition qui s'était alignée autour des mêmes individus.

Les données issues de la formation à la justice procédurale au sein de la police de Mexico renforcent l'argument de légitimité d'un autre point de vue. Les recherches fondamentales de Tom Tyler montrent que les personnes sont plus susceptibles de respecter la loi et de coopérer avec les autorités lorsqu'elles perçoivent le processus comme équitable—lorsque les policiers expliquent leurs décisions, traitent les citoyens avec dignité et appliquent les règles de manière cohérente—et ce, indépendamment du résultat de chaque interaction.[30] Lorsque les policiers de Mexico City ont reçu une formation structurée sur ces principes, la satisfaction du public a augmenté et le nombre de plaintes a diminué.[31] Les gains en légitimité au niveau des agents se sont traduits par des résultats mesurables à l'échelle communautaire, démontrant que la relation entre l'application de la loi et la confiance fonctionne dans les deux sens—et que communiquer publiquement cette relation est aussi important que de la construire sur le terrain.[32] Comme à Pelotas, Mexico City doit désormais relever le défi qui suit les premiers succès : institutionnaliser ce qui a fonctionné lors des projets pilotes dans des dispositifs de gouvernance suffisamment durables pour survivre aux transitions de leadership, aux cycles budgétaires et aux pressions politiques qui poussent souvent les villes à abandonner ce qui fonctionne précisément au moment où les résultats commencent à apparaître.

## Précision adaptative : concentration dynamique en pratique

La quatrième pratique d'intégration est la gestion adaptative du portefeuille d'interventions—l'institutionnalisation de l'apprentissage en temps réel et des ajustements sur l'ensemble du portefeuille d'interventions à mesure que les conditions évoluent. La base intellectuelle de cette approche s'appuie sur le concept de concentration dynamique de Kleiman : l'idée que les ressources dédiées à la prévention de la violence et au maintien de l'ordre doivent s'adapter à mesure que la violence se déplace entre territoires et groupes, plutôt que de rester fixes dans des zones statiques.[33] Les acteurs criminels réagissent à la pression en se déplaçant, en s'adaptant et en exploitant de nouvelles opportunités territoriales, ce qui oblige les villes à réajuster constamment leurs interventions.

À partir de 2022, Rosario, en Argentine, a connu une escalade aiguë de la violence du crime organisé, due à la concurrence entre groupes locaux de trafic de drogue. En réponse, la ville a mis en place des interventions ciblées de quartier dans neuf zones prioritaires, déployant des équipes interdisciplinaires adaptées aux dynamiques spécifiques de chaque quartier. Plutôt que d'appliquer un modèle d'intervention standardisé à l'échelle de la ville, les autorités combinaient l'application des lois, la sensibilisation, les services sociaux et les améliorations environnementales en fonction de l'évolution des conditions locales. Pour maintenir cette approche adaptative, la ville a créé le comité de prévision intégrée des bénéfices (IBF), qui se réunissait chaque semaine pour analyser les données de violence et de renseignement entrantes, identifier les changements dans la dynamique criminelle à travers les quartiers et réaffecter rapidement les ressources dans le portefeuille d'interventions.[34] Cela a créé un cycle continu d'intelligence à l'action, capable de répondre à la violence au fur et à mesure de son évolution, plutôt que de s'appuyer sur des processus de planification annuels ou trimestriels statiques.

## Les fragilités de l'intégration

Les cas discutés révèlent également que l'intégration n'est pas auto-exécutable. La coordination dépendante de la personne est le mode d'échec le plus courant : lorsque des responsables clés partent, les mécanismes de coordination fondés sur la confiance personnelle s'effondrent. Baltimore's Gun Violence Reduction Strategy a survécu à plusieurs transitions de leadership, mais a nécessité une reconstruction intensive à chaque fois ; les Casas de Justicia de Bogotá représentent l'alternative : une infrastructure institutionnalisée sur le plan physique et légal, conçue pour perdurer au-delà des personnes qui l'ont créée. La dépendance aux ressources sans financement protégé est la deuxième vulnérabilité structurelle ; la capacité de coordination est constamment la première victime de la pression budgétaire, précisément parce que sa valeur est la plus difficile à communiquer lorsque rien ne semble visiblement défaillant. L'intégration est une solution structurelle à la fragmentation structurelle ; elle ne remplace pas les conditions politiques et de responsabilité qui rendent possible une livraison honnête dès le départ. Ce que montrent clairement les expériences urbaines documentées ici, c'est que ces fragilités sont gérables, mais seulement grâce à des choix de conception délibérés qui les anticipent dès le départ.

# Recommandations et conclusion

Une intégration efficace nécessite la capacité fondamentale de résolution de problèmes publics : la capacité de travailler au-delà des frontières institutionnelles, de réunir l'expertise appropriée pour le problème spécifique à traiter et de s'adapter continuellement à mesure que les conditions et les connaissances évoluent. Quatre priorités définissent cette capacité en pratique pour la sécurité urbaine.

## Intégration : priorités pour la mise en œuvre pratique

**S'engager dans une formulation commune de problèmes.** La première question n'est pas de savoir quel programme lancer, mais quel problème la ville rencontre réellement — et si tous les acteurs clés cherchent la même réponse. Le cadrage du problème doit être suffisamment granulaire pour identifier qui provoque la violence, par quels mécanismes et dans quels lieux spécifiques, et doit tenir compte des dynamiques structurellement distinctes qui façonnent la manière dont différents groupes sociaux vivent et génèrent la violence. Un grand nombre de preuves montre que les voies qui rendent les jeunes hommes disproportionnellement vulnérables au recrutement criminel ne sont pas les mêmes que celles qui exposent les femmes de manière disproportionnée à la violence conjugale et aux préjudices liés au genre (Reeves, 2022) ;[35] et ne sont pas uniformes selon l'âge, l'ethnie ou le contexte communautaire. Les décideurs locaux et les prestataires de services peuvent évaluer l'alignement minimum viable en demandant si quatre conditions sont présentes simultanément : un diagnostic partagé accepté par toutes les agences clés ; un mécanisme de coordination doté d'une autorité pour rassembler les différents silos ; des données circulant en temps réel vers les décideurs opérationnels ; et un responsable politique prêt à défendre publiquement la stratégie.

**Construire une architecture pour la conception et la mise en œuvre collaboratives.** Les villes ont besoin de structures de coordination capables de réunir des agences de différents secteurs et d'assurer la pérennité de la mise en œuvre dans le temps. Dans plusieurs contextes, les bureaux de prévention de la violence (OVP) ont joué ce rôle en alignant les données, les interventions et la coordination opérationnelle entre la sécurité publique, la santé, l'éducation et les acteurs communautaires.[36] Des recherches récentes sur les OVP soulignent l'importance d'entités politiquement autorisées capables de maintenir la continuité entre les administrations, d'aligner les agences autour de priorités partagées et de traduire les stratégies de réduction de la violence en routines opérationnelles. Une coordination efficace dépend également d'une infrastructure de données partagée, de processus décisionnels inter-agences réguliers et de mécanismes qui réduisent la fragmentation entre institutions. Même des programmes individuels solides échouent souvent à maintenir l'impact lorsque les mécanismes de coordination sont faibles ou déconnectés. Ces structures nécessitent donc à la fois un appui politique et une protection financière pour assurer une collaboration durable.

**Procéder par itérations pour s'adapter aux progrès et à l'évolution des capacités de mise en œuvre.** Il est essentiel que la conception des solutions intègre la flexibilité dès l'origine, non pas comme une solution de repli, mais comme une fonction inhérente à la gouvernance. Séquence explicitement : construction de légitimité avant l'intensification de l'application dans des contextes de faible confiance ; stabilisation territoriale avant les programmes de prévention dans les zones contrôlées par la criminalité organisée. Déployer la technologie comme infrastructure d'intégration, en l'évaluant selon qu'elle renforce le tableau opérationnel partagé et facilite la circulation de l'information entre les agences, et non selon qu'elle ajoute des capacités à un système fragmenté où personne n'est responsable de l'ensemble. Institutionnaliser la boucle de rétroaction entre le renseignement et l'allocation des ressources afin que le portefeuille s'ajuste à mesure que la violence migre, que la mise en œuvre révèle de nouvelles informations et que les capacités évoluent. Une stratégie qui ne peut pas apprendre n'est pas une stratégie — c'est un programme.

**Ancrer les solutions aux récits politiques.** L'intégration est techniquement exigeante et politiquement exposée. Sans un travail narratif délibéré, la complexité perd toujours au profit de la simplicité, et la mano dura sera toujours plus simple à expliquer qu'un portefeuille coordonné. Rendez la logique intégrée visible : montrez ce que le séquençage produit, documentez les résultats de façon concrète et reliez-les aux priorités politiques que les décideurs doivent défendre publiquement. Utilisez des voix de confiance — des leaders communautaires, des agents dont les conditions de travail se sont améliorées grâce au renforcement de la légitimité, des habitants de quartiers où l'intégration a donné des résultats — plutôt que des communications institutionnelles. La pérennité politique des approches intégrées dépend autant de la qualité de l'infrastructure narrative qui les défend que de celle de l'infrastructure opérationnelle qui les met en œuvre.[37] L'alignement entre ce que fait la stratégie et ce que les dirigeants politiques peuvent crédiblement revendiquer n'est pas une simple considération en matière de communication — c'est une exigence fondamentale de conception.

## Conclusion

Pour les organisations multilatérales et les réseaux internationaux, ces réalités urbaines suggèrent un autre modèle d'engagement. La fonction la plus précieuse qu'ils peuvent accomplir est de créer les conditions permettant aux villes de développer leur propre capacité d'intégration : investir dans les infrastructures locales de diagnostic, soutenir la conception de la gouvernance et organiser des échanges structurés entre pairs qui mettent en lumière le fonctionnement pratique de la logique du portefeuille dans différents contextes. Cela signifie passer d'un modèle de prescription à un modèle de capacité : de la certification des interventions ayant fonctionné ailleurs à l'accompagnement des villes dans le développement de la fonction translationnelle qui transforme la connaissance globale en stratégie locale. Peace in Our Cities représente cette alternative, organisée autour de l'apprentissage par les pairs et de la responsabilité mutuelle plutôt que de la réplication des programmes. Le recueil auquel contribue ce chapitre est précisément un exercice de cette fonction.

Le chauffeur de taxi qui s'est senti soulagé lorsque les harceleurs de sa fille ont été emprisonnés ne votait pas contre la démocratie. Il choisissait la sécurité. Il a choisi la capacité de dormir. Pour la première fois, l'État agissait de manière à rendre sa fille moins effrayée — et lui moins impuissant. Pendant des années, il avait entendu parler de réformes : plus de patrouilles, de nouvelles initiatives, des politiques révisées. Rien de tout cela ne changeait le fait que sa famille restait exposée. Jusqu'à ce que soudain, ce soit le cas.

C'est le test de la démocratie. Les approches autoritaires peuvent réduire la violence communautaire, parfois de façon durable. Ce qu'ils ne peuvent pas faire, c'est construire la capacité institutionnelle qui assure la sécurité au-delà des conditions exceptionnelles qui l'ont produite. La gouvernance démocratique fait quelque chose de plus difficile et de plus cumulatif : elle combine une responsabilité crédible avec une opportunité crédible, aligne des institutions fragmentées autour d'objectifs partagés et construit une capacité de mise en œuvre qui, au fil du temps, se transforme en une capacité de gouvernance applicable bien au-delà de la sécurité publique. Cette capacité nécessite une autorisation politique, une conception intentionnelle, un financement protégé et un leadership prêt à défendre la complexité lorsque la simplicité est plus attrayante.

Si les gouvernements démocratiques ne s'organisent pas pour assurer la sécurité, ils risquent quelque chose de plus corrosif que la défaite électorale : l'érosion progressive de la croyance que la démocratie peut protéger les familles ordinaires. Les citoyens abandonnent rarement entièrement les valeurs démocratiques, mais lorsque les gouvernements ne parviennent pas à garantir la sécurité de façon répétée, les conditions politiques pour une consolidation autoritaire se renforcent. La responsabilité est pratique : construire des institutions capables de protéger des familles comme celle du chauffeur de taxi, sans renoncer aux principes qui rendent la gouvernance démocratique digne d'être préservée.

## Notes de fin

1 L'état constitutionnel d'exception du Salvador a été déclaré en mars 2022. Il a été reconduit chaque mois par l'Assemblée législative. Au cours de ses deux premières années, plus de 84 000 personnes ont été détenues, ce qui a abouti au taux d'incarcération le plus élevé au monde. La réduction de la criminalité qui a suivi était donc en partie le résultat de l'arrangement négocié antérieur que le gouvernement avait publiquement nié. *El Faro*, « Le gouvernement a négocié avec les gangs une réduction des homicides et un soutien électoral », 3 septembre 2020, https://elfaro.net/es/202009/el_salvador/24781/gobierno-de-bukele-lleva-un-a%C3%92o-negociando-con-la-ms-13-reducci%C3%9Bn-de-homicidios-y-apoyo-electoral.htm ; El Faro, « Le pacte de Bukele avec les gangs a duré trois massacres », 1er mars 2023, *https://elfaro.net/en/202303/opinion/26745/Bukele%27s-Pact-with-the-Gangs-Lasted-Three-Massacres.htm* ; United States Department of the Treasury, Sanctions contre des dirigeants de la MS-13 (Washington, D.C. : Office of Foreign Assets Control, 2021) ; et United States Department of Justice, États-Unis c. Bukele et al. (Washington, D.C. : US Department of Justice, 2023).

2 Donella Meadows, *Points de levier : Lieux d'intervention dans un système* (Sustainability Institute, 1999).

3 Robert J. Sampson, *Great American City : Chicago and the Enduring Neighborhood Effect* (University of Chicago Press, 2012).

4 V-Dem Institute, *Democracy Report 2026 : Défaire l'ère démocratique ?*, 10e éd. (University of Gothenburg, 2026).

5 Latinobarómetro, *Informe Latinobarómetro 2023* (Corporación Latinobarómetro, 2023)

6 Enrique Betancourt, *S'attaquer au faux dilemme : Un guide de communication pour promouvoir des approches équilibrées et efficaces en matière de sécurité publique* (Peace in Our Cities, 2025).

7 Muggah, R., de Carvalho, I. S., Alvarado, N., Marmolejo, L., et Wang, R. (2016). *Vers des villes plus sûres : innovations en matière de sécurité citoyenne en Amérique latine*. Banque interaméricaine de développement.

8 Europol, *La mutation de l'ADN de la criminalité grave et organisée* (Publications Office of the European Union, 2023).

9 Sarah Brayne, *Prédire et surveiller : données, discrétion et avenir de la police* (Oxford University Press, 2021).

10 Kathleen Tierney, Christine Bevc et Erica Kuligowski, « Les métaphores comptent : mythes liés aux catastrophes, cadres médiatiques et leurs conséquences lors de l'ouragan Katrina », *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 604, no 1 (2006) : 57–81.

11 William Easterly, *Le fardeau de l'homme blanc : pourquoi les efforts de l'Occident pour aider le reste ont causé tant de tort et si peu de bien* (Penguin Press, 2006).

12 Beth Simone Noveck, *Résoudre les problèmes publics : un guide pratique pour réparer notre gouvernement et changer notre monde* (Yale University Press, 2021).

13 Institut V-Dem, *Rapport sur la démocratie 2026*.

14 Betancourt, *S'attaquer au faux dilemme*.

15 Noveck, *Solving Public Problems* (p. 13).

16 Noveck, *Solving Public Problems,* chapitre 4, « Définir un problème public » (p. 70-93).

17 Max Kapustin et Aaron Chalfin, *Analyse de l'impact de la stratégie de réduction de la violence collective de Baltimore dans le district Ouest* (Crime and Justice Policy Lab, University of Pennsylvania, 2024).

18 Mark A. R. Kleiman, *Quand la force brute échoue : comment avoir moins de criminalité et moins de sanctions* (Princeton University Press, 2009).

19 Kapustin, Max et Aaron Chalfin. *Analyse de l'impact de la stratégie de réduction de la violence de groupe de Baltimore dans le district ouest* (Philadelphia : Crime and Justice Policy Lab, University of Pennsylvania, 2024).

20 Michael Barber, *Instruction pour atteindre les résultats : Tony Blair, les services publics et le défi d'atteindre les objectifs* (Politico's Publishing, 2007).

21 Paix dans nos villes. *La ville de Nairobi au Kenya : exemple d'une approche légitime.* Bank of Insights. San Diego : University of San Diego Kroc School of Peace Studies and Peace in Our Cities, 2024.

22 Richard V. Reeves, *Des garçons et des hommes : pourquoi l'homme moderne est en difficulté, pourquoi cela compte et que faire à ce sujet* (Brookings Institution Press, 2022).

23 Cock Misas, Juan Camilo, Flávia Carbonari et Alfredo Malaret, *La ciudad de Cali en Colombia: ejemplo de un abordaje focalizado*, série Insight Briefs, Insite n° 2 (University of San Diego Kroc School of Peace Studies and Peace in Our Cities, 2024), https://peaceinourcities.org/resources/?series=insight-briefs.

24 Moreno León, Carlos Eduardo, María Isabel Irurita Muñoz, and Juan Camilo Gómez Benavides, *Informe Final de la Evaluación de Impacto del Programa Abriendo Caminos* (Universidad ICESI, 2020).

25 Secretaría Distrital de Seguridad, Convivencia y Justicia, *Justicia Para Todos: Resultados 2016–2020* (Alcaldía Mayor de Bogotá, 2019).

26 Angélica Durán-Martínez, *The Politics of Drug Violence : Criminals, Cops and Politicians in Colombia and Mexico* (Oxford University Press, 2017).

27 Ana Clara Hoffmann Maicá et al., *La ville de Pelotas au Brésil : exemple d'une approche équilibrée*, série Insight Briefs, Insite n° 1 (University of San Diego Kroc School of Peace Studies and Peace in Our Cities, 2024), https://peaceinourcities.org/resources/?series=insight-briefs.

28 Matteo Degli Esposti et al., « Effets du Pacte de paix de Pelotas (Brésil) sur la violence et la criminalité : une analyse par contrôle synthétique », *The Lancet Regional Health—Americas* 19 (2023), https://doi.org/10.1016/j.lana.2023.100447.

29 José Antonio Sumano Rodríguez, « Impact du programme Alto al Fuego sur les homicides intentionnels à Mexico », *Korpus 21*, vol. 4, n° 11 (2024).

30 Tom R. Tyler, *Pourquoi les gens obéissent-ils à la loi* (Yale University Press, 1990).

31 Rodrigo Canales, Carlos Vilalta et María Hernández, *Policía de proximidad y justicia procesal: Evidencia experimental en la Ciudad de México* (México Evalúa, 2020).

32 Betancourt, *S'attaquer au faux dilemme.*

33 Kleiman, *When Brute Force Fails.*

34 Sebastián Sanchez, Flávia Carbonari et Jennifer Sutherland, *Rosario and Cali City Exchange Report* (Stanley Center for Peace and Security and Peace in Our Cities, 2025).

35 Reeves, *Of Boys and Men*.

36 Hernán Flom et Alfredo Malaret, Enseignements tirés des services efficaces de prévention de la violence (Peace in Our Cities, 2024).

37 Betancourt, Faire face au faux dilemme.

# À propos de l'auteur

## Enrique Betancourt



Enrique Betancourt est associé et cofondateur de Contextual, un cabinet de conseil stratégique qui aide les gouvernements, les organisations multilatérales et la société civile à combler le fossé entre la conception et la mise en œuvre des politiques dans le cadre de défis complexes de politiques publiques, notamment en matière de sécurité citoyenne, de justice et de développement urbain à travers l'Amérique latine et les États-Unis.

Auparavant, il a été directeur exécutif du Centre national de prévention du crime du Mexique et directeur adjoint de l'Unité présidentielle de suivi et d'exécution au sein du bureau du président du Mexique, où il a dirigé et soutenu d'importantes initiatives de sécurité publique, de politique sociale et de coordination interinstitutionnelle.

Fort de plus de treize ans d'expérience dans le développement international, il a supervisé et directement mis en œuvre des programmes au Mexique, au Salvador, en République dominicaine, en Colombie, au Honduras et au Guatemala.

M. Betancourt est membre du programme Yale World Fellows. Il est titulaire d'une maîtrise en urbanisme de l'université de Harvard et d'un diplôme en architecture de l'Universidad de las Américas Puebla.

Il vit à Washington, D.C.

enrique@itscontextual.com.
betancourt.enrique@gmail.com



« Pour les autorités municipales… les mesures répressives peuvent faire reculer certaines formes de délinquance de rue tout en poussant les groupes criminels à s'enraciner davantage dans la vie locale, notamment autour des marchés de la drogue, dont les activités sont difficilement délocalisables. Ce risque doit guider la conception des stratégies policières et des interventions de service public. »

Vancouver, Colombie-Britannique. Canada. 09/2018. Photo : Adobe Stock

# CHAPITRE 2

# LE CRIME ORGANISÉ COMME GOUVERNANCE URBAINE

## COMMENT LES GROUPES CRIMINELS GOUVERNENT LES VILLES ET CE QUE LES GOUVERNEMENTS LOCAUX PEUVENT FAIRE

Par Santiago Tobón

À travers l'Amérique latine, l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud et du Sud-Est, et certaines parties de l'Europe du Sud, des groupes criminels armés gouvernent les quartiers. Ils règlent les différends, font respecter les règles, collectent les impôts et assurent la sécurité — souvent en collaboration avec l'État. Ces fonctions de gouvernance maintiennent les profits criminels, ancrent des acteurs armés dans la vie quotidienne et compliquent les réponses politiques. Les bouleversements géopolitiques mondiaux intensifient ce défi. La coopération internationale fragmentée en matière de lutte contre la drogue soutient les rentes du trafic. Les avancées rapides de la technologie numérique réduisent le coût de coordination pour les États et les organisations criminelles. Un regain d'enthousiasme pour les approches punitives *mano dura* (dure contre la criminalité) fragmente souvent les marchés criminels, augmente la violence et ne remplace pas la gouvernance criminelle. La migration et le déplacement liés au climat génèrent de nouveaux bassins de recrutement et déstabilisent les quartiers informels où opèrent des groupes criminels. Ce chapitre explique comment le crime organisé fonctionne comme une gouvernance urbaine, retrace comment les politiques urbaines et les accords informels ont façonné les équilibres actuels à Medellín, en Colombie, et dans d'autres villes, et offre des conseils pratiques aux gouvernements locaux confrontés à des dynamiques similaires.

## Contexte : le problème de gouvernance

Les gouvernements municipaux du monde entier sont confrontés à des groupes criminels armés qui fournissent des services assimilables à ceux de l'État. Ces groupes régulent les marchés, punissent le vol, règlent les litiges et appliquent les codes comportementaux. Ils extorquent également les habitants et les entreprises, recrutent des jeunes et contrôlent le territoire par des menaces et des violences sélectives. Cette combinaison de coercition et de prestation de services transforme le crime organisé en un système de gouvernance urbaine plutôt qu'en un problème étroit de sécurité publique (Gambetta, 1993 ; Skaperdas, 2001 ; Lessing, 2021).

Le motif apparaît dans divers contextes. À Medellín, plus de 350 gangs de quartier, appelés « combos », exercent leur emprise sur des micro-territoires, extorquent des « redevances de sécurité » (*vacunas*) et contrôlent les marchés de détail de la drogue (Blattman et al., 2025). À Rio de Janeiro, des groupes criminels tels que Comando Vermelho et les *milícias* (milices) régulent l'accès, le commerce et la participation politique au sein des *favelas* (Arias, 2006, 2017 ; Magaloni et al., 2020). À San Salvador, la MS-13 et le Barrio 18 contrôlaient des quartiers entiers, taxant les opérateurs de transport et les commerçants tout en limitant la mobilité des habitants (Cruz, 2010 ; Melnikov et al., 2025). Dans des villes mexicaines telles que Ciudad Juárez, Tijuana et Culiacán, les cartels régulent le territoire, les marchés du travail et le commerce local (Dell, 2015 ; Durán-Martínez, 2018). Au Cap, en Afrique du Sud, les réseaux de gangs gouvernent les quartiers informels et contrôlent l'accès économique dans des zones où l'État n'intervient qu'occasionnellement (Lambrechts, 2012). Dans le sud de l'Italie, la Camorra et la 'Ndrangheta continuent de gouverner des pans de la vie économique urbaine par l'extorsion, la résolution des différends et l'influence politique (Gambetta, 1993 ; Alesina et al., 2019). L'expansion transnationale des groupes du crime organisé vers de nouveaux territoires accentue la diffusion de ces schémas de gouvernance (Varese, 2011). La gouvernance criminelle, en résumé, est un phénomène urbain mondial.

## Définir le crime organisé comme gouvernance

Le crime organisé urbain combine trois caractéristiques. Premièrement, il contrôle le territoire. Les groupes utilisent des menaces crédibles pour réguler qui peut vendre de la drogue, gérer des entreprises, déplacer des marchandises et entrer ou rester dans un quartier. Deuxièmement, cette situation constitue une source de revenus. L'extorsion et les profits sur les marchés illicites financent le personnel, les armes, les pots-de-vin et les prestations sociales pour les membres et leurs familles. L'extorsion agit souvent comme une taxe informelle, avec des échéances régulières de paiement et des mécanismes d'application (Gambetta, 1993, Moncada, 2022). Troisièmement, elle fournit des services de gouvernance.

Les groupes offrent la protection, la résolution des conflits et l'application des règles sociales. Ils sanctionnent parfois les vols, assurent la médiation des conflits familiaux et de voisinage, et imposent des restrictions sur la criminalité de rue afin de réduire l'attention policière et de maintenir un environnement prévisible pour les affaires illégales (Lessing, 2021 ; Arias, 2017).

Ce chapitre utilise le terme « groupes criminels » pour désigner toute organisation armée exerçant une gouvernance territoriale. Le terme « gangs » dans ce chapitre désigne des groupes armés enracinés localement qui contrôlent un territoire et exercent des fonctions de gouvernance. Cette utilisation diffère des autres définitions de la législation nationale, qui appliquent parfois la désignation « gang » en fonction de seuils d'adhésion, de casiers judiciaires ou de structures organisationnelles. La caractéristique clé ici est la fonction de gouvernance, pas la classification juridique. *Milícias*, tels que documentées à Rio de Janeiro, sont des groupes armés souvent composés d'anciens policiers ou militaires, ou de personnels hors service, qui contrôlent un territoire et tirent des rentes tout en se présentant comme une protection communautaire contre les factions de trafiquants de drogue (*facções*) (Magaloni et al., 2020 ; Willis, 2015). Afin de préserver la précision analytique, des termes locaux spécifiques — « combos », « *razones* », « *facções* », « *milícias* », « cartels » — apparaissent lorsqu'on parle de villes particulières.

La violence dans ces contextes va au-delà de l'homicide. Les régimes de gouvernance pénale engendrent extorsion, menaces, restrictions de circulation, déplacements forcés, violences sexuelles et recrutement forcé de mineurs. Les données sur les homicides ne capturent que le résultat le plus visible. Des formes de violence plus larges — y compris la violence fondée sur le genre au sein de communautés contrôlées par des gangs, la coercition psychologique et la prédation économique — persistent souvent, voire s'intensifient, même lorsque les taux d'homicide diminuent (Yashar, 2018 ; Buvinic et al., 1999). Des recherches de Rio de Janeiro documentent comment les guerres contre la drogue perturbent l'éducation et l'accumulation à long terme du capital humain (Monteiro et Rocha, 2017). Des données provenant du Salvador montrent que le contrôle exercé par les gangs réduit la mobilité de la main-d'œuvre, les salaires et le développement économique dans les communautés affectées (Melnikov et al., 2025). Des recherches menées au Mexique associent la présence des cartels à une hausse des disparitions, des déplacements forcés et des violences non létales que les statistiques criminelles classiques ne parviennent pas à recenser (Atuesta et Vargas González, 2024).

## Pourquoi le crime organisé persiste alors que les taux d'homicides diminuent

De nombreuses villes ayant réduit les taux d'homicides font encore face à une gouvernance criminelle bien ancrée. Medellín a réduit son taux d'homicides d'environ 400 pour 100 000 en 1991 à environ 12 pour 100 000 ces dernières années. Pourtant, l'extorsion, le contrôle territorial et la gouvernance des gangs ont persisté et, dans certaines zones, se sont même étendus durant la même période (Blattman et al., 2022a ; 2022b). Cela s'est produit pour plusieurs raisons :

Premièrement, les groupes criminels parviennent à des ordres négociés qui réduisent la violence létale tout en préservant la gouvernance. L'ordre criminel de Medellín oscillait entre la fragmentation violente (2009–2012) et la coordination négociée. Les dirigeants criminels ont organisé la réduction des conflits ouverts et ont maintenu une décennie de stabilité relative, assurée grâce à la coordination en prison et à la discipline de rue (Blattman et al., 2022b). Des dynamiques similaires apparaissent à Rio de Janeiro, où des alliances changeantes entre factions de trafic de drogue et *milícias* produisent des périodes de réduction des homicides parallèlement à une extorsion persistante (Lessing et Denyer Willis, 2019).

Deuxièmement, la vente au détail de drogues et l'extorsion renforcent la prévisibilité. Les guerres perturbent les ventes, augmentent l'attention policière et génèrent des défections internes. Les activités de gouvernance—suppression du vol opportuniste, médiation des différends, application des règles—soutiennent des marchés stables et des revenus stables (Blattman et al., 2025).

Troisièmement, la présence de l'État ne remplace pas automatiquement la gouvernance criminelle. Dans de nombreuses villes, l'État n'est ni absent ni pleinement efficace. Cette condition intermédiaire — où l'État peut menacer des opérations criminelles mais ne peut pas offrir d'alternatives légitimes — incite les gangs à investir dans la gouvernance comme stratégie défensive. La section B examine ce mécanisme et ses implications politiques en détail.

Ces dynamiques de persistance ne fonctionnent pas isolément. Les ordres criminels au niveau de la ville sont façonnés par, et se connectent à, des forces géopolitiques plus larges. Quatre tendances mondiales — la fragmentation de la coopération internationale en matière de contrôle des drogues, les avancées rapides de la technologie numérique, le retour des approches sécuritaires punitives et les déplacements liés au climat — affectent directement les structures de revenus, les environnements d'application et les incitations politiques qui soutiennent la gouvernance criminelle dans

les villes. Chacune de ces tendances accentue les conditions locales qui favorisent la persistance des groupes criminels, même lorsque les taux d'homicides diminuent.

## Changements mondiaux qui façonnent la gouvernance criminelle locale

Quatre tendances géopolitiques influencent directement la manière dont les groupes criminels opèrent dans les villes et la manière dont les gouvernements municipaux peuvent réagir.

### 1. Fragmentation du système multilatéral et coopération internationale en matière de lutte contre les drogues

Le cadre multilatéral d'après-guerre pour le contrôle de la drogue s'est affaibli. Les changements dans les priorités d'application de la loi dans les pays consommateurs, l'évolution des débats sur la réduction des risques et la baisse de la coopération en matière d'extradition et de partage de renseignements influent sur les itinéraires de trafic et la distribution des rentes liées à la drogue. La criminalité organisée s'adapte en diversifiant ses marchés, en forgeant de nouvelles alliances et en transférant des fonds via des canaux numériques et financiers (United Nations Office on Drugs and Crime, 2023, 2024 ; OECD, 2016 ; Bewley-Taylor, 2012). Les routes du trafic de cocaïne qui traversent l'Afrique de l'Ouest pour approvisionner les marchés européens sont établies depuis au moins le milieu des années 2000 (Office des Nations unies contre la drogue et le crime, 2008). Les changements récents concernent l'ampleur et la diversification de ces flux, pas leur nouveauté. Les routes de transit ouest-africaines transportent désormais des volumes plus importants et une gamme plus large de marchandises, créant de nouvelles dynamiques de gouvernance et de violence dans les villes de transit (Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 2023). L'évaluation des menaces Europol 2025 identifie l'expansion des réseaux de crime organisé opérant dans les villes portuaires européennes, avec des schémas de gouvernance similaires à ceux documentés dans les contextes latino-américains (Europol, 2025). L'affaiblissement de la coopération internationale affecte directement la gouvernance locale. Elle soutient les rentes utilisées par les groupes criminels pour financer le contrôle territorial.

### 2. Technologie et avancées de l'intelligence artificielle

L'avancée rapide des technologies numériques et de l'intelligence artificielle transforme les capacités sécuritaires de l'État ainsi que les opérations criminelles. L'ampleur du changement est exponentielle. L'apprentissage automatique permet la police prédictive, la surveillance automatisée et l'intégration de données en temps réel à des vitesses et à des échelles jusqu'ici indisponibles. Les organisations criminelles exploitent la même infrastructure. Les communications chiffrées permettent la coordination entre les réseaux criminels pénitentiaires et de rue. Les plateformes de paiement numériques facilitent le recouvrement des fonds extorqués tout en réduisant l'exposition physique. Les réseaux sociaux amplifient les revendications territoriales et l'intimidation. Le contenu généré par l'IA peut être utilisé pour la désinformation, la fraude à l'identité et le recrutement. Le coût de la coordination criminelle a diminué, tandis que celui d'une surveillance étatique efficace a augmenté.

La technologie modifie aussi ce que les villes peuvent mesurer et ce qu'elles ne peuvent pas. L'activité criminelle migre vers des formes médiées numériquement—extorsion via paiements mobiles, marchés de drogues en ligne, surveillance numérique des résidents—que les statistiques criminelles classiques ne parviennent pas à détecter. La section B examine les implications politiques spécifiques de ces outils pour le maintien de l'ordre et la gouvernance.

### 3. L'essor des approches de sécurité autoritaires et punitives

Un appel mondial renouvelé à des politiques de sécurité punitives façonne la prise de décision locale. Les politiques de « tolérance zéro » promettent une réduction rapide de la violence par des opérations coup de poing, des arrestations massives, des peines sévères et, dans certains cas, des exécutions extrajudiciaires (Holland, 2013). Des recherches menées au Mexique montrent que des opérations de répression et des modifications de la protection politique peuvent entraîner la violence et la fragmentation (Dell, 2015 ; Trejo et Ley, 2018 ; Calderón et al., 2015). L'état d'exception d'El Salvador, instauré en 2022 par le président Nayib Bukele, a conduit à la détention de plus de 80 000 personnes et a entraîné une baisse significative à court terme du taux d'homicide. Elle a également généré des violations massives des droits de l'homme, affaibli le respect du processus et concentré les membres de gangs incarcérés dans des conditions susceptibles de faciliter une coordination future (Lessing, 2017 ; Lessing et Denyer Willis, 2019).

Aux Philippines, la « guerre contre la drogue » sous le président Rodrigo Duterte a produit des milliers d'exécutions extrajudiciaires avec un impact limité sur la structure du marché de la drogue. À Rio de Janeiro, les opérations policières à grande échelle dans les *favelas* ont causé de lourdes pertes civiles et accentué la méfiance et la défiance envers les

institutions de l'État (Magaloni et al., 2020 ; Willis, 2015). L'attrait des approches de *mano dura* s'aligne souvent sur des tendances autoritaires plus larges qui sapent l'indépendance judiciaire, affaiblissent les mécanismes de contrôle et concentrent le pouvoir exécutif. Cette dynamique accentue les cycles de coercition sans remettre en cause les structures de gouvernance sur lesquelles reposent les organisations criminelles.

### 4. Changement climatique, déplacements et vulnérabilité urbaine

La migration liée au climat et la dégradation environnementale engendrent de nouvelles pressions dans les villes où des groupes criminels opèrent déjà. Les populations déplacées arrivant dans les établissements informels n'ont souvent pas accès aux services d'État, aux marchés du travail formels et aux protections juridiques. Les organisations criminelles comblent ces lacunes en offrant un emploi, un crédit informel et une résolution de conflits, en échange de soumission et de recrutement (Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 2021). Les chocs climatiques perturbent les moyens de subsistance agricoles et augmentent l'offre de main-d'œuvre disponible pour les organisations criminelles (Dube et al., 2016).

Le déplacement induit par le climat crée des bassins de recrutement, provoque une compétition territoriale dans les zones d'accueil, accroît la demande de gouvernance informelle dans les communautés que l'État ne peut pas desservir, et engendre des conditions — surpopulation, absence d'opportunités économiques, réseaux sociaux faibles — associées à des taux plus élevés de violence interpersonnelle. Les villes où le déplacement environnemental se concentre dans des zones déjà sous gouvernance criminelle font face à des risques aggravés. La croissance rapide de la population dans les établissements informels dépasse la prestation des services publics, renforçant la capacité relative de gouvernance des groupes armés (Tietjen et al., 2023 ; Nett et Rüttinger, 2016).

## Pratiques : comment les villes réagissent

Les autorités municipales mettent en œuvre diverses stratégies pour lutter contre le crime organisé lorsqu'il assure une fonction de gouvernance. Ces stratégies fonctionnent rarement isolément, et la même politique peut produire des effets divergents selon la structure locale des groupes criminels, les profits du marché de la drogue et la crédibilité de la prestation des services publics. Cette section examine cinq domaines politiques : l'application de la loi, la négociation et les accommodements informels, les services publics, la technologie et la surveillance, ainsi que les prisons.

## Les limites de la répression

### La promesse et les limites de la police ciblée

Un large ensemble de données probantes provenant des États-Unis atteste de l'efficacité de la police des points chauds. Des revues systématiques confirment que les patrouilles ciblées et l'application de la loi produisent des réductions significatives à court terme de la criminalité à des endroits spécifiques, y compris de la criminalité violente (Sherman et Weisburd, 1995 ; Braga et al., 2014 ; Weisburd et al., 2010). Ces résultats ont influencé les stratégies policières à travers le monde.

Des données provenant de certaines villes d'Amérique latine suggèrent que ces résultats ne s'appliquent pas de manière uniforme. À Medellín, une expérience randomisée sur la police par points chauds a constaté une réduction des crimes contre les biens — en particulier les vols de voitures — mais aucun effet mesurable sur la criminalité violente (Collazos et al., 2021). À Bogotá et à Medellín, des interventions basées sur le lieu combinant la police et les services municipaux ont produit des résultats mitigés. Certaines preuves ont indiqué un déplacement de la criminalité plutôt qu'une réduction nette, la criminalité se déplaçant vers les zones adjacentes (Blattman et al., 2021). Ces résultats contrastent avec la littérature américaine plus vaste, qui constate généralement un déplacement limité et des effets positifs nets.

La divergence a des implications pour les politiques publiques. La police à points chauds s'est développée dans des contextes où l'État détient un monopole clair de la coercition, et où la gouvernance criminelle est marginale. Dans les villes où des groupes armés gouvernent des territoires, contrôlent les marchés de la drogue et fournissent des services, la dynamique diffère. La présence policière peut décourager les actes de délinquance de rue opportunistes, notamment les vols, les agressions et les transactions de drogue à la vue de tous, sans toutefois modifier les structures de gouvernance qui sous-tendent l'extorsion, l'imposition de règles et le contrôle territorial. Le contexte détermine quels effets les stratégies de police ciblée peuvent produire.

## Dissuasion ciblée

Les stratégies de dissuasion ciblée orientent la communication ciblée vers des individus ou des groupes spécifiques identifiés comme présentant un risque élevé de violence. Ces stratégies combinent l'offre de services sociaux et de soutien économique avec une promesse crédible de sanctions rapides en cas de poursuite de la violence. Cette approche a vu le jour aux États-Unis avec l'Opération Cessez-le-Feu et le modèle d'intervention contre la violence de groupe (Kennedy, 2011).

Les revues systématiques des mises en œuvre américaines mettent en évidence des réductions significatives de la violence associées à la dissuasion ciblée (Braga et Weisburd, 2012). Les éléments issus des adaptations latino-américaines sont encore rares, mais commencent à se manifester. La dissuasion ciblée vise les individus et les groupes qui maintiennent la violence plutôt que des territoires entiers. Cette spécificité la rend potentiellement plus compatible avec des contextes où la gouvernance pénale est intégrée, car elle évite la perturbation générale qui déclenche la dynamique de renforcement de la gouvernance décrite ci-dessous. La transférabilité à des contextes caractérisés par une forte corruption ou une faible capacité de poursuite reste une question ouverte.

## L'application de la loi peut renforcer la gouvernance criminelle

L'expérience de Medellín révèle une dynamique contre-intuitive. Lorsque l'État accroît sa présence à proximité de marchés illicites lucratifs, les groupes criminels réagissent souvent en investissant davantage dans la gouvernance afin de protéger les rentes de la drogue. Il existe des preuves d'une discontinuité géographique créée par des changements de frontières internes dans le passé, où les forces de sécurité de l'État étaient assignées plus près de certains pâtés de maisons que d'autres pendant des décennies. Les gangs de quartier proches de la présence de l'État ont développé une gouvernance accrue au fil du temps — élargissant l'élaboration des règles, l'application des règles et la fourniture de services. L'effet se concentre dans les quartiers où les rentes potentielles de la drogue sont plus élevées (Blattman et al., 2025).

Blattman et al. (2025) constatent que les groupes criminels proches de la présence de l'État développent une gouvernance plus forte, mais cela n'entraîne pas forcément une baisse des taux de violence. La relation entre la force de gouvernance et la violence dépend du fait que les groupes soient confrontés à une concurrence active ou qu'ils opèrent selon une stabilité négociée. La reconnaissance de ce schéma spatial reste une question ouverte qui mérite une enquête plus approfondie par le biais d'un dialogue structuré entre chercheurs et responsables de la sécurité municipale.

Cette constatation remet en question l'hypothèse selon laquelle la gouvernance criminelle ne résulte que de l'absence de l'État. La présence de l'État accroît le risque de saisies et d'arrestations, menaçant ainsi l'activité principale des groupes de trafic de drogue. Les groupes criminels réagissent en investissant dans la gouvernance. La gouvernance instaure l'ordre dans les quartiers, réduit les vols pouvant entraîner des plaintes auprès de la police et renforce l'obéissance qui dissuade les habitants de coopérer avec les autorités. Des recherches menées à Rio de Janeiro identifient une dynamique parallèle : les groupes criminels étendent leur gouvernance dans des zones où la présence de l'État est assurée par les forces de l'ordre, mais reste insuffisante pour offrir des alternatives légitimes (Magaloni et al., 2020).

À Rio de Janeiro, l'expansion de la *milícia* dépend non seulement d'une présence insuffisante de l'État, mais aussi d'alliances politiques entre les dirigeants de la *milícia* et les élus. Ces alliances offrent une protection contre l'application de la loi et un accès aux contrats publics (Magaloni et al., 2020 ; Willis, 2015). Le modèle de la *milícia* diffère des factions de trafic de drogue précisément par cet enracinement politique.

Pour les gouvernements municipaux, l'implication est directe. L'application de la loi peut réduire certaines formes de criminalité de rue tout en augmentant les incitations pour les groupes criminels à s'intégrer davantage dans la vie locale, notamment autour des marchés de la drogue qui ne peuvent pas facilement se relocaliser. Ce risque doit guider la conception des stratégies policières et des interventions de service public (discutées ci-dessous).

## Les opérations de répression à grande échelle engendrent souvent de la violence et de la fragmentation

Des travaux de recherche menés au Mexique indiquent que le ciblage des chefs de cartel peut provoquer des conflits de succession, une fragmentation des territoires et une recrudescence de la violence (Dell, 2015 ; Calderón et al., 2015 ; Trejo et Ley, 2018). Les données provenant du Mexique montrent également que les détentions liées à la drogue sont associées à une augmentation de la violence plutôt qu'à une diminution (Atuesta, 2025). La « décapitation » des organisations criminelles perturbe les ordres négociés existants sans éliminer les incitations économiques sous-jacentes

(Calderón et al., 2015). Les factions successeures se disputent le contrôle, souvent en recourant à plus de violence que leurs prédécesseurs n'en exerçaient.

L'approche d'incarcération de masse du Salvador sous l'état d'exception a entraîné des réductions spectaculaires des homicides. La concentration de membres de gangs dans des prisons surpeuplées crée des conditions propices à la coordination en milieu carcéral, ce qui pourrait engendrer des défis futurs en matière de gouvernance (Lessing, 2017 ; Skarbek, 2014).

### Corruption et application sélective

La gouvernance criminelle perdure lorsque les groupes criminels peuvent acheter une protection ou négocier des limites à l'action policière. À Rio de Janeiro, des recherches documentent comment la collusion entre la police et les criminels régule la distribution de la violence ; la police cible sélectivement certains groupes tout en en protégeant d'autres (Willis, 2015 ; Magaloni et al., 2020). Dans les villes mexicaines, l'effondrement des accords de protection établis entre cartels et acteurs politiques a déclenché des escalades de violence (Trejo et Ley, 2018). À Medellín, les courtiers criminels ont à plusieurs reprises tissé des liens avec des acteurs politiques et de sécurité, réduisant la pression policière et consolidant le contrôle criminel (Martin, 2012 ; Duncan, 2014).

À Rio de Janeiro, les opérations policières ciblent de manière disproportionnée les *favelas* contrôlées par des factions de la drogue, tandis que les territoires contrôlés par la *milícia* font face à une pression policière nettement moindre (Magaloni et al., 2020 ; Willis, 2015). Cette application sélective renforce la gouvernance de la *milícia*. Des témoignages issus d'entretiens menés à Medellín décrivent comment certains groupes criminels ont maintenu une influence politique grâce à des liens avec des familles politiques locales.

Les villes contrôlent rarement l'ensemble de l'appareil d'application de la loi. En Colombie, la police nationale et les procureurs jouent un rôle primordial. Les responsables municipaux orientent les priorités grâce à la coordination, à la répartition des ressources et aux signaux politiques qu'ils envoient, autant de leviers pouvant favoriser une répression ciblée ou encourager des arrangements informels.

L'autorité municipale sur l'application varie selon les structures de gouvernance. Dans des systèmes fédéraux tels que le Brésil et le Mexique, les maires ont encore moins de contrôle sur la police et les procureurs. Au Brésil, la police militaire d'État mène la plupart des opérations de police urbaine, tandis que la police civile fédérale gère les enquêtes. Au Mexique, la police municipale est limitée à des fonctions préventives, l'autorité d'enquête et de lutte contre le crime organisé étant réservée aux agences étatiques et fédérales. Dans ces contextes, les élus municipaux influencent la sécurité par les dépenses sociales, l'urbanisme, la fourniture de services locaux et le plaidoyer politique, plutôt que par un commandement opérationnel direct. Cette variation détermine quelles recommandations les villes peuvent mettre en œuvre directement et celles nécessitant une coordination avec les autorités étatiques ou nationales.

## Négociation et arrangement informel

Dans de nombreuses villes, la réduction de la violence visible coïncide avec des négociations entre groupes criminels ou entre acteurs criminels et intermédiaires liés à l'État. Ces accords réduisent les conflits ouverts. Ils consolident également les groupes qui parviennent à conclure ces accords.

### Comment les accords réduisent la violence

Les accords de paix criminels fonctionnent par la discipline. Les dirigeants intermédiaires et supérieurs coordonnent pour prévenir les guerres de territoire, aligner les prix et résoudre les différends. La détention carcérale peut faciliter la coordination en maintenant les dirigeants unis et en favorisant la communication, surtout lorsque la gouvernance pénitentiaire reste poreuse (Lessing et Denyer Willis, 2019 ; Skarbek, 2014). À Medellín, la période post-2012 reflète un tel arrangement. Les dirigeants criminels, aidés par la dynamique carcérale, ont maintenu une réduction des conflits ouverts pendant plus d'une décennie (Blattman et al., 2022b). À Rio de Janeiro, des périodes de violence interfactionnelle réduite ont coïncidé avec des trêves informelles négociées via des réseaux carcéraux (Lessing, 2017). Dans les villes mexicaines, les aménagements locaux entre cartels et acteurs municipaux ont parfois réduit les homicides en échange d'une tolérance tacite envers les opérations de trafic (Durán-Martínez, 2018).

### Comment les accords consolident la gouvernance criminelle

Les accords s'accompagnent souvent de limites en matière d'application ou d'exécution. La police et les acteurs politiques peuvent réduire la pression sur certains chefs criminels ou territoires en échange d'un taux d'homicide plus bas. Les chefs criminels imposent ensuite la discipline aux groupes de niveau inférieur et étendent la gouvernance pour maintenir la stabilité. Cette dynamique augmente la capacité d'extorsion, normalise la fiscalité illicite et renforce le contrôle territorial.

À Medellín, les récits basés sur des entretiens décrivent des comités et des arrangements négociés reliant des acteurs armés démobilisés, le gouvernement municipal et la police. Les interviewés décrivaient une structure de « Mesa de Paz » (table de paix) qui fonctionnait comme un canal de coordination et, parfois, de protection contre les opérations illégales. À Rio de Janeiro, des trêves informelles entre des unités de police et des factions de drogue dans certaines *favelas* ont permis à ces factions de consolider leurs opérations d'extorsion pendant des périodes de violence létale réduite (Lessing, 2017 ; Arias, 2017). Cet accommodement réduit la responsabilité publique, favorise une application sélective, favorise la capture politique et érige des barrières à l'entrée pour les organisations communautaires cherchant à agir indépendamment du contrôle criminel.

### Ce que les villes peuvent contrôler

Les gouvernements municipaux manquent souvent d'autorité directe pour négocier avec des groupes armés, et les contraintes juridiques limitent considérablement cette option. Les élus municipaux façonnent un environnement qui rend les accords plus ou moins probables. Ils contrôlent les dépenses sociales, la prestation des services locaux, les permis municipaux et la messagerie publique. Ils peuvent soutenir la transparence et la surveillance pour limiter les accords informels. Ils peuvent aussi résister à la pression d'accepter que des réductions à court terme des homicides soient des mesures suffisantes du succès lorsque l'extorsion et la gouvernance persistent.

## Services publics et concurrence en matière de gouvernance

### La prestation de services publics peut réduire le recours aux services des gangs.

Les litiges de logement et de propriété dans les quartiers informels constituent un domaine majeur de la gouvernance des groupes criminels. Lorsque les mécanismes formels d'attribution de titres de propriété et de résolution des litiges de propriété sont absents ou lents, les groupes criminels comblent le vide. Cela crée une demande directe de services des groupes criminels à laquelle la résolution des conflits par l'État pourrait répondre.

Les preuves du Salvador illustrent où la prestation de services peut cibler directement la gouvernance des gangs. Melnikov et al. (2025) montrent que les gangs imposent des restrictions de mobilité aux résidents des quartiers contrôlés, les empêchant de se rendre dans des zones où se trouvent des entreprises plus importantes et où les salaires sont plus élevés. Les résidents des territoires de gangs gagnent des revenus plus faibles parce que le contrôle territorial limite leur accès au marché du travail plus vaste. Ces résultats révèlent une fonction spécifique de gouvernance — la restriction des déplacements — à laquelle l'investissement de l'État dans l'accès aux transports, les services de placement et l'intégration au marché du travail formel pourrait répondre. L'étude a précédé l'état d'exception de 2022 et s'est déroulée indépendamment de l'application de mesures de type *mano dura*. L'implication pour la prestation de services est que des programmes ciblant les coûts économiques du contrôle territorial—et pas seulement la violence visible—peuvent réduire l'emprise que la gouvernance des gangs exerce sur la vie quotidienne des habitants.

### Prestation de services et réponse sur le plan de la gouvernance

Les preuves d'application évoquées ci-dessus ont des implications directes pour la prestation de services. Parce que les groupes criminels investissent dans la gouvernance en partie comme une réponse défensive à la présence de l'État, l'expansion des services publics dans les marchés de drogue à haut risque peut produire la même dynamique : l'État améliore les conditions tandis que les groupes criminels intensifient leur propre gouvernance pour protéger les revenus illicites (Blattman et al., 2025).

Blattman et al. (2025) documentent cette réponse dans Medellín. Lorsque la ville a étendu la présence de la sécurité de l'État dans certains quartiers, les groupes criminels (« combos ») dans ces zones ont renforcé l'application des règles, le règlement des différends et la perception des frais. Les habitants ont connu davantage de services de l'État, parallèlement à une gouvernance criminelle plus active. Les élus municipaux devraient anticiper cette dynamique duale. L'expansion des services devrait cibler les fonctions spécifiques que les groupes criminels assurent — résolution des

différends, protection, accès économique — plutôt que de proposer des programmes génériques qui laissent intacte la gouvernance criminelle parallèlement à une infrastructure améliorée.

### Les alternatives civiles à la police nécessitent une capacité soutenue

Des données expérimentales récentes menées à Medellín ont testé des alternatives civiles à la police et accru la présence étatique non policière. Une attention accrue de l'État ne conduit pas nécessairement à une prestation efficace des services. Les quartiers dotés d'une capacité institutionnelle de base plus élevée — y compris les services officiels de l'État et les organisations dirigées par la communauté — ont vu de meilleurs résultats et une plus grande légitimité étatique. Les quartiers à faible capacité institutionnelle ont éprouvé des attentes déçues et une perte de légitimité (Blattman et al., 2026). Une mise en œuvre insuffisante érode la confiance et crée des opportunités pour les groupes criminels de se présenter comme plus réactifs. L'ordre des interventions est important. Les villes devraient commencer par ce qu'elles sont en mesure de garantir de manière fiable, puis élargir leur champ d'action.

## Technologie, renseignement et enjeux de légitimité

La section A a décrit comment les avancées rapides en IA et en technologie numérique redéfinissent à la fois la capacité de l'État et les opérations criminelles au niveau structurel. Au niveau de la ville, ces changements se traduisent par des décisions politiques spécifiques concernant la surveillance, les outils de données et la responsabilité.

Les preuves de Medellín indiquent que les caméras de surveillance peuvent réduire certains crimes de rue, en particulier les infractions contre les biens, en augmentant le risque perçu d'être détectés (Gómez et al., 2021). Des résultats similaires apparaissent dans des études menées dans d'autres contextes urbains. Les caméras ont un effet dissuasif sur la criminalité opportuniste. Cependant, elles ne traitent pas des structures de gouvernance qui soutiennent l'extorsion et le contrôle territorial.

La surveillance augmente également les risques liés à la gouvernance. La police basée sur les données peut améliorer les enquêtes et l'allocation des ressources. Cela peut également renforcer la perception d'un maintien de l'ordre biaisé, surtout si les outils algorithmiques amplifient les schémas de ciblage existants et affaiblissent la transparence (*Brayne, 2017 ; Ferguson, 2017*). Dans les villes où les communautés se méfient déjà de la police — Rio de Janeiro, Mexico City, Le Cap — l'introduction d'outils prédictifs sans mécanismes de surveillance risque de renforcer les inégalités existantes.

Les groupes criminels s'adaptent aux outils existants et aux avancées technologiques de l'État. À Medellín, les organisations criminelles fournissent aux membres incarcérés des téléphones portables, une représentation juridique et un soutien financier, maintenant la cohésion et permettant la gouvernance de persévérer malgré les arrestations. Les plateformes de messagerie chiffrée permettent la coordination entre les réseaux pénitentiaires et urbains. Les organisations criminelles déplacent également la coordination vers des plateformes chiffrées en réponse à l'expansion de la surveillance et utilisent des outils de contre-surveillance pour surveiller les communications de la police. Les outils de paiement numériques facilitent la collecte des fonds issus de l'extorsion. Le GPS et les réseaux sociaux permettent une surveillance en temps réel des mouvements policiers et des activités concurrentes. Cela constitue une dynamique de course aux armements, et non un avantage statique pour l'un ou l'autre camp.

La technologie modifie aussi le problème de la mesure. Les villes évaluent la sécurité à l'aide de mesures—nombre d'homicides, arrestations, vols déclarés—qui ne reflètent qu'une partie des atteintes que la gouvernance criminelle produit. L'extorsion, le recrutement forcé, les restrictions de déplacement et la violence liée au genre dans les zones contrôlées par des groupes criminels sont des formes de violence que les indicateurs classiques ne prennent pas en compte. La technologie peut encore plus les masquer en déplaçant l'activité criminelle vers les canaux numériques. Les villes ont besoin de systèmes de données qui suivent l'extorsion, l'activité criminelle numérique et les expériences de coercition des résidents — pas seulement les décomptes d'incidents criminels.

Les villes ont besoin de règles de gouvernance pour ces outils. Les mécanismes de surveillance, les exigences en matière de transparence, les audits des disparités et le renforcement des capacités des opérateurs constituent la base. Les fournisseurs privés de technologies, les entreprises de télécommunications et les institutions financières jouent également un rôle. Les villes peuvent s'associer à ces acteurs pour mettre en œuvre des normes de surveillance, partager des renseignements sur les menaces liées à l'extorsion numérique et concevoir des mécanismes de signalement.

## Les prisons comme pilier de la gouvernance criminelle

Les prisons façonnent les ordres criminels urbains dans le monde entier. De nombreux dirigeants criminels sont incarcérés à plusieurs reprises. Le temps passé en prison ne rompt pas nécessairement le contrôle exercé. Elle peut renforcer le pouvoir des dirigeants, favoriser la coordination entre groupes rivaux et ouvrir des possibilités de négociation (Lessing et Denyer Willis, 2019; Skarbek, 2014). Au Brésil, le Primeiro Comando da Capital est devenu une structure de gouvernance au sein des prisons de São Paulo et a étendu son pouvoir à des quartiers à travers le pays (Lessing, 2017). Aux États-Unis, les gangs de prison gouvernent le système pénitentiaire américain à travers des constitutions, des tribunaux et des mécanismes d'exécution (Skarbek, 2014). À Medellín, des systèmes de soutien structurés maintiennent la loyauté et permettent à la gouvernance de persister malgré les arrestations — l'assistance juridique, les transferts d'argent et les outils de communication circulent régulièrement vers les membres incarcérés.

La coordination en prison peut réduire la violence lorsque des dirigeants criminels incarcérés imposent la discipline aux groupes de rue. Elle peut aussi générer de la violence lorsque la coordination se dégrade—par des disputes de succession, des trahisons ou des changements dans les alliances extérieures. La préoccupation politique est que l'incarcération de masse sans réforme de la gouvernance pénitentiaire crée les conditions pour les deux issues.

Les preuves provenant de Colombie montrent que les conditions et investissements en prison influencent les résultats post-libération. Les améliorations des infrastructures pénitentiaires réduisent la récidive (Tobón, 2022). L'incarcération de masse concentre les chefs criminels dans des installations partagées. Sans investissement dans la classification, les contrôles de communication et la gouvernance des installations, ces conditions permettent aux dirigeants criminels de coordonner plus efficacement qu'ils ne le pourraient dans la rue. Les stratégies de sécurité municipale ont besoin d'une composante carcérale, même lorsque celles-ci relèvent d'une autorité nationale ou étatique, car les prisons façonnent la direction et la cohésion des groupes criminels urbains.

Les preuves provenant de la Colombie montrent également que les libérations de détenus entraînent une augmentation immédiate de la criminalité près des établissements pénitentiaires, ce qui explique pourquoi les municipalités ont besoin de coordination de la réinsertion même lorsque les prisons relèvent de l'autorité nationale (Escobar et al., 2023). Les données américaines montrent que la disponibilité d'emplois dans la construction et l'industrie au moment de la libération réduit de manière significative la récidive (Schnepel, 2018). Des études italiennes révèlent que les régimes carcéraux à cellules ouvertes réduisent la récidive par rapport aux régimes à cellules fermées (Mastrobuoni et Terlizzese, 2022). Ces résultats orientent les gouvernements municipaux vers des leviers concrets : placement professionnel coïncidant avec les dates de libération, coordination avec les autorités pénitentiaires concernant les notifications de sortie, et plaidoyer en faveur de conditions d'établissement qui réduisent la récidive.

## Insuffisances des dispositifs de mesure

Les élus municipaux gèrent souvent ce qu'ils peuvent compter. Les homicides, arrestations et vols signalés font l'objet d'une attention constante. La gouvernance criminelle, l'extorsion et la légitimité font l'objet de mesures beaucoup moins nombreuses. Cet écart est important, car le principal défi dans de nombreuses villes se situe désormais dans ces domaines difficiles à mesurer. Des recherches sur Medellín montrent que, dans certains quartiers, la part des répondants déclarant des paiements de « frais de garantie » atteint des niveaux extrêmement élevés, même lorsque les homicides restent faibles (Blattman et al., 2022b).

Des défis similaires de mesure s'appliquent à l'échelle mondiale. Les victimes d'extorsion craignent des représailles et évitent de signaler. Les autorités ne disposent pas de systèmes de déclaration cohérents. La violence fondée sur le genre dans les communautés contrôlées par des groupes criminels est particulièrement sous-déclarée. La recherche met l'accent sur l'importance de combiner les données administratives avec des enquêtes, des travaux qualitatifs et des garanties éthiques pour protéger les répondants (Blattman et al., 2022c). Une ville peut enregistrer une baisse des homicides tandis que l'extorsion progresse et que la légitimité des groupes criminels se renforce. En l'absence de mesures au niveau de la gouvernance, les élus risquent d'annoncer des succès tandis que l'autorité des groupes criminels se consolide.

# Recommandations et conclusion

Les expériences de Medellín, Rio de Janeiro, San Salvador, des villes mexicaines et d'autres contextes urbains offrent des enseignements concrets pour les gouvernements municipaux confrontés au crime organisé comme forme de

gouvernance. Ces recommandations se concentrent sur ce que les villes peuvent faire sous une autorité limitée, des systèmes policiers et judiciaires fragmentés, et des pressions mondiales changeantes.

## 1. Diagnostiquer le problème de gouvernance, pas seulement le problème de la violence

**Recommandation 1.** Construire un tableau de bord de gouvernance et d'extorsion. Les villes ont besoin d'un aperçu opérationnel de qui gouverne, de la manière dont la gouvernance s'exerce, et de ce que vivent les habitants. L'évaluation devrait comprendre l'incidence de l'extorsion et les calendriers de paiement (ventilés par secteur et quartier), la présence et les services des groupes armés, la perception de la légitimité et de la sécurité par les citoyens, les indicateurs du marché de la drogue (y compris les points de vente au détail et les indicateurs de prix), les délais d'intervention de la police et les tendances des plaintes, ainsi que la qualité des services municipaux dans les quartiers à haut risque. Les outils d'enquête sont essentiels, car les victimes d'extorsion évitent souvent de déclarer les faits. Le travail qualitatif est essentiel car les activités de gouvernance demeurent cachées. Des recherches menées à Medellín montrent comment des enquêtes représentatives et des entretiens structurés peuvent produire des indicateurs systématiques de la gouvernance étatique et criminelle (Blattman et al., 2025). La mesure nécessite également des protocoles éthiques et de sécurité pour protéger les répondants et les chercheurs (Blattman et al., 2022c).

**Recommandation 2.** Cartographier la gouvernance criminelle en tant que marché de services. Les villes cartographient souvent les incidents de criminalité. Elles devraient également cartographier les fonctions de gouvernance afin d'identifier les endroits où les groupes criminels règlent les différends, appliquent les règles, assurent la protection et collectent des frais. Cette cartographie aide les élus à anticiper où les changements de politique déclencheront les réponses des groupes criminels. Il oriente également les investissements ciblés dans la résolution des différends étatiques et les services sociaux.

## 2. S'attaquer aux fondements économiques de la gouvernance criminelle

Les groupes criminels investissent davantage dans la gouvernance là où les rentes de la drogue sont élevées et où l'État menace ces rentes (Blattman et al., 2025). Les politiques qui ne traitent que les manifestations visibles de la violence — homicides, fusillades, désordre public — laissent intactes les structures de revenus qui soutiennent la gouvernance.

**Recommandation 3.** Cibler l'économie des marchés de la vente au détail de drogues. La majeure partie des capacités de contrôle de l'offre et d'enquête financière se situe au niveau national. Les gouvernements municipaux contribuent par la régulation spatiale — notamment la refonte des espaces publics qui soutiennent les marchés de détail —, par des partenariats locaux de réduction des risques et par la coordination avec les agences nationales. Les villes peuvent agir sur les rentes par plusieurs leviers. Ciblez les points de vente au détail et les chaînes d'approvisionnement en gros plutôt que de compter sur des descentes indiscriminées. Utiliser des enquêtes financières pour perturber le blanchiment d'argent lié aux marchés urbains (Caulkins, 2022 ; Levi, Reuter et Halliday, 2017). Élargir les services de traitement et de réduction des risques qui réduisent la demande de commerce de détail illicite, en partenariat avec les agences de santé (Csete et al., 2016). Cette approche nécessite de la patience. Il faut aussi anticiper le « terrible compromis » : des politiques qui réduisent les profits illicites peuvent diminuer les incitations des groupes criminels à maintenir l'ordre (Blattman et al., 2022a). Les villes devraient associer des stratégies de réduction des loyers à la prévention de la violence et à la protection des résidents et des témoins.

## 3. Renforcer les capacités de l'État là où les résidents font l'expérience de la gouvernance

De nombreuses stratégies municipales se concentrent sur le nombre de policiers et les opérations. Les résidents font l'expérience de la gouvernance à travers leurs interactions quotidiennes avec les agents de terrain, les institutions de résolution des litiges et les services publics.

**Recommandation 4.** Renforcer la résolution des litiges municipaux et la justice des petites créances. Les groupes criminels comblent les lacunes de la justice de proximité. Les villes peuvent se démarquer en améliorant les services de médiation d'urgence pour les différends de voisinage et familiaux, les systèmes municipaux de dépôt de plaintes accessibles avec des protocoles de protection, les mécanismes de petites créances et de protection des consommateurs, ainsi que la résolution des conflits liés au logement et à la propriété dans les quartiers informels. Ces interventions réduisent la demande pour les « services » des groupes criminels et augmentent la crédibilité de l'État. Les constatations provenant de plusieurs villes confirment que les habitants recourent à la gouvernance criminelle en partie parce que les alternatives formelles sont absentes, lentes ou inaccessibles (Lessing, 2021 ; Moncada, 2022).

**Recommandation 5.** Fournir des services de manière fiable dans les quartiers à haut risque. La présence de l'État renforce la légitimité lorsque la prestation de services répond aux attentes. Une mise en œuvre faible réduit la légitimité (Blattman et al., 2026). Les villes devraient éviter d'annoncer des programmes ambitieux sans capacité de mise en œuvre. L'ordre des étapes compte. Commencez par ce qui peut être réalisé de manière fiable, puis élargissez. Les quartiers où la capacité étatique de base est plus faible ont besoin d'un accompagnement plus intensif et prolongé avant que les interventions politiques ne produisent les effets attendus.

## 4. Utiliser l'application de la loi de manière à limiter les dommages et à éviter la consolidation.

**Recommandation 6.** Privilégier une application de la loi ciblée et responsable, calibrée en fonction du contexte. Les données probantes des États-Unis soutiennent l'utilisation de la police des points chauds pour réduire la criminalité à des endroits précis (Braga et al., 2014 ; Sherman et Weisburd, 1995). Les données probantes provenant de Medellín et de Bogotá montrent des effets plus limités, avec des réductions concentrées sur les crimes non liés à la violence liée à des groupes criminels et des preuves de déplacement (Collazos et al., 2021 ; Blattman et al., 2021). La dissuasion ciblée constitue une approche complémentaire : des communications ciblées auprès des personnes les plus à risque, associées à des offres de services et à des conséquences crédibles en matière d'application de la loi, ont permis de réduire la violence dans les villes des États-Unis (Kennedy, 2011 ; Braga et Weisburd, 2012). Les villes qui adoptent ces stratégies devraient évaluer si les conditions ayant produit des résultats dans un contexte donné s'appliquent à leur propre situation.

L'application ciblée doit être associée à des limites claires à l'usage de la force, à un contrôle interne rigoureux et à une supervision externe, à des mesures de performance transparentes allant au-delà du nombre d'arrestations, ainsi qu'à un engagement communautaire qui renforce la justice procédurale et la légitimité (Tyler, 2006 ; Mazerolle et al., 2013). La justice procédurale est importante car la légitimité façonne la coopération et la conformité. Les résidents qui se méfient de la police évitent de signaler l'extorsion et de participer aux enquêtes, ce qui renforce la gouvernance criminelle.

**Recommandation 7.** Éviter des répressions générales qui créent des crises de succession de dirigeants et une consolidation en prison. Le retrait des chefs criminels déclenche une compétition entre les successeurs potentiels. Les factions de successeurs intensifient souvent la violence pour établir le contrôle, surtout lorsque les accords existants dépendaient de l'autorité personnelle du chef criminel déchu (Dell, 2015 ; Calderón et al., 2015). Les stratégies d'arrestation qui concentrent les dirigeants criminels au sein de systèmes pénitentiaires poreux peuvent renforcer la gouvernance collective. Les villes devraient travailler en coordination avec les autorités nationales afin d'éviter que les mesures répressives ne conduisent les dirigeants vers un environnement favorisant une coordination plus efficace (Lessing, 2017; Trejo et Ley, 2018).

## 5. Considérer les prisons comme faisant partie du système de gouvernance de la ville

**Recommandation 8.** Construire un programme de coordination ville-prison. Les villes devraient collaborer avec les autorités pénitentiaires nationales ou étatiques/provinciales pour surveiller la coordination carcérale entre groupes criminels, élargir la réinsertion et la supervision post-libération, soutenir les services d'accompagnement à la réintégration, y compris les programmes de logement et d'emploi qui réduisent la dépendance aux réseaux criminels après la libération, et plaider pour une amélioration des contrôles de classification et de communication au sein des établissements. Les données probantes issues de la Colombie montrent que les investissements dans les prisons affectent la récidive (Tobón, 2022). Même lorsque les villes n'ont pas d'autorité directe sur les prisons, elles peuvent réduire la gouvernance criminelle en investissant dans ce qui se passe après l'incarcération.

## 6. Gouvernance technologique pour maintenir la confiance tout en améliorant l'efficacité

**Recommandation 9.** Adopter la technologie avec des règles, une supervision et des garanties communautaires. Les données probantes indiquent que les caméras de surveillance réduisent certains délits contre les biens, en particulier les vols (Gómez et al., 2021). Leur effet direct sur la criminalité violente liée à la gouvernance criminelle n'a pas encore été démontré. Les outils de big data peuvent également amplifier les biais et affaiblir la transparence (Brayne, 2017 ; Ferguson, 2017). Les villes devraient publier des règles sur la collecte, la conservation et l'accès aux données. Elles devraient créer des mécanismes de surveillance indépendants, des systèmes d'audit pour les impacts disparates, et intégrer la technologie dans une police orientée problème plutôt que dans une application réactive de la loi. Le renforcement des capacités de ceux qui utilisent ces outils est tout aussi important. Les groupes criminels utilisent également la technologie ; les villes ont besoin de capacités de cyber-renseignement et de renseignement financier pour suivre les réseaux d'extorsion et de blanchiment d'argent.

## 7. Protéger l'espace civique et réduire la capture criminelle de la vie communautaire

Les groupes criminels pénètrent dans les organisations communautaires, cooptent les leaders communautaires et exercent un contrôle informel sur les associations de quartier et les contrats locaux. Les arrangements négociés peuvent brouiller les frontières entre les acteurs étatiques et les structures criminelles, créant des risques pour les dirigeants de la société civile et les habitants qui résistent au contrôle criminel.

**Recommandation n° 10.** Assurer la protection des dirigeants communautaires et mettre en place des canaux de signalement sécurisés. Les villes devraient mettre en place des mécanismes de signalement anonymes assortis de protocoles de protection ; soutenir les responsables communautaires avec une aide juridique et des options de relocalisation d'urgence ; surveiller et empêcher la prise de contrôle par des groupes criminels des marchés de contrats locaux, des permis et des associations de quartier ; et investir dans la coordination de la protection des témoins avec les autorités nationales.

## 8. Prévoir les chocs mondiaux et l'évolution des portefeuilles criminels

Les structures criminelles sont liées à des réseaux plus larges de trafic et de blanchiment. Les changements mondiaux dans les marchés de la drogue, la coopération en matière d'application de la loi, les infrastructures numériques et les déplacements liés au climat continueront de remodeler les incitations.

**Recommandation 11.** Intégrer une perspective géopolitique sur le risque dans la planification de la sécurité urbaine. Les villes devraient surveiller les évolutions des routes et marchés de trafic qui affectent les rentes locales, les changements dans les priorités nationales en matière d'application de la loi et les schémas d'extradition, l'adoption des paiements numériques et les opportunités de blanchiment, ainsi que les chocs migratoires et du marché du travail qui impactent le recrutement. Cette planification peut être pragmatique. Les exercices de simulation et les briefings de renseignement réguliers intégrant les agences de santé, de développement économique et de sécurité forment un cadre initial. Les petites et moyennes villes disposant d'un personnel analytique limité peuvent renforcer leurs capacités en s'appuyant sur des partenariats avec des réseaux internationaux — notamment Peace in Our Cities, la Global Initiative Against Transnational Organized Crime et le Strong Cities Network — qui surveillent les risques géopolitiques et les évolutions du crime organisé.

## Conclusion

Le crime organisé prospère dans les villes parce que les structures de gouvernance qui y sont en place garantissent la pérennité de ses profits tout en limitant les risques auxquels il est exposé. De Medellín à Rio de Janeiro, de San Salvador au Cap, des groupes armés opèrent au sein de systèmes imbriqués qui relient le contrôle des quartiers à des réseaux de trafic et des réseaux financiers plus larges. La réduction des homicides coexiste souvent avec l'extorsion persistante, le contrôle territorial et l'érosion de la vie civique. Une présence étatique plus forte peut, dans certaines conditions, augmenter les incitations à la gouvernance des groupes criminels sur les marchés de la drogue à haut prix, créant de véritables dilemmes politiques (Blattman et al., 2025).

Les villes confrontées à ces dynamiques ont besoin de stratégies adaptées au problème de gouvernance. Ils ont besoin de systèmes de mesure qui capturent l'extorsion et la légitimité. Ils ont besoin d'une capacité étatique en matière de résolution des litiges et de prestation de services que les résidents expérimentent directement. Ils ont besoin d'une application qui reste ciblée et responsable — et calibrée aux conditions locales, car des stratégies qui fonctionnent dans un contexte peuvent produire un déplacement ou des effets limités dans un autre. Ils ont besoin d'une coordination carcérale qui empêche l'incarcération de renforcer les réseaux criminels. Ils ont besoin de règles de gouvernance pour la technologie qui protègent la confiance et anticipent l'adaptation. Ils doivent traiter le crime organisé comme un acteur économique et politique dont les stratégies évoluent en fonction des marchés mondiaux de la drogue, des outils numériques, des politiques de sécurité et des perturbations climatiques.

La résilience institutionnelle—la capacité des institutions publiques à gouverner de manière légitime et efficace sous pression—nécessite de construire une autorité publique que les résidents reconnaissent comme crédible. Les alternatives—accepter des arrangements informels tant que le taux d'homicide demeure faible, mener des répressions punitives qui fragmentent les marchés criminels sans déplacer la gouvernance, ou négliger l'investissement dans les institutions municipales avec lesquelles les habitants interagissent au quotidien—affaiblissent chacune la capacité des villes à gouverner sur le long terme.

# References


Alesina, A., S. Piccolo et P. Pinotti. 2019. « Crime organisé, violence et politique. » *Review of Economic Studies* 86 (2) : 457–499.

Arias, E. D. 2006. *Drogues et démocratie à Rio de Janeiro : traite, réseaux sociaux et sécurité publique*. University of North Carolina Press.

Arias, E. D. 2017. *Entreprises criminelles et gouvernance en Amérique latine et dans les Caraïbes*. Cambridge University Press.

Atuesta, L. 2025. « La relation entre les détentions liées à la drogue et la violence liée à la drogue : un autre échec de la guerre contre la drogue au Mexique. » *Deviant Behavior* 46 (7) : 1–17.

Atuesta, L., et J. I. Vargas González. 2024. « Disparitions liées au crime organisé au Mexique : données issues de Durango, Tamaulipas et Coahuila. » *Trends in Organized Crime* 27 : 148–172.

Bewley-Taylor, D. R. 2012. *International Drug Control: Consensus Fractured*. Cambridge University Press.

Blattman, C., G. Duncan, B. Lessing et S. Tobón. 2025. La loi des gangs : comprendre et lutter contre la gouvernance criminelle. *Revue des études économiques* 92 (3) : 1497–1531.

Blattman, C., G. Duncan, B. Lessing et S. Tobón. 2026. « La construction de l'État en ville : une expérience d'alternatives civiles à la police » *American Political Science Review*.

Blattman, C., D. P. Green, D. Ortega et S. Tobón. 2021. « Interventions basées sur le lieu à grande échelle : effets directs et débordants de la police et des services municipaux sur la criminalité. » *Journal of the European Economic Association* 19 (4) : 2022–2051.

Blattman, C., B. Lessing et S. Tobón. 2022a. « Le terrible compromis : comment le coût caché du crime organisé nuit aux villes, et ce que l'on peut faire à ce sujet. » Présentation du programme de recherche SOC ACE, University of Birmingham.

Blattman, C., B. Lessing et S. Tobón. 2022b. « Le terrible dilemme : pourquoi les gouvernements doivent choisir entre plus de violence ou des gangs renforcés. » Modern War Institute at West Point.

Blattman, C., B. Lessing, J. P. Mesa-Mejía, et S. Tobón. 2022c. « Mesurer le crime organisé : défis et solutions pour collecter des données sur les groupes illicites armés. » Briefing du programme de recherche ACE du SOC, University of Birmingham.

Braga, A. A., A. V. Papachristos, et D. M. Hureau. 2014. « Les effets de la police des points chauds sur la criminalité : une revue systématique et une méta-analyse actualisées. » *Justice Quarterly* 31 (4) : 633–663.

Braga, A. A., et D. L. Weisburd. 2012. « Les effets des stratégies de dissuasion ciblée sur la criminalité : une revue systématique et une méta-analyse des preuves empiriques. » *Journal of Research in Crime and Delinquency* 49 (3) : 323–402.

Brayne, S. 2017. Surveillance des mégadonnées : le cas du maintien de l'ordre. *American Sociological Review* 82 (5) : 977–1008.

Buvinic, M., A. Morrison et M. Shifter. 1999. « La violence en Amérique latine et dans les Caraïbes : un cadre d'action ». Document de travail de la Banque interaméricaine de développement.

Calderón, G., G. Robles, A. Díaz-Cayeros et B. Magaloni. 2015. La décapitation des organisations criminelles et la dynamique de la violence au Mexique. *Journal of Conflict Resolution* 59 (8) : 1455–1485.

Caulkins, J. P. 2022. « Quelle est la demande de services de blanchiment d'argent générée par le crime organisé ? » *International Review of Law and Economics* 71 : 106102.

Cerdá, M., J. D. Morenoff, B. B. Hansen, K. J. Tessari Hicks, L. F. Duque, A. Restrepo et A. V. Diez-Roux. 2012. « Réduire la violence en transformant les quartiers : une expérience naturelle à Medellín, Colombie. » *American Journal of Epidemiology* 175 (10) : 1045–1053.

Collazos, D., E. García, D. Mejía, D. Ortega et S. Tobón, S. 2021. « La police des zones à forte criminalité : une évaluation expérimentale à Medellín ». *Journal of Experimental Criminology* 17 : 473–506.

Cruz, J. M. 2010. « Maras d'Amérique centrale : des gangs de jeunes de rue aux réseaux transnationaux de protection. » *Global Crime* 11 (4) : 379–398.

Csete, J., et al. 2016. « Santé publique et politique internationale sur les drogues. » *Lancet* 387 (10026) : 1427–1480.

Dell, M. 2015. « Réseaux de trafic et guerre contre la drogue au Mexique. » *American Economic Review* 105 (6) : 1738–1779.

Dube, O., O. García-Ponce et K. Thom. 2016. « From Maize to Haze: Agricultural Shocks and the Growth of the Mexican Drug Sector. » *Journal of the European Economic Association* 14 (5): 1181–1224.

Duncan, G. 2014. *Más que plata o plomo: El poder político del narcotráfico en Colombia y México*. Penguin Random House.

Durán-Martínez, A. 2018. *La politique de la violence liée à la drogue : criminels, policiers et responsables politiques en Colombie et au Mexique*. Oxford University Press.

Escobar, M. A., S. Tobón, et M. Vanegas-Arias. 2023. « Production et persistance des compétences criminelles : preuves dans un contexte de forte criminalité. » *Journal of Development Economics* 160 : 102969.

Europol. 2025. *Évaluation des menaces liées à la criminalité grave et organisée dans l'Union européenne (EU-SOCTA).* Europol.

Ferguson, A. G. 2017. *L'essor de la police des mégadonnées : surveillance, question raciale et avenir des forces de l'ordre*. New York University Press.

Gambetta, D. 1993. *La mafia sicilienne : le commerce de la protection privée*. Harvard University Press.

Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale. 2021. *Gouvernance criminelle pendant la pandémie*.

Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale. 2023. *Le pipeline de la cocaïne vers l'Europe*.

Gómez, S., D. Mejía et S. Tobón. 2021. « L'effet dissuasif des caméras de surveillance sur la criminalité. » *Journal of Policy Analysis and Management* 40 (2) : 553–571.

Holland, A. C. 2013. « Right on Crime? » « La politique du Parti conservateur et les politiques de la *mano dura* au Salvador. » *Latin American Research Review* 48 : 44–67.

Kennedy, D. M. 2011. *Ne tirez pas : un homme, une fraternité de rue et la fin de la violence dans les quartiers défavorisés américains*. Bloomsbury.

Lambrechts, D. 2012. « L'impact du crime organisé sur le contrôle social de l'État : groupes criminels organisés et gouvernance locale dans les Cape Flats, Le Cap, Afrique du Sud ». *Journal of Southern African Studies* 38 (4) : 787–807.

*Faire la paix dans les guerres contre la drogue : répressions et cartels en Amérique latine*. Cambridge University Press.

Lessing, B. 2021. « Conceptualizing Criminal Governance. » *Perspectives on Politics* 19 (3) : 1011–1031.

Lessing, B., et G. Denyer Willis. 2019. « La légitimité dans la gouvernance criminelle : diriger un empire de la drogue depuis la prison ». *American Political Science Review 113* : 584-606.

Levi, M., P. Reuter et T. Halliday. 2017. « Peut-on évaluer le système de lutte contre le blanchiment d'argent sans disposer de données plus précises? » *Crime, Law and Social Change* 69 (2) : 307-328.

Magaloni, B., E. Franco-Vivanco et V. Melo. 2020. « Tuer dans les bidonvilles : ordre social, gouvernance criminelle et violence policière à Rio de Janeiro. » *American Political Science Review* 114 (2) : 552–572.

Martin, G. 2012. *Medellín, tragedia y resurrección: Mafias, ciudad y Estado, 1975–2013*. Editorial Planeta.

Mastrobuoni, G. et D. Terlizzese. 2022. « Laisser la porte ouverte ? » « Conditions carcérales et récidive. » *American Economic Journal: Applied Economics* 14 (4) : 200–233.

Mazerolle, L., S. Bennett, J. Davis, E. Sargeant et M. Manning. 2013. « Justice procédurale et légitimité policière : une revue systématique des preuves de recherche. » *Journal of Experimental Criminology* 9 : 245–274.

Melnikov, N., C. Schmidt-Padilla et M. M. Sviatschi. 2025. « Gangs, mobilité de la main-d'œuvre et développement » *Econometrica*.

Moncada, E. 2022. *Résister à l'extorsion : victimes, criminels et États en Amérique latine*. Cambridge University Press.

Monteiro, J., et R. Rocha. 2017. « Drug Battles and School Achievement: Evidence from Rio de Janeiro's Favelas. » *Revue d'économie et de statistiques* 99 (2): 213–228.

Nett, K., et L. Rüttinger. 2016. *Insurrection, terrorisme et crime organisé dans un climat qui se réchauffe*. Adelphi.

O.C.D.E. 2016. *Commerce illicite : réseaux criminels convergents.* OECD Publishing.

Schnepel, K. T. 2018. « Emplois de qualité et récidive. » *Economic Journal* 128 (608) : 447–469.

Sherman, L. W., et D. Weisburd. 1995. « Effets dissuasifs généraux des patrouilles de police dans les points chauds de la criminalité : un essai randomisé et contrôlé. » *Justice Quarterly* 12 (4) : 625–648.

Skaperdas, S. 2001. « The Political Economy of Organized Crime: Providing Protection When the State Does Not. » *Economics of Governance* 2 (3): 173–202.

Skarbek, D. 2014. *L'ordre social du milieu criminel : comment les gangs de prison gouvernent le système pénitentiaire américain*. Oxford University Press.

Tietjen, B., K. Jacobsen et J. Hollander. 2023. « Changement climatique et migration urbaine dans les villes d'Afrique subsaharienne : impacts et défis de gouvernance. » *Journal of Climate Resilience and Climate Justice* 1 : 20-32.

Les meilleures prisons réduisent-elles la récidive ? Evidence from a Prison Construction Program. » *Review of Economics and Statistics* 104 (6): 1256–1272.

Trejo, G. et S. Ley. 2018. Pourquoi les cartels de drogue sont-ils entrés en guerre au Mexique ? Alternance de partis subnationales, effondrement de la protection pénale et déclenchement de violences à grande échelle. *Comparative Political Studies* 51 (7) : 900–937.

Tyler, T. R. 2006. *Why People Obey the Law.* 2e éd. Princeton University Press.

United Nations Office on Drugs and Crime. 2008. *Le trafic de drogue comme menace à la sécurité en Afrique de l'Ouest*. United Nations Office on Drugs and Crime.

United Nations Office on Drugs and Crime. 2023. *Rapport mondial sur les drogues 2023*. United Nations Office on Drugs and Crime.

United Nations Office on Drugs and Crime. 2024. *Rapport mondial sur les drogues 2024*. United Nations Office on Drugs and Crime.

Varese, F. 2011. *Mafias on the Move: How Organized Crime Conquers New Territories*. Princeton University Press.

Weisburd, D., C. W. Telep, J. C. Hinkle, et J. E. Eck. 2010. « La police axée sur la résolution de problèmes est-elle efficace pour réduire la criminalité et les troubles à l'ordre public ? » *Criminology & Public Policy* 9 (1) : 139–172.

Willis, G. D. 2015. *The Killing Consensus: Police, Organized Crime, and the Regulation of Life and Death in Urban Brazil*. University of California Press.

Yashar, D. J. 2018. *Écologies homicidaires : économies illicites et États complices en Amérique latine*. Cambridge University Press.

## À propos de l'auteur

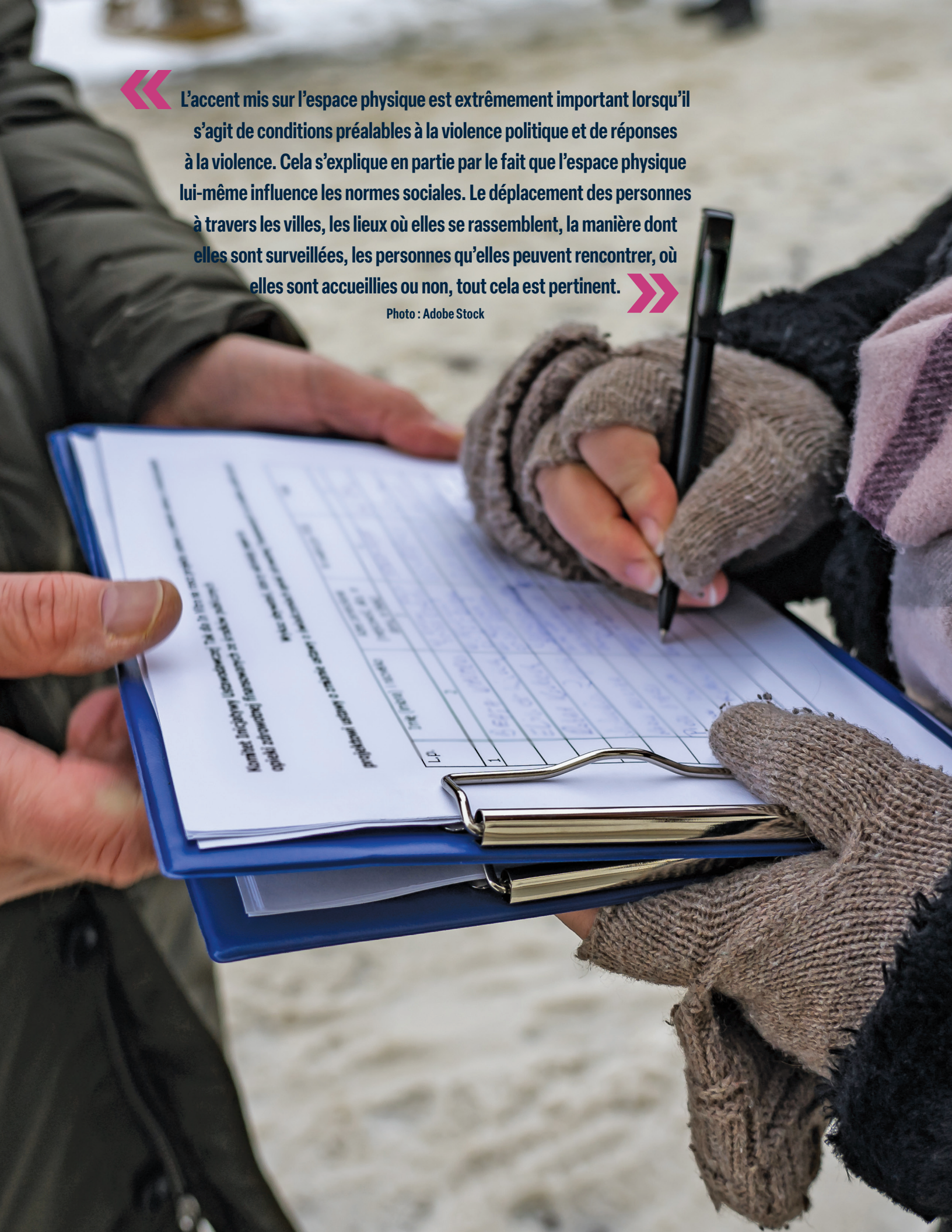
### Santiago Tobón



Santiago Tobón est professeur d'économie à l'Universidad EAFIT de Medellín, en Colombie, où il dirige le Centro de Valor Público, le centre de recherche en politique appliquée de l'université. Il préside AL CAPONE, le réseau América Latina Crime and Policy Network. Il étudie le crime organisé, le recrutement de gangs, la police et les prisons dans les villes latino-américaines, et mène des expériences de terrain avec les gouvernements municipaux et les forces de police. Ses travaux ont été publiés dans le Review of Economic Studies et l'American Political Science Review.

stobonz@eafit.edu.co.

L'auteur tient à remercier Mariana Pinzón pour ses commentaires et son assistance à la recherche.



« L'accent mis sur l'espace physique est extrêmement important lorsqu'il s'agit de conditions préalables à la violence politique et de réponses à la violence. Cela s'explique en partie par le fait que l'espace physique lui-même influence les normes sociales. Le déplacement des personnes à travers les villes, les lieux où elles se rassemblent, la manière dont elles sont surveillées, les personnes qu'elles peuvent rencontrer, où elles sont accueillies ou non, tout cela est pertinent. »

Photo : Adobe Stock

# CHAPITRE 3

# SOUS ATTAQUE

## L'IMPACT DURABLE DE LA VIOLENCE POLITIQUE ET LA MANIÈRE DONT LES VILLES RÉPONDENT

### Par Rachel Locke

Selon presque tous les indicateurs, la violence politique augmente. Pas seulement dans quelques pays ou dans certaines poches urbaines, mais à presque tous les niveaux de gouvernance dans un large éventail de pays. La violence politique n'est pas seulement un problème de violence, c'est aussi un problème de gouvernance. La violence politique a la capacité de fragiliser la confiance dans les institutions, de porter atteinte à l'accès et à la participation aux processus politiques, de favoriser le recours à la force brute au détriment de processus légitimes et inclusifs, d'exclure certains groupes de la participation, et de dégrader l'efficacité et l'intégrité des systèmes de gouvernance.

De plus, la violence politique risque fortement de s'amplifier, de modifier les normes de ce qui est toléré et de diminuer l'espace pour un débat constructif et respectueux. Dans leur définition de la violence politique de 2019, Over Zero et New America ont identifié « la violence… destinée à contrôler ou à changer qui bénéficie de, et participe pleinement à… la vie politique, économique et socioculturelle. »[1] La violence politique impacte la société au-delà des seuls individus immédiatement touchés, car c'est l'intention. La violence politique sape la capacité des sociétés à s'autogérer, créant un espace pour des acteurs et systèmes non démocratiques.

Ce chapitre abordera la violence politique sans se limiter aux auteurs ou aux cibles. Alors que la violence politique vise à contrôler ou à modifier des avantages politiques, économiques ou sociaux, la cible n'est pas toujours un politicien ou un fonctionnaire, et l'auteur n'est pas toujours un civil, un politicien ou une entité contrôlée par l'État.[2] Les recours et capacités à répondre à la violence politique peuvent différer selon que l'antagoniste est un acteur ou une institution étatique, ou un individu ou un acteur non étatique ; ce chapitre inclut donc une discussion sur la violence politique étatique et non étatique.

Les raisons de l'inclusivité sont multiples. Premièrement, parce que ce chapitre et ce compendium concernent principalement la violence, omettre la violence initiée par l'État serait disproportionné par rapport à la quantité de ce type de violence perpétrée dans le monde aujourd'hui. Mais omettre la violence politique non étatique ne rendrait pas justice à la menace importante à laquelle sont confrontés ceux qui opèrent dans l'espace civique aujourd'hui, y compris les élus œuvrant à prévenir la violence au niveau urbain. Deuxièmement, parce que la violence dans l'espace civique—quel que soit le responsable—érode les normes et incite à davantage de violence, ce chapitre privilégie une perspective large sur les conséquences, plutôt qu'une vision étroite des groupes d'acteurs. En mettant l'accent sur l'espace urbain, la valeur réside ici dans une approche globale de la violence politique, plutôt que de compartimenter et distinguer certaines formes d'une manière qui ne reflète pas la réalité urbaine.

Les villes insufflent la vie à la mosaïque de milliers, voire de millions de personnes qui évoluent au quotidien à proximité les unes des autres. Pour que ces interactions constantes produisent des résultats sains et productifs plutôt que destructeurs et nuisibles, il faut un espace civique sain et fonctionnel, un espace civique de plus en plus menacé en raison de la montée de la violence politique et de l'interaction de cette violence avec les tendances locales et mondiales.

## Contexte

ACLED — l'organisation Armed Conflict Location and Event Data — fournit le rapport mondial annuel le plus complet sur un type de violence politique : la violence ciblant les responsables locaux. Dans son rapport de 2024, ACLED a identifié plus de 2 600 incidents d'attaque. « La région Asie-Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi que l'Afrique, étaient les principaux foyers chauds, représentant 88 % des incidents dans le monde, le Mexique, le Myanmar, l'Inde, le Nigeria et les Philippines étant les cinq pays les plus violents pour les autorités locales. »[3]

Bien que le rapport ne soit pas exhaustif,[4] il démontre à la fois l'ampleur du défi et les tendances. À savoir que, de plus en plus, les responsables ou élus politiques et les candidats à une fonction publique sont la cible d'attaques ; que les groupes armés non étatiques, impliqués dans 70 % de toutes les attaques recensées, constituent de véritables menaces ; et que la concurrence politique accroît considérablement les risques.[5] Il est important de noter que, bien que ces données concernent la violence perpétrée contre des responsables locaux, un pourcentage significatif des incidents est lié à des décisions prises au niveau national.[6] Par exemple, en Californie, des membres élus des conseils scolaires locaux ont été menacés pour avoir appliqué une législation décidée au niveau de l'État, avec une recrudescence notable de telles réactions hostiles au plus fort de la pandémie de COVID-19.[7] Ces personnes risquent d'être victimes de violences pour une décision politique ou une déclaration à laquelle elles n'ont pas participé, mais dont, par association ou perception d'association, elles deviennent le visage local aux yeux du public. Ce phénomène renforce l'importance de construire des infrastructures sociales locales capables de naviguer dans des pressions plus purement internes à la ville et influencées par un ensemble de forces et de dynamiques qui se produisent au-delà des frontières municipales.

Les cinq pays mentionnés ci-dessus — Mexique, Myanmar, Inde, Nigeria et Philippines — ont représenté 45 % de toutes les attaques violentes contre des responsables locaux en 2024, selon ACLED. Quatre sur cinq — tous sauf le Myanmar — accueillent des membres de Peace in Our Cities. Au Mexique, la violence grave et mortelle contre les responsables locaux est devenue courante, 2024 étant l'année où le nombre d'attaques a atteint son niveau le plus élevé jamais enregistré. Au Nigeria (le pays le plus violent pour les administrateurs locaux), des niveaux élevés de violence politico-criminelle provoquent des enlèvements contre rançon, des représailles pour des initiatives anticorruption et la prise de contrôle de l'État.[8] Des phénomènes similaires sont observés dans d'autres pays touchés par la violence politique.

En dehors de ces cinq pays, des actes de violence visant des élus et des responsables nommés se produisent dans des pays du monde entier, qu'ils soient à haut ou bas revenu, grands ou petits, et dans des démocraties complètes ou partielles. En 2021, aux États-Unis, le Mayor's Innovation Project a mené une enquête auprès des maires de villes d'au moins 10 000 habitants. 94 % des personnes interrogées ont déclaré avoir été victimes de violences psychologiques au moins une fois en 2021, près d'un quart ayant été menacés au moins une fois et 15 % ayant subi des violences physiques.[9] En Europe, l'Allemagne, la France et l'Irlande enregistrent un nombre élevé d'incidents d'agression, mais sur l'ensemble du continent, la violence politique est une réalité. En Colombie, 2025 a connu une recrudescence des violences politiques visant les politiciens et les militants : atteignant le niveau le plus élevé depuis l'accord de paix de 2016 avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), les Nations Unies ont suivi 32 homicides et plus de 120 menaces et attaques contre des dirigeants politiques.[10]

À l'échelle mondiale, 2024 a été qualifiée de « super année » électorale, avec plus de la moitié de la population mondiale appelée aux urnes dans 72 pays. « Dans plus de 40 % des pays et territoires ayant organisé des élections nationales en 2024, des candidats ont fait l'objet de tentatives d'assassinat ou d'agressions, des bureaux de vote ont été attaqués, ou des manifestations postélectorales ont été réprimées avec une force disproportionnée. »[11] Autrement dit, alors que la moitié de la population mondiale votait, près de la moitié de ces pays et territoires ont aussi connu des violences politiques.

La violence perpétrée contre les responsables publics a des répercussions à l'échelle individuelle, communautaire et démocratique. Partout aux États-Unis, en réponse à un environnement de menaces accru, environ la moitié des législateurs d'État ont déclaré avoir été découragés d'emmener des membres de leur famille à des événements publics, d'organiser eux-mêmes de tels événements, de participer à des événements en ligne, de faire des interventions médiatiques ou des interviews, de publier sur les réseaux sociaux et de travailler sur des sujets controversés.[12] Une étude menée en Californie a révélé que des personnes choisissaient de ne pas se présenter à des élections, participaient moins aux événements officiels, évitaient de prendre position sur des sujets controversés et démissionnaient en nombre significatif.[13] Par ailleurs, la violence politique comporte une dimension genrée. Les femmes et les personnes s'identifiant comme LGBTQ+ sont beaucoup plus susceptibles d'être ciblées par la violence politique que leurs homologues masculins cisgenres.[14] Si la violence politique prend de nombreuses formes, lorsque la rhétorique ou l'atteinte est de nature sexuelle, elle vise presque toujours les femmes ou les membres de la communauté LGBTQ+.

Si les responsables élus, en particulier ceux qui travaillent à des niveaux très locaux, s'éloignent de leur

communauté par peur, intimidation ou abus, cela n'affecte pas seulement la démocratie représentative ; cela fragilise aussi les réseaux de relations et les liens locaux qui sont des éléments clés de la cohésion sociale. … Si cette dynamique n'est pas prise en compte, elle peut créer un climat de permissivité pour la perpétration continue d'abus, une augmentation du partisanisme pouvant conduire à des positions plus extrêmes, et un risque accru pour les individus et les communautés.

— Initiative californienne sur les menaces et le harcèlement : Cartographie de l'environnement de menace des élus du Sud de la Californie, 2024

Les conséquences d'un environnement de sécurité fortement détérioré pour les responsables locaux sont désastreuses. La violence effraie les gens pour les éloigner de l'espace politique. Des recherches menées au Mexique ont montré que pour chaque responsable attaqué, la participation électorale diminuait de 3 points de pourcentage.[15] Lorsque les instances dirigeantes deviennent non représentatives ou capturées, lorsque les gens considèrent ces systèmes comme illégitimes, lorsque le système semble brisé pour tous, il y a beaucoup moins de chances que les approches équilibrées, légitimes et inclusives visant à prévenir la violence aient leur valeur.[16] Lorsque la violence contre les politiciens ou les responsables sape la fiabilité ou l'appréciation de l'appareil d'État, elle crée plus d'espace pour d'autres formes de gouvernance. Haïti — où, dans certaines villes, des gangs taxent activement les habitants, contrôlent les marchés et exercent leur pouvoir sur presque toutes les formes de déplacement — n'est qu'un exemple extrême de ce qui se passe lorsque la gouvernance criminelle prend racine.[17]

À travers le monde, on observe des tendances préoccupantes concernant la diminution de la confiance dans le système démocratique[18] et une hausse du soutien aux systèmes ou dirigeants autoritaires[19]. Si les responsables politiques se retirent davantage de la sphère publique—même pour des raisons légitimes de sécurité personnelle—et si les citoyens sont moins enclins à se porter candidats, notamment ceux historiquement marginalisés, le risque est que cela mine encore davantage la confiance dans les systèmes démocratiques, ouvrant la porte à d'autres formes de gouvernement, y compris des groupes criminels, comme mentionné plus haut, mais aussi des dirigeants autoritaires ou animés d'intentions dictatoriales ou fascistes.

La forme la plus courante de violence électorale était les attaques contre des candidats, qui ont eu lieu dans 20 pays. Au Mexique et en Afrique du Sud, la violence a été perpétrée par des groupes criminels cherchant à exercer une influence politique et à contrôler un territoire. En France, au Japon, en Corée du Sud, au Royaume-Uni et aux États-Unis, entre autres, l'extrémisme ou les griefs partisans ont motivé des agressions physiques contre des personnes en campagne électorale. Les électeurs ont également été directement exposés à la violence : les bureaux de vote ont été attaqués lors des élections dans 14 pays et territoires, ce qui a rendu le vote dangereux, voire impossible, pour les électeurs. La violence lors des manifestations liées aux élections était généralisée, se produisant dans 11 pays, dont la Géorgie et le Mozambique, où les forces de sécurité ont utilisé une force disproportionnée contre les manifestants.

— La liberté dans le monde, 2025

En 2024, la liberté dans le monde a reculé pour la dix-neuvième année consécutive, et huit personnes sur dix vivent aujourd'hui dans des pays considérés comme « partiellement libres » ou « non libres ».[20] Les régimes autoritaires se montrent également hostiles à l'inclusion, à la diversité, aux droits de l'homme et à l'équité. Ils s'appuient également sur l'alimentation et l'exploitation des divisions, renforçant des récits de peur qui justifient leur usage de la violence pour renforcer leur pouvoir. En effet, parallèlement à la montée des systèmes autoritaires, nous avons observé une augmentation remarquable de la violence perpétrée par l'État. « La violence dirigée par l'État visant les civils a triplé depuis 2020 : les forces de l'État sont désormais responsables de 35 % de la violence mondiale dirigée contre les civils, contre 20 % en 2020. » [21] La combinaison de la capacité de l'État à la violence, du mépris des droits de l'homme et d'une focalisation excessive sur la consolidation du pouvoir prépare le terrain pour l'usage de la violence afin de faire avancer les objectifs politiques à une échelle largement répandue et hautement destructrice.

La violence politique menée par l'État est multidirectionnelle. Il se concentre sur les opposants politiques, la presse libre et les médias, les militants et défenseurs des droits humains, ainsi que les communautés vulnérables utilisées comme boucs émissaires. « En présentant le plaidoyer et l'engagement civique comme une activité criminelle, l'État favorise un effet dissuasif qui s'étend profondément dans les institutions démocratiques. » Dans ce contexte, le « terrorisme intérieur » risque de devenir une qualification de circonstance, visant moins les actes de violence que les formes de dissidence jugées politiquement gênantes par le président. »[22] Par ailleurs, la violence d'État peut détourner un principe fondamental de l'État lui-même, à savoir le monopole de l'usage de la force, pour s'en prendre aux personnes vivant sur son territoire, dans le but de consolider le pouvoir plutôt que de favoriser la prospérité nationale. Lorsque les États recourent à la violence politique comme moyen de contrôler qui peut bénéficier de l'État ou qui peut en être exclu ou puni, cela crée les conditions propices aux atteintes aux droits humains, aux violations de la dignité humaine, du droit à la vie et à la liberté, et à l'augmentation des inégalités entre races, sexes ou genres, ethnies, religions, et plus encore.

Qu'il s'agisse de l'État ou d'acteurs non étatiques, l'augmentation massive de la violence dans le secteur public ouvre un espace et est facilitée par des récits déshumanisants, justifiant la croyance que certaines personnes ou groupes ne méritent pas d'être protégés, souvent fondée sur des récits qui diabolisent certaines identités.[23] Mais une rhétorique haineuse et incitant à la violence ne se traduit pas uniquement par plus de violence physique. Cela ouvre également la voie à des pratiques et des politiques déshumanisantes qui impliquent des groupes entiers, entraînant des politiques d'incarcération de masse, de déportation de masse, de négligence de masse, de discrimination devant la loi, et plus encore.[24] En plus de ses implications directes pour la sécurité, la violence—qu'elle soit physique ou rhétorique—modifie ce que les gens considèrent comme acceptable et prépare le terrain à des politiques et des pratiques qui fragilisent les valeurs de droits, de démocratie et de justice.[25]

## Tendances géopolitiques mondiales et violence politique

Ce compendium vise à aider les villes à comprendre comment les enjeux auxquels elles sont confrontées au niveau municipal sont liés à quatre grandes tendances mondiales, et comment elles peuvent envisager des interventions et des politiques pratiques à la lumière de cette interaction entre le global et le local. Dans notre monde de plus en plus interdépendant, l'idée que toute politique est locale est devenue plus complexe. Bien que les gens soient poussés à prioriser les préoccupations immédiates dans leurs communautés, la façon dont nous vivons aujourd'hui — de ce qui est enseigné à l'école jusqu'à la destination de notre recyclage, en passant par la connexion de nos banques locales aux flux financiers mondiaux et à ce que nous lisons sur les réseaux sociaux — est influencée par les tendances mondiales. De la même manière, la violence politique est presque toujours une combinaison de dynamiques locales, nationales et mondiales liées à des structures économiques, sociales et politiques très complexes, opaques et de plus en plus hostiles.

L'année 2024 a été classée parmi celles connaissant un niveau historiquement élevé de conflits, les conflits armés étatiques passant de 59 en 2023 à 61.[26] Pourtant, les organisations internationales créées pour intervenir et s'efforcer de prévenir les conflits violents sont en train de s'éroder rapidement. En janvier 2026, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a mis en garde contre un « effondrement financier imminent » du système des Nations unies si les cotisations demeuraient impayées.[27] Malgré ses imperfections, le système multilatéral mondial joue depuis des décennies un rôle précieux, tant dans la réduction du nombre de victimes des conflits violents que dans la recherche de solutions concertées avec les parties belligérantes pour mettre fin à la violence. Le déclin des systèmes mondiaux établis pour faire avancer la paix a des implications directes pour la violence politique. Lorsque l'État perpétre des violences contre ceux qui se trouvent à l'intérieur de ses frontières, c'est sans doute le cas le plus solide en faveur d'une action extérieure—que ce soit sous forme de surveillance, de signalement ou d'intervention armée. Mais d'Israël au Myanmar

en passant par le Salvador, des instances de l'ONU, du Conseil des droits de l'homme au Conseil de sécurité, peinent à protéger les civils face à la violence politique dirigée par l'État.

Le déclin du soutien au multilatéralisme alimente également et est alimenté par l'augmentation de l'autoritarisme. Comme ce volume le souligne à juste titre, ces tendances mondiales ne se produisent pas séparément et elles s'alimentent souvent mutuellement. Les dirigeants autoritaires ne veulent pas de contrôles extérieurs — ils veulent consolider le pouvoir en interne comme en externe. Parce que les stratégies autoritaires sont par définition antidémocratiques et contraires aux droits humains, la raison d'être même des contrôles multilatéraux sur leurs tactiques est niée. Cela aide à créer plus d'espace pour des stratégies de politique identitaire, de diabolisation et de mise à l'écart de l'autre.[28]

Le maire allemand Bernd Vöhringer de Sindelfingen, dans son discours à l'occasion de la Journée internationale de la non-violence 2024, a « lié l'augmentation des menaces et des attaques contre les responsables locaux à la polarisation des sociétés européennes, ce qui expose de plus en plus les responsables politiques et fonctionnaires locaux à la désinformation, aux discours de haine et aux menaces en ligne. »[29] Il existe un lien direct entre ce qui semble être une violence politique localisée et la montée des systèmes autoritaires, qui dépendent de la division et de l'altérisation dans la société pour affirmer leur propre système de contrôle et de domination.[30] Avec le pouvoir des grandes technologies, la polarisation est attisée de telle sorte que le citoyen moyen d'une ville peut facilement et régulièrement trouver des raisons de détester ceux définis d'une certaine manière comme « autres », reliant ces ambitions de pouvoir plus larges, généralement des politiciens nationaux mais aussi des acteurs externes,[31] à des actions violentes menées localement à l'intérieur des limites municipales. Ce n'est qu'un exemple du cercle vicieux de l'avancée technologique rapide et de l'autoritarisme.

Les technologies des géants du numérique sont également utilisées pour surveiller et contrôler, des instruments clés des régimes autoritaires. « La Hongrie autorise l'utilisation de la reconnaissance faciale pour identifier les personnes participant à des marches de la fierté soutenant les droits LGBTQ+, tandis que le système de « crédit social » chinois a été exporté vers des pays comme l'Afghanistan, où il applique les politiques des talibans. » Les algorithmes de police prédictive, de plus en plus adoptés par l'Égypte et l'Inde, identifient des individus comme des « risques » sur la base de jeux de données biaisés, permettant des arrestations préventives avant que les manifestations n'aient lieu. Ensemble, ces outils créent un échafaudage numérique de la répression — permettant aux États de déguiser la coercition en gouvernance légale et basée sur les données. »[32] Bien que tous les outils techniques ne soient pas utilisés à perpétuité (régimes et politiques changent), la puissance combinée des systèmes autoritaires avec les grandes technologies a d'immenses implications pour la liberté individuelle et collective, ainsi que pour l'usage de la force par les États.

Ces outils sont non seulement très efficaces pour les États centralisés ; ils reposent aussi sur d'énormes réserves d'énergie pour fonctionner, ce qui s'inscrit dans une autre tendance mondiale.

Les centres de données qui alimentent l'intelligence artificielle et contribuent à propulser la révolution des géants technologiques sont de très grands consommateurs d'énergie. Ils nécessitent d'énormes quantités d'eau et ont été accusés de polluer et de nuire aux lieux où ils ont été établis. Pourtant, lorsque les responsables politiques bénéficient de la capacité offerte par ces outils, ou des contributions financières officielles ou non officielles des entreprises d'IA, ils sont moins susceptibles de légiférer ou d'appliquer les types de systèmes réglementaires qui superviseraient généralement de tels projets d'infrastructure de grande envergure. À mesure que la demande technologique ne cesse de croître, la pression sur le réseau énergétique augmente également. Cela contribue à une crise climatique déjà existentielle qui produit des phénomènes météorologiques extrêmes dans le monde entier. Ces événements contribuent à leur tour à la migration liée au climat, qui, ironiquement, est ensuite utilisée par de nombreux dirigeants au pouvoir — y compris des dirigeants gouvernementaux autoritaires — pour faire des boucs émissaires aux migrants afin de renforcer leur emprise sur le pouvoir. Cela ne veut pas dire que toutes les technologies ou systèmes utilisant l'intelligence artificielle sont mauvais. Tout comme les villes sont des épicentres de risque en ce qui concerne la double puissance des grandes entreprises technologiques et des acteurs malveillants, les villes utilisent aussi la technologie de manière à les aider à prévenir et à se préparer aux dommages liés à ces risques. En effet, un chapitre de ce recueil propose des usages productifs de la technologie. Mais il s'agit de souligner les façons dont les décisions technologiques sont prises pour le gain ou le pouvoir de certains au détriment d'autres, et comment cela renforce des dynamiques qui, aux niveaux local et mondial, mettent à rude épreuve les infrastructures de paix. Le nœud gordien qui relie toutes ces tendances à la violence politique est complexe et doit être démêlé d'urgence.

## Cas pratique

Le 1er novembre 2025, Carlos Manzo, maire très populaire d'Uruapan, au Mexique, a été assassiné lors d'une célébration du Jour des Morts par un jeune homme de 17 ans, mort sur place et que les autorités ont associé au cartel de Jalisco Nouvelle Génération.[33] Le maire Manzo dénonçait ouvertement les cartels qui sévissaient dans son État natal, le Michoacán, ainsi que la stratégie de lutte contre ces organisations criminelles défendue par la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum. Quelques mois avant son assassinat, il a déclaré à un journaliste radio : « Je ne veux pas être juste un maire de plus sur la liste de ceux qui ont été exécutés et à qui on a ôté la vie. » ... J'ai très peur, mais je dois y faire face avec courage. » Manzo était le septième maire tué à Michoacán depuis 2022.[34]

Dans les jours et semaines qui ont suivi son assassinat, des manifestations ont éclaté non seulement à Uruapan mais aussi à Mexico.[35] Les manifestations, qui devinrent parfois enflammées par des confrontations entre manifestants et policiers, remplirent un but. Dans un pays où les attaques graves et meurtrières contre les responsables politiques sont devenues courantes, les manifestations rappellent que de telles violences ne doivent ni ne peuvent être tolérées.[36] La section suivante présente un aperçu des différentes mesures prises par les citoyens, les institutions et les dirigeants pour tenter d'inverser les tendances de la violence politique, notamment en rejetant un processus de normalisation.

## Redéfinir les normes et influencer les récits

S'exprimer est extrêmement important en tant que rempart contre la normalisation de la violence dans l'espace civique. Les manifestations de frustration populaire sous forme de protestation sont une façon dont les gens expriment leur opposition. Mais il existe d'autres façons dont les individus et les institutions tentent de faire évoluer la conversation.[37] Dans le contexte d'une augmentation de la violence politique aux États-Unis, par exemple, la Déclaration d'Oklahoma City, signée par 230 maires républicains, démocrates et indépendants, expose dix points qui condamnent la violence, rejettent un langage déshumanisant, défendent la civilité, et plus encore.[38] Des mesures comme celles-ci visent intentionnellement à réinitialiser les normes sociales ou les croyances communément partagées sur ce qui est typique ou acceptable. Comme le montrent les exemples ci-dessus et ci-dessous, réinitialiser les normes est l'œuvre des politiciens et des non-politiciens.

> Les perceptions de ce qui est normal ou attendu de nos pairs (« normes perçues ») influencent puissamment notre façon d'agir, même lorsqu'elles sont incompatibles avec nos croyances privées... Compte tenu de l'intensité de la polarisation identitaire, il sera nécessaire de prioriser la définition des normes au sein des groupes, plutôt que d'attendre qu'une seule campagne ou porte-parole soit efficace à travers les communautés polarisées.
>
> – Renforcer la résilience des États-Unis face à la violence politique, 2019

Les normes sont influencées par les récits qui nous entourent. En janvier 2026, des agents armés du US Department of Homeland Security (DHS) ont été filmés en train de tirer et de tuer deux citoyens américains à Minneapolis, Minnesota.[39] Les deux individus étaient présents en tant qu'observateurs des interventions du DHS dans la ville, où des milliers d'agents fédéraux étaient déployés, surpassant la police municipale selon un ratio de quatre contre un. Après le deuxième meurtre, celui d'Alex Pretti, un infirmier de 37 ans, des responsables de la Maison-Blanche et du DHS l'ont présenté comme un « terroriste national » animé d'une « intention meurtrière », en invoquant le fait qu'il portait une arme à feu pourtant dûment enregistrée et parfaitement légale. « Pretti portait une arme de poing à la ceinture, et ils l'ont sans scrupules présentée comme preuve, alors que l'arme était dans son étui, qu'il la portait légalement, et que les agents lui ont tiré dessus après avoir retiré l'arme. »[40] Le gouvernement fédéral a maintenu cette version, l'utilisant comme récit nécessaire pour justifier son meurtre, même en l'absence de toute preuve factuelle.

Si ce récit mensonger a provoqué une vague de critiques, notamment parmi les alliés traditionnellement fidèles de la Maison-Blanche, comme la National Rifle Association, les moyens, l'étendue du pouvoir et les capacités d'action d'un

gouvernement national demeurent souvent sans équivalent dans une lutte pour le contrôle. Les responsables municipaux et étatiques du Minnesota ont systématiquement rejeté ces affirmations, fourni des preuves du contraire et porté plainte contre des agents du DHS. Mais dans un paysage médiatique fortement segmenté, la voix et la portée de ces dirigeants plus locaux ne peuvent tout simplement pas rivaliser avec le porte-voix du gouvernement national.

Au début des grèves nationales de 2021 en Colombie, la ville de Cali a vu des manifestants pacifiques, des manifestants qui se sont comportés de manière peu pacifique, et des éléments criminels cherchant à profiter de l'instant. Mais le ministère de la Défense et le procureur général ont rapidement affirmé que des groupes armés (à savoir les Forces armées révolutionnaires de Colombie et l'Armée de libération nationale) faisaient partie de la manifestation, brouillant la frontière entre des manifestants en colère — mais légitimes — et des groupes criminels et violents, dans une tentative de saper et de délégitimer les manifestants. « Après 60 ans de conflits armés internes dans le pays, la police est encline à considérer la protestation sociale et la mobilisation civique comme une menace subversive. » Comme l'a fait la Trump administration à Minneapolis, le gouvernement national a déployé un récit d'« ennemi de l'intérieur » pour permettre la répression de la dissidence civile. Pour les dirigeants locaux qui cherchent peut-être une approche plus axée sur le dialogue pour faire face aux manifestations, de tels récits diabolisants ou délégitimants peuvent présenter de véritables obstacles, mais pas insurmontables.

Le cas de Cali en 2021 est instructif du point de vue de la réflexion sur le langage et l'élaboration des normes, mais aussi en raison de ce qui a suivi les grèves, à savoir une tentative de faire face à l'inégalité qui a longtemps frappé la ville. À la suite de la grève, des chefs d'entreprise, des responsables politiques, des organisations locales de la société civile et d'autres acteurs se sont réunis pour créer Compromiso Valle afin de coordonner les investissements visant à réduire les inégalités d'accès aux opportunités, en particulier pour les jeunes. Compromiso Valle n'investit pas seulement à Cali, mais aussi dans les municipalités voisines du département. Ceci est crucial, non seulement en raison des importantes disparités régionales, mais aussi parce que Cali constitue un centre migratoire régional. Une plus grande stabilité régionale favorise la stabilité urbaine et réduit le nombre de groupes d'individus susceptibles d'adopter des comportements antisociaux ou de se laisser facilement recruter par des groupes armés.

Compromiso Valle collabore avec une gamme de partenaires pour accroître les opportunités éducatives et professionnelles pour les jeunes,[42] mais aussi pour aborder les difficultés sociales, émotionnelles et mentales souvent associées à des niveaux élevés de violence communautaire, de privation et de désordre. L'initiative vise également à développer la capacité de leadership, en encourageant et en valorisant les jeunes afin qu'ils deviennent les acteurs de leur propre avenir tout en soutenant leurs communautés. L'initiative favorise la création de liens entre diverses institutions assumant une responsabilité élargie. Cela inclut les entreprises privées qui réduisent les obstacles à l'embauche, facilitant ainsi l'accès à l'emploi pour les personnes sans formation formelle ou ayant subi des discriminations. L'initiative a également influencé l'aménagement urbain, en particulier le système de transport en commun, afin de faciliter la mobilité des habitants dans la ville, notamment en connectant davantage les quartiers les plus marginalisés et en réduisant les temps de trajet pour ceux qui disposent de moins de ressources pour accéder à un transport privé.

L'accent mis sur l'espace physique est extrêmement important lorsqu'il s'agit des conditions préalables à la violence politique et des réponses à la violence. Cela s'explique en partie par le fait que l'espace physique lui-même influence les normes sociales. Le déplacement des personnes à travers les villes, y compris les lieux où elles se rassemblent, la manière dont elles sont surveillées, qui elles peuvent rencontrer, où elles sont accueillies ou non, tout cela est pertinent. En Argentine, la dictature militaire qui a duré de 1976 à 1983 l'avait bien compris et a mis tout en œuvre pour contrôler l'espace urbain, allant de l'interdiction du rassemblement de groupes à la destruction de quartiers entiers et à l'empêchement des gens de participer à des discussions publiques.

L'espace urbain peut favoriser l'intégration et la cohésion sociale, réduisant ainsi la « persistance » des campagnes d'« autreisation » ou d'alarmisme, autrement dit la capacité des idées qu'elles véhiculent à s'imposer durablement. L'espace urbain peut également renforcer la séparation et l'anxiété, en particulier lorsque les personnes interagissent rarement avec d'autres, quelle que soit leur race, leur religion, leur orientation de genre, leurs convictions politiques ou d'autres caractéristiques. Dans de tels cas, les récits puissants qui diabolisent ou criminalisent « d'autres » groupes sont plus facilement crus. Les villes qui œuvrent à renforcer la cohésion sociale et à prévenir la violence l'ont compris et misent sur des espaces partagés et des infrastructures accueillantes pour tous, telles que les bibliothèques, les parcs et les « tiers-espaces ». [43]

La peur peut plus facilement s'implanter dans des zones où l'on abrite des groupes violents, qui ont connu de fortes violences par le passé, ou qui ont un passé de diabolisation d'un groupe particulier comme étant violent. Au Salvador, le

gouvernement Bukele a exploité la colère et la peur envers les gangs pour justifier un état d'urgence en vigueur depuis des années. L'état d'urgence a conduit à l'incarcération de près de 100 000 membres présumés de gangs, selon des rapports récents indiquant que « pour deux membres de gang arrêtés pendant l'état d'urgence, une personne sans affiliation à un gang a été détenue ». [44] Le gouvernement Bukele exploite la peur de la population envers les gangs pour justifier son récit selon lequel des mesures extrêmes sont nécessaires, ce qui renforce le pouvoir et le contrôle du gouvernement central, tout en entraînant des violations massives des droits humains. Il s'agit de violences politiques sanctionnées et dirigées par l'État, et cela a été rendu possible, en partie, parce que le niveau de violence auparavant dans le pays rendait les gens plus vulnérables à ces récits. Dans ce contexte, la société civile, les médias et les organisations de défense des droits humains ont continué à tenter de contrer les faux récits, bien que plusieurs aient dû fuir le pays, et que d'autres aient eux-mêmes été incarcérés pour avoir exprimé leur dissidence.

Que la violence politique soit perpétrée par l'État ou par des individus (organisés ou non), il existe des preuves démontrant un lien entre le soutien à une telle violence et les vues hostiles envers certaines catégories d'« autres ». « Le racisme, le sexisme hostile, l'homonégativité, la transphobie, la xénophobie, l'antisémitisme et l'islamophobie étaient tous fortement associés au soutien et à la volonté de commettre des violences politiques aux États-Unis. »[45] Dans les sociétés très inégales, ou où l'inégalité augmente, le potentiel de peurs préjugées ou biaisées envers autrui augmente, les dirigeants autocratiques cherchant à exploiter ces préjugés à leur propre profit. C'est précisément pour ces raisons que les efforts pour construire des ponts ou minimiser la probabilité de préjugés sont directement liés à la réduction du potentiel de violence politique.

La ville de Malines, en Belgique, compte environ 90 000 habitants et plus de 70 langues. En 2016, le maire Bart Somers a été nommé Maire mondial de l'année par la City Mayors Foundation en reconnaissance du travail accompli par Malines dans l'intégration de sa population immigrée. « En 2014, Malines a lancé la campagne *The People Make the City*, qui a révélé les visages et les histoires des habitants à travers une variété de supports dans toute la ville. » « À travers des podcasts, des fresques murales, des expositions et du street art, les habitants et les visiteurs peuvent voir les visages et découvrir les histoires des gens de Malines dans les espaces publics où ils sont déjà activement impliqués. » Grâce à tous ces efforts, les gens n'apprennent pas seulement à connaître leurs différences, ils apprennent à se connaître véritablement. Une augmentation des interactions, des liens humains et de la cohésion communautaire contribue à réduire les risques potentiels de violence politique.

Alors que la dictature en Argentine montrait des signes de déclin, des défenseurs des droits humains et des artistes se sont rassemblés pour reconquérir l'espace urbain de Buenos Aires et lutter contre la banalisation de la violence. En septembre 1983, des artistes et des militants ont retracé les contours de 30 000 corps près de l'Obélisque, un point de repère central de la ville. « Face au crime intrinsèquement invisible de la disparition forcée, cette intervention artistique a fait réapparaître ces corps dans l'espace public, représentant visuellement l'ampleur des crimes commis et rendant l'absence des disparus présente et perceptible. »[48] Des rappels publics et physiques des victimes ou des groupes opprimés peuvent aider à reconfigurer le récit, rendant plus difficile pour des dirigeants malveillants, à court terme comme à long terme, d'utiliser le pouvoir du récit pour diviser ou tromper.[49]

## Dialogue et modélisation des comportements

Comme décrit ci-dessus, l'espace urbain est crucial en période de tension politique accrue. La grève de 2021 à Cali, organisée pour protester contre le chômage élevé, l'augmentation des inégalités, la criminalité persistante, la corruption signalée et les restrictions imposées en raison de la pandémie de COVID-19, a entraîné une réponse brutale de l'État. En l'espace de quelques semaines, plus d'une douzaine de personnes avaient perdu la vie et près d'une centaine avaient été blessées suite à la réponse du gouvernement.[50] Il existe diverses raisons historiques et actuelles expliquant pourquoi la grève a été aussi violente à Cali. « Depuis les années 1970, des conflits armés entre l'État et des groupes de guérilla dans les régions rurales ont conduit à des migrations économiques et à des déplacements internes qui ont accru la pression sociale et économique sur la ville. » L'incapacité historique des pouvoirs publics à établir des institutions solides et efficaces a favorisé l'émergence d'une culture de l'engagement civique et du militantisme parmi les habitants de Cali, où la participation citoyenne a toujours été particulièrement forte. »[51] Si l'histoire de Cali présente des caractéristiques singulières à cet égard, cette ville ne constitue pas un cas isolé : la manière dont l'État réagit à une manifestation ou à un soulèvement populaire peut elle-même être perçue comme une forme de violence politique ou, au contraire, contribuer à en atténuer le risque.

Juste à côté de Cali, dans la ville de Palmira, aucun décès n'a été signalé et la grève a ouvert un dialogue entre le gouvernement municipal et des activistes qui n'aurait autrement pas eu lieu. Le maire de l'époque, Oscar Escobar, s'est

efforcé sans relâche de dialoguer avec les grévistes, d'écouter leurs préoccupations et d'ouvrir un espace de discussion dans un contexte particulièrement tendu et conflictuel. C'est une autre conclusion fondamentale qui revêt une importance majeure en matière de violence politique : la conduite des dirigeants politiques peut s'avérer décisive.

Les élus qui incarnent un comportement civil et civique, en particulier lors de moments de grande anxiété et de peur, offrent une occasion de favoriser l'engagement et l'apaisement, et peuvent mettre fin aux cycles de représailles entre acteurs étatiques et non étatiques. À la suite de l'assassinat de Charlie Kirk, un militant politique de droite et fondateur de Turning Point USA, des appels à la vengeance ont émergé et un sentiment palpable de peur et de division s'est fait sentir. Au milieu de cette mêlée, le gouverneur Spencer Cox de l'Utah, l'État où le meurtre a eu lieu, s'est appuyé sur les efforts qu'il avait déployés pour rassembler les citoyens et les responsables politiques autour de valeurs partagées.[52] Bien que certains se soient moqués de lui, ses appels au calme face au chaos et à la peur ont rappelé à la population leurs valeurs communes, que le désaccord n'équivaut pas nécessairement à la haine, et qu'il y a beaucoup à perdre dans la division. Lorsque la pièce semble résonner de voix appelant à la violence et à la vengeance, il est essentiel d'y opposer des appels au calme et à un dialogue constructif. Cela ne signifie pas demander aux gens de se désengager. Il faut plutôt soutenir des voies productives pour canaliser cette émotion, idéalement dans des processus qui peuvent s'avérer transformateurs plutôt que destructeurs.

*« Les recherches sur la violence internationale et la consolidation de la paix révèlent qu'il est possible de faire beaucoup pour prévenir la violence et accroître la résilience — si les dirigeants disposant d'influence et de ressources sont prêts à relever ces défis de front dès maintenant. »*

De nombreux maires, ainsi que des responsables et d'autres personnes occupant des postes d'influence, élaborent des codes de conduite afin de fournir des orientations sur la manière d'intervenir plus efficacement en période de forte tension. Bien que ces codes diffèrent dans leurs spécificités, l'intention est de poser des limites et de renforcer des attentes cohérentes en matière de comportement. L'Institut des collectivités locales fournit des exemples de tels codes provenant de villes de toute la Californie.[54] Ces codes ne clarifient pas seulement les attentes de dialogue, mais aussi des conséquences claires en cas de violation des normes. Cela est important afin que toute sanction ou recours à une force explicite (par exemple, l'expulsion d'une personne lors d'une réunion du conseil municipal) soit considéré comme conforme à la procédure établie et donc légitime, plutôt qu'arbitraire ou capricieux. Mais d'autres mesures peuvent être prises, notamment réfléchir à la manière dont l'espace physique est organisé pour les réunions publiques, à la façon dont les ordres du jour sont élaborés et communiqués en amont, et à la manière d'anticiper les questions susceptibles d'attirer des propos hostiles ou haineux[55]. Comme indiqué plus haut, alors que les responsables locaux sont confrontés à des niveaux élevés de violence et d'agression, disposer de codes de conduite standards pouvant être appliqués et respectés régulièrement peut contribuer à apaiser les tensions et à garantir que les personnes cherchant à nuire soient tenues responsables.

À Nairobi, au Kenya, l'initiative « Tuimarishe Amani Mjini », portée par le Life and Peace Institute, vise à réduire les risques de violence et à renforcer la cohésion sociale dans six quartiers informels : Kangemi, Kayole, Kibera, Korogocho, Mathare et Majengo. Grâce à la formation, l'initiative favorise des compétences pratiques en consolidation de la paix, résolution des conflits et résilience, tout en encourageant une réflexion plus profonde sur les facteurs systémiques des conflits tels que la pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale. La formation comprenait des sessions où les participants réfléchissaient à la manière dont les gens « voient ce qu'ils veulent voir », choisissant de se concentrer sur des récits familiers ou confortables tout en ignorant d'autres points de vue tout aussi valides sur leur communauté. Cette perception sélective peut avoir des implications, notamment dans les contextes de leadership et de communauté, où des interprétations étroites peuvent alimenter des divisions. Il y avait une inquiétude commune que certains dirigeants puissent même exploiter ces divisions, en particulier lorsque les communautés ne veulent pas ou ne peuvent pas prendre en compte les perspectives des autres communautés. La formation a permis aux participants de prendre du recul et de comprendre comment la tendance à rester dans sa zone de confort ou à rejeter les points de vue opposés peut faciliter le travail des acteurs malveillants pour creuser les divisions.

## Contrer la désinformation et promouvoir un usage prosocial de la technologie

Ces liens et ces expériences humaines sont également essentiels lorsque des campagnes de désinformation sont menées, par des acteurs politiques ou autres, à des fins néfastes ou pour renforcer la violence. Lorsque l'autoritarisme se conjugue à la suprématie technologique, les enjeux prennent une ampleur exponentielle. La désinformation, souvent amplifiée dans notre monde hautement interconnecté, continue d'influencer la pensée des gens avec des conséquences

meurtrières et destructrices. Les villes sont de plus en plus au cœur de la lutte contre la désinformation et là où le risque de déclencher la violence est sans doute le plus élevé.

En 2024, le Melbourne Centre for Cities de l'Université de Melbourne et le German Marshall Fund ont publié *Disinformation in the City: Response Playbook*, illustrant différentes méthodes employées par les villes pour lutter contre la désinformation. Ces stratégies sont organisées en trois catégories : anticipation et détection précoce, prévention de la diffusion et pré-démystification, démystification et rétablissement. Les stratégies doivent aller au-delà de la simple réaction à la désinformation, en anticipant les moments où elle pourrait être diffusée et en analysant les lignes de fracture que les propagandistes pourraient renforcer. Dans ce contexte, les villes peuvent tirer de nombreux enseignements les unes des autres en temps réel. Par exemple, pendant la pandémie de COVID-19, les campagnes de désinformation ont proliféré à l'échelle mondiale, influençant la perception des vaccins, la compréhension de l'origine du virus et faisant des personnes d'origine asiatique des boucs émissaires. En temps réel, les villes échangeaient des informations sur ce qu'elles vivaient et s'entraidaient pour mettre en place des unités spécialisées pour surveiller et répondre à la désinformation.

Selon le Centre africain d'études stratégiques, les campagnes de désinformation à travers le continent africain ont presque quadruplé entre 2022 et 2024. Pratiquement tous les pays ont été ciblés par des campagnes spécifiques de désinformation, alors que les taux d'utilisation des réseaux sociaux et d'Internet explosent à travers le continent. « Les Africains ayant accès à Internet figurent parmi les populations qui utilisent le plus les réseaux sociaux pour s'informer à l'échelle mondiale. Les utilisateurs des réseaux sociaux au Nigeria et au Kenya figurent parmi ceux qui passent le plus d'heures par jour sur les plateformes sociales. Ils sont également les pays qui expriment le plus d'inquiétude concernant les informations fausses et trompeuses. Pour contrer ce type de désinformation intentionnelle, le travail de construction de ponts en personne et la lutte contre la désinformation sont essentiels.

À Abeokuta, au Nigeria, le Peace Initiative Network (PIN) rassemble des jeunes issus de milieux divers afin d'accroître leurs interactions et leurs capacités de coexistence pacifique. Ces échanges aident également les personnes à diffuser des messages d'engagement pacifique pour lutter contre la haine et les discours dangereux dans leur communauté. PIN propose également des formations en éducation civique, droits humains et consolidation de la paix, tous nécessaires pour contrer la désinformation divisive. PIN anime également une émission radio hebdomadaire interactive, où ces sujets et bien d'autres sont explorés auprès d'un public plus large, offrant un espace qui promeut des messages de paix et de coexistence dans des contextes de division et d'agression.

L'initiative Tuimarishe Amani Mjini à Nairobi mentionnée plus haut a utilisé un exercice vidéo pour amener les participants à réfléchir sur la manière dont les dirigeants peuvent utiliser des outils physiques et narratifs pour permettre l'émergence de malentendus et de tensions. Les jeunes participant à la formation ont souligné que les leaders communautaires restent trop souvent silencieux face à des tensions accrues, qu'ils reconnaissent comme un facteur favorisant la propagation des conflits. Lorsque les membres de la communauté reconnaissent les tensions mais que leurs dirigeants restent silencieux, cela crée un espace pour des récits alternatifs, y compris ceux diffusés sur les réseaux sociaux et le paysage de la désinformation. Cet exemple puissant relie clairement les points ci-dessus concernant les normes et les récits avec le pouvoir algorithmique des réseaux sociaux et de la désinformation.

Mais tout comme les villes sont des épicentres de risque face au pouvoir double des grandes entreprises technologiques et des acteurs malveillants, les villes utilisent aussi la technologie de manière à les aider à prévenir et à se préparer aux dommages liés à ces risques. Le Strong Cities Network a recueilli plusieurs exemples provenant du bureau des données municipales de Barcelone, qui analyse les réseaux sociaux pour détecter les discours de haine, la mésinformation ou la désinformation, ou encore la cartographie de la haine en ligne réalisée à Malmö (Suède) à l'aide d'algorithmes de traitement du langage naturel développés par Nordic Safe Cities.[59]

Edmonton, au Canada, développe Civil Signal, un système d'alerte précoce qui s'efforce de surveiller les tendances en ligne afin de sensibiliser et de déclencher des réponses urbaines à la haine. Le système est conçu pour exploiter des informations provenant de sources ouvertes, telles que des sites d'actualité, des blogs et des forums publics, afin de prévoir les tendances de haine et les incidents potentiels. L'approche d'Edmonton privilégie une utilisation éthique des données, évitant les données personnelles identifiables et se concentrant sur l'identification des schémas de sentiment et des signaux émotionnels qui pourraient révéler des menaces émergentes. Ce concept, développé en collaboration

avec un conseiller en éthique des données, cherche à concilier une surveillance approfondie des informations accessibles au public avec une utilisation responsable des données afin de protéger la vie privée et d'instaurer la confiance au sein de la communauté.[60]

Ce qui devrait être clair à partir de tous ces exemples, c'est que si le pouvoir des médias et de la désinformation est fort, il existe aussi une gamme d'efforts puissants, enthousiasmants et engageants qui peuvent être menés pour résister à la haine, gérer la tension de manière constructive et construire la paix.

## Recommandations et conclusion

Ce chapitre s'est concentré sur les normes et les récits, la construction des infrastructures sociales locales, l'engagement dans le dialogue et la modélisation de comportements constructifs, ainsi que la lutte contre la désinformation et l'utilisation des technologies au service de la paix. Ce ne sont pas des catégories globales, mais elles sont essentielles pour comprendre la montée de la violence politique ainsi que les efforts visant à la réprimer dans le contexte des grandes tendances mondiales. Ces quatre catégories représentent également des opportunités significatives et productives pour les acteurs citadins de s'engager dans la lutte contre la violence politique.

Il devrait être clair, d'après les exemples ci-dessus, que les villes sont activement des centres de risque pour la violence politique, mais aussi activement des centres de résilience et de transformation. Pour passer du risque à la transformation, les villes doivent prendre l'initiative de comprendre et d'anticiper les risques de violence politique. Certains principes fondamentaux peuvent permettre aux villes de renforcer leur capacité à prévenir la violence politique ou, à tout le moins, à contenir l'ampleur et la portée des initiatives destinées à l'attiser.

1. **Se préparer.** La montée des régimes non démocratiques et autocratiques, parallèlement à la diffusion technologique de la désinformation et de la mésinformation, ne va pas s'inverser de sitôt. Cela expose les villes de presque tous les pays à des risques de violence politique, façonnée par des dynamiques internes (par exemple, l'inflation, le contrôle politique et le déclin des opportunités économiques) et influencée par des dynamiques mondiales. Toutes les villes devraient envisager de manière proactive quel est leur profil de risque, comment elles surveillent ou non les risques accrus, et quelles capacités elles peuvent mobiliser pour prévenir ou répondre à la violence politique, le cas échéant. Il est important, à cet égard, que les villes considèrent la violence politique non seulement comme de grands événements—tels que les attaques de janvier 2021 ou janvier 2022 contre les capitales législatives à Washington, DC, et Brasilia respectivement—mais aussi comme les attaques quotidiennes, plus insidieuses, contre les instances dirigeantes ou ceux qui cherchent à se présenter aux élections.

2. **Rechercher**. Pour se préparer, les villes ont besoin de recherches qui leur soient utiles. Comprendre les grandes tendances est utile, mais pour des réponses locales, les villes ont souvent besoin de recherches qui intègrent ces tendances générales dans leur réalité locale. Heureusement, il existe une base de connaissances croissante sur laquelle puiser. La recherche peut être menée par les villes elles-mêmes, en collaboration avec des universités, avec des réseaux tels que Peace in Our Cities, avec des organisations individuelles, et bien d'autres. Il existe une richesse croissante de connaissances sur la montée insidieuse de la violence politique, et les villes devraient en tirer parti pour renforcer leurs facteurs de protection.

3. **Communiquer.** Cela inclut non seulement les gouvernements municipaux qui communiquent des messages aux habitants des villes, mais aussi tous les acteurs qui apprennent à mieux s'écouter les uns les autres. La Better Politics Foundation dispose de bonnes ressources pour mieux écouter.[61] Lorsque les messages prosociaux et de construction de ponts manqueront, l'espace sera rempli par des acteurs diviseurs et alimentateurs de conflits. Il importe que les stratégies de communication prennent en compte les récits susceptibles de circuler au sein et entre les communautés et y répondent de manière proactive lorsque cela est approprié.

4. **Ressourcer.** La meilleure préparation du monde sera vaine en l'absence de ressources, qu'elles soient financières ou humaines. En Italie, le gouvernement a mis en place un fonds dédié pour soutenir les initiatives locales qui favorisent la légalité dans les zones où les responsables locaux ont été exposés à l'intimidation et à la violence.[62] En Californie, les récentes initiatives législatives de l'État visaient à augmenter le pourcentage de fonds de

campagne que les candidats politiques pouvaient consacrer à leur sécurité personnelle dans un environnement à risque accru. Les municipalités devraient investir dans la compréhension de leur portefeuille de risques et dans l'allocation appropriée des ressources, idéalement avec un soutien financier supplémentaire provenant de sources nationales ou régionales.

Quel que soit le contexte, la violence politique dans le monde est à un niveau élevé et augmente chaque jour. Une telle violence est alimentée par et alimente les grandes tendances mondiales auxquelles ce compendium s'intéresse, en particulier la montée de l'IA et l'essor de l'autoritarisme. Pour y répondre efficacement, il faut comprendre la violence politique à la fois comme un défi lié à la violence et comme un défi antidémocratique qui érode simultanément les systèmes fondés sur les droits et centrés sur la justice. La tapisserie dynamique et en constante évolution de la vie urbaine contient les ingrédients mêmes pour prévenir la violence politique. Laissés à l'abandon, cependant, ou manipulés par des fauteurs de troubles, ces mêmes ingrédients peuvent devenir mortels.

## Notes de fin

1 Ben Itzhak, Nicole A., Rachel Brown, Heather Hurlburt, Laura Livingston et Samantha Owens, *Building U.S. Resilience to Political Violence: A Globally Informed Framework for Analysis and Action*, Over Zero and New America, 10 décembre 2019.

2 Dans ce rapport, le terme « politiciens » désigne les personnes occupant des fonctions politiques élues ou nommées, ainsi que celles en campagne électorale.

3 Andrea Carboni et Ciro Murillo, qu'est-ce qui motive le conflit aujourd'hui ? Un examen des tendances mondiales, des données sur la localisation et les événements des conflits armés (ci-après cité ACLED), 11/12/2025, https://acleddata.com/report/whats-driving-conflict-today-review-global-trends.

4 L'ACLED comprend les gouverneurs, maires, chefs de village, conseillers locaux, agents du gouvernement local ou des élections, ainsi que d'autres responsables locaux, mais pas les responsables nationaux.

5 ACLED, *La violence ciblant les responsables locaux, rapport annuel 2024, mai 2025*. https://acleddata.com/report/violence-targeting-local-officials-2025-annual-report.

6 ACLED, *Violence ciblant les responsables locaux*; John Porten et Rachel Locke, Initiative californienne contre les menaces et le harcèlement : *Cartographie de l'environnement de menace des élus du sud de la Californie*, Violence, Inequality and Power Lab, University of San Diego, 2024.

7 Porten et Locke, *California Threats and Harassment Initiative*.

8 ACLED, *Violence Targeting Local Officials*, 4, 1, 11.

9 Herrick, Rebekah Herrick et al., *Violence psychologique intersectionnelle, menaces et violence physique contre les maires en 2021*, Mayors Innovation Project, 11 mai 2022. « Violence psychologique » est définie ici comme une violence impliquant des actes susceptibles de nuire au bien-être psychologique des individus en induisant la peur ou en portant atteinte à leur estime de soi ou à leur bien-être. https://mayorsinnovation.org/wp-content/uploads/sites/868/2022/05/Herrick-Thomas-et-al.-CAWP-Research-Brief_FINAL.pdf.

10 Luis Ferre-Sadurni, **La violence sur la campagne ébranle la Colombie avant les élections*, New York Times*, 8 mars 2026, https://www.nytimes.com/2026/03/08/world/americas/colombia-elections-politicial-violence-kidnapping-assassination.html?utm_source=substack&utm_medium=email.

11 Freedom House, *Liberté dans le monde 2025*. https://freedomhouse.org/sites/default/files/2025-02/FITW_World_2025_Feb.2025.pdf.

12 Gowri Ramachandran et al., *Intimidation des élus d'État et locaux : la menace pour la démocratie*, New York : Brennan Center for Justice, 2024, https://www.brennancenter.org/our-work/research-reports/intimidation-state-and-local-officeholders.

13 Porten et Locke, *California Threats and Harassment Initiative*.

14 Roudabeh Kishi, Melissa Pavlik et Hilary Matfess, *Terriblement et effroyablement normal : violence politique ciblant les femmes*, ACLED, mai 2019, https://acleddata.com/sites/default/files/wp-content-archive/uploads/2019/05/ACLED_Report_PoliticalViolenceTargetingWomen_5.2019.pdf ; Bridging Divides Initiative, « Les responsables locaux continuent de faire face à une hostilité élevée et généralisée : derniers résultats de l'enquête sur les menaces et le harcèlement en cours », Bridging Divides Initiative, communiqué de presse, 8 février 2024, bridgingdivides.princeton.edu/updates/2024/local-officials-continue-face-high-widespread-hostility-latest-findings-ongoing.

15 Céline González et Sandra Ley, *Violated Democracy : Crime organisé dans les élections et l'administration publique au Mexique*, México Evalúa, Data Cívica et Animal Político, 16 avril 2024 (espagnol).

16 Peace in Our Cities, *principes directeurs et actions inspirantes : opérationnaliser la résolution pour réduire la violence urbaine,* octobre 2022, https://peaceinourcities.org/resources/operationalizing-the-resolution-to-reduce-urban-violence/.

17 Robert Muggah, « La crise politique en Haïti s'aggrave au milieu d'une dérive vers la gouvernance criminelle », *Americas Quarterly*, 2 février 2026, https://www.americasquarterly.org/article/haitis-political-crisis-deepens-amid-a-slide-into-criminal-governance/.

18 CIVICUS, *Le pouvoir populaire sous attaque 2024*, décembre 2024, https://civicusmonitor.contentfiles.net/media/documents/GlobalFindings2024.EN.pdf.

19 Garen J. Wintemute et al., « Soutien à l'autoritarisme et à l'usage de la force par et contre le gouvernement fédéral aux États-Unis à la mi-2025 : résultats d'une enquête représentative au niveau national », *SocArXiv*, 13/08/2025, https://www.scilit.com/publications/8c6be9781b04fcddfe26bb867ba60194.

20 Freedom House, *La liberté dans le monde, 2022*. https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2022/global-expansion-authoritarian-rule.

21 Carboni et Ciro Murillo, What's Driving Conflict Today?

22 Jordan Ryan, « Weaponisation of Law: Assault on Democracy », Policy Brief 252, Toda Peace Institute, 13 octobre 2025.

23 Locke, Rachel, Kelsey Paul Shantz, Andrei Serbin Pont et Jai-Ayla Sutherland, dir., *Violences de masse basées sur l'identité dans les contextes urbains : découvertes* (Palgrave Macmillan, 2025).

24 N. Kteily et E. Bruneau, « Retour de Flamme : la politique et les conséquences réelles de la déshumanisation des groupes minoritaires »*Personality and Social Psychology Bulletin* 43, n° 1 (2017) : 87–104, https://doi.org/10.1177/0146167216675334.

25 W. Soral, M. Bilewicz et M. Winiewski, « L'exposition aux discours haineux augmente les préjugés par désensibilisation », **Aggressive Behavior* 44* (2017) : 136–146, https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/29094365 ; E. Paluck, « Qu'y a-t-il dans une norme ?" « Sources et processus de changement de normes », *Journal of Personality and Social Psychology* 96 (2009) : 594–600, https://static1.squarespace.com/static/5186d08fe4b065e39b45b91e/t/51e2ba4ee4b0ebae3ad112c2/1373813326124/Paluck+2009+JP-67.SP+Norm.pdf.

26 Shawn Davies, Thérése Pettersson, Margareta Sollenberg et Magnus Öberg, "Violence organisée 1989–2024, et défis pour identifier les victimes civiles", *Journal of Peace Research* 62, n° 4 (juillet 2025) : 1223–1240, https://academic.oup.com/jpr/article/62/4/1223/8324565.

27 Farnaz Fassihi, « O.N.U. » Says It's in Danger of Financial Collapse Because of Unpaid Dues, » *New York Times*, 30 janvier 2026.

28 Jennifer Dresden, Aaron Baird et Ben Raderstorf, *The Authoritarian Playbook : Comment les journalistes peuvent contextualiser et couvrir les menaces autoritaires en se distinguant de la politique habituelle*, Protect Democracy, 15/06/2022, https://protectdemocracy.org/work/the-authoritarian-playbook/.

29 ACLED, *Violence ciblant les autorités locales*.

30 Ryan, « Instrumentalisation du droit ».

31 Emily Harding, *une ferme de robots russe utilisait l'IA pour mentir aux Américains. What Now?*, Center for Strategic and International Studies, 16 juillet 2024, https://www.csis.org/analysis/russian-bot-farm-used-ai-lie-americans-what-now.

32 Ryan, « Weaponisation of Law. »Andrés Rodríguez,

33 Andrés Rodríguez, « Les autorités du Michoacán identifient l'assassin de Carlos Manzo comme étant Víctor Manuel, âgé de 17 ans » *El País*, 6 novembre 2025, https://english.elpais.com/international/2025-11-06/michoacan-authorities-identify-carlos-manzos-killer-as-17-year-old-victor-manuel.html.

34 Emiliano Rodríguez Mega, « Le maire mexicain connu pour son franc-parler qui a déclaré la guerre aux cartels est tué », *New York Times*, 01/11/2025, https://www.nytimes.com/2025/11/02/world/americas/manzo-mayor-mexico-killed.html.

35 Eyder Peralta, « Les conséquences de l'assassinat de Carlos Manzo, un ancien maire du Mexique », *National Public Radio*, 06/12/2025, https://www.npr.org/2025/12/06/nx-s1-5629306/the-aftermath-of-the-assassination-of-carlos-manzo-a-former-mayor-in-mexico.

36 En février 2026, le gouvernement mexicain a lancé une opération militaire qui a entraîné la mort du chef du cartel. Bien que la plupart des commentaires sur l'opération et la violence qui a suivi aient porté sur la pression exercée sur le Mexique par le gouvernement américain, la pression interne au Mexique était probablement aussi un facteur.

37 RESPECT, *Preventing Violence Against Women Strategy Summary: Transformed Attitudes, Beliefs and Norms*, UN Women and World Health Organization, Juin 2020; WHO, *Changing Cultural and Social Norms Supportive of Violent Behaviour*, Series of Briefings on Violence Prevention: The Evidence, 2009.

38 US Conference of Mayors, Déclaration d'Oklahoma City, 28 octobre 2025, https://www.usmayors.org/2025/10/28/230-bipartisan-mayors-sign-declaration-against-political-violence-recommit-to-unity/.

39 Il convient de souligner que ce n'était pas la première fois que des citoyens américains, ainsi que de nombreux ressortissants étrangers, étaient tués par le DHS dans le cadre de la campagne d'expulsions menée par l'administration Trump. Ces deux meurtres ont été captés par caméra et ont attiré une attention importante, principalement grâce à cela.

40 Mike Spies : « La violence qui entoure le mouvement pour les droits des armes à feu recherchée depuis longtemps se déroule à Minneapolis », The Trace, 4 février 2026, https://www.thetrace.org/2026/02/gun-rights-2a-minneapolis-ice-trump-nra/?utm_source=The+Trace+mailing+list&utm_campaign=6de930b4b8-trace_bulletin_feb_09_2026&utm_medium=email&utm_term=0_-2440ed48b4-112528705.

41 Felipe Botero, *La grève nationale de Colombie : Quand la manifestation sociale alimente l'intérêt criminel*, Initiative mondiale contre le crime organisé transnational, 23 juillet 2021. https://globalinitiative.net/analysis/colombia-national-strike/.

42 Compromiso Valle, https://www.compromisovalle.org/.

43 Asia Quizon-Colquitt, « Troisième lieu : que sont-ils et pourquoi sont-ils importants pour la culture américaine ? », 1er novembre 2023, English Language Institute, University of Chicago, https://esl.uchicago.edu/2023/11/01/third-places-what-are-they-and-why-are-they-important-to-american-culture/.

44 Bryan Avelar, « Plus de 33 000 personnes arrêtées lors de la répression de Bukele n'étaient pas listées comme membres de gangs », *El Pais*, 30 mars 2026. https://english.elpais.com/international/2026-03-30/over-33000-people-arrested-in-bukeles-crackdown-were-not-listed-as-gang-members.html?utm_source=substack&utm_medium=email.

45 Garen J. Wintemute et al., « Peur, dégoût et soutien à la violence politique aux États-Unis : résultats d'une enquête représentative au niveau national », *Lancet Regional Health—Americas* 51 (2025) : https://doi.org/10.1016/j.lana.2025.101235.

46 Jane Dudman, « Belgian Mayor Wins World Prize for Work on Integrating Immigrants, » *Guardian*, 16 février 2017, https://www.theguardian.com/public-leaders-network/2017/feb/16/belgian-mayor-wins-world-prize-for-work-on-integrating-immigrants.

47 Rachel Locke, Twila Albrecht et Julia Canney, « Exploiter le pouvoir de l'« autre » : des villes où la mobilité humaine n'est pas une menace », *New Security Beat*, 12 avril 2022, https://www.newsecuritybeat.org/2022/04/harnessing-power-other-cities-human-mobility-threat/.

48 Kerry Whigham, « Réimaginer, reprendre et réutiliser l'espace urbain pour la justice et la guérison », dans *Identity-Based Mass Violence in Urban Contexts: Uncovered*, éd. Rachel Locke et al. (Palgrave Macmillan, 2025), 259.

49 Frauke de Weijer et Alison Castel, *Histoires fracturées, sociétés fragmentées : traiter le traumatisme collectif par l'engagement narratif*, document de discussion, Institute for Integrated Transitions, octobre 2025.

50 UN News, « Colombie : Le chef des droits de l'ONU appelle à la fin de toutes les formes de violence à Cali », 30/05/2021, https://news.un.org/en/story/2021/05/1093062.

51 Botero, *La grève nationale colombienne*.

52 Disagree Better, https://disagreebetter.us/.

53 Ben Itzhak, Nicole A., Rachel Brown, Heather Hurlburt, Laura Livingston et Samantha Owens, *« Construire la résilience américaine face à la violence politique : un cadre globalement informé pour l'analyse et l'action »*, Over Zero et New America, 10/12/2019.

54 Institute for Local Government, « Exemples de politiques de civilité », https://www.ca-ilg.org/civility.

55 Melissa Kuehne, « Briser le cycle : étapes pour réduire le discours négatif et l'incivilité lors des réunions publiques », *Western City*, 01/01/2022, https://www.westerncity.com/article/breaking-cycle-steps-reducing-negative-discourse-and-incivility-public-meetings.

56 Trijsburg, I., Sullivan, H., Park, E., Bonotti, M., Costello, P., Nwokora, Z., Pejic, D., Peucker, M. & Ridge, W. (2024) *Disinformation in the City: Response Playbook*, University of Melbourne, 2024, https://www.unimelb.edu.au/__data/assets/pdf_file/0006/5060724/Disinformation-in-the-City-Reponse-Playbook_compressed-1.pdf.

57 Trijsburg et al., *Disinformation in the City*.

58 Africa Center for Strategic Studies, *Cartographier une vague de désinformation en Afrique*, 13/03/2024.

59 Strong Cities Network, *Countering Hate Speech in Times of Crisis: Considerations for Mayors and Local Governments*, 28 novembre 2024, https://strongcitiesnetwork.org/resource/countering-hate-speech-in-times-of-crisis-considerations-for-mayors-and-local-governments/.

60 *Strong Cities Network, Contrer les discours haineux*.

61 Better Politics Foundation, *Comment progresser en temps polarisés*, https://www.betterpolitics.foundation/report/how-to-make-progress-in-polarized-times.

62 ACLED, *violence ciblant les autorités locales, c.*

# À propos de l'auteur

## Rachel Locke



Rachel Locke est cofondatrice et directrice principale de Peace in Our Cities, un réseau de 100 villes et organisations mondiales œuvrant pour prévenir et réduire la violence grave grâce à des stratégies fondées sur des preuves et des droits. Elle a précédemment fondé et dirigé le Violence, Inequality and Power Lab (VIP Lab) au Kroc Institute for Peace and Justice, University of San Diego. Avant de diriger le VIP Lab, Rachel a été responsable de la recherche sur la prévention de la violence au Center on International Cooperation de New York University, directrice des interventions internationales au National Network for Safe Communities du John Jay College, et conseillère principale en politique à l'Agence américaine pour le développement international (USAID).

Rachel accorde une attention particulière à l'interconnexion entre les différentes formes de violence—qu'il s'agisse de la guerre, de la criminalité, de la violence interpersonnelle ou politique—et possède une solide expérience dans la création et la pérennisation d'initiatives explorant de nouvelles approches face à des défis complexes. Rachel est titulaire d'une maîtrise en affaires internationales de l'Université Columbia et a largement publié sur la prévention, la violence politique, les conflits et la criminalité organisée transnationale.



« Dans le domaine de la prévention de la violence, l'utilisation des technologies par les villes a été aussi répandue que controversée. La tendance des villes à recourir à la technologie de surveillance pour soutenir leurs efforts de maintien de l'ordre va se généraliser à mesure que les modèles d'IA améliorent l'efficacité de ces systèmes. Cependant, ces mêmes algorithmes d'IA risquent de renforcer les préjugés et la discrimination, et de faire obstacle au respect de la procédure s'ils ne sont pas réglementés et mis en œuvre avec une participation communautaire significative et une supervision humaine adéquate. »

Photo : Adobe Stock

# CHAPITRE 4

# PRÉVENTION DE LA VIOLENCE URBAINE RENFORCÉE PAR LA TECHNOLOGIE À L'ÈRE DE L'IA

Par Luisa Portugal

## Contexte et considérations pour la prévention de la violence urbaine renforcée par la technologie

### L'IA et la promesse de la ville intelligente

Les villes ont toujours été des centres d'innovation, des pôles où l'intersection des connaissances humaines, des ressources matérielles et des défis émergents a conduit au développement de solutions créatives pour améliorer la qualité de vie de leurs habitants. Avec l'avènement de l'ère numérique et l'essor des villes intelligentes,[1] l'impératif d'intégrer les nouvelles technologies dans la gouvernance, la prise de décision et la prestation de services s'est imposé. Elle a également soulevé une série de nouveaux défis liés à la fracture numérique, aux préoccupations liées à la vie privée et à l'environnement, à la représentativité, ainsi qu'à l'accent mis sur l'efficacité plutôt que sur la fiabilité.

Aujourd'hui, le développement accéléré et la prolifération de l'intelligence artificielle (IA) ont ajouté une nouvelle dimension à ce phénomène. Si l'IA a le potentiel d'aider les gouvernements à tenir la promesse des villes intelligentes, elle amplifie également les préoccupations liées à l'utilisation de la technologie et apporte de nouvelles considérations éthiques au cœur de la gouvernance urbaine. D'une part, la rapidité avec laquelle l'IA peut traiter de grandes quantités de données et son aptitude à traduire des informations complexes en termes simples offrent aux décideurs politiques des opportunités de mieux comprendre les dynamiques urbaines, d'élaborer des politiques qui s'attaquent aux causes profondes des problèmes et d'intégrer les perspectives de la communauté. D'un autre côté, cela peut créer une boucle dangereuse dans laquelle les décideurs politiques s'appuient excessivement sur des algorithmes biaisés, négligent l'intervention humaine et créent des systèmes opaques qui reproduisent des dynamiques de pouvoir discriminatoires et injustes et érodent la confiance au sein de la population.

En se concentrant sur la prévention de la violence, la technologie — incluant dans cette définition à la fois les outils numériques plus traditionnels et les avancées récentes de l'IA — peut être particulièrement utile pour permettre aux décideurs de collecter et d'analyser des données au niveau sublocal, leur permettant ainsi de mieux comprendre les dynamiques hyperlocalisées qui façonnent les tendances de la violence et de la criminalité dans la ville dans son ensemble. Elle est également souvent associée à la technologie de surveillance qui est devenue une caractéristique importante dans de nombreuses villes à travers le monde. Dans tous les cas, il existe des opportunités et des préoccupations liées à son utilisation. Ce qui deviendra particulièrement important pour les villes du futur sera de comprendre comment mettre ces technologies au service du bien public et comment mettre en place des mesures de protection pour prévenir les problèmes éthiques et pratiques qui les accompagnent.

### Données, technologie et intelligence artificielle

Trois concepts clés apparaîtront tout au long de ce chapitre : les données, la technologie et l'intelligence artificielle. À certains moments, la distinction entre eux sera claire, à d'autres moments, moins. C'est une fonction de leur nature interconnectée : dans sa définition la plus large, l'IA est tout type de technologie capable de simuler l'intelligence et d'accomplir des tâches qui simulent le raisonnement et la résolution de problèmes. Une grande partie de ce raisonnement perçu provient de systèmes utilisant de grands ensembles de données pour prédire les probabilités d'un résultat.[2] Les chatbots sont un bon exemple pour expliquer comment la frontière entre ce qui peut être considéré comme IA ou non devient floue lorsqu'on parle de technologies émergentes et en évolution. Les premiers chatbots remontent aux années 1960 et utilisaient des systèmes basés sur des règles, avec des scripts préprogrammés et des arbres de décision, qui étaient exponentiellement plus simples que les modèles de langage à grande échelle (LLM) d'aujourd'hui.[3] Ce n'est qu'après 2023 que les chatbots alimentés par des LLM, utilisant des réseaux

neuronaux profonds entraînés sur de grands ensembles de données, sont devenus la norme.[4] Ask Jamie de Singapour est l'un des premiers exemples documentés de chatbots utilisés sur des sites officiels du gouvernement. Lancé en 2014, le chatbot reposait sur un système basé sur des règles jusqu'à la transition vers un moteur propulsé par LLM en 2023.[5] Ainsi, si à un moment donné ce chapitre fait référence à un chatbot gouvernemental, il pourrait ne pas être immédiatement clair si la technologie derrière ce chatbot doit être considérée comme une IA — et il est probable que la réponse elle-même ne soit pas évidente.

De même, à certains moments de ce chapitre, les données et l'analyse de données seront utilisées comme exemples d'utilisation de la technologie. Dans sa définition la plus simple, les données désignent toute observation ou mesure collectée et stockée, généralement à des fins d'analyse. Dans sa forme la plus rudimentaire, il ne nécessite aucune technologie plus avancée qu'un crayon et du papier. Néanmoins, la grande majorité des chercheurs utilisent aujourd'hui des technologies bien plus avancées pour collecter, stocker et analyser leurs données. Il en va de même pour les gouvernements : discuter de la manière dont ils utilisent la technologie pour améliorer leur élaboration de politiques signifie souvent montrer comment ils se tournent vers des outils de plus en plus avancés pour collecter et analyser de grands volumes de données de haute qualité. En ce sens, la conversation sur la façon dont les villes utilisent la technologie et la façon dont elles utilisent les données devient souvent la même, et la différence entre les deux concepts peut parfois devenir floue.

## Technologie et défis géopolitiques actuels

Comprendre comment ces technologies peuvent fonctionner pour le bien public est particulièrement important lorsqu'on observe le contexte géopolitique plus large auquel les villes doivent faire face. L'essor de gouvernements autoritaires, renforcés par un discours hyperrépressif sur la sécurité publique, peut constituer un cadre dangereux pour l'avancement sans restriction des technologies utilisées pour la surveillance et le contrôle de la population. Les systèmes de télévision en circuit fermé (CCTV) équipés de la technologie de reconnaissance faciale (FRT) et les radars de détection de tirs sont des exemples de types d'outils que beaucoup considèrent comme infaillibles et servent à justifier des actions répressives et incontrôlées des forces de l'ordre. Il est important de noter que même des gouvernements ouvertement libéraux et démocratiques ont été dénoncés pour avoir utilisé des technologies de surveillance afin de soutenir des politiques répressives et discriminatoires.[6] Bien que ces technologies puissent jouer un rôle dans le soutien à l'action policière et aux enquêtes judiciaires, une stratégie de prévention de la violence centrée sur l'humain doit garantir la présence de réglementations et de garde-fous pour atténuer les biais inhérents et l'instabilité de ces systèmes (comme nous le détaillerons plus loin dans ce chapitre), ainsi que des mécanismes de responsabilité reconnaissant que la technologie est là pour soutenir l'élément humain qui la sous-tend et non pour la substituer.

Le système multilatéral affaibli actuel laisse une marge de manœuvre aux gouvernements autoritaires à tous les niveaux pour qu'ils renoncent aux considérations relatives aux droits de l'homme afin de consolider leur pouvoir et de rechercher des gains rapides grâce à une technologie non réglementée. Dans ce contexte, il est essentiel que les villes engagées dans la construction de communautés plus sûres pour tous prennent des mesures proactives afin de garantir que l'utilisation de ces outils ne soit qu'un volet d'une stratégie holistique de prévention de la violence, et non pas principalement destinée à persécuter et criminaliser certains groupes de la population.

Un autre point à prendre en compte pour les villes est l'impact environnemental de certaines de ces technologies, en particulier l'IA, avec de grands centres de données consommant plus de 5 millions de gallons d'eau par jour, soit l'équivalent de la consommation d'une ville de 50 000 habitants.[7] Dans un contexte où la crise climatique a déjà de graves répercussions sur les communautés du monde entier,[8] les responsables municipaux doivent évaluer les conséquences globales des technologies qu'ils acquièrent, qui peuvent aggraver les facteurs de risque de violence dans leurs communautés et au-delà. Même lorsque les effets directs de ces technologies conduisent à un résultat positif dans la communauté, il est possible que leurs effets indirects aient des conséquences négatives plus graves liées à l'accélération de la crise climatique, qui ont tendance à toucher de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables.[9]

## Décisions fondées sur les données, non dictées par elles

Pour les villes engagées à utiliser la technologie de manière éthique et responsable, il y a une distinction importante entre placer la technologie au cœur de leurs efforts de prévention de la violence et utiliser la technologie pour soutenir l'action quotidienne et la prise de décision tout en maintenant l'élément humain au cœur de leur gouvernance. Un exemple est d'analyser comment les villes utilisent les données pour orienter leur prise de décision, car l'un des cas

d'utilisation les plus courants de la technologie pour la prévention de la violence est que les villes se tournent vers ces outils pour soutenir et améliorer leur collecte et leur analyse de données.

Les villes devraient chercher à être informées par les données lors de l'élaboration de leurs stratégies de prévention de la violence, en se référant aux données lors de la prise de décision, et en combinant ces informations avec des preuves provenant d'autres sources, y compris les analyses communautaires. Les décideurs doivent donner la priorité à la qualité et à la solidité des preuves lors de la prise de décisions. Les responsables municipaux et tous ceux qui utilisent ces données doivent également être conscients du contexte dans lequel les données et les preuves sont collectées, et toujours être conscients du potentiel de biais et de distorsions reflétant des dynamiques politiques plus larges. En définitive, les données sont un instrument permettant de traduire l'expérience vécue humaine en une forme quantifiable et standardisée. Si cela est extrêmement utile pour comprendre comment certains phénomènes humains se manifestent et peuvent être contrés, c'est aussi intrinsèquement réducteur, et cette nature réductrice doit être équilibrée par la supervision et l'interprétation humaines. Cette approche informée par les données contraste avec une approche guidée par les données, qui prend les données comme une vérité absolue et leur permet de guider toutes les décisions sans remettre en question les questions liées aux biais, à la représentativité et à la structure de pouvoir qui pourraient exister dans les données, même lorsqu'elles sont de haute qualité.[10]

C'est une distinction importante, qui devient encore plus pertinente lorsqu'on entre dans le domaine des modèles prédictifs et de l'élaboration de politiques basée sur des algorithmes (c'est-à-dire utiliser des systèmes d'IA pour analyser de grands ensembles de données et prédire des résultats potentiels qui peuvent ensuite influencer l'élaboration des politiques). Bien que ces systèmes puissent traiter et analyser les données avec une efficacité sans précédent, les décideurs doivent comprendre que leurs résultats ne seront aussi précis et équitables que les données sur lesquelles ils sont basés, avec la crainte supplémentaire que les algorithmes eux-mêmes puissent être biaisés dans leurs formulations et renforcer des biais préexistants dans les données. Cela signifie que ces algorithmes ont le potentiel de reproduire et d'aggraver les inégalités existantes s'ils ne sont pas examinés, et que le jugement humain doit faire partie intégrante de toute politique. De plus, comme il sera exploré plus en détail dans ce chapitre, il est crucial que les communautés les plus directement touchées par ces technologies, et en particulier celles qui sont le plus souvent mal représentées dans les données et soumises à des résultats biaisés, aient une voix centrale dans les décisions concernant l'adoption et la mise en œuvre de ces systèmes.

Toutes ces considérations prises en compte, il demeure pertinent pour les villes d'intégrer la technologie, et en particulier l'IA, dans leurs stratégies de prévention de la violence, car cela ouvre la possibilité de politiques plus efficaces, ciblées et réactives, comme cela sera discuté dans le reste de ce chapitre. L'intégration de ces technologies émergentes dans l'élaboration des politiques devrait cependant être une décision bien réfléchie, issue d'un dialogue ouvert avec les communautés concernées. Il doit inclure des garanties et une régulation dès le départ, et il doit toujours garder l'élément humain au centre. La section suivante présente des exemples de villes ayant intégré les technologies à leurs stratégies de prévention de la violence, analyse leurs réussites et leurs échecs dans le maintien d'une approche centrée sur l'humain et en tire des enseignements pour les villes désireuses de s'engager dans cette voie.

# Technologie dans la prévention de la violence urbaine : Leçons apprises et opportunités pour un déploiement éthique

## Trois étapes de la prévention de la violence soutenue par la technologie

La technologie peut, de multiples manières, contribuer à l'élaboration des politiques, notamment en matière de prévention de la violence. Le potentiel de l'intelligence artificielle pour compiler et analyser des données quantitatives et qualitatives de manière plus efficace, permettant aux villes de fusionner les connaissances communautaires avec les données administratives, ouvre de nombreuses perspectives pour comprendre comment la violence affecte les communautés au-delà des taux d'homicides et de vols.

Lorsqu'on analyse la manière dont la violence se manifeste dans les villes, il est utile de considérer la ville non pas comme une entité solide et cohésive, mais plutôt comme une combinaison de micropoints qui, assemblés, forment une image complète, à la manière d'une peinture pointilliste.[11] La violence urbaine est un phénomène hyperlocalisé, les études de criminologie montrant de façon constante que la majorité des crimes se produisent dans seulement quelques segments de rues d'une ville.[12] De plus, l'analyse des facteurs de risque de violence permet d'identifier des segments spécifiques de la population présentant un fort potentiel de victimisation ou de passage à l'acte violent.[13] Dans cette optique, pour

comprendre la violence dans un contexte urbain donné, il ne suffit pas de se limiter aux tendances à l'échelle de la ville. Les décideurs et les praticiens doivent examiner de près ces micropoints pour comprendre en quoi ils diffèrent les uns des autres et comment ils interagissent pour créer des dynamiques qui résonnent à l'échelle de toute la ville. Ce n'est qu'en considérant chaque quartier ou segment de rue comme une entité à part entière, avec ses propres besoins et priorités, que les décideurs peuvent concevoir des politiques ciblant les zones les plus nécessiteuses et allouer efficacement les ressources.

C'est là que la technologie apparaît comme un outil fondamental pour la prévention de la violence. Il aide les villes à collecter, traiter et analyser de grandes quantités de données provenant de diverses sources, avec suffisamment de spécificité et de précision géospatiale pour permettre aux décideurs et praticiens de visualiser la violence et la criminalité dans toute leur complexité. Ces données peuvent montrer où la violence a lieu, qui sont les personnes les plus à risque, et comment elle se manifeste dans ce contexte local ou sous-local spécifique. Ces informations permettent la conception et la mise en œuvre de politiques qui peuvent cibler et allouer efficacement les ressources aux domaines et groupes qui en ont le plus besoin, et où l'action aura l'impact le plus large. De manière générale, les villes — y compris les gouvernements locaux et la société civile — utilisent les données et la technologie pour renforcer leurs efforts de prévention de la violence en trois étapes :[14]

- **Préparation :** utilisée pour diagnostiquer un problème et anticiper les crises. Cela se produit lorsque les villes mettent en place des observatoires de la violence ou collectent et analysent des données pour identifier les tendances, les facteurs de risque et les points chauds de la violence afin d'orienter les efforts et d'améliorer l'allocation des ressources pour la prévention de la violence. L'observatoire de la violence situé à Santiago de Cali, en Colombie, figure parmi les premiers en Amérique latine et sert d'exemple pour de nombreuses villes de la région. L'observatoire s'inscrit dans une stratégie globale de la ville qui considère la violence comme une crise de santé publique pouvant être analysée et traitée comme telle.[15] Dorchester, un quartier de Boston aux États-Unis, est un exemple de ville où des universitaires et des organisations communautaires œuvrent ensemble pour développer des approches innovantes afin de mieux comprendre la violence. Ils créent un modèle de langage local combinant des années de notes de réunions communautaires et d'entretiens avec des données traditionnelles sur la criminalité afin d'offrir une compréhension plus globale de la criminalité dans la région tant aux décideurs politiques qu'à ses habitants.[16] Grâce aux innovations en IA, les villes utilisent également les données pour prévoir l'impact des nouvelles politiques et se préparer à de futures crises, simulant des scénarios permettant aux décideurs de repérer les lacunes critiques et d'affiner leurs réponses.[17] Par exemple, Séoul, en Corée du Sud, comme nous en parlerons plus tard dans ce chapitre, a construit une réplique virtuelle complète de la ville qui peut être utilisée pour simuler différents scénarios.

- **Performance :** utilisée pour aligner les efforts et suivre les progrès. Cette pratique est particulièrement répandue dans les centres de lutte contre la criminalité en temps réel, où les forces de police et d'autres services travaillent conjointement à l'analyse des données recueillies en temps réel sur les incidents, afin d'appuyer les interventions sur le terrain, de renforcer la coopération intersectorielle et de concevoir des plans d'action à long terme pour prévenir la criminalité. Chicago, Illinois, est un pionnier dans la mise en œuvre de ce type de centre de contrôle multidisciplinaire en temps réel. Initialement mis en place en 2017, les Centres d'Aide à la Décision Stratégique (SDSC) se composent de salles de conférence équipées de flux vidéo provenant d'un système de vidéosurveillance, d'outils de cartographie des incidents et d'autres logiciels de police, où une équipe multisectorielle se réunit pour coordonner l'action entre les secteurs, soutenir la prise de décision quotidienne et les opérations sur le terrain, et examiner les événements passés.[18] La ville de Godoy Cruz, en Argentine, a, de son côté, développé un moyen de mieux intégrer la participation de la communauté dans les opérations policières. La ville a mis au point un système d'alerte communautaire qui exploite des applications mobiles et des réseaux cellulaires pour géolocaliser instantanément les urgences, tout en instaurant un lien direct de communication entre les citoyens, l'Observatoire de la sécurité citoyenne de la ville et les services d'urgence.[19] Enfin, l'IA et les outils numériques peuvent également être utilisés pour accélérer les démarches administratives, permettre une intervention policière plus rapide et dégager du temps pour le personnel afin qu'il puisse se consacrer à des tâches nécessitant une intervention humaine. Un exemple est la plateforme numérique développée à Los Angeles, en Californie, qui détecte automatiquement les personnes sous ordonnance restrictive pour violences domestiques n'ayant pas restitué leurs armes à feu, remplaçant un long processus manuel en plusieurs étapes impliquant plusieurs services par un système d'alerte automatisé qui informe l'agence compétente dans les minutes qui suivent le signalement d'une infraction.[20]

- **Réflexion :** utilisée pour évaluer le succès des interventions et pour tirer des leçons. Cela intervient lorsque les villes soumettent leurs initiatives à des processus d'évaluation afin de mesurer leur impact et d'orienter les décisions futures

sur la base des résultats. Bien que des technologies émergentes et de nouvelles méthodologies soient utilisées à cette étape pour améliorer la portée de ces études et la précision des résultats, l'accent est mis ici sur la manière dont les villes utilisent les données pour perfectionner leurs politiques, et non sur la technologie elle-même. Par exemple, Pelotas, au Brésil, s'est appuyée sur les résultats d'une évaluation d'impact complète de sa stratégie de prévention de la violence, le Pacto Pelotas Pela Paz (Pelotas Peace Pact), pour ajuster ses politiques. L'évaluation a utilisé une méthodologie de contrôle synthétique pour estimer ce qui se serait passé si le pacte n'avait jamais été mis en œuvre, ce qui constitue une manière innovante de surmonter la difficulté à laquelle de nombreuses évaluations d'interventions à l'échelle de la ville sont confrontées—celle de ne pas pouvoir trouver un groupe témoin approprié—en utilisant une moyenne pondérée issue d'un pool d'unités de contrôle potentielles. L'évaluation a montré que la dissuasion ciblée avait été un élément particulièrement efficace de la stratégie, étant directement liée à 38 % de la réduction de 80 % des homicides que la ville a connue durant cette période.[21] Sur la base de ces résultats, la ville a élargi son investissement dans la dissuasion ciblée et, fin 2025, elle avait signalé une réduction de 90 % des taux d'homicides depuis le début de la mise en œuvre du pacte.[22]

## Technologie de surveillance, communautés marginalisées et participation communautaire

Lorsqu'on aborde le sujet de la technologie et de l'IA pour la prévention de la violence, il est inévitable de mentionner l'utilisation de la technologie de surveillance, et il est nécessaire de réfléchir à ce que les villes peuvent accomplir en utilisant cette technologie et à ses inconvénients importants. Au cours des deux dernières décennies, les villes ont largement utilisé la vidéosurveillance, des systèmes de détection de tirs par voie sonore et des lecteurs de plaques d'immatriculation pour surveiller leur territoire. Au fil du temps, ces systèmes ont été mis à jour avec des capacités de détection améliorées par l'IA, telles que la reconnaissance faciale, ainsi que la capacité de détecter et de signaler les crimes et incidents violents.

Le cas mentionné plus haut des SDSC à Chicago est un exemple d'une ville utilisant de tels outils. Bien que les SDSC puissent généralement être considérés comme une initiative réussie, ayant permis une réduction de 26 % des fusillades dans certains districts sans augmentation des arrestations,[23] la technologie utilisée par les centres, comme décrit ci-dessus, a également suscité son lot de critiques. Le système de détection des tirs en particulier a été la source de controverses. Bien que certaines études aient montré que le système a conduit à des réponses plus rapides aux tirs,[24] il a été largement critiqué pour son manque de fiabilité et pour avoir conduit à une sursurveillance policière des communautés de couleur.[25] En 2024, la ville a décidé de ne pas renouveler son contrat avec le fournisseur du système, notant qu'elle allait évaluer d'autres technologies pouvant remplir la même fonction tout en renforçant la confiance au sein de la communauté.[26] À ce jour, la ville n'a pas déployé de nouveau système de détection des tirs, mais elle pilote un système de détection d'armes à feu par caméra—ce qui a également suscité ses propres critiques pour le manque de consultation communautaire.[27] Bien que l'interruption du contrat précédent témoigne d'une bonne volonté de la ville d'écouter et de s'adapter aux retours de la communauté, le manque de consultation constitue une grave erreur pour une ville qui prétend s'engager à instaurer la confiance dans sa gouvernance technologique.

Dans le même ordre d'idées, des villes d'Amérique latine ont été critiquées pour avoir mis en œuvre la TRT via des processus d'approvisionnement obscurs et s'appuyer sur des bases de données policières déjà biaisées, avec des normes mal définies en matière d'utilisation des données.[28] En ces termes, le déploiement de la technologie de la TRT soulève des questions sur sa légalité, avec de sérieuses préoccupations concernant le droit à la vie privée et la non-discrimination ainsi que son potentiel à perturber les procédures régulières. Il s'agit d'une question particulièrement controversée dans une région où le débat public sur la sécurité est divisé par une fausse dichotomie : soit être trop indulgent envers la criminalité, soit renoncer aux droits humains fondamentaux pour obtenir rapidement des résultats dans la réduction de la violence, comme en témoigne la popularité croissante des récits et politiques de type « mano dura » ou « tolérance zéro ».[29] Mais au-delà des défauts dans le déploiement de cette technologie, il est important de se demander s'il existe une manière éthique de l'utiliser et si les gains potentiels pour la prévention de la violence et du crime valent les risques d'atteinte aux droits humains et d'amplification des pratiques discriminatoires.

Alors que les villes sont confrontées à cette question, les réactions des décideurs du monde entier ont varié, allant de l'interdiction pure et simple de l'utilisation de la T.T.F. à l'autorisation de son déploiement dans des circonstances spécifiques, en passant par son autorisation sans aucune restriction.[30] Bien que de nombreux responsables gouvernementaux et forces de police défendent la nécessité de tels outils pour aider à faire face à la crise de la sécurité publique, la société civile soulève de sérieuses préoccupations concernant l'atteinte des droits individuels à la vie privée et les biais documentés de cette technologie. De nombreuses recherches étayent cette affirmation et montrent que

ces systèmes identifient à tort les personnes à présentation féminine et les personnes à la peau plus foncée à un taux préoccupant, avec des taux d'erreur pouvant atteindre 35 % pour les personnes à présentation féminine à la peau foncée (contre moins de 1 % pour les personnes à présentation masculine à la peau claire)[31]. D'autres études soutiennent toutefois que la reconnaissance faciale peut contribuer à une réduction des crimes graves sans augmentation de la surpoliciérisation ni des disparités entre groupes raciaux[32]. Cette divergence de résultats montre qu'il convient de faire preuve de prudence avec cette technologie, mais il se peut que les bénéfices pour la sécurité publique justifient d'envisager son déploiement, à condition qu'il soit encadré par des garde-fous clairs, une supervision appropriée et un suivi constant pour détecter et prévenir les biais.

Où que cette discussion aboutisse, la manière pour les villes de mettre en œuvre la TDV de manière éthique et responsable commence par garantir une participation significative des communautés, en particulier des communautés marginalisées qui ont été exclues ou sous-représentées aux premiers stades du développement de l'IA, dès les premières étapes possibles de développement ou de mise en œuvre. Ce n'est ni une simple coïncidence ni un accident si, à maintes reprises, il a été démontré que les technologies de surveillance présentent un biais négatif à l'encontre des personnes de couleur, des femmes et d'autres minorités. Cela découle des données sur lesquelles les technologies de surveillance se fondent, majoritairement composées d'individus à la peau plus claire,[33] ainsi que des biais intrinsèques des concepteurs qui ont mené leur développement.

Pour compenser ce déséquilibre, les villes doivent créer un espace pour que les communautés directement touchées, en particulier lorsqu'elles sont marginalisées, jouent un rôle central dans les discussions sur les nouveaux systèmes ou outils. Les communautés les plus directement touchées par ces systèmes doivent être celles qui mènent les discussions pour comprendre si et comment ils répondraient à leurs besoins, évaluer leurs avantages et inconvénients, et identifier des solutions alternatives. Le modèle Community, Advocacy, Resilience, and Evidence (CARE), développé par l'organisation non gouvernementale Measures, est un exemple de système créé par des femmes de couleur qui propose une voie concrète pour assurer la représentation des communautés marginalisées dans la gouvernance technologique et de l'IA. Le modèle propose la création de « conseils de voix » au sein des communautés pour guider le développement de nouvelles technologies.[34] L'initiative Community Control Over Police Surveillance (CCOPS) de l'American Civil Liberties Union est un exemple plus précis d'assurance de la surveillance communautaire sur l'adoption des technologies de surveillance. L'initiative préconise des lois donnant aux habitants locaux le droit de décider de l'adoption de tels outils. Depuis son lancement, les lois CCOPS ont été adoptées dans 26 juridictions à travers les États-Unis.[35]

Ces exemples montrent que les communautés s'organisent déjà et exigent leur inclusion dans ces conversations. Les villes qui ne donnent pas la priorité à la participation des communautés risquent d'aggraver les inégalités raciales, de genre et autres inégalités structurelles. Il faut un débat public ample et significatif impliquant les législateurs, la société civile et les communautés concernées pour décider de l'avenir de ces technologies, et un tel dialogue ne peut se faire qu'avec transparence et accès à l'information sur leur efficacité et leurs inconvénients, y compris les cas d'inexactitude et les menaces potentielles aux droits humains.

L'IA elle-même ouvre de nouvelles possibilités pour intégrer les communautés dans l'élaboration des politiques. Alors que la puissance de traitement de l'IA permet aux villes d'accélérer le rythme auquel elles développent et déploient de nouveaux projets, elle crée également les conditions pour que les gouvernements rendent davantage de leurs données accessibles au public et leur permettent d'examiner en détail les résultats de ces nouveaux systèmes. Par exemple, Buenos Aires, en Argentine, a été la première ville au monde à mettre en place un chatbot WhatsApp pour permettre aux habitants d'accéder facilement aux données et informations liées à la sécurité, à la santé, aux espaces publics, à la réglementation, et plus encore. Lancée pour la première fois en 2019, et après être passée d'un modèle basé sur des règles à un moteur propulsé par LLM en 2024, Boti enregistre plus de 3 millions de conversations chaque mois.[36] Dans ce sens, l'une des façons les plus puissantes dont la technologie peut apporter de la valeur aux villes est de réduire les barrières entre le gouvernement et le public et de créer des modèles pour une participation communautaire accrue. Cela peut garantir que les nouvelles technologies soient soumises à un débat public significatif avant leur mise en œuvre.

## Évaluation algorithmique des risques et importance de la supervision humaine

Un autre exemple qui met en lumière certains des pièges que les villes doivent éviter lorsqu'elles emploient de nouvelles technologies pour soutenir les efforts de prévention est VioGén, une évaluation algorithmique du risque de violence entre partenaires intimes utilisée par la police espagnole. Grâce à ce programme, une femme qui estime être à risque de violence domestique contacte une ligne d'écoute et répond à une enquête de 35 questions pour évaluer son risque de subir de la violence dans un avenir proche.[37] Après avoir recueilli les réponses, le système signalera la gravité du cas

de négligeable à grave, ce qui informera la réponse policière, ou son absence. À première vue, cela semble être un outil utile pour permettre à la police d'allouer des ressources limitées afin de traiter les cas présentant le plus grand risque de préjudice imminent. Selon de nombreux indicateurs, le système s'est avéré efficace, les données officielles montrant que depuis sa mise en œuvre, les attaques répétées sont tombées à 15 % dans les cas de violences sexistes, contre 40 % auparavant.[38]

Cependant, 8 % des cas considérés comme présentant un risque négligeable et 14 % des cas considérés comme présentant un faible risque ont entraîné de nouveaux préjudices pour la personne ayant signalé, au moins 247 femmes ayant été tuées par leur partenaire après avoir été évaluées par le système depuis sa mise en place en 2007. Un examen plus approfondi a montré que l'évaluation initiale du système était rarement revue par un agent et qu'un nombre important de femmes ayant contacté la ligne d'assistance étaient classées sans risque, alors que leur démarche aurait dû suffire à attirer l'attention sur leur situation. L'absence d'interaction ou de supervision humaine a entraîné un sentiment accru de méfiance au sein de la population, et le système a fait l'objet de vives critiques de la part des médias mondiaux.[39]

Le gouvernement espagnol a répondu aux critiques en reconnaissant les lacunes de VioGén et en s'engageant à mettre à jour le système et ses protocoles, notamment en ne classant plus les femmes comme « sans risque » après qu'elles ont contacté la ligne, et en exigeant un examen plus attentif de chaque entrée par les policiers.[40] Ce cas démontre que l'investissement financier dans de telles technologies doit être accompagné d'un investissement suffisant dans les capacités humaines et la formation, afin de garantir que la technologie soit utilisée comme un outil important de hiérarchisation des priorités, mais non comme seul déterminant de l'action. Bien qu'une évaluation supplémentaire soit nécessaire pour déterminer si les changements ont été correctement mis en œuvre et s'ils ont permis une amélioration globale du système, ces mesures constituent un pas dans la bonne direction pour créer une culture de responsabilité, garantir une supervision humaine et tenter d'accroître la confiance du public.

Dans ce cas et au-delà, pour garantir que l'IA et la technologie contribuent à l'amélioration du bien public et à l'accroissement de la sécurité publique, il est essentiel que les gouvernements évitent les pièges d'une focalisation excessive sur l'efficacité et qu'ils mettent également l'accent sur la construction d'infrastructures comportant des garanties, approfondissant la confiance du public et favorisant la participation communautaire. Une étape importante à franchir consiste à s'assurer que le personnel gouvernemental soit formé et habilité à exercer son jugement humain en permanence, en reconnaissant les cas où une intervention humaine est nécessaire au-delà du traitement par IA. De plus, les systèmes d'IA fonctionnent souvent comme des boîtes noires, ce qui rend difficile pour le personnel gouvernemental et le grand public de comprendre comment un résultat ou une décision donnée a été obtenu. Pour surmonter cela, les gouvernements doivent veiller à ce que les innovations soient transparentes tant au niveau de leurs résultats que de leurs processus internes, et ils doivent intégrer la fiabilité, et non seulement l'efficacité, comme critère de succès. Dans la mesure du possible, cela signifie fournir des indications claires sur la manière dont les outils sont mis en place, leur fonctionnement et les résultats qu'ils apportent.[41]

## Prévention de la violence centrée sur l'humain et renforcée par la technologie

Niterói, au Brésil, est un exemple de ville qui a mis un fort accent sur le renforcement de la confiance avec la communauté et l'amélioration des capacités humaines en intégrant de nouvelles technologies dans sa stratégie de prévention de la violence. La ville a commencé à mettre en œuvre Pacto Niterói Contra a Violencia en 2018, ce qui a permis de réduire de 64 % les taux d'homicide et de plus de 80 % ceux des autres formes de criminalité violente.[42] La stratégie repose sur une combinaison de police de précision assistée par la technologie, de formation professionnelle et de prestation de services sociaux à la population, avec pour objectif ultime non seulement de prévenir la violence, mais aussi d'instaurer une culture de paix.

En ce qui concerne la technologie en place soutenant et faisant progresser ses stratégies de prévention de la violence, Niterói a mis en place un centre intégré de sécurité publique suivant l'exemple des SDSC de Chicago, qui reçoit et analyse en temps réel les images et données provenant des caméras de vidéosurveillance, des capteurs de détection de tirs et des systèmes de surveillance des véhicules installés dans toute la ville. La stratégie met également un grand accent sur l'utilisation des données et des preuves, étant initialement conçue à partir d'une enquête détaillée sur la victimisation des ménages. Depuis, la ville a mis en place un observatoire complet de la violence qui collecte et analyse les données policières ainsi que des données socioéconomiques plus larges afin d'éclairer ses objectifs, ses actions et ses politiques.[43]

Cependant, pour compléter et améliorer les résultats obtenus grâce à l'investissement dans la technologie, Niterói a également investi dans la formation professionnelle et le développement de ses forces de sécurité, en mettant l'accent sur

la prévention plutôt que sur la réaction. Elle a créé un centre de formation qui offre une formation continue aux membres de sa garde municipale, notamment en médiation de conflits, afin qu'ils puissent faire en sorte que les résidents se sentent plus en sécurité grâce à un engagement positif avec la communauté. Il est important que les activités liées à la formation et au développement de la garde soient placées sous la rubrique « Coexistence et Engagement Citoyen » dans la stratégie de Niterói, et non sous l'axe de la police. Un exemple de cet engagement est que la ville a laissé une consultation publique décider si la garde devait être armée et a depuis suivi la décision publique de la maintenir désarmée.[44]

En outre, le pacte met fortement l'accent sur la fourniture de services sociaux pour atténuer les facteurs de risque sociaux et économiques de violence, en utilisant les données et la technologie, comme expliqué ci-dessus, afin d'aider à identifier les endroits où ces services sont le plus nécessaires. Ils offrent des opportunités de développement professionnel aux jeunes, des programmes de réinsertion pour la population anciennement incarcérée, des cours de parentalité pour enseigner des techniques parentales saines, un soutien financier aux enfants inscrits au système public d'éducation, et bien plus encore. Le succès de Niterói démontre qu'une stratégie efficace de prévention de la violence doit considérer l'élément humain comme étant aussi essentiel à ses objectifs que la mise en œuvre et l'utilisation de la technologie, et que les efforts de prévention de la violence ne réussiront que lorsque la technologie sera utilisée pour soutenir des politiques légitimes, intégrées et holistiques, et non pour la remplacer.

Séoul, en Corée du Sud, est un exemple de ville qui repousse les limites de l'innovation technologique pour la prévention du crime. Elle a construit une réplique 3D de la ville dans le cyberespace qui intègre des informations spatiales sur le logement, la circulation, l'environnement et d'autres facteurs connexes. Elle utilise cette réplique, le S-MAP, pour simuler des scénarios et analyser en détail la réaction de la ville à ces événements, et appliquer ces informations pour éclairer ses réponses et protocoles.[45] Son projet le plus récent est un modèle de prévision de la criminalité dans lequel elle divise la ville en grilles de 100 mètres et utilise l'IA pour identifier les zones les plus susceptibles de subir la criminalité afin d'éliminer les angles morts dans son système de prévention de la criminalité. Le modèle d'IA a été entraîné sur des données antérieures sur la criminalité pour évaluer comment des facteurs tels que la circulation piétonne, les lampadaires et les usages des bâtiments peuvent rendre une zone plus ou moins vulnérable à la criminalité, et il utilise cela pour calculer le niveau de vulnérabilité à la criminalité dans chaque point de la grille.[46]

Au moment de la rédaction de ce rapport, aucune information n'était disponible pour savoir comment ce projet était mis en œuvre ni dans quelle mesure il était efficace pour réduire la criminalité dans la ville. La ville indique qu'elle prévoit d'utiliser les informations obtenues via le modèle prédictif pour décider s'il faut allouer davantage de patrouilles à des quartiers spécifiques ou installer du matériel de sécurité tel que des lumières et des alarmes d'urgence.[47] Cela montre une volonté de la ville d'utiliser ce modèle prédictif non pas comme un outil de répression et de profilage, mais pour être proactive dans la prévention de la violence et de la criminalité, ce qui constitue une avancée positive dans l'utilisation de la technologie pour soutenir la sécurité publique. Cependant, s'il y a bien une chose que Séoul peut apprendre de certaines des autres villes mentionnées dans ce chapitre, c'est que la technologie est la plus efficace lorsqu'elle est combinée à des stratégies complètes de prévention de la violence et du crime qui cherchent à s'attaquer aux causes profondes du problème et sont dotées de garanties humaines. Un système comme le modèle de prévision de la criminalité peut fournir des informations non seulement sur la probabilité qu'une zone subisse la criminalité, mais aussi sur les facteurs qui augmentent la vulnérabilité de cette zone. Bien que l'augmentation des forces de sécurité et du matériel soit un moyen de diminuer la probabilité de criminalité, ce qui aura l'impact le plus durable sera que la ville utilise ces informations pour traiter les problèmes structurels plus profonds qui aggravent les vulnérabilités dans cette zone spécifique.

## Conclusion et recommandations

Au cours des deux dernières décennies, les villes ont exploré comment intégrer de nouvelles technologies dans leur arsenal décisionnel. Cela a conduit à de nombreuses innovations positives, mais cela a également engendré des questions sur l'éthique et les applications pratiques de certains de ces outils. La décennie actuelle a apporté une nouvelle dimension à ce casse-tête avec l'essor de l'intelligence artificielle. Alors que de nombreuses villes cherchent à comprendre comment tirer parti au mieux de ces systèmes et outils pour améliorer leur élaboration des politiques et la gouvernance, il est important qu'elles ne perdent pas de vue leur objectif ultime, qui devrait toujours être de construire des sociétés sûres, justes et inclusives pour leurs habitants, avec des politiques qui, au fond, sont centrées sur l'humain et fondées sur les droits.

Dans le domaine de la prévention de la violence, l'utilisation des technologies par les villes a été aussi répandue que controversée. La tendance des villes à recourir à la technologie de surveillance pour soutenir leurs efforts de maintien de l'ordre va se généraliser à mesure que les modèles d'IA améliorent l'efficacité de ces systèmes. Ces mêmes algorithmes

d'IA ont cependant le potentiel de renforcer les biais et la discrimination et d'entraver le respect de la procédure régulière s'ils ne sont pas réglementés et mis en œuvre avec une participation réelle de la communauté et une supervision humaine adéquate. Dans un contexte géopolitique où les gouvernements autoritaires, aussi bien au niveau municipal que national, sont de plus en plus répandus, et où un système multilatéral affaibli peine à les tenir responsables et à limiter leurs abus de pouvoir, le potentiel inexploité de ces technologies constitue une menace pour la démocratie et les droits humains.

D'un autre côté, la capacité de l'IA à traiter de grandes quantités de données et à traduire des informations complexes en termes simples peut s'avérer extrêmement utile pour offrir aux responsables politiques une compréhension plus nuancée et complète de la violence et de la criminalité dans leurs villes, notamment en intégrant les perspectives communautaires dans le processus d'élaboration des politiques. Dans un environnement où il existe des mécanismes clairs de responsabilité pour les responsables publics — où ces technologies sont mises en œuvre parallèlement à des stratégies de prévention globales plus larges et avec un investissement équivalent dans la capacité humaine — ces nouveaux outils peuvent donner aux gouvernements locaux et aux acteurs de la société civile les moyens de s'attaquer efficacement aux causes profondes de la violence et de construire un changement durable.

Il est donc clair que les villes ont l'opportunité de poser les bases d'un avenir dans lequel la technologie sera utilisée pour améliorer le bien public et dans lequel des réglementations et des garanties seront mises en place pour garantir que les politiques restent centrées sur l'humain, même lorsqu'elles sont améliorées par la technologie. Pour les villes qui s'engagent à exploiter la technologie de manière responsable afin de construire des communautés plus sûres, plus inclusives et plus justes, voici quelques recommandations :

- Exploiter l'IA et la technologie pour analyser votre ville à l'échelle hyperlocale et comprendre les microdynamiques dont les effets se répercutent dans l'ensemble de la ville.
- Exploiter les données sans se laisser dicter ses décisions par elles. Utiliser les données pour préparer, agir et réfléchir, mais tenir compte du contexte social, politique et économique plus large dans lequel les données ont été produites, et laissez-vous guider par les valeurs sociales et les principes éthiques.
- Inclure de manière significative les communautés—en particulier celles historiquement marginalisées—dans les débats sur la gouvernance technologique et donner la priorité à la construction de la confiance. L'IA devrait être mobilisée pour favoriser l'engagement communautaire, notamment en prenant en compte les perspectives des communautés et en établissant des canaux de dialogue ouverts entre le gouvernement, la société civile et le grand public.
- Veiller à ce qu'il existe des protocoles clairs et transparents, des systèmes de reddition de comptes et une supervision humaine adéquate. Le personnel gouvernemental doit être formé et habilité à exercer son jugement humain en toutes circonstances, en reconnaissant que l'intervention humaine demeure indispensable au-delà du traitement par l'intelligence artificielle.
- Utiliser la technologie pour soutenir des stratégies légitimes, intégrées et holistiques de prévention de la violence, et non pour les remplacer. Garder à l'esprit que l'élément humain est aussi essentiel au succès des politiques que ces nouveaux outils.

Avec ces points à l'esprit, les décideurs peuvent être audacieux dans leurs idées sur la meilleure façon d'intégrer et de tirer parti de la technologie pour améliorer leurs efforts de prévention de la violence. Des villes qui commencent tout juste à mettre en place des observatoires de la violence à celles qui disposent déjà d'une infrastructure technologique solide, il y a partout de l'élan pour être à la hauteur des ambitions et des promesses des villes intelligentes, et pour commencer dès maintenant à construire les villes sûres, justes et inclusives de demain.

## Notes de fin

1 Les villes intelligentes sont celles qui utilisent les données et la technologie pour améliorer leur gouvernance, la prestation de services, l'efficacité et la durabilité.

2 *Définir l'IA et les chatbots*, Stanford Teaching Commons, consulté le 29 mars 2026, https://teachingcommons.stanford.edu/teaching-guides/artificial-intelligence-teaching-guide/defining-ai-and-chatbots.

3 Yining Hua, Steve Siddals, Zilin Ma, Isaac Galatzer-Levy, Winna Xia, Christine Hau, Hongbin Na, Matthew Flathers, Jake Linardon, Cyrus Ayubcha et John Torous, « Cartographier l'évolution des chatbots de santé mentale par intelligence artificielle : des systèmes basés sur des règles aux grands modèles de langage : une revue systématique », *World Psychiatry* 24, n° 3 (septembre 2025) : 383–394, https://doi.org/10.1002/wps.21352.

4 Hua et al., *Cartographier l'évolution*.

5 Yogesh Hirdaramani, *Est-il temps de dire adieu à 'Ask Jamie'? À l'intérieur de la remise à jour des chatbots gouvernementaux par GovTech*, GovInsider, 13 septembre 2023, https://govinsider.asia/intl-en/article/is-it-time-to-say-goodbye-to-ask-jamie-inside-govtechs-refresh-of-government-chatbots. « Les coulisses de la refonte des agents conversationnels gouvernementaux par GovTech », GovInsider, 13 septembre 2023, https://govinsider.asia/intl-en/article/is-it-time-to-say-goodbye-to-ask-jamie-inside-govtechs-refresh-of-government-chatbots.

6 Big Brother Watch, « Stop Facial Recognition », dernière modification le 10 mars 2026, https://bigbrotherwatch.org.uk/campaigns/stop-facial-recognition/.

7 Miguel Yañez-Barnuevo, « Centres de données et consommation d'eau », Environmental and Energy Study Institute, 25/06/2025, https://www.eesi.org/articles/view/data-centers-and-water-consumption.

8 Nations Unies, « Cinq façons dont la crise climatique affecte la sécurité humaine », consulté le 26 mars 2026, https://www.un.org/en/climatechange/science/climate-issues/human-security.

9 Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, *Les impacts du changement climatique sur les droits de l'homme des personnes en situation de vulnérabilité*, A/HRC/50/57, Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, 2022, https://www.ohchr.org/en/documents/thematic-reports/ahrc5057-impacts-climate-change-human-rights-people-vulnerable.

10 Jorrit de Jong, Fernando Fernandez-Monge, Quinton Mayne et Nick Vachon, « La ville informée par les données : un cadre conceptuel pour faire progresser la recherche et la pratique », *Information Polity*, 30, no 3 (2025) : 201–217, https://doi.org/10.1177/15701255251335459.

11 Daniel T. O'Brien, **La ville pointillistique : comment les inégalités microspatiales affectent le bien-être de nos communautés, et ce que nous pouvons faire à ce sujet** (Cambridge, MA : MIT Press, 2025).

12 David Weisburd, Taryn Zastrow, Kiseong Kuen et Martin A. Andresen, « Concentrations de criminalité dans les micro-lieux : un examen des preuves », *Aggression and Violent Behavior* 78 (septembre–octobre 2024) : 101979, https://doi.org/10.1016/j.avb.2024.101979.

13 US Department of Health and Human Services, « Risk Factors for Youth Violence, » ch. 4 dans *Violence des jeunes : rapport du chirurgien général* (Rockville, MD : Bureau du chirurgien général, 2001), https://www.ncbi.nlm.nih.gov/books/NBK44293/.

14 De Jong et al., *Ville informée par les données*, 201–17.

15 Universidad del Valle, « El abordaje regional de la violencia en Cali, nueva apuesta de Cisalva, » Universidad del Valle, 18 août 2020, https://www.univalle.edu.co/lo-que-pasa-en-la-u/el-abordaje-regional-de-la-violencia-en-cali-nueva-apuesta-de-cisalva.

16 Neil Kleiman, Eric Gordon et Mai-Ling Garcia, *« Faire fonctionner l'IA pour le public : une perspective ALT »*, *New America*, 15/10/2025, https://www.newamerica.org/technology-and-democracy/reports/making-ai-work-for-the-public/.

17 Bloomberg Cities, « Prompt et préparé : utiliser l'IA pour s'entraîner à la prochaine crise », Bloomberg Cities Network, Johns Hopkins University, consulté le 26/03/2026, https://bloombergcities.jhu.edu/news/prompt-and-prepared-using-ai-practice-next-crisis.

18 John S. Hollywood, Kenneth N. McKay, Dulani Woods et Denis Agniel, **Centres de criminalité en temps réel à Chicago : Évaluation des centres de soutien stratégique à la décision du département de police de Chicago**, RAND Corp., 2019, https://doi.org/10.7249/RR3242.

19 Martín Appiolaza, Leonardo Mastrángelo, Roberto Munives et Katelyn Alam, *Godoy Cruz, Argentine: un exemple de solutions de sécurité et de sûreté publiques fondées sur les données et les preuves*, Bank of Insights, Insight n° 6, Peace in Our Cities, août 2025, https://peaceinourcities.org/wp-content/uploads/2025/09/Bank-of-Insights-Godoy-Cruz-EN-Final.pdf.

20 Ashley, Gold, « Plateforme des ordres de remise d'armes à feu du comté de Los Angeles », *StateScoop*, 2025 (date précise non donnée), https://statescoop.com/los-angeles-county-firearm-relinquishment-orders-platform/.

21 Michelle Degli Esposti, Carolina V. N. Coll, Eduardo Viegas da Silva, Doriam Borges, Emiliano Rojido, Alisson Gomes dos Santos, Ignacio Cano et Joseph Murray, « Effets du pacte de paix de Pelotas (Brésil) sur la violence et la criminalité : une analyse de contrôle synthétique », *Lancet Regional Health—Americas* 19 (mars 2023) : 100447, https://doi.org/10.1016/j.lana.2023.100447.

22 Ville de Pelotas, Brésil, Connex 2026 (document stratégique interne inédit, partagé avec l'auteur, janvier 2026).

23 Hollywood et al., *Centres d'analyse de la criminalité en temps réel*.

24 Eric L. Piza, « J'ai étudié ShotSpotter à Chicago et à Kansas City — Ce que les habitants de Detroit et des plus de 167 autres villes et localités utilisant cette technologie devraient savoir », *The Conversation* (blog), 27 juin 2023, https://theconversation.com/i-studied-shotspotter-in-chicago-and-kansas-city-heres-what-people-in-detroit-and-the-more-than-167-other-cities-and-towns-using-this-technology-should-know-230265.

25 Robert Vargas, « *Le racisme scientifique et la décision de renouveler ShotSpotter* », *The TRiiBE*, 21 mai 2024, https://thetriibe.com/2024/05/scientific-racism-and-the-decision-to-renew-shotspotter/.

26 Ville de Chicago, « City of Chicago Statement on ShotSpotter Contract », communiqué de presse, bureau du maire de la ville de Chicago, 13 février 2024, https://www.chicago.gov/city/en/depts/mayor/press_room/press_releases/2024/january/city-of-chicago-statement-on-shotspotter-contract.html.

27 David Struett, « Le CTA élargit le programme de surveillance par caméras détectant les armes à feu », WBEZ Chicago, 10/04/2025, https://www.wbez.org/transportation/2025/04/10/cta-zeroeyes-gun-detection.

28 Carolin Caeiro, *La réglementation de la reconnaissance faciale en Amérique latine*, Chatham House, 2022.

29 Henrique Betancourt, *Surmonter le faux dilemme*, Peace in Our Cities, décembre 2025, https://peaceinourcities.org/wp-content/uploads/2025/12/v7-en-Tackling-the-False-Dilemma-PiOC.pdf.

30 Caeiro, *La régulation de la reconnaissance faciale*.

31 Joy Buolamwini et Timnit Gebru, « Gender Shades : Intersectional Accuracy Disparities in Commercial Gender Classification », Actes de la 1re conférence sur l'équité, la responsabilité et la transparence, éd. Sorelle A. Friedler et Christo Wilson, *Proceedings of Machine Learning Research*, vol. 81 (2018) : pp. 77–91, https://proceedings.mlr.press/v81/buolamwini18a.html.

32 Thaddeus L. Johnson, William P. McDonald et Brad W. Smith, « Applications de reconnaissance faciale policière et lutte contre la criminalité violente dans les villes américaines », *Cities* 147 (2025) : 104798, https://doi.org/10.1016/j.cities.2024.104798.

33 Buolamwini et Gebru, *Gender Shades*.

34 Éditeurs WNH, « 5 questions pour… Styles de mèmes », *What's Next Health*, 07/08/2025, https://medium.com/whats-next-health/5-questions-for-meme-styles-8b954dcff6d5.

35 American Civil Liberties Union, « Community Control Over Police Surveillance », consulté le 30 mars 2026, https://www.aclu.org/community-control-over-police-surveillance.

36 Gouvernement de la Ville de Buenos Aires (Gobierno de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires), « Boti », Buenos Aires Ciudad, Secrétariat à l'Innovation et à la Transformation Digitale, consulté le 15 avril 2026, https://buenosaires.gob.ar/gcaba_historico/innovacionytransformaciondigital/boti ; Julieta Rappan, Macarena Blasi, María Candela Blanco, Leandro Micchele, Diego Galaviz, Enrique Balp, Hugo Albuquerque, Laura Kulowski

et Rafael Fernandes, « Meet Boti: The AI Assistant Transforming How the Citizens of Buenos Aires Access Government Information with Amazon Bedrock », *AWS Machine Learning Blog*, Amazon Web Services, 28 août 2025, https://aws.amazon.com/blogs/machine-learning/meet-boti-the-ai-assistant-transforming-how-the-citizens-of-buenos-aires-access-government-information-with-amazon-bedrock/.

37 European Crime Prevention Network, « VioGén », consulté en janvier 2026, https://eucpn.org/document/viogen.

38 Cecilia Kang et Cade Metz, « En Espagne, un algorithme pour évaluer le risque de violence domestique suscite l'attention », *New York Times*, 18 juillet 2024, https://www.nytimes.com/interactive/2024/07/18/technology/spain-domestic-violence-viogen-algorithm.html.

39 Kang et Metz, *En Espagne.*

40 Cecilia Kang, « L'algorithme espagnol de violence domestique fait l'objet d'un nouveau débat alors que les autorités étendent son utilisation », *New York Times*, 17 janvier 2025, https://www.nytimes.com/2025/01/17/technology/spain-domestic-violence-algorithm.html.

41 Neil Kleiman, Eric Gordon et mai-Ling Garcia, *Faire fonctionner l'IA pour le public : une perspective ALT*, New America, 15/10/2025, https://www.newamerica.org/technology-and-democracy/reports/making-ai-work-for-the-public/.

42 Pacto Niterói Contra a Violência, PNCV vols. 1 et 2, Niterói : Prefeitura de Niterói, août 2025, https://pactocontraaviolencia.niteroi.rj.gov.br/wp-content/uploads/2025/08/PNCV-Volume-1-e-2-Para-download.pdf.

43 Pacto Niterói Contra a Violência.

44 O Globo, « Em Consulta Pública, População de Niterói Vota Contra Armamento da Guarda Municipal », *O Globo*, 30/10/2017 https://oglobo.globo.com/rio/bairros/em-consulta-publica-populacao-de-niteroi-vota-contra-armamento-da-guarda-municipal-22007975.

45 Seoul Metropolitan Government, « Données spatiales | Politique de ville intelligente », consulté en janvier 2026, https://english.seoul.go.kr/policy/smart-city/spatial-data/.

46 Seoul Metropolitan Government, « Séoul éliminera les angles morts dans la prévention du crime avec le modèle S-MAP combinant l'IA et les informations spatiales 3D », consulté en janvier 2026, https://english.seoul.go.kr/seoul-to-eliminate-blind-spots-in-crime-prevention-with-s-map-model-combining-ai-and-3d-spatial-information/#:~:text=The%20AI%20analyzes%20multiple%20factors,on%20which%20areas%20require%20more.

47 Seoul Metropolitan Government, « Séoul éliminera les angles morts ».

# À propos de l'auteur

## Luisa Portugal



Luisa Portugal est chargée principale de programme au Center on International Cooperation (CIC) de New York University. Au CIC, elle se consacre principalement au programme Halving Global Violence (HGV) et à ses initiatives phares, notamment le HGV Task Force, Peace in Our Cities et Data for Peace. Elle se concentre sur la manière dont les villes et autres décideurs utilisent les données, la technologie et l'intelligence artificielle pour élaborer des stratégies de sécurité publique et de prévention de la violence plus efficaces et centrées sur l'humain. Portugal est professeure adjointe de visualisation de données et de narration à la NYU Wagner Graduate School of Public Service. Elle possède une maîtrise en politiques publiques, spécialisé en développement international, de l'université de New York, ainsi qu'une maîtrise en droit constitutionnel et une licence en droit de la Pontificia Universidade Católica do Rio de Janeiro (PUC-Rio).



« Les gouvernements locaux peuvent prendre de nombreuses mesures pour garantir à leurs populations un accès adéquat et équitable aux services, et peuvent développer des mécanismes permettant d'intervenir précocement afin d'éviter que les problèmes ne nécessitent l'intervention du système judiciaire formel pour remédier aux injustices. Une répartition équitable des services, leur accessibilité, un traitement administratif approprié des plaintes, ainsi que la mise à disposition d'informations, de conseils et de modes alternatifs de règlement des différends constituent autant de mesures que les autorités locales peuvent adopter pour éviter que les litiges ne soient portés devant les juridictions officielles. »

Photo : Felix sur rawpixel.com

# CHAPITRE 5

# EXPLOITER LE SYSTÈME JUDICIAIRE POUR RÉDUIRE LA VIOLENCE DANS LES VILLES EN PÉRIODE D'INCERTITUDE MONDIALE ET DE CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES

Par Juan Camilo Cock Misas[1]

Le système judiciaire joue un rôle clé dans les efforts de réduction de la violence dans les villes. En raison de la complexité inhérente aux différentes fonctions qu'elle exerce pour plusieurs institutions, son intervention prend des formes tant directes qu'indirectes.

Dans ce chapitre, nous examinons le système de justice pénale — l'ensemble des institutions officielles qui traitent les crimes, leurs auteurs ainsi que leurs victimes — et le système de justice au sens large, ici compris comme les institutions et mécanismes qui ne sont pas nécessairement fournis par l'État, mais qui résolvent les conflits entre individus, organisations et l'État. Lorsque nous parlons d'accès à la justice, nous faisons référence à la capacité des personnes à régler des conflits conformément à la loi, à garantir le respect de leurs droits et à obtenir réparation pour les torts subis.

Le système de justice pénale joue un rôle majeur dans la lutte contre la violence, car, en général, la violence interpersonnelle et son utilisation à d'autres fins constituent des infractions pénales. Cependant, l'accès à la justice dans sa conception la plus large peut également contribuer à prévenir et à éviter la violence en réglant rapidement des conflits susceptibles d'être violents, en offrant des solutions pour traiter les griefs sans enfreindre la loi, en consolidant la légitimité des institutions étatiques et en assurant que chacun se sente traité équitablement.

Le système judiciaire doit également veiller à ce que les citoyens puissent exercer leurs droits et avoir accès aux services de l'État de manière juste et équitable. Un système efficace aide les individus à régler les conflits et à résoudre les différends de manière pacifique et, lorsque cela s'avère nécessaire, traite la violence et la criminalité en enquêtant, poursuivant, prononçant des peines et sanctionnant les délinquants. Remplir ces fonctions de manière responsable, efficace et équitable réduit les conflits violents, renforce la légitimité et diminue les tensions entre les citoyens et l'État.

Lorsque le système judiciaire ne fonctionne pas efficacement et est difficile d'accès, cela nuit aux efforts de réduction de la violence. Sans confiance dans le système ou sans capacité à gérer les conflits de manière constructive, les conflits peuvent s'aggraver et les gens peuvent se tourner vers des moyens violents pour protéger leurs biens et leurs droits et/ou pour appliquer leur propre justice.[2] Des systèmes judiciaires chroniquement inefficaces, insensibles ou corrompus peuvent permettre à des groupes criminels de prospérer, utilisant de plus en plus la violence les uns contre les autres pour exercer leurs propres formes de justice.[3] En outre, sans contrôles sur l'autorité institutionnelle, l'État peut finir par exercer la violence sur ses propres citoyens.

Pour toutes ces raisons, développer un système de justice efficace, équitable, digne de confiance, accessible et axé sur les solutions est essentiel pour parvenir à des sociétés pacifiques durables dans le temps.

## Villes, gouvernement local et accès à la justice

Les systèmes de justice formels dans de nombreux pays peuvent fonctionner à différents niveaux, la justice pénale étant souvent assurée par des institutions nationales ou étatiques. Les systèmes judiciaires ont souvent une hiérarchie où le niveau national ou étatique a la priorité sur les lois et institutions locales. Les villes sont dans une position intermédiaire dans ces efforts, mais elles disposent encore de leviers importants pour développer des parties du système judiciaire et des approches fondées sur la justice qui contribuent mieux aux efforts de réduction de la violence. Pour y parvenir efficacement, ils doivent travailler en étroite collaboration avec les institutions étatiques, fédérales et nationales.

En tant qu'opérateurs clés au niveau local, les gouvernements municipaux sont les principaux fournisseurs de services pour les citoyens, ce qui les rend plus aptes que les niveaux supérieurs de gouvernement à établir une forte présence dans les zones locales vulnérables. Même lorsqu'ils ne sont pas les principaux prestataires de services de justice, les

gouvernements locaux peuvent prendre des mesures et collaborer avec d'autres institutions pour rendre les services de justice accessibles, conviviaux et adaptés aux besoins locaux. De plus, il n'est pas nécessaire que ces services soient uniquement assurés par les autorités judiciaires ; il existe des mécanismes informels ou extra-judiciaires, tels que la médiation communautaire ou des services de conseil et d'accompagnement, qui complètent de manière essentielle le système judiciaire formel (et sont dans certains cas reconnus comme en faisant partie), et qui peuvent être soutenus, conçus et mis en œuvre par les gouvernements locaux.

Les villes et les gouvernements locaux, compte tenu de leur poids économique et politique, exercent également une influence considérable sur les politiques nationales. Cela est particulièrement vrai lorsqu'ils poursuivent collectivement leurs agendas et peuvent ainsi contribuer à façonner les cadres de justice nationaux et internationaux.

## Impact des tendances mondiales sur la justice et l'accès à la justice

Certaines des tendances explorées dans ce compendium ont un impact significatif sur la justice et l'accès à la justice et ont par conséquent des répercussions sur les efforts de prévention de la violence.

La montée des régimes autoritaires sape dans de nombreux pays la surveillance indépendante et la capacité à limiter les abus commis par ceux qui détiennent le pouvoir. L'indice de l'État de droit du World Justice Project pour 2025 rapporte que l'État de droit s'est affaibli dans la majorité des pays (68 %), poursuivant une tendance ces dernières années. L'une de ses conclusions est que « l'essor de l'autoritarisme — défini par l'affaiblissement des freins et contrepoids et la réduction de l'espace civique — a été une force motrice dans la baisse de l'état de droit cette année, entraîné par une baisse généralisée des facteurs mesurant les contraintes aux pouvoirs gouvernementaux, le gouvernement ouvert et les droits fondamentaux. « De plus, la baisse des scores dans les indicateurs mesurant les contrôles de la justice sur le pouvoir exécutif et l'indépendance judiciaire indique que les systèmes judiciaires perdent du terrain face à l'excès de pouvoir exécutif, avec une ingérence politique croissante dans les systèmes judiciaires. » [4]

Dans plusieurs pays, les villes doivent collaborer avec des dirigeants nationaux qui suspendent ou affaiblissent l'équilibre des pouvoirs et la capacité du système judiciaire à freiner l'action gouvernementale. Les dirigeants municipaux peuvent également être enclins à soutenir, voire à réclamer des mesures autoritaires et sévères contre la criminalité lorsqu'ils sont confrontés à une montée de la violence et de la criminalité. Dans certains cas, ces approches sont soutenues par une part importante de la population.

De nombreux gouvernements municipaux évoluent donc dans un environnement qui a affaibli la supervision judiciaire, réduit la place pour des politiques consensuelles et qui est vulnérable à des mesures arbitraires de la part des gouvernements nationaux. De plus, la réaction populaire contre l'augmentation de la criminalité exerce une pression sur les décideurs pour qu'ils adoptent des mesures sévères contre la criminalité qui, dans les cas extrêmes, peuvent aller à l'encontre de l'État de droit. L'affaiblissement des institutions multilatérales chargées de superviser la mise en œuvre des traités internationaux limite la possibilité de freiner les abus commis par des dirigeants autoritaires et la menace crédible de conséquences pour ceux qui agissent à l'encontre des normes convenues au niveau international.

Dans ce contexte, les villes peuvent prendre des mesures pour rendre le système judiciaire plus accessible et réactif au niveau local, et pour offrir des alternatives extrajudiciaires permettant de résoudre de nombreux problèmes qui se retrouvent dans le système judiciaire formel. Les réseaux de gouvernements municipaux et d'autres institutions qui promeuvent des agendas communs et la coopération multilatérale peuvent contrer l'affaiblissement du système multilatéral.

Le développement rapide et l'utilisation généralisée des technologies numériques ainsi que l'intégration d'algorithmes et d'intelligence artificielle (IA) dans tous les domaines, y compris le système judiciaire, créent des opportunités significatives. Mais ils comportent aussi des risques importants. Si l'IA et d'autres outils numériques peuvent faciliter l'accès et la navigation à la justice, ainsi que rendre les institutions plus efficaces, elles peuvent aussi commettre des erreurs avec de graves implications juridiques. Ces outils peuvent reproduire les biais et inégalités envers certains groupes et individus. En conséquence, le défi lié à la technologie numérique pour les villes est double. Ils doivent (1) rester informés des évolutions technologiques pour comprendre leurs implications dans la prestation de la justice et (2) en faire un usage judicieux pour améliorer les services et les résultats tout en évitant les injustices et la discrimination. Dans ce processus, les villes devront travailler en étroite collaboration avec les agences et institutions d'autres niveaux gouvernementaux.

## Améliorer le système judiciaire pour parvenir à des villes plus pacifiques

Comme indiqué dans l'introduction, le système judiciaire apporte des contributions importantes aux efforts de réduction de la violence dans les villes de diverses manières. Le reste de ce chapitre met en lumière des interventions et initiatives fondées sur quatre façons dont l'accès à la justice et le fonctionnement du système judiciaire peuvent contribuer à réduire la violence en ville :

1. Façonner des cadres qui définissent et appliquent les devoirs et les limites à l'action de l'État dans la poursuite de la sécurité et de la paix.
2. Aider les individus à accéder aux droits et services fournis par l'État.
3. Offrir aux individus des mécanismes pour résoudre les conflits.
4. Utiliser des pouvoirs d'enquête, de poursuite et de sanction contre les délinquants violents.

### 1. Prévenir la violence en définissant et en appliquant les devoirs et les limites de l'action de l'État

Le système judiciaire est chargé de veiller à ce que les institutions étatiques et locales agissent dans le respect de la loi et, lorsque pertinent, du droit international. Un pouvoir judiciaire indépendant du pouvoir exécutif devrait pouvoir limiter les actions de l'État pour prévenir les excès, notamment lorsqu'il s'agit de violation des droits ou d'exercice de violence contre les citoyens et non-citoyens à l'intérieur de ses frontières.

La surveillance du système judiciaire sur l'action de l'État devrait servir de garantie contre des mesures extrêmes pouvant faire partie des approches de mano dura, ou de lutte contre la criminalité. Ces stratégies imposées par l'État peuvent être efficaces pour obtenir certains résultats, mais elles le font souvent au prix de la violation des droits ou de l'exercice de violence illégale contre tout ou partie de la société, et les résultats ne se maintiennent pas dans le temps. Des systèmes judiciaires indépendants et efficaces imposent une limite effective à l'action de l'État et exigent que les décideurs réfléchissent à des solutions respectueuses des lois nationales, de l'ordre constitutionnel et des normes internationales.

Le crime organisé augmente dans de nombreuses régions du monde, plaçant la sécurité au sommet des préoccupations des populations.[5] Parce que le crime organisé a la capacité de défier l'État par la violence directe ou la corruption, certains gouvernements locaux et nationaux ont choisi d'invoquer des mesures exceptionnelles suspendant les garanties juridiques ou pour passer outre l'ordre juridique afin d'obtenir des résultats visibles.

Ces dernières années, le Salvador a attiré beaucoup d'attention pour ce type d'action, où l'État d'exception a suspendu de nombreux droits constitutionnels depuis 2022. Cela a permis aux forces étatiques de prendre des mesures contraires à l'ordre juridique du pays pour réduire la violence. La baisse notable de la violence et l'augmentation de la perception de la sécurité ont popularisé ces mesures, malgré le fait que jusqu'à 80 000 jeunes ont désormais été détenus sans procédure régulière.[6]

Dans d'autres pays, des États d'exception ont également été utilisés pour traiter des problèmes de sécurité et de violence. Au cours des quatre dernières années, le Honduras (2022–2026), le Pérou (2025) et l'Équateur (2024–2026) ont utilisé cette approche pour faire face aux crises sécuritaires.[7] La récurrence et la permanence de ces états d'exception dans un contexte d'augmentation du crime organisé transnational reste une question ouverte. Bien qu'ils puissent être efficaces à court terme pour réduire la violence, ils constituent souvent la première étape d'un processus de mesures de plus en plus autoritaires.

L'utilisation croissante de mesures autoritaires pour faire face aux problèmes de sécurité et à la violence, parfois avec un soutien populaire, combinée à un multilatéralisme affaibli, constitue un défi mondial majeur pour la paix et la sécurité. Les cadres de justice internationale sont essentiels pour réguler les comportements des États afin de garantir qu'ils soient équitables, fondés sur des règles et légitimes. Pourtant, l'affaiblissement du système multilatéral, en particulier autour des cadres et tribunaux internationaux des droits de l'homme, rend plus difficile la limitation des gouvernements nationaux en appliquant des normes et mécanismes internationaux. Cela est particulièrement vrai lorsque les systèmes judiciaires nationaux n'agissent pas efficacement ou lorsqu'ils sont cooptés, dissous ou ignorés par le gouvernement.

En résumé, on présente souvent les mesures autoritaires comme nécessaires pour faire face à la criminalité et à la violence incontrôlables. Dans certains cas, des mesures sévères sans garanties judiciaires sont temporairement mises en œuvre dans le cadre d'états d'urgence ou d'exception. Mais dans de nombreux cas, ces mesures peuvent être prolongées de nombreuses années, ce qui affaiblit encore davantage les systèmes judiciaires et la confiance en eux. La mise en œuvre de mesures autoritaires par des dirigeants autoritaires peut susciter un soutien populaire si elle fait sentir les gens en sécurité ou perçoit qu'une action est prise contre la criminalité, même si elle dépasse les contraintes légales et la surveillance démocratique.[8] Cela est particulièrement vrai s'il existe une perception que la criminalité est hors de contrôle et que le système judiciaire est trop indulgent envers les criminels.

Les villes disposent de trois mécanismes principaux pour contrer la montée de l'autoritarisme :

## A. Les villes peuvent agir de manière préventive pour éviter les situations où la criminalité semble hors de contrôle, le type de contexte dans lequel les mesures autoritaires s'installent habituellement.

La sécurité et la violence doivent être prises au sérieux avant d'atteindre des niveaux où leur gestion devient difficile, suscitant une montée de la peur collective. Les villes devraient privilégier des politiques de lutte contre la criminalité et la violence qui reposent sur des données probantes et respectent les principes d'équilibre et d'équité[9]. Elles devraient également renforcer leur communication et améliorer le sentiment de sécurité de la population lorsque les perceptions ne correspondent pas aux tendances observées, afin de réduire l'adhésion aux solutions extrêmes et leur attrait.[10]

## B. Les villes et les gouvernements locaux peuvent contester devant les tribunaux les États d'exception et autres mesures qui dépassent l'ordre juridique, à condition qu'il existe un pouvoir judiciaire indépendant.

Les actions en justice et les interventions des hautes juridictions ont bloqué des mesures de sécurité non conformes aux cadres légaux ou ont enquêté sur des opérations spécifiques. C'est le cas pour les mesures prises par les gouvernements fédéral et étatiques aux États-Unis et au Brésil.

Aux États-Unis, le gouvernement fédéral a déployé en 2025 des troupes de la Garde nationale dans plusieurs villes, affirmant en partie vouloir lutter contre la criminalité et le désordre et qu'il existait un risque de rébellion, bien qu'aucune preuve n'ait été présentée pour soutenir ces allégations. Ces actions ont mis le gouvernement fédéral en conflit avec les gouverneurs d'État et les maires de ville.[11] Au Brésil, la Cour suprême fédérale enquête sur l'opération policière menée à Rio en octobre 2025, qui a causé plus de 120 morts. Cette audience s'inscrit dans une affaire plus large qui affirme des violations des droits de l'homme dans des opérations policières à Rio.[12]

Les maires de villes telles que Chicago, Los Angeles et Minneapolis se sont exprimés contre les opérations musclées des autorités fédérales et, dans certains cas, ont engagé des recours juridiques. Un groupe de 80 dirigeants locaux et des villes a déposé un mémoire amicus curiae soutenant la demande de l'État du Minnesota et des villes de St. Paul et Minneapolis pour une ordonnance restrictive contre le déploiement fédéral dans le Minnesota, arguant qu'il est illégal.[13]

Certains recours juridiques ont été couronnés de succès. Par exemple, une injonction a été accordée à 50 gouvernements locaux américains pour empêcher le gouvernement fédéral de retenir des financements pour des villes qu'il considère comme des « juridictions sanctuaires ». [14] De plus, un juge fédéral a bloqué le déploiement de troupes de la Garde nationale à Chicago en octobre 2025, et en février 2026, un juge a délivré une injonction contre l'Immigration and Customs Enforcement procédant à des détentions sans mandat dans l'Oregon. [15]

## C. Les villes peuvent unir leurs efforts via des réseaux pour bâtir une voix collective mondiale capable de s'opposer à la dérive vers l'affaiblissement du système multilatéral et la montée de l'autoritarisme.

Renforcer la voix des villes à l'échelle mondiale peut aider à contrebalancer les gouvernements nationaux ayant une tendance autoritaire. Peace in Our Cities est un exemple de réseau de villes qui œuvre à promouvoir des approches équilibrées de la réduction de la violence.[16] Le European Forum for Urban Security est un autre réseau qui rassemble près de 250 villes et régions de 17 pays européens afin de promouvoir la coopération et le soutien en matière de prévention de la criminalité et de sécurité.[17] Le Latin American and Caribbean Group on Security and Democracy, récemment lancé, est une « plateforme régionale axée sur le renforcement de politiques de sécurité publique fondées sur des données probantes, la coopération à plusieurs niveaux et le respect de l'état de droit » ; il n'est pas exclusivement centré sur les villes, mais les villes et d'anciens maires devraient y jouer un rôle important.[18]

On observe un intérêt croissant au sein des organisations multilatérales pour le renforcement des systèmes judiciaires et leur accessibilité, centrée sur les personnes, comme en témoignent les travaux de l'OCDE sur l'accès à la justice[19] et la Justice Action Coalition, qui fait partie de l'initiative Pathfinders.[20] Des perspectives centrées sur les villes peuvent être portées par des réseaux tels que la World Organization of United Cities and Local Government, un réseau de villes du monde entier qui amplifie la voix des gouvernements locaux et sert de plateforme de plaidoyer. Dans d'autres domaines de préoccupation mondiale, tels que l'action climatique, les réseaux de villes ont réussi à constituer une voix collective significative en réseautant et en agissant ensemble.[21] Face à une crise potentielle de l'ordre mondial fondé sur des règles et à la montée de l'autoritarisme, les villes pourraient également élaborer ensemble une vision d'une autre voie.

## 2. Prévenir la violence en aidant les individus à accéder aux droits et services fournis par l'État

Le système judiciaire joue un rôle clé pour garantir que les citoyens puissent accéder à et exercer leurs droits, ainsi qu'aux services que les États ont le devoir de fournir. Il participe également à la résolution et au règlement des différends entre particuliers et entre citoyens et l'État. Lorsque les lois, règles et leur application sont perçues comme légitimes, les individus sont plus susceptibles de s'y conformer et de les accepter.[22]

Les gouvernements locaux peuvent mettre en œuvre diverses actions pour garantir à leurs administrés un accès adéquat et équitable aux services, et instaurer des mécanismes permettant de résoudre rapidement les problèmes afin d'éviter qu'ils ne nécessitent l'intervention du système judiciaire formel pour remédier aux torts. L'allocation équitable des services, l'accessibilité, des réponses administratives adéquates aux plaintes, ainsi que la fourniture d'informations, de conseils et d'alternatives de résolution des conflits sont autant d'actions que les gouvernements locaux peuvent entreprendre pour empêcher que les problèmes n'atteignent le système judiciaire officiel.

Lorsque le système judiciaire doit agir, un système qui résout les problèmes et est un garant universel et équitable des droits renforce la confiance dans l'État et renforce sa légitimité. La confiance entre l'État et les citoyens autour des questions judiciaires a des implications importantes pour la prévention de la violence et la sécurité publique.

Malheureusement, les systèmes juridiques sont souvent difficiles d'accès et de navigation pour les citoyens ordinaires, les faisant paraître distants, compliqués et incapables de résoudre les besoins quotidiens. De plus, l'État peut être perçu comme inaccessible, corrompu ou impartial, et par conséquent, les citoyens sont moins enclins à respecter ses lois et règles. Ces obstacles génèrent la méfiance et un manque de confiance dans la capacité du système judiciaire. Par conséquent, dans de nombreux cas où les personnes ne peuvent pas accéder et exercer leurs droits, elles trouveront des moyens de résoudre leurs différends, ce qui peut conduire à des autorités parallèles (gouvernance criminelle) et à l'escalade des conflits en violence.[23]

En résumé, améliorer les services d'accès, renforcer la crédibilité du système judiciaire et veiller à ce que les services de justice résolvent les problèmes des populations contribuent à réduire la violence de manière importante :

- Lorsque le système judiciaire est perçu comme accessible, fiable et équitable, les gens sont plus susceptibles de respecter les lois qui maintiennent la paix.
- Les gens peuvent exercer leurs droits et résoudre leurs problèmes au sein de cadres institutionnels, ce qui réduit la pression de résoudre des problèmes en dehors de la loi, notamment par le biais de groupes criminels ou de la justice populaire.[24]

Des rapports récents ont renforcé ces lacunes du système judiciaire et recommandent de rendre la justice plus centrée sur les personnes, accessible et axée sur les solutions.[25] L'un de ces rapports est Justice for All, publié en 2019 par le Task Force on Justice. Il estime que 5,1 milliards de personnes sont privées de justice dans le monde, 1,5 milliard ayant des problèmes criminels, civils ou administratifs qu'elles ne peuvent pas résoudre et 4,5 milliards étant exclues des opportunités sociales, économiques et politiques que la loi offre.[26] Le rapport recommande de s'attaquer aux problèmes structurels de la société qui conduisent à des problèmes de justice comme approche clé de prévention, en résolvant les problèmes avant qu'ils n'atteignent le système judiciaire.

Le rapport invite le lecteur à réfléchir au « parcours de la justice », c'est-à-dire aux étapes que quelqu'un entreprend pour résoudre un problème de justice, dans le but d'obtenir une résolution satisfaisante par un processus perçu comme équitable. Il est important de noter qu'un parcours de justice peut se faire en dehors du secteur formel de la justice. Le rapport Justice for All décompose le parcours de justice en trois étapes : (1) autonomiser les communautés afin qu'elles puissent agir lorsqu'elles doivent résoudre un problème au sein du système judiciaire, (2) améliorer l'accès à des services de justice centrés sur les personnes et qui répondent aux besoins des gens, et (3) aider les gens à trouver une résolution équitable de leurs problèmes. À chacune de ces étapes, le rapport présente un ensemble d'actions, qui sont résumées dans le tableau 1.

### Tableau 1 : Le parcours de justice et les actions pour le promouvoir

| Autonomiser les personnes et les communautés | Accès à des services de justice centrés sur les personnes | Résultats équitables |
|---|---|---|
| Aider les gens à comprendre la loi | Accélérer et simplifier les processus | Respecter les normes en matière de droits humains |
| Accompagner les personnes dans la recherche de solutions | Soutenir des voies alternatives vers la justice | Proposer le bon remède |
| Investir dans l'aide juridique pour les personnes vulnérables | Offrir des services regroupés au sein d'un guichet unique | Collecter et diffuser des données sur les résultats |
| Augmenter la participation à la justice | Adapter les services aux besoins de justice | Établir des mécanismes efficaces de réclamation |

Dans le même esprit, l'OCDE a publié en 2025 un rapport intitulé « Rendre les systèmes judiciaires plus efficaces et centrés sur les personnes », qui souligne lui aussi l'importance d'une justice accessible et axée sur la prévention. Ses principales propositions incluent la clarification des points d'entrée et du triage dans des dispositifs à guichet unique ou des environnements intégrés, la fourniture d'auto-assistance et d'aide guidée, l'offre de services juridiques dispensés par des non-juristes, la construction de modèles communautaires, et la mise en avant du soutien après résolution pour garantir l'application des résultats et renforcer la résilience.[27]

Un certain nombre d'initiatives ont contribué à faciliter l'accès à la justice pour un plus grand nombre de personnes, en particulier les populations vulnérables. Certaines de ces initiatives sont d'envergure nationale, mais peuvent être répliquées ou mises à profit par les villes au sein de ces pays ou ailleurs.

**Centres de justice locaux à guichets uniques.** Certains pays ont mis en place des guichets uniques où les citoyens peuvent accéder à une variété de services de justice en un seul endroit. Ces centres peuvent être construits dans des zones où vivent des communautés vulnérables et où les personnes ont généralement plus de difficulté à accéder aux services de justice centralisés.[28]

L'un de ces programmes, les Casas de Justicia (Maisons de Justice), a été mis en œuvre dans les grandes villes de Colombie. Les « casas » sont implantées dans des secteurs facilement accessibles aux populations vulnérables. Elles regroupent différents services de justice (et dans certains cas d'autres services également) sous un même toit, tels que les inspecteurs de police, les tribunaux de la famille et les services de conciliation.[29]

Les « Casas de Justiça » prennent en charge un large éventail de dossiers. Une étude d'impact portant sur leur fonctionnement dans trois villes a révélé que 33 % des cas traités concernaient des conflits familiaux, environ 25 % étaient liés au droit pénal, près de 15 % étaient des conflits entre voisins et 12 % des litiges liés à des dettes.[30] La même étude a constaté que, pour les personnes ayant eu recours aux Casas de Justicia, 50 % des cas ont été effectivement résolus, ce qui représente un taux nettement supérieur à celui du groupe témoin n'ayant pas utilisé les services des Casas de Justicia.[31]

Bien que Casas de Justicia soit un programme national, les centres sont mis en place à la demande de villes qui doivent remplir certains critères : une population cible supérieure à 100 000 habitants, un espace dédié pour le fonctionnement de la casa, et un investissement local dans les infrastructures et la maintenance. C'est un exemple concret de la manière dont les villes peuvent prendre l'initiative d'améliorer l'accès à la justice en collaboration avec des institutions de niveau national. Dans ce cas, les villes fournissent des infrastructures et des fonds pour les coûts d'exploitation, tandis que des institutions de différents niveaux (local, national) fournissent des services, le tout dans le cadre de directives opérationnelles énoncées au niveau national.

Il existe des preuves que l'accès rapide et efficace aux services de justice peut réduire la violence. Une analyse récente des facteurs liés aux homicides dans la ville de Cali a révélé que la proximité d'une Casa de Justicia constituait un facteur protecteur contre les homicides et avait un effet statistiquement significatif dans la réduction des homicides dans les zones adjacentes.[32] Des initiatives similaires à guichet unique pour accéder aux services de justice ont été mises en œuvre ailleurs. En Ontario, au Canada, par exemple, des centres de justice ont été créés dans plusieurs zones urbaines afin de réunir justice, santé et services sociaux.[33]

Une autre approche consiste à placer les services de justice au sein de centres de prestation de services publics plus larges que les citoyens utilisent déjà, tels que des bibliothèques, des écoles, des établissements de santé ou des refuges pour victimes de violences domestiques. Certaines interventions, comme les Centros de Acceso a Justicia en Argentine, ne se contentent pas d'héberger différents services au même endroit, mais disposent aussi d'équipes multidisciplinaires qui accompagnent les personnes dans la résolution de leurs problèmes, en utilisant une approche intégrée.[34]

**Conseils et solutions non juridiques aux problèmes.** Les rapports de l'OCDE et de Justice for All soulignent également la nécessité d'identifier des solutions extrajudiciaires aux problèmes juridiques. Cela inclut des services de médiation et de conciliation pour résoudre les litiges (sur lesquels nous reviendrons plus tard), la fourniture d'informations en langage clair, ainsi que la régulation et la promotion de l'utilisation des services de parajuristes. Une autre recommandation importante est que les organisations de la société civile offrent soutien et conseils aux populations vulnérables pour lesquelles le système juridique peut être complexe et difficile à comprendre. Le réseau de centres d'aide aux citoyens au Royaume-Uni est un bon exemple de cette forme de soutien. Citizens Advice est une organisation à but non lucratif qui offre des conseils gratuits aux personnes sur divers sujets, notamment la dette, l'accès aux prestations d'État, le logement, les questions de consommation et les questions juridiques. Les centres utilisent différents canaux, tels que le téléphone et les conseils en ligne. Citizens Advice dispose également de conseillers dans les centres de santé à travers le pays. Bien qu'indépendante, elle est financée par un mélange de ressources publiques et d'autres contributions. Citizens Advice a rapporté qu'en 2024–2025, elle comptait 1 900 centres de conseil et avait aidé 2,7 millions de personnes.[35]

Aux États-Unis, certains tribunaux de district ont mis en place des centres de justice communautaires, souvent en milieu urbain, qui sont un exemple d'approche intégrée et de justice axée sur les problèmes. Ces centres de justice relient les tribunaux à des services d'accompagnement holistique profondément ancrés dans la communauté, renforçant les liens étroits avec les communautés locales et les organisations communautaires.[36]

**Utiliser la technologie pour rendre les services plus accessibles.** L'IA et d'autres technologies sont de plus en plus mises à profit pour faciliter l'accès à la justice. Leurs usages vont de la traduction de documents juridiques dans différentes langues à la fourniture de conseils sur des questions particulières, en passant par l'utilisation de chatbots et d'applications pour guider les utilisateurs à travers les processus juridiques. Par exemple, le rapport de l'OCDE met en avant le projet I-ACCESS My Rights, un chatbot qui utilise l'IA pour fournir des informations juridiques adaptées à l'âge et faciles à comprendre aux enfants en Grèce, en Bulgarie et en Roumanie. Il s'adresse aux enfants de 13 à 18 ans, en particulier à ceux qui ont été victimes d'abus ou de crimes. Il fournit des informations sur les droits et procédures et donne des conseils sur l'accès aux services de soutien.[37]

Au Portugal, le Plan de relance et de résilience, intégré au programme « Justiça+ », constitue un autre exemple d'investissement dans les nouvelles technologies visant à améliorer l'expérience des citoyens dans leurs interactions avec le système judiciaire. La technologie a été utilisée pour rendre les juges plus efficaces et pour traiter, gérer et stocker les informations judiciaires. La technologie contribue aussi à améliorer l'expérience utilisateur en offrant davantage d'alternatives pour résoudre les problèmes et faciliter l'accès aux services. Un rapport sur sa mise en œuvre indique qu'entre 2022 et 2024, les citoyens ont effectué quatre millions de consultations en ligne de dossiers judiciaires, et 410 000 services ont été accessibles en 2022 via Balcão+, une plateforme unique regroupant différents services judiciaires.[38]

Il est clair que l'IA et d'autres nouvelles technologies peuvent contribuer à rendre la justice plus accessible. Ils peuvent faciliter davantage de points d'accès en connectant les systèmes et en permettant l'accès en ligne aux services et procédures. Les chatbots et autres applications peuvent guider les citoyens, fournir des informations accessibles et simplifier les procédures. Certaines de ces mesures nécessiteront une coordination avec les institutions nationales de compétence, mais les villes peuvent jouer un rôle proactif en promouvant de nouvelles approches facilitant l'accès aux services. Cependant, les initiatives visant à améliorer l'accès aux services grâce aux nouvelles technologies devraient toujours tenir compte du fait que certaines personnes n'ont pas accès aux technologies les plus récentes ou ne savent pas les utiliser. Même si la disponibilité de différents types de communication (voix, caméra, chatbots) et d'IA peut faciliter l'utilisation de la technologie, certaines personnes peuvent encore rencontrer des problèmes d'accès.

D'après ces exemples, il existe plusieurs façons pour les villes d'améliorer l'accès aux services du système judiciaire et de rendre le système judiciaire plus centré sur les personnes :

- Fournir des conseils et du soutien aux personnes vulnérables et à celles le plus souvent exclues afin qu'elles puissent accéder plus facilement aux services de justice. Cela peut être fait directement par le personnel municipal ou en partenariat avec des organisations communautaires ou de la société civile telles que Citizens Advice.
- Mettre en place des guichets uniques dans les zones vulnérables afin que les citoyens puissent accéder à une gamme de services en un seul endroit, convivial et facile d'accès. Cela peut se faire via des modèles tels que les Casas de Justicia ou les Centros de Acceso a Justicia.
- Fournir des points d'accès aux services de justice dans d'autres lieux accessibles à vocation communautaire (par exemple, centres communautaires et bibliothèques).
- Fournir des guides et des informations en langage clair et faciles à comprendre sur les droits, les procédures et les services. Cela peut se faire à l'aide de nouvelles technologies, dont certaines intègrent l'IA, comme les chatbots.

## 3. Offrir aux individus des mécanismes pour résoudre les conflits

Une autre façon dont le système judiciaire peut contribuer à réduire la violence est de résoudre les différends et les conflits par des procédures jugées légitimes, équitables et réalisées dans des délais raisonnables. Cela peut se faire au sein du système juridique et des tribunaux ou en dehors de ceux-ci.[39]

Certaines des mesures décrites ci-dessus visent à faciliter la résolution de leurs problèmes juridiques en rendant les services de justice plus accessibles et plus accueillants. Cependant, le règlement des litiges par le biais des tribunaux ou du système judiciaire peut être lourd, coûteux en ressources et lent. Beaucoup de personnes ne sollicitent pas le système judiciaire formel pour résoudre leurs problèmes, ou n'estiment pas que leurs problèmes soient correctement pris en charge lorsqu'elles le font. Une analyse de l'accès à la justice dans les pays ibéro-américains a révélé que seulement 34 % des personnes ayant des besoins juridiques non triviaux savent où trouver de bonnes informations et des conseils, seulement 50 % de celles qui souhaitent obtenir de l'aide pour résoudre un litige s'adressent à une autorité ou une organisation pour obtenir de l'aide, et seulement la moitié d'entre elles obtiennent une résolution de leur problème. Même alors, une proportion significative de ceux qui parviennent à une « résolution », soit 22 %, ne considèrent pas que cela ait résolu leur problème.[40] Ainsi, la plupart des personnes n'arrivent pas à accéder à un soutien pour résoudre leurs différends, et seule une fraction d'entre elles bénéficient d'une résolution qu'elles estiment avoir résolu leur problème.

Une alternative aux processus formels de résolution des litiges est l'utilisation de la médiation. Certains centres de justice et tribunaux gérés par l'État peuvent proposer la médiation comme alternative à un processus formel. Dans d'autres cas, la médiation est proposée par des organisations communautaires. La médiation communautaire peut résoudre de nombreux conflits à un stade précoce sans avoir à passer par un processus juridique formel et peut être facilitée par des organisations ou des personnes de confiance. Selon certaines estimations, il pourrait y avoir 400 centres de médiation aux États-Unis, capables de gérer 400 000 différends par an. Les trois quarts d'entre eux assurent la médiation pour les tribunaux des petites créances et l'autre moitié pour les tribunaux civils.[41]

À Cali, en Colombie, la médiation communautaire a été utilisée dans les zones exclues pour aider les personnes où il y a peu de confiance dans les institutions de justice formelle à résoudre les conflits communautaires en parvenant à des accords avec l'aide de responsables locaux formés comme médiateurs. La plupart des conflits pris en charge par les

médiateurs communautaires trouvent une issue favorable, ce qui permet de résoudre de nombreux différends avant qu'ils ne s'aggravent, et ce, rapidement et sur place. Les médiateurs communautaires sont formés à renvoyer les cas les plus complexes aux tribunaux locaux et aux Casas de Justicia. Ils orientent également les membres de la communauté vers d'autres services de soutien qui ne relèvent pas du système judiciaire. De cette manière, les médiateurs communautaires agissent comme une forme locale de justice axée sur la résolution de problèmes, en se concentrant sur le traitement des causes profondes d'une situation. Une évaluation récente de ce programme a conclu que la médiation communautaire et le système judiciaire formel fonctionnent de pair et se complètent, renforçant l'accès à la justice dans les zones où les niveaux d'exclusion sont élevés.[42]

Une revue des évaluations des interventions de résolution de conflits et de justice réparative a révélé que les preuves suggèrent que ces programmes contribuent à réduire davantage la violence communautaire, ce qui se reflète par des taux de récidive plus faibles et une diminution de la violence armée dans les quartiers où ils ont été mis en œuvre.[43] Les preuves suggèrent donc que des programmes de médiation bien mis en œuvre peuvent contribuer à réduire la violence.

Il existe des exemples de services de médiation qui ont utilisé la technologie pour les rendre plus accessibles à certaines personnes, par exemple en menant des médiations en ligne. Une évaluation d'un service de résolution des litiges en ligne pour les affaires familiales dans le comté d'Ottawa, Michigan, a révélé que les personnes ayant recours à des médiations en ligne étaient plus satisfaites de l'équité du processus et plus susceptibles de parvenir à un accord que celles utilisant des services non en ligne. Il a également constaté que les deux types de médiations affichaient des niveaux similaires de satisfaction quant au résultat parmi les utilisateurs.[44]

Dans les zones à forte intensité de violence où l'accès aux services de justice formelle peut être difficile ou où les gens ne font pas confiance aux autorités, la médiation peut résoudre de nombreux conflits susceptibles de devenir violents. Les villes peuvent encourager et soutenir la médiation, soit par le biais de leurs propres services, soit en s'appuyant sur des organisations communautaires qui bénéficient souvent de la confiance des communautés où le niveau de conflit est élevé.

Comme pour d'autres approches centrées sur la communauté, la médiation peut être perçue comme plus légitime et digne de confiance que les mesures prises par la police ou dans un cadre judiciaire formel. Il existe ici un parallèle avec la manière dont certaines villes expérimentent des équipes de santé et de services sociaux agissant comme premiers intervenants lors des appels d'urgence impliquant des personnes en détresse ou souffrant de troubles mentaux, dans le but d'empêcher une situation de s'aggraver.[45] La médiation communautaire peut sembler moins agressive et intimidante que le recours à l'intervention d'un officier de police ou d'un juge pour résoudre un différend. Comme pour les interventions d'urgence, il est possible de faire appel aux forces de l'ordre et aux tribunaux si la médiation n'aboutit pas à une solution satisfaisante.

Lorsque les relations entre les communautés et les forces de l'ordre sont caractérisées par des tensions, un passé de corruption et d'abus de force, des mécanismes alternatifs de résolution des conflits peuvent jouer un rôle essentiel pour régler les problèmes. Face à une montée des mesures autoritaires dans certaines régions du monde, les villes peuvent promouvoir des mécanismes alternatifs de résolution des conflits communautaires afin de réduire les niveaux de conflit, même dans un contexte d'approches sévères adoptées par d'autres niveaux de gouvernement.

## 4. Prévenir la violence en s'attaquant à la criminalité violente et aux auteurs d'infractions pénales

Les sections précédentes ont examiné les moyens par lesquels le système judiciaire peut contribuer à limiter les abus de l'État et aider les personnes à exercer leurs droits et à accéder aux services, contribuant ainsi à renforcer la légitimité et la confiance dans les institutions. Elles ont également montré comment les systèmes judiciaires peuvent aider à résoudre des différends sur une grande variété de questions, réduisant ainsi la probabilité que les conflits soient réglés par la violence.

Nous nous tournons maintenant vers le domaine de la justice qui croise le plus directement la violence, en particulier la criminalité violente : le système de justice pénale et la manière dont les délinquants sont traités.

Les homicides et la plupart des cas de violences physiques relèvent de la compétence de la justice pénale en raison des préjudices qu'ils causent à d'autres personnes et aux communautés. Le système de justice pénale tend à fonctionner de façon principalement réactive, c'est-à-dire en intervenant après la commission d'un crime, y compris en sanctionnant

les personnes ayant enfreint la loi. Cependant, le système devrait aussi être considéré comme l'une des parties les plus puissantes de toute stratégie visant à prévenir la criminalité et la violence futures. Cela requiert des stratégies qui ne se concentrent pas uniquement sur les résultats individuels, mais qui orientent les systèmes de justice pénale autour d'une dissuasion efficace et d'approches écosystémiques plus larges de prévention de la violence et de la criminalité. [46]

Dans certains cas, les systèmes de justice pénale peuvent reproduire les préjudices, non seulement en échouant à prévenir la criminalité, mais aussi en contribuant à générer davantage de violence. Le système de justice pénale, et surtout le système pénitentiaire lorsqu'il ne fonctionne pas, peut être, comme le disent les criminologues, « criminogène ».[47]

L'impunité, surtout si elle est associée à des opportunités d'activités illégales générant de gros profits, peut devenir un terrain fertile pour des niveaux élevés de criminalité violente. Identifier, traduire en justice, condamner et sanctionner les délinquants de manière appropriée et équitable ne renforce pas seulement la loi et ne punit pas seulement l'auteur de l'infraction, mais, lorsqu'ils sont faits de façon impartiale et efficace, ces actes transmettent également un message aux délinquants potentiels et aux communautés.

Ainsi, un système de justice pénale efficace peut agir comme un moyen de dissuasion contre les facteurs potentiels de violence. La dissuasion ciblée, l'une des stratégies de réduction de la violence les plus régulièrement évaluées,[48] repose en grande partie sur la capacité à mettre en œuvre la menace de sanctionner des individus et/ou des groupes par le système de justice pénale.

Pour être efficaces, les stratégies de dissuasion ciblée doivent être mises en œuvre avec rigueur, reposer sur des menaces crédibles et prévoir des sanctions rapides et certaines. En matière de prévention de la criminalité, la rapidité et la certitude de la sanction exercent en effet un effet dissuasif plus important que sa sévérité.[49] Il est donc essentiel de faire clairement savoir que toute personne persistant dans un comportement violent s'expose à des poursuites et à des sanctions, puis de veiller à ce que ces avertissements soient effectivement suivis d'effets. L'incapacité à le faire compromettrait la capacité à mettre en œuvre correctement une telle stratégie. Comme le notent Anthony Braga et Philip Cook, « Les impacts dissuasifs sont en fin de compte déterminés par la perception des délinquants quant au risque et à la certitude des sanctions. »[50] Ceci est un exemple de mobilisation ciblée du système judiciaire pour obtenir les meilleurs résultats dans la réduction de la violence.

L'incapacité à identifier et à poursuivre les crimes violents peut contribuer à la normalisation de la criminalité et des carrières criminelles, ce qui surcharge les systèmes judiciaires et peut compromettre la sécurité nationale. C'est ce que Marcelo Bergman appelle des équilibres de criminalité élevée, auxquels l'échec du système de justice pénale a contribué.[51] Il soutient que les réformes des systèmes de justice pénale en Amérique latine au cours des dernières décennies n'ont pas permis une dissuasion plus efficace de la criminalité. Une partie du problème, selon lui, vient du fait que le système de justice pénale ne se perçoit pas comme faisant partie d'un appareil de dissuasion criminelle.[52] Les lieux qui ont réussi à réduire significativement la violence à partir d'équilibres de criminalité élevée ont nécessité une stratégie forte d'application de la loi axée sur la perturbation des économies illégales et des groupes criminels. Le défi consiste à le faire tout en respectant l'ordre fondé sur des règles, sans recourir à des mesures autoritaires, et tout en assurant sa légitimité.

Un système de justice pénale efficace comprend la capacité des forces de l'ordre à identifier et appréhender les délinquants, à constituer des dossiers solides devant les tribunaux pour déterminer la responsabilité, et à prononcer des peines proportionnées visant à réduire la probabilité de crimes futurs, ainsi que son déploiement ciblé pour désarticuler les organisations criminelles et perturber les économies illégales (en complément d'autres mesures administratives).

Le reste de cette section sera divisé en deux parties : l'une sur l'amélioration du travail des poursuites et des tribunaux pénaux, notamment grâce à l'utilisation des nouvelles technologies, et l'autre sur la manière dont les délinquants sont traités, en réfléchissant à la prévention de nouvelles violences.

## Utilisation de l'IA et d'autres technologies pour améliorer les résultats en justice pénale

La capacité et l'efficacité de la justice pénale et sa contribution à la réduction de la violence urbaine peuvent être renforcées grâce à l'utilisation de nouvelles technologies. Ce domaine a connu un développement rapide, et il reste à voir dans quelle mesure cela modifiera la donne. C'est aussi un domaine qui soulève des préoccupations quant à certaines implications des nouvelles technologies en termes de droits, de biais, de précision et d'opacité des programmes utilisés.[53]

À mesure que la technologie évolue, la capture de plus d'informations devient possible ; l'analyse des différents types d'empreintes numériques s'accroît fortement. De nouvelles technologies sont utilisées pour recueillir, examiner et analyser des preuves dans le cadre d'affaires pénales. Parmi ces technologies figurent l'imagerie balistique, la géolocalisation et les informations de contact des téléphones portables, l'analyse des réseaux sociaux, l'analyse des innombrables caméras de surveillance désormais présentes dans les villes, les caméras corporelles, l'imagerie de lecture de plaques d'immatriculation, les logiciels de reconnaissance faciale et l'analyse de l'ADN.[54] La capacité de collecter et de traiter davantage d'informations est considérablement accrue par les nouvelles technologies, mais les informations collectées doivent encore être examinées et assemblées par les détectives et les procureurs. En associant les technologies à des équipes de détectives plus nombreuses et plus performantes, on peut obtenir des résultats probants.

Par exemple, le projet de résolution des homicides du département de police de Boston a renforcé l'unité des homicides et introduit de nouvelles techniques et protocoles entre 2012 et 2014, parvenant à faire passer les taux de résolution de 47 % en 2007–2011 à 66 % lors de l'intervention.[55] De plus, l'Institut Oxford de technologie et de justice a développé un Atlas de justice IA pour cartographier des exemples de l'utilisation et de la régulation de l'IA dans les systèmes de justice pénale de différents pays. Il sert de référence pour les villes et pays cherchant à comprendre comment cette technologie est utilisée dans ce domaine.[56] L'atlas classe les exemples selon les rôles : forces de l'ordre, procureurs, tribunaux, défense.

De nombreuses juridictions ont adopté des technologies d'IA pour améliorer l'efficacité de la gestion des affaires, tant lors de leur préparation en vue d'une audience que pendant les procédures judiciaires. Cela inclut l'utilisation de logiciels pour prioriser les dossiers urgents lorsqu'il y a une charge de travail importante ; des outils pour résumer les précédents, rédiger des requêtes et générer des plans de recherche juridique ; et la technologie pour transcrire et analyser les entretiens et autres informations. Ces technologies ont permis aux procureurs et aux tribunaux d'être plus efficaces pour constituer les dossiers et les traiter devant les tribunaux.

À Buenos Aires, il est rapporté que le système de gestion de cas Prometea a automatisé 50 % de la charge de travail du bureau du procureur et augmenté sa productivité de 300 %.[57] Un système de gestion de cas similaire est utilisé en Colombie.

D'autres technologies qui facilitent les décisions basées sur l'analyse de l'IA se sont révélées plus controversées, et certains exemples attirent l'attention sur les défis posés par l'incorporation rapide des technologies émergentes dans la justice pénale. Cela inclut notamment les technologies qui évaluent le risque posé par les personnes en fonction de leur passé et de leurs caractéristiques personnelles. Certaines juridictions autorisent l'utilisation de cette technologie, mais avec un examen humain et une prise de décision finale par des personnes. Dans ces cas, on craint également qu'une grande partie des données et des programmes qui les analysent soient détenus par des entreprises privées, ce qui rend plus difficile la régulation, l'accès et le renforcement des protections juridiques et des normes de confidentialité.[58]

La plupart des tribunaux américains dans tous les États utilisent désormais une forme d'outils d'évaluation des risques basés sur l'IA aux étapes de détention provisoire et de condamnation dans les procédures pénales, bien qu'il existe des cas documentés où ces technologies se sont révélées inefficaces ou présentent des biais. Un cas était l'initiative de police intelligente LASER (Los Angeles Strategic Extraction and Restoration Program) mise en œuvre par le Los Angeles Police Department : un outil de police prédictive utilisé pour identifier les délinquants chroniques et les foyers de criminalité. Un audit a révélé que la moitié des délinquants identifiés n'avaient eu aucune ou une seule arrestation pour crimes violents et que 10 % n'avaient eu aucune interaction notable avec la police. Après cet audit, le département de police a abandonné l'utilisation de cette technologie. À Chicago, l'utilisation par la police d'un programme similaire d'évaluation des risques individuels a également donné de mauvais résultats.[59]

En Colombie, le bureau du procureur a mis au point un programme nommé PRISMA (Perfil de Riesgo de Reincidencia para Solicitud de Medidas de Aseguramiento) afin de déterminer s'il convient de demander la détention préventive d'une personne faisant l'objet d'une enquête, en fonction de son risque de récidive. À partir des données transmises par la police et le parquet, l'algorithme évalue le risque qu'une personne commette une infraction dans l'attente de son procès et contribue ainsi à orienter les décisions relatives à un éventuel placement en détention provisoire. Le système a été mis en place en 2016 mais a ensuite été abandonné en raison de son risque élevé de biais.[60]

Deux grandes questions se posent à propos de l'intégration de ces nouvelles technologies dans la justice pénale, en particulier l'IA, pour analyser les données et prioriser les actions : quelle est la précision, l'exactitude et la pertinence des informations produites, et comment ces informations sont-elles utilisées et suivies ?

L'IA et d'autres technologies avancées sont déjà exploitées dans de nombreuses régions du monde, et leur usage deviendra rapidement plus répandu. Leur application dans les tâches de soutien administratif et dans l'analyse de grandes quantités de données accélérera considérablement de nombreux processus et peut contribuer à rendre le système judiciaire plus efficace. Les collectivités municipales peuvent fournir aux forces de police, aux bureaux des procureurs et aux juges un accès à ces technologies, ainsi qu'une formation et un soutien pour les utiliser de manière appropriée. Même dans les dispositifs gouvernementaux où les autorités locales n'ont pas de contrôle direct sur les institutions du secteur judiciaire contrôlées au niveau national ou étatique, elles peuvent souvent soutenir le travail de ces institutions grâce à la technologie, à la formation et à d'autres installations.

Il est nécessaire d'améliorer l'efficacité du système de justice pénale afin de réduire la violence dans les zones à forte criminalité violente et à impunité, où la charge de travail submerge le système. Intégrer de nouvelles technologies pour aider à concentrer les efforts, accélérer les processus et traiter un plus grand nombre de cas est un domaine de développement prometteur. D'autre part, l'utilisation d'algorithmes et, plus récemment, de l'IA pour faciliter la prise de décision dans les forces de l'ordre, les poursuites et les peines, ainsi que pour décider des mesures pour les délinquants, est un domaine encore marqué par l'incertitude et les dilemmes. Son déploiement, en particulier l'utilisation de la prédiction individuelle, soulève des questions sur l'exactitude, les biais et l'atteinte aux droits individuels.

Les villes devraient prêter une attention particulière à ce domaine en raison de son développement rapide, de son impact potentiel sur l'amélioration des résultats de la justice, et des dangers qu'il représente en nuisant à la confiance dans le système et aux relations communautaires. Les villes devraient revoir les directives et recommandations sur l'utilisation de la technologie et élaborer leurs propres normes, protocoles et directives.[61] Les villes peuvent également envisager de mener des projets pilotes de technologies prometteuses, avec surveillance et évaluation pour surveiller et contrôler les biais potentiels et les conflits avec les droits individuels.[62] Le déploiement de technologies susceptibles de générer de mauvais résultats et de traiter injustement les individus et les communautés peut saper la confiance envers les autorités.

Dans l'ensemble, les villes, en partenariat avec d'autres niveaux de gouvernement et d'autres acteurs institutionnels, devraient viser à utiliser la technologie pour améliorer les résultats du système de justice pénale afin de dissuader la criminalité violente, mais elles devraient le faire avec soin, en surveillant son déploiement et avec une supervision pour réduire les effets indésirables potentiels.

## Prévenir la violence en travaillant avec les délinquants

Le rôle de sanction du système judiciaire (que ce soit par des peines, des amendes ou d'autres sanctions) vise à renforcer la justice en tenant les délinquants responsables conformément à la loi, mais il peut aussi contribuer à améliorer la sécurité et à prévenir toute violence supplémentaire.

Dans certains pays (les États-Unis et de nombreuses régions d'Amérique latine), la population carcérale est devenue très importante car les systèmes judiciaires ont introduit des peines plus sévères pour un plus grand nombre d'infractions. En théorie, l'incarcération peut avoir plusieurs fonctions qui se chevauchent :

- **Comme punition.** Restreindre la liberté de circulation des délinquants est un moyen de leur faire payer pour les torts qu'ils ont causés.
- **À titre de mesure visant à empêcher la commission de nouvelles infractions.** En prison, quelqu'un qui pourrait autrement continuer à commettre des crimes ne pourra pas le faire, protégeant ainsi la communauté.
- **Comme période de rééducation.** Même si la réinsertion ne nécessite pas d'être en prison, mettre l'accent sur la réinsertion modifie la façon dont un délinquant est pris en charge durant son séjour en détention. L'accent est mis sur le développement de compétences pour éviter la récidive après l'incarcération.
- **Comme moyen de dissuasion.** Des peines sévères de prison sont proposées comme un message aux délinquants potentiels sur les conséquences de commettre un crime, ce qui devrait les dissuader de le faire. Cependant, plusieurs auteurs suggèrent que l'effet dissuasif des peines longues et sévères est exagéré.[63]

L'efficacité de l'incarcération de masse et des peines sévères dans la réduction de la criminalité est remise en question, car ces mesures peuvent aussi causer beaucoup de tort à des parties de la population et à des communautés entières .[64] Parallèlement, il a été possible de réduire le nombre de prisonniers aux États-Unis sans augmentation de la criminalité.

Marcelo Bergman a soutenu qu'en Amérique latine, l'augmentation de la population carcérale n'a pas permis de réduire la criminalité, mais a été un facteur de sa croissance. Cela s'explique en partie par la forte rotation des personnes en prison. Selon Bergman, les criminels en Amérique latine considèrent les séjours en prison comme une étape normale de leur parcours de vie, de sorte que l'effet dissuasif est faible.[65] Les prisons, dans de nombreux pays, sont des environnements violents où les personnes condamnées tissent des liens avec d'autres criminels et groupes criminels, et apprennent souvent auprès d'eux. Dans de nombreux endroits, les prisons ne réhabilitent pas. Par ailleurs, le soutien apporté aux personnes anciennement incarcérées est souvent insuffisant lorsqu'elles sont libérées et doivent retourner à des conditions de vie précaires, où la criminalité peut devenir un moyen de survivre.[66]

Pour de nombreux crimes, il existe des alternatives aux peines de prison qui peuvent être plus efficaces pour prévenir les crimes et violences futurs. La dépénalisation des infractions pouvant être traitées autrement peut contribuer à réduire la population carcérale. Il en va de même pour les programmes de diversion où les délinquants ont la possibilité d'accepter de s'engager à accomplir certaines actions au lieu de passer par un procès. Les peines peuvent être non privatives de liberté et viser à réparer le préjudice causé ainsi qu'à réhabiliter les délinquants. Il existe de nombreux exemples d'application de ces mesures pour réduire le nombre de personnes purgeant des peines de prison.[67]

Il est important que les peines répondent aux désirs et aux besoins des victimes. Lenore Anderson a documenté que de nombreuses victimes estiment que le préjudice qu'elles ont subi n'est pas réparé par des procès et des peines sévères, et qu'elles préféreraient que la sentence se concentre sur le travail avec les délinquants afin qu'ils aient des opportunités et des compétences leur permettant de trouver des options en dehors du crime.[68]

Comme pour la justice pénale en général, la technologie peut également jouer un rôle dans l'offre d'alternatives à l'emprisonnement pour certains types de crimes. Par exemple, certains pays utilisent la surveillance électronique comme alternative à l'emprisonnement. En Suède, où elle est largement adoptée depuis les années 1990, des études suggèrent que la surveillance électronique réduit la récidive criminelle et améliore l'insertion professionnelle des délinquants.[69]

La technologie peut également aider à réduire la population carcérale, mais pour le faire sans impact négatif sur la sécurité, il faut des données précises, notamment sur un éventail de variables au-delà des seuls niveaux d'incarcération. La Fondation MacArthur, à travers son programme Justice + Réforme, travaille avec un groupe de villes depuis 2015 pour réduire la population carcérale. En 2024, ces villes avaient réussi à réduire la population carcérale de 18,6 %[70] La collecte et le traitement des données sur la population carcérale ont permis à ces sites de concevoir et de surveiller leurs plans de réduction de la population carcérale.

Les nouvelles technologies et l'utilisation des données peuvent donc soutenir les efforts visant à réduire les niveaux d'emprisonnement et de détention préventive sans affecter significativement la criminalité. Les peines de prison devraient être réservées aux types d'infractions les plus graves et à ceux qui présentent le plus grand risque pour la société. Cela pourrait éviter les effets criminogènes de l'emprisonnement qui génèrent plus de criminalité plutôt que de la réduire. Les efforts pour réduire la population carcérale devraient s'accompagner d'autres mesures qui garantissent la responsabilité des délinquants, que les victimes se sentent entendues et que justice soit rendue. Les autorités doivent inclure des mesures pour surveiller ceux qui accomplissent des sanctions non carcérales, en particulier par des programmes de soutien aux délinquants, afin qu'ils puissent se réintégrer dans la société de manière significative, loin de la criminalité.

## Recommandations pour les villes face aux défis actuels des systèmes judiciaires

Un système judiciaire équitable, accessible et efficace peut contribuer aux efforts visant à réduire la violence dans les villes de multiples façons, certaines plus directes que d'autres. Le système judiciaire traite des questions allant de l'accès effectif aux droits fondamentaux pour tous et de la résolution des conflits quotidiens à la lutte contre les groupes criminels organisés qui recourent systématiquement à la violence. Il n'existe pas de solution miracle pour réduire la violence, mais un système judiciaire efficace instaurera des garde-fous contre la violence d'État, garantira les droits et un traitement équitable pour tous, sera facile à comprendre, à utiliser et à parcourir, résoudra efficacement les problèmes et les conflits, et sanctionnera les responsables de crimes graves de manière à prévenir toute violence ultérieure.

Dans de nombreux cas, les dirigeants et acteurs au niveau de la ville pourront mettre en œuvre directement des mesures liées à la justice pour aider à réduire la violence. Cependant, comme le système judiciaire couvre des institutions de divers secteurs et à différents niveaux gouvernementaux, les autorités municipales devront également collaborer avec d'autres acteurs pour exploiter le système judiciaire dans des efforts de réduction de la violence.

Comme pour d'autres sujets, les changements mondiaux couverts par ce compendium entraînent de grands changements et défis pour le système judiciaire. La montée des régimes autoritaires et l'affaiblissement du système multilatéral remettent en question le rôle des systèmes judiciaires internationaux et nationaux dans la définition d'un cadre équitable pour l'action de l'État et la limitation de son usage arbitraire de la force et de la violence. Les avancées rapides de la technologie ouvrent la possibilité de rendre les systèmes judiciaires plus accessibles et plus efficaces dans la gestion d'un volume important de dossiers et la résolution des affaires pénales. Cependant, la rapidité des développements et l'opacité de l'IA et des modèles de langage à grande échelle comportent également des risques, notamment des erreurs dans l'identification des délinquants et la reproduction des biais contre des individus de certains groupes sociaux.

Sur la base de cet examen de la manière dont les villes et les acteurs à d'autres niveaux ont répondu aux défis et opportunités actuels, voici quelques recommandations sur les actions que les villes peuvent entreprendre pour aider à leurs efforts de réduction de la violence grâce à des interventions dans le système judiciaire.

**Des stratégies de prévention de la violence opportunes, équilibrées, fondées sur des preuves et efficaces, perçues comme équitables et légitimes, devraient être mises en œuvre avant toute escalade de violence.** C'est particulièrement vrai pour la violence liée à la criminalité et contribuera à réduire la demande populaire de mesures sévères qui soutiennent souvent des mesures exceptionnelles et autoritaires.

**Lorsque des mesures exceptionnelles suspendant les garanties constitutionnelles et l'État de droit normal sont prises, ou lorsque des interventions sévères sont proposées au niveau national contre les garanties juridiques, les gouvernements municipaux et autres acteurs municipaux devraient les contester par des moyens juridiques.** Comme nous l'avons vu, certaines villes ont réussi à contester les États d'exception et les mesures qui dépassent les cadres juridiques nationaux et internationaux par l'intermédiaire des hautes juridictions et des juridictions internationales. Pour ce faire, cependant, les villes devraient s'appuyer sur des conseils juridiques robustes et des services juridiques compétents pour mener à bien ces contestations lorsqu'il existe un risque de mesures autoritaires.

**Les coalitions, réseaux et associations de villes et de gouvernements locaux, à l'intérieur des pays et au-delà des frontières nationales, devraient contrer un agenda autoritaire en promouvant des stratégies de réduction de la violence fondées sur des règles et équitables.** Plusieurs plateformes existantes jouent ou pourraient jouer ce rôle. Si le multilatéralisme entre États-nations est affaibli, la coopération internationale et l'élaboration d'agendas communs entre villes peuvent contrebalancer cette tendance, en promouvant des approches fondées sur des règles pour la réduction de la violence et de la criminalité.

**Les villes devraient œuvrer pour rendre les systèmes et procédures judiciaires plus faciles d'accès et à utiliser. De nombreux différends juridiques peuvent être réglés au sein même des communautés, sans recourir au système judiciaire formel, grâce à un accompagnement adapté, notamment aux conseils dispensés par des services parajuridiques.** Les villes peuvent créer des espaces dans les quartiers défavorisés où une gamme de services juridiques et judiciaires est proposée dans une atmosphère accueillante pour soutenir celles et ceux qui en ont besoin. La technologie peut être exploitée pour rendre les services de justice plus accessibles, et les villes peuvent investir dans une telle technologie. Cela va des chatbots fournissant des conseils, des applications qui traduisent les lois et les guides, jusqu'aux services de médiation en ligne. La technologie, y compris l'IA, peut rendre les services de justice plus faciles d'accès et à naviguer, et plus réactifs s'ils peuvent traiter les problèmes juridiques plus efficacement.

**Les villes devraient également collaborer avec les forces de l'ordre, les cabinets de détectives et d'avocats, ainsi qu'avec le système judiciaire pour adopter progressivement, avec des garanties, de nouvelles technologies capables d'améliorer l'agilité et la capacité à gérer des charges de travail élevées et à résoudre les affaires.** Un système de justice pénale qui est rapide, capable de traiter un plus grand nombre d'affaires et qui produit des résultats perçus comme équitables et légitimes peut contribuer à réduire la violence. La technologie, y compris l'intelligence artificielle, peut contribuer à atteindre cet objectif, et les villes peuvent l'intégrer dans les domaines relevant de leur compétence ou accompagner d'autres organismes dans leur adoption. Cela inclut des logiciels de gestion de dossiers, des logiciels d'analyse documentaire et législative, des technologies pour collecter et analyser des preuves (reconnaissance de plaques d'immatriculation, caméras portées sur le corps, reconnaissance faciale, données téléphoniques), ainsi que des technologies permettant d'évaluer les risques posés par certains individus ou certains lieux (par exemple, la police prédictive orientée sur les personnes ou les lieux).

**Cités devraient toutefois faire preuve de prudence lorsqu'elles adoptent de nouvelles technologies.** Ils doivent investir des ressources pour comprendre le fonctionnement des technologies prédictives et des modèles d'apprentissage, et détecter les erreurs et biais afin d'éviter la discrimination à l'encontre de certaines populations. Les villes devraient mettre en place des mécanismes pour former le personnel, comprendre, tester et expérimenter les technologies — y compris la capacité de mener des recherches, de superviser et, le cas échéant, de limiter leur utilisation — avant leur déploiement, plutôt que de passer à une adoption généralisée des technologies émergentes.

En définitive, les villes doivent trouver un équilibre entre l'adoption de nouvelles technologies susceptibles d'améliorer le fonctionnement du système judiciaire et la mise en œuvre de leur utilisation à un rythme permettant de comprendre les biais et erreurs potentiels qu'elles pourraient reproduire, avec des conséquences graves sur l'administration d'une justice équitable et pouvant porter atteinte à la confiance dans le système.

## Notes de fin

1 L'auteur tient à remercier l'équipe de Peace in Our Cities pour ses commentaires et suggestions sur les versions antérieures de ce chapitre, et en particulier Jai-Ayla Sutherland pour son soutien à rendre le texte plus clair et plus facile à lire. L'auteur assume l'entière responsabilité du contenu du chapitre.

2 Ali O Shodunke et al., « Establishing the Nexus Among Mob Justice, Human Rights Violations and the State: Evidence from Nigeria, » International Journal of Law, Crime and Justice 72 (2023): 100573, https://doi.org/10.1016/j.ijlcj.2022.100573; Tom R. Tyler, « Procedural Justice, Legitimacy and the Effective Rule of Law, » Crime and Justice 30 (2003).

3 Marcelo Bergman, *El negocio del crimen: El crecimiento del delito, los mercados ilegales y la violencia en América Latina* (Fondo de Cultura Económica, 2023).

4 World Justice Project, Rule of Law Index 2025, (World Justice Project, 2025), 34, https://worldjusticeproject.org/rule-of-law-index/downloads/WJPIndex2025.pdf.

5 https://www.ipsos.com/en/what-worries-world-september-2024.

6 Lucía Dammert, « ¿Un « modelo Bukele » para América Latina?, » Conexión América Latina, Año 3, vol. 2 (2022), https://www.cadal.org/informes/pdf/Un-modelo-Bukele-para-America-Latina.pdf; Comisión Interamericana de Derechos Humanos, Informe Estado de excepción y derechos humanos en El Salvador, (CIDH, 2024), https://www.oas.org/es/cidh/informes/pdfs/2024/Informe_EstadoExcepcionDDHH_ElSalvador.pdf.

7 Jerónimo López, « ¿Por qué los gobiernos latinoamericanos siguen apostando por los estados de excepción?, » Insight Crime, 14 octobre 2024, https://insightcrime.org/es/noticias/gobiernos-latinoamericanos-siguen-apostando-estados-excepcion/; Santiago Vanegas, « El presidente de Perú, José Jerí, declara estado de emergencia en Lima y Callao durante 30 días por la inseguridad, » BBC News Mundo, 22 octobre 2025, https://www.bbc.com/mundo/articles/cly4nlv7w37o; « Ecuador: Noboa declara nuevo estado de excepción en varias provincias y municipios, » France 24, 1er janvier 2026, https://www.france24.com/es/am%C3%A9rica-latina/20260101-ecuador-noboa-declara-nuevo-estado-de-excepci%C3%B3n-en-varias-provincias-y-municipios.

8 Enrique Betancourt, *S'attaquer au faux dilemme : guide de communication pour faire avancer des approches de sécurité publique équilibrées et efficaces*, *La paix dans nos villes*, 27/10/2025, https://peaceinourcities.org/wp-content/uploads/2025/12/v7-en-Tackling-the-False-Dilemma-PiOC.pdf.

9 Peace in Our Cities, principes directeurs et actions inspirantes : opérationnaliser la résolution pour réduire la violence urbaine, Peace in Our Cities, octobre 2022, https://peaceinourcities.org/wp-content/uploads/2022/10/Guiding-Principles-and-Inspiring-Actions_Peace-In-Our-Cities.pdf.

10 Betancourt, *S'attaquer au faux dilemme*.

11 https://www.theguardian.com/us-news/2025/oct/09/trump-national-guard-troops-chicago-ruling.

12 https://conectas.org/en/noticias/the-supreme-federal-court-has-scheduled-a-hearing-to-discuss-the-large-scale-operation-that-left-more-than-120-people-dead-in-rio.

13 *Public Rights Project*, « Coalition de gouvernements locaux dépose un mémoire amicus curiae pour bloquer le déploiement illégal des forces de l'ordre fédérales au Minnesota », communiqué de presse, 22 janvier 2026, https://www.publicrightsproject.org/news-insights/press-releases/coalition-of-local-governments-files-amicus-brief-to-block-unlawful-federal-law-enforcement-deployment-in-minnesota/.

14 Public Rights Project, « La cour juge que l'administration Trump ne peut pas suspendre ou bloquer les financements fédéraux destinés aux villes et comtés qu'elle qualifie de "juridictions sanctuaires" », communiqué de presse, 22/08/2025, https://www.publicrightsproject.org/news-insights/press-releases/court-rules-trump-administration-cannot-withhold-or-freeze-federal-funding-to-cities-and-counties-it-labels-as-sanctuary-jurisdictions/.

15 Lauren Gambino, « Le juge bloque temporairement la tentative de Trump de déployer la Garde nationale à Chicago », *Guardian*, 9 octobre 2025, https://www.theguardian.com/us-news/2025/oct/09/trump-national-guard-troops-chicago-ruling ; Associated Press, « Le juge en Oregon a statué que les agents de l'ICE ne peuvent pas arrêter des personnes sans mandat », *Guardian*, 6 février 2026, https://www.theguardian.com/us-news/2026/feb/05/ice-immigration-raids-oregon.

16 https://peaceinourcities.org/.

17 https://efus.eu/who-we-are/.

18 https://globalinitiative.net/announcements/gi-toc-serves-as-the-technical-secretariat-of-newly-launched-latin-american-anti-organized-crime-initiative/.

19 https://www.oecd.org/en/topics/sub-issues/access-to-justice.html.

20 https://www.sdg16.plus/justice-action-coalition/.

21 https://www.c40.org/.

22 Tyler, *Justice procédurale*.

23 Voir le chapitre deux de ce recueil de Santiago Tobón, *La criminalité organisée comme gouvernance urbaine : comment les groupes criminels dirigent les villes et ce que les gouvernements locaux peuvent faire*.

24 Angelina S. Godoy, « Quand la 'justice' devient criminelle : les lynchages dans l'Amérique latine contemporaine », *Theory and Society*, vol. 33, 2004, pp. 621–651, https://doi.org/10.1023/B:RYSO.0000049192.62380.29.

25 OECD, Making Justice Systems More Effective and People Centred: Advancing a Responsive Rule of Law, OECD, 12 novembre 2025, https://doi.org/10.1787/e02fd90b-en.

26 Groupe de travail sur la justice, *Justice pour tous — Rapport final*, Centre pour la coopération internationale, 2019, https://cic.nyu.edu/wp-content/uploads/2023/02/english_task_force_report_27jun19-min_compressed.pdf.

27 OECD, *Rendre les systèmes de justice plus efficaces et centrés sur les personnes*, 51.

28 OECD, *Rendre les systèmes de justice plus efficaces et centrés sur les personnes*.

29 Hague Institute for Innovation of Law, L'affaire des maisons de justice : Centres de justice communautaires, HiiL, mars 2022, https://dashboard.hiil.org/wp-content/uploads/2022/11/HiiL-Case-study_Community-Justice-Services_Houses-of-Justice.pdf.

30 Universidad Nacional de Colombia, *Evaluación de impacto del programa nacional de casas de justicia : metodología para su realización y aplicación piloto en las casas de justicia de Chiquinquirá—Cartagena (Bolívar), Cuba—Pereira (Risaralda) y Chaparral (Tolima).—Informe Final*, Instituto de Estudios Urbanos, 2011, https://www.suin-juriscol.gov.co/biblioteca/DboRegistros/DetailsBasic/Evaluacion%20de%20impacto%20de%20casas%20de%20justicia.pdf.

31 Universidad Nacional de Colombia, *Evaluación de impacto del programa nacional de casas de justicia,* 89.

32 Carlos E. Pinzón-Florez, Marcela Díaz Rivadeneira, and Germán Escobar Morales, « Determinantes sociales, entorno urbano y políticas de seguridad: un análisis ecológico espacial y de series de tiempo en Santiago de Cali, Colombia, 2015–2024, » Rev Panam Salud Publica, 49:e131 (2025), https://iris.paho.org/items/211670bf-2721-4f2b-8460-f786d3104b24.

33 https://www.ontario.ca/page/justice-centres.

34 Gustavo Maurino, *Putting People at the Center: A Case Study on Access to Justice Centers in Argentina,* Center on International Cooperation, 2020, https://www.justice.sdg16.plus/.

35 https://www.citizensadvice.org.uk/about-us/information/what-we-do/.

36 Les centres de justice communautaires sont-ils intégrés dans le courant principal ? « Rendre l'impossible possible », *Contemporary Justice Review* 27, n° 1 (2024) : 40–53, https://doi.org/10.1080/10282580.2024.2344775.

37 OCDE, *Rendre les systèmes de justice plus efficaces et centrés sur les personnes,* 60.

38 République du Portugal, *Transformation numérique de la justice : deux ans du Plan de relance et de résilience*, République du Portugal, 2023, https://mais.justica.gov.pt/wp-content/uploads/2024/03/livro_prr-2024-03-22-EN-digital.pdf.

39 Dans certains pays, les méthodes de résolution communautaire des conflits sont considérées comme faisant partie du système judiciaire, même si elles ne font pas partie de l'appareil judiciaire de l'État.

40 Ibero American Alliance for Access to Justice, *Rapport sur l'accès à la justice en Ibero-Amérique*, Pathfinders, 2023, https://cic.nyu.edu/wp-content/uploads/2024/01/Report-on-Access-to-Justice-in-Ibero-America-2023-EN.pdf.

41 https://www.aboutrsi.org/special-topics/community-mediation-basics#:~:text=What%20Is%20Community%20Mediation%3F,confrontation%2C%20prolonged%20litigation%20or%20violence.

42 Boris Salaza et al., Evaluación del efecto del proyecto Abriendo Caminos—Justicia Inclusiva en la forma en que las comunidades tramitan los conflictos y su influencia en la confianza hacia los servicios de justicia local, Facultad de Ciencias Sociales y Económicas Centro de Investigación y Documentación Socioeconómica, Universidad del Valle, 2025, https://www.alvaralice.org/wp-content/uploads/2026/04/Evaluacion-Abriendo-Caminos-Justicia-Inclusiva.pdf.

43 Caroline Harmon-Darrow, « Interventions de résolution de conflits et prévention tertiaire de la violence chez les adultes urbains non intimes : une revue de la littérature », *Trauma, Violence et Abuse* 23, n° 1 (2022) : 3–19, https://www.jstor.org/stable/27124879.

44 Jennifer Shack et Donna Shestowskym, Résolution en ligne des litiges pour les affaires familiales post-jugement : un rapport à l'ami du tribunal du comté d'Ottawa, Michigan, Université de Californie, Davis, et Resolution Systems Institute, 2022, https://s3.amazonaws.com/aboutrsi/591e30fc6e181e166ffd2eb0/RSI-Evaluation-of-ODR-for-Post-Judgment-Family-Law-Cases---Michigan---FINAL.pdf.

45 Christie Thompson, « Envoyer des intervenants non armés à la place de la police : ce que nous avons appris », *The Marshall Project*, 25 juillet 2024, https://www.themarshallproject.org/2024/07/25/police-mental-health-alternative-911.

46 Laboratorio de Justicia y Política Criminal, *Systèmes de justice et crime organisé en Amérique latine : cinq domaines clés à améliorer*, Organized Against Crime, Document de politique 08, janvier 2026, https://www.organizedagainstcrime.org/es/_files/ugd/e04819_4597d55006dc443d83e7bf94cb019156.pdf.

47 Danielle Sered, *Until We Reckon: Violence, Mass Incarceration, and a Road to Repair* (New Press, 2024).

48 Anthony A. Braga, Brandon S. Turchan et David L. Weisburd, « La dissuasion ciblée peut réduire la criminalité : une revue systématique des essais contrôlés randomisés et des quasi-expériences », *Criminology & Public Policy*, 5 février 2026, 1–31, https://doi.org/10.1111/1745-9133.70012.

49 Les personnes et groupes faisant l'objet d'une dissuasion ciblée bénéficient également d'un soutien comprenant des services sociaux, une formation à l'emploi et d'autres interventions similaires.

50 Anthony A. Braga et Philip J. Cook, *Surveiller la violence armée : réformes stratégiques pour contrôler notre problème criminel le plus pressant* (Oxford University Press, 2023), 109.

51 Bergman,*El negocio del crimen*.

52 Bergman, *El negocio del crimen*, 259.

53 Sarah Brayne, *Prédire et surveiller : données, discrétion et l'avenir de la police* (Oxford University Press, 2020).

54 Thomas E. Christoff, Shelby Hickman, Zoë Thorkildsen, Monique Jenkins, Jennifer Lafferty, Melissa Gutierrez et Heleana Melendez, Guide de mise en œuvre technologique : lutter contre la criminalité par des technologies innovantes, Office of Community Oriented Policing Service, 2024, https://portal.cops.usdoj.gov/resourcecenter/content.ashx/cops-r1169-pub.pdf.

55 Braga and Cook, *Policing Gun Violence*, 124-125.

56 https://www.techandjustice.bsg.ox.ac.uk/ai-atlas.

57 Elsa Estevez, Pablo Fillottrani, and Sebastián Linares Lejarraga, PROMETEA: Transformando la administración de justicia con herramientas de inteligencia artificial, Banco Interamericano de Desarrollo, 2020, https://doi.org/10.18235/0002378.

58 Brayne, *Predict and Surveil*.

59 National Academies of Sciences, Engineering, and Medicine, Law Enforcement Use of Predictive Policing Approaches: Proceedings of a Workshop (National Academies Press, 2025), https://doi.org/10.17226/28036.

60 Daniel Mejía, « Prisión preventiva focalizada pour faire face à la récidive criminelle : une proposition de politique fondée sur des preuves pour la Colombie, » CEDE, Universidad de los Andes, 2026, https://repositorio.uniandes.edu.co/server/api/core/bitstreams/5ca7eab0-ef15-46be-876f-04fdd6667c89/content ; Oxford Institute of Technology and Justice, « Colombia, » University of Oxford, informations mises à jour en mars 2026, https://www.techandjustice.bsg.ox.ac.uk/research/colombia.

61 Voir, par exemple, le rapport final du US Department of Justice en réponse au décret exécutif 14110, « Développement et utilisation sûrs, sécurisés et fiables de l'intelligence artificielle » : Intelligence artificielle et justice pénale, US Department of Justice, 3 décembre 2024, https://www.justice.gov/olp/media/1381796/dl ; ainsi que l'UNESCO, Lignes directrices pour l'utilisation des systèmes d'IA dans les cours et tribunaux, 2025, https://doi.org/10.58338/LIEY8089.

62 Voir, par exemple, Mejía, « Prisión preventiva focalizada para enfrentar la reincidencia criminal ».

63 Bergman, *El negocio del crimen ;* Sered, *Until We Reckon**.

64 Sered, *Until We Reckon* Mark A. R. Kleiman, *When Brute Force Fails: How to Have Less Crime and Less Punishment* (Princeton, NJ: Princeton University Press, 2009).

65 Bergman, *El negocio del crimen.*

66 Sered, *Until We Reckon.*

67 Bureau des Nations Unies contre la drogue et le crime, *Manuel des principes fondamentaux et pratiques prometteuses sur les alternatives à l'emprisonnement*, Bureau des Nations Unies contre la drogue et la criminalité, 2007, https://www.unodc.org/pdf/criminal_justice/Handbook_of_Basic_Principles_and_Promising_Practices_on_Alternatives_to_Imprisonment.pdf.

68 Lenore Anderson, *In Their Names : L'histoire méconnue des droits des victimes, de l'incarcération de masse et de l'avenir de la sécurité publique* (New Press, 2022).

69 Julien Grenet, Hans Grönqvist et Susan Niknami, « Les effets de la surveillance électronique sur les délinquants et leurs familles », *Journal of Public Economics* 230 (2024), https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2023.105051. Jenny Williams et Donald Weatherburn, « La surveillance électronique peut-elle réduire la récidive ? », *Research Briefs in Economic Policy*, n° 265 (Cato Institute, 8 septembre 2021), https://www.cato.org/sites/cato.org/files/2021-09/research-brief-265.pdf.

70 Rebecca Tublitz, *Transformer les données locales en réformes significatives : le modèle Safety + Justice Challenge*, CUNY Institute for State and Local Governance, 2024, https://safetyandjusticechallenge.org/wp-content/uploads/2024/01/TurningLocalDataIntoMeaningfulReformsReportRevisedJan24.pdf.

# À propos de l'auteur

## Juan Camilo Cock Misas



Juan Camilo Cock Misas est anthropologue et géographe social, basé à Cali, en Colombie, avec une vaste expérience dans le développement communautaire et la prévention de la violence. De 2016 à 2019, il a contribué à développer et coordonner la stratégie « Territoires d'inclusion et d'opportunités » de la ville de Cali, visant à améliorer les conditions de subsistance dans les zones les plus violentes et précaires de la ville. Il a participé à la conception de la stratégie de prévention de la violence Pazos pour Palmira, qui a remporté le Prix de la Paix de CGLU pour cette ville en 2022. Au cours des six dernières années, il a été directeur de l'ONG locale Alvaralice, où il a piloté le développement et l'évolution d'Abriendo Caminos, une stratégie de prévention de la violence inspirée du modèle Cure Violence, qui s'est élargie à la justice inclusive et aux violences fondées sur le genre. Il a participé aux travaux avec Peace in Our Cities, le Resilience Fund de la Global Initiative on Transnational Organized Crime et divers autres réseaux.



« Plutôt que de supposer que la police de proximité génère intrinsèquement la confiance, elle examine les conditions dans lesquelles elle renforce sa légitimité et celles dans lesquelles elle pourrait plutôt servir de véhicule pour une surveillance accrue ou la consolidation du contrôle territorial. »

Photo : Adobe Stock

# CHAPITRE 6

# POLICE ET CONFIANCE COMMUNAUTAIRE DANS LES ESPACES URBAINS CONTESTÉS

## PIÈGES ET LEÇONS POLITIQUES

**Par Patrick Mutahi**

Les villes du monde entier connaissent des transformations politiques, sociales et sécuritaires profondes. Les centres urbains sont devenus des arènes de première ligne où les changements géopolitiques mondiaux — déclin des normes démocratiques, montée en puissance de la gouvernance autoritaire, rétrécissement de l'espace civique et expansion des pratiques d'ordre public sécurisé — se font le plus visiblement sentir. Au cours de la dernière décennie, les indices mondiaux de démocratie ont documenté une régression soutenue des libertés civiles, des droits politiques et de l'État de droit. Selon Freedom House, 2024 a marqué la dix-neuvième année consécutive de déclin démocratique mondial, tandis que le V-Dem Institute décrit ce moment comme faisant partie d'une « troisième vague d'autocratisation ».[1] Dans ces contextes, la police est devenue un acteur central dans la gestion des troubles sociaux, des migrations et de la contestation politique, transformant le quotidien du maintien de l'ordre, la sécurité publique dans les espaces urbains et les relations entre la police et les communautés. En conséquence, la relation entre la police et les communautés évolue et s'élargit en portée et en visibilité. Cela a créé des opportunités pour renforcer la sécurité publique, et dans des contextes où ce rôle élargi est exercé par des pratiques coercitives ou non responsables, il reste souvent contesté et fragile.

Bien que la police soit formellement mandatée pour assurer la sécurité et faire respecter la loi, son autorité est souvent perçue de manière inégale—protectrice dans certains quartiers, coercitive dans d'autres. Ces divergences ne sont pas accidentelles. Comme le note ce chapitre, ils sont ancrés dans des histoires de gouvernance coloniale, de contrôle racial, de surveillance politique et de régulation sociale qui continuent de façonner les pratiques policières contemporaines dans le Sud et le Nord global. Les interventions policières sévères au Kenya, au Mozambique, en Géorgie et en Tanzanie, par exemple, démontrent comment la gouvernance de la sécurité urbaine continue d'être structurée par une logique coercitive plutôt que participative.[2] Des dynamiques similaires ont émergé au Royaume-Uni, qui a élargi les pouvoirs policiers sur les manifestations, et aux États-Unis, où la police sécuritaire a touché de manière disproportionnée les communautés minoritaires.[3]

Ce chapitre situe également la police dans un terrain contesté. Dans la plupart des villes, comme Rio de Janeiro, Johannesburg, Nairobi et Butuan City aux Philippines, la police est en concurrence et collabore avec d'autres acteurs — notamment les autorités municipales, les acteurs communautaires, les prestataires de sécurité privée, et parfois des réseaux criminels ou de justiciers — pour l'exercice de l'autorité. La légitimité est donc contestée et fragmentée ; la confiance dans les institutions de l'État, en particulier la police, est conditionnelle et souvent façonnée par les expériences quotidiennes plutôt que par une confiance de longue date.

La police dans ces contextes peut osciller entre engagement et application, dialogue et intimidation. Les allégations de corruption, de force excessive ou d'application sélective peuvent coexister avec des structures participatives formelles telles que des forums communautaires ou des comités de quartier. En conséquence, les mécanismes officiels de collaboration ne se traduisent pas automatiquement par une confiance significative. Le déclin démocratique mondial, caractérisé par un espace civique réduit, des institutions de sécurité politisées et une expansion des pratiques coercitives d'ordre public, intensifie encore la fragilité des relations police-communauté dans ces milieux urbains.

En réponse à des relations tendues entre la police et les communautés, de nombreuses villes des États-Unis, du Royaume-Uni, d'Afrique et d'Amérique latine ont adopté une approche de police communautaire afin de passer de modèles réactifs et axés sur l'application de la loi à des partenariats, la résolution de problèmes et l'engagement local. La police de proximité cherche à intégrer la police dans les quartiers à travers des forums structurés, des stratégies de patrouille et des mécanismes de partage d'informations. Elle promet une plus grande visibilité policière, une identification partagée des priorités de sécurité et une confiance renforcée grâce à des interactions régulières avec les communautés.

Ce chapitre aborde la police de proximité dans le contexte plus large des relations entre la police et les communautés. Plutôt que de supposer que la police de proximité génère intrinsèquement la confiance, elle examine les conditions dans lesquelles elle renforce sa légitimité et celles dans lesquelles elle pourrait plutôt servir de véhicule pour une surveillance accrue ou la consolidation du contrôle territorial. Il aborde la police de proximité comme une voie pour lutter contre la méfiance entre la police et la communauté, mais ses résultats dépendent de la responsabilité, des garanties démocratiques et de meilleures pratiques policières quotidiennes. Ce faisant, l'analyse vise à clarifier les promesses et les limites de la police de proximité dans la gouvernance urbaine contemporaine.

L'approche de la police de proximité s'est diffusée de l'Angleterre (au début du XIXe siècle) vers les États-Unis dans les années 1970, puis dans d'autres pays.[4] Aux Philippines, la police de proximité est intégrée à la Police nationale philippine et est imposée par la loi de la République n° 6975.[5] En Afrique du Sud, le concept de police de proximité a été importé des pays occidentaux et introduit dans la loi sur le service de police sud-africain (SAPS Act) en 1995,[6] avec des principes fondamentaux incluant l'orientation vers le service, le partenariat, la résolution de problèmes, l'autonomisation et la responsabilité. Au Kenya, la police de proximité est formellement intégrée dans la loi sur le service national de police (2011), dans ses politiques et dans les directives opérationnelles.[7] Mutuma Ruteere et M. Pommerolle notent que la police de proximité a été introduite au Kenya en 1999 par le Vera Institute of Justice, qui a travaillé avec la Kenya Human Rights Commission et l'Association du quartier central des affaires de Nairobi sur deux projets.[8]

La diffusion mondiale des stratégies policières dans l'approche de la police de proximité a été présentée comme fournissant des « modèles prometteurs ou des politiques publiques réussies ». [9] Ce n'est ni purement imposé ni une innovation locale, mais un hybride des deux. Lorsque les autorités municipales ont le mandat de le faire, elles adoptent des approches politiques de police de proximité et les adaptent aux contextes locaux, aux dynamiques et aux nuances de l'insécurité. Il existe cependant divers débats concernant les initiatives de police communautaire visant à renforcer les relations, qui portent principalement sur l'idée même de communauté et sur l'absence de définition uniforme de ce concept.[10] Des chercheurs ont remis en question l'applicabilité des concepts issus des États-Unis et du Royaume-Uni aux contextes de l'Afrique du Sud et du Kenya, qui sont très différents.[11] Leurs conclusions remettent en question la tendance à ne pas intégrer les initiatives de police communautaire dans les conceptions et compréhensions locales. Cela s'explique par le fait que les pays ont des orientations politiques, des contextes historiques et des systèmes culturels et de production de connaissances locaux différents. Par exemple, Ruteere et Pommerolle discutent de la manière dont les initiatives de police communautaire au Kenya ont échoué principalement parce qu'elles « n'ont pas su traiter ou ont délibérément ignoré le contexte politique plus large...[e]t n'ont pas pleinement adopté la « signification de la démocratisation dans les questions policières. » »[12] Malgré cela, l'approche de la police communautaire a ensuite été adaptée et traduite par les acteurs politiques kényans.

La police communautaire n'est pas une intervention neutre ou uniforme. Comme le note le chapitre, dans certaines villes, comme Rio de Janeiro, des initiatives locales ont contribué à une meilleure communication, à une légère augmentation des rapports de criminalité ou à une réduction de certaines formes de violence. Dans d'autres pays, comme le Kenya, l'Afrique du Sud et les Philippines, entre autres, des structures de police communautaire ont coexisté avec des exécutions extrajudiciaires persistantes, des pratiques policières discriminatoires ou la politisation des institutions de sécurité. Dans des environnements hautement sécurisés comme Eastleigh au Kenya, Butuan et Johannesburg, les forums de police de proximité risquent de fonctionner moins comme des plateformes de coproduction de la sécurité que comme des infrastructures de contrôle territorial. En fin de compte, les mêmes mécanismes conçus pour renforcer la confiance — comités de quartier, visibilité des patrouilles, systèmes de signalement locaux — peuvent également étendre la surveillance étatique à la vie sociale quotidienne, en particulier dans les communautés marginalisées de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Cette tension montre que la police de proximité ne fonctionne pas sur un terrain institutionnel neutre. Son efficacité est médiée par les niveaux de confiance préexistants, la cohérence de l'équité procédurale, la présence ou l'absence de responsabilité, et le contexte politique plus large dans lequel l'autorité policière est exercée. Il ne faut pas sous-estimer les efforts visant à renforcer les relations entre la police et la communauté, ni les réduire à de simples réformes techniques. Ils sont engagés dans des luttes plus profondes sur la légitimité, la responsabilité et les limites du pouvoir de l'État.

S'appuyant sur des recherches empiriques issues de différentes villes, ce chapitre explore comment les pratiques de police de proximité sont façonnées, ce qui les sape, et quelles pratiques ont montré un potentiel pour reconstruire la confiance et améliorer les résultats en matière de sécurité. En analysant ces défis, le chapitre offre aux décideurs une

compréhension plus claire des raisons pour lesquelles les initiatives de police de proximité échouent souvent à atteindre les résultats attendus en matière d'amélioration des relations entre la police et la communauté, et comment elles peuvent, de façon involontaire, accentuer les inégalités mêmes qu'elles cherchent à corriger. Il conclut en identifiant des mesures pratiques, telles que le renforcement des mécanismes de responsabilisation, l'intégration de garanties démocratiques et l'amélioration des pratiques policières quotidiennes, afin d'accroître l'efficacité de la police de proximité.

## Relations police-communauté

Les relations communauté-police sont façonnées par les fondements historiques et politiques des institutions policières, qui, dans de nombreux contextes, ont vu le jour comme des mécanismes de gouvernance des populations et d'application de l'ordre social plutôt que d'assurer une sécurité publique équitable. Aux États-Unis, les institutions policières modernes ont en partie émergé des patrouilles d'esclaves et de systèmes conçus pour contrôler les populations noires réduites en esclavage puis affranchies.[13] Au Royaume-Uni, la police a été développée pour protéger la propriété, gérer les troubles urbains et faire respecter la domination coloniale.[14] En France, elle était étroitement liée à la surveillance politique et à la sécurité du régime, les premières institutions policières ayant pour mission non seulement de lutter contre la criminalité, mais aussi de surveiller la dissidence, de réguler la mobilité et de protéger l'autorité de l'État.[15] Ces origines continuent de façonner les modes de maintien de l'ordre et de la confiance publique, en particulier au sein des communautés racialisées et économiquement marginalisées aux États-Unis, au Royaume-Uni et en France.

Dans le Sud global, les pratiques policières sont façonnées par des héritages coloniaux. La police coloniale a été créée pour gouverner les populations, protéger l'autorité de l'État et gérer la dissidence, plutôt que pour fournir des services de sécurité publique responsables. Ces origines institutionnelles continuent d'influencer le comportement policier et la perception publique. Au Kenya et au Bangladesh, par exemple, les institutions policières restent largement associées à la coercition, à l'extraction et au contrôle politique, des perceptions enracinées dans les pratiques policières de l'ère coloniale.[16] Dans les quartiers informels de Kaptembwo et Karagita à Nakuru, au Kenya, la police continue d'être largement perçue non pas principalement comme des fournisseurs de protection, mais comme des acteurs exerçant une autorité discrétionnaire, souvent associée au harcèlement, à l'extorsion, au profilage des jeunes hommes et à l'application sélective de la loi. Ces pratiques compromettent la légitimité des institutions et découragent fortement les communautés de signaler les infractions ou de collaborer avec la police.[17] Par ailleurs, les services de police sud-africains sont mis en cause dans des scandales de corruption, accusés de négliger les affaires qui leur sont signalées et de recourir à des méthodes brutales contre les manifestants.[18] De tels agissements portent atteinte à la crédibilité de l'action policière et confortent l'image d'une police perçue comme une force de coercition plutôt que comme une institution chargée d'assurer la protection de la population.

L'expérience de Rio de Janeiro lors du programme de « pacification » mis en œuvre de 2008 à 2015 démontre que les efforts visant à améliorer les relations entre la police et les communautés peuvent être mis à mal lorsque les pratiques coercitives persistent. Les Unités de Police Pacifiante (UPP) ont été introduites dans le but déclaré de reconstruire la légitimité policière et d'améliorer les relations avec les communautés de favelas.[19] Leurs interventions visaient à reprendre le territoire aux gangs criminels dans plus de 160 favelas.[20] Bien que le programme ait permis d'obtenir des gains notables à court terme, notamment une réduction de plus de 40 % des fusillades mortelles par la police et des baisses significatives de la criminalité commune dans de nombreux quartiers pendant la période de mise en œuvre de 2008 à 2015, ces succès ont été inégaux. Dans environ 40 % des territoires ciblés, le caractère militarisé de la « pacification » a engendré des effets négatifs, érodant la confiance et la légitimité et, dans certains cas, réduisant la sécurité publique.[21] Au départ, le programme a conduit à une augmentation de la perception de la sécurité et de la confiance envers les forces de l'ordre, incluant une réaction globalement positive de la majorité des habitants, une perception positive des favelas et une augmentation des signalements de crimes dans les territoires. Cependant, les anciennes pratiques policières ont prévalu avec l'expansion des UPP dans de nouveaux territoires. Des cas de brutalité policière des UPP ont été enregistrés, et il y avait un décalage entre la police et la composante sociale ou communautaire du programme.[22] De plus, il n'existait pas de mécanismes forts de responsabilité policière face à la violence policière.

Des recherches menées à Sargodha City, au Pakistan, présentent un schéma similaire. Dans certaines zones locales, les efforts d'engagement policier ont contribué à des améliorations modestes de la confiance et de la réactivité. Pourtant, ces gains localisés coexistent avec des schémas nationaux persistants de meurtres arbitraires, de disparitions forcées et de la poursuite des pratiques de « tuer et jeter » par des agents de l'État.[23] Human Rights Watch a documenté le ciblage disproportionné des communautés ethniques marginalisées dans la province du Baloutchistan, tandis que le Bureau

du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a mis en lumière des lacunes systémiques dans les enquêtes et le procès équitable.[24] Dans de tels contextes, la police risque d'être instrumentalisée comme une extension du contrôle étatique plutôt que comme des plateformes de collaboration fondée sur les droits.

L'expérience du Nigeria avec la Special Anti-Robbery Squad (SARS) renforce cette dynamique. Entre 2017 et 2020, les unités du SARS ont été impliquées dans la torture, les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées, des abus qui ont déclenché des manifestations #EndSARS à l'échelle nationale.[25] La tentative ultérieure de reconstruire la confiance communautaire illustre à quel point la réforme devient difficile une fois que les institutions policières sont associées à la violence systémique. Même lorsque des réformes communautaires sont introduites après une crise, une légitimité profondément endommagée en limite l'efficacité.

Les relations entre la communauté et la police sont fondamentalement façonnées par la légitimité, qui émerge par un comportement institutionnel cohérent au fil du temps. L'équité procédurale, la retenue dans l'usage de la force, la réactivité aux préoccupations de la communauté et la responsabilité en cas de faute influent toutes sur la manière dont les communautés perçoivent la légitimité de l'autorité policière. À Nakuru, la confiance dans les relations policier-communauté est souvent incrémentale, conditionnelle et réversible, façonnée par les expériences récentes et le comportement des agents individuels plutôt que par une confiance institutionnelle stable.[26] Ces dynamiques soulignent que les relations policier-communauté sont fondamentalement relationnelles et contingentes, reflétant des questions plus larges de légitimité, de responsabilité et de l'exercice quotidien de l'autorité de l'État. Lorsque ces conditions sont absentes, les efforts d'engagement risquent d'être perçus comme symboliques plutôt que substantiels. Des réunions publiques, des comités de liaison ou des activités de sensibilisation peuvent avoir lieu, mais ils ne modifient pas nécessairement la manière dont les communautés vivent la police en pratique. Cela crée une situation où l'engagement formel coexiste avec une méfiance persistante.

La police de proximité est une approche institutionnelle visant à reconfigurer les relations police-communauté, centrée sur une interaction structurée, l'échange d'informations et la réactivité aux préoccupations de sécurité définies localement. Allant au-delà de l'application réactive, elle cherche à intégrer la police dans les contextes communautaires et à permettre une plus grande influence de la communauté sur les pratiques policières. Comment ces pratiques sont-elles reflétées dans différentes villes ? Nous allons maintenant aborder cette question.

## Prisme de gouvernance urbaine — Que fait la police de proximité dans la ville ?

La police de proximité établit des voies de gouvernance et des structures participatives en matière de sécurité, renforçant la visibilité policière et facilitant le contact avec les membres de la communauté. La mise en œuvre, cependant, est déterminée par le niveau auquel l'autorité policière est exercée (municipal, étatique ou national), ce qui détermine dans quelle mesure les communautés peuvent réellement exercer une influence sur les décisions policières. À Butuan City, la mise en œuvre de la police de proximité s'exprime principalement par des activités de patrouille, un travail organisationnel et des interactions communautaires, augmentant ainsi la visibilité et la collaboration policière.[27]

À Johannesburg, la police de proximité fonctionne par plusieurs canaux. Celles-ci comprennent des voies de partenariat communautaire et des sous-forums dédiés aux entreprises, à la sécurité privée, à la jeunesse, aux taxis et aux vendeurs ambulants, ainsi qu'aux patrouilles de rue. Ils recourent aux réseaux sociaux et à des outils de communication comme WhatsApp, l'application Zello, des émissions radio et des documents imprimés.[28]

À Lamu et Nakuru, au Kenya, la gouvernance de la police communautaire revient au comité de police communautaire.[29] Dans l'État de Kogi, au Nigeria, la police communautaire s'est concrétisée par des groupes de sécurité de quartier et des plateformes de dialogue multipartite.[30] Parallèlement, des patrouilles régulières, des réunions publiques, des pratiques de police communautaire axées sur la résolution de problèmes, des rondes (à pied et de nuit), des visites porte-à-porte et des dispositifs de plainte et de signalement ont été instaurés à Munyega, en Ouganda ; dans la province de Sorsogon, aux Philippines ; dans les districts de Sheikhupura et Nankana Sahib, province du Pendjab, au Pakistan ; à Monrovia, au Libéria ; et dans l'État de Santa Catarina, au Brésil.[31]

En Angleterre et au Pays de Galles, le programme Neighbourhood Policing Guarantee, adopté dans le cadre de la Safer Street Mission, présente les équipes de police de quartier comme les unités de base de la sécurité locale dans chaque zone, chacune disposant d'agents contactables connus et nommés, de responsables de comportements antisociaux dédiés, d'agents de soutien communautaire policier, de policiers spéciaux, de résidents et d'entreprises dont la voix

influencera les priorités de leur police locale.[32] Ces éléments visent à accroître la visibilité, la familiarité et l'accessibilité policières, et à faire passer la police d'une application réactive vers une résolution préventive et informée localement des problèmes.

## Défis et contraintes des programmes de police de proximité

**Résultats versus impact :** La manière dont les programmes de police de proximité sont surveillés et évalués révèle souvent une logique administrative plus étroite. En pratique, de nombreuses initiatives de police communautaire sont évaluées à l'aide d'indicateurs de performance basés sur les résultats, tels que le nombre de patrouilles effectuées, de réunions convoquées, de comités formés ou de formations dispensées.[33] La littérature de recherche recommande de plus en plus d'évaluer la police de proximité à l'aide de métriques centrées sur la légitimité et sensibles à la responsabilité. Celles-ci incluent des enquêtes indépendantes sur la confiance et la justice procédurale.[34]

**Territorialisation, exclusion et surveillance :** La police de proximité peut faciliter la surveillance locale des résidents non locaux et créer des divisions au sein des quartiers, risquant ainsi un traitement injuste et une discrimination identitaire. Au Kenya, la surveillance institutionnalisée et légalisée au niveau des quartiers oblige les résidents à surveiller et à rendre compte à la police, aux anciens locaux, au chef local et aux acteurs de la police communautaire sur les personnes vivant autour d'eux, intégrant ainsi les fonctions de renseignement dans les structures sociales locales. Dans des zones telles qu'Eastleigh, des opérations de sécurité et des systèmes de signalement communautaires ont été utilisés pour identifier et contrôler les résidents non locaux, en particulier les migrants et réfugiés somaliens, renforçant la territorialisation de la sécurité et la surveillance des personnes perçues comme étrangères.[35] Cela a brouillé la frontière entre sécurité communautaire et surveillance sociale, l'appartenance locale devenant un critère informel pour déterminer la légitimité de la présence.

En Afrique du Sud, la police communautaire et les structures de sécurité de quartier ont été associées à l'exclusion et à la discrimination spatiales, renforçant les frontières entre les initiés et les étrangers.[36] Les migrants et ressortissants étrangers sont fréquemment traités comme des menaces à la sécurité et exclus des processus de gouvernance locale et de prise de décision en matière de sécurité, illustrant comment les structures policières territorialisées peuvent reproduire des dynamiques d'exclusion et de discrimination. Des dynamiques similaires ont été observées à Butuan, aux Philippines, où la police a adopté des mesures de surveillance et de contrôle renforcées, comprenant des inspections physiques, des contrôles d'identité, des opérations de terrain coordonnées et des contrôles aux points de passage, visant particulièrement les personnes déplacées à l'intérieur du pays.[37] Bien que ces mesures aient été justifiées comme nécessaires à la sécurité, ces pratiques plus coercitives illustrent la manière dont la police de proximité s'inscrit dans des institutions policières plus larges, dont les stratégies et priorités peuvent différer. Les mesures justifiées comme nécessaires pour la sécurité, lorsqu'elles sont appliquées de manière disproportionnée aux populations vulnérables, peuvent intensifier les tensions communautaires et éroder la confiance du public, démontrant ainsi comment des pratiques policières qui privilégient la surveillance et le confinement peuvent saper les bases relationnelles nécessaires à la confiance et à la coopération.

**Limites à une collecte efficace de renseignements :** Dans les villes, la police de proximité peut servir de chaîne d'information et de système de connaissances, essentiel pour collecter des informations locales sur l'insécurité et les transformer en connaissances et renseignements exploitables. Les enjeux de sécurité cartographiés dans les quartiers, les perceptions des membres de la communauté, les zones à risque, les réseaux communautaires et le renseignement informel sont utilisés pour alimenter et faciliter les systèmes d'alerte précoce et soutenir la prévention proactive de la criminalité ainsi que la résolution de problèmes. Par exemple, il a été constaté que les femmes au Bangladesh étaient des informatrices plus efficaces que les hommes, apportant des éclairages précieux sur divers crimes et risques liés à l'extrémisme violent et à la radicalisation menant au terrorisme. Cependant, les femmes ont été ignorées, exclues et sous-représentées dans les postes de leadership communautaire.[38] Cette exclusion a été attribuée aux systèmes patriarcaux enracinés, aux barrières culturelles, au fait que le Bangladesh est une nation majoritairement musulmane, à un manque d'autonomisation économique, à une connaissance limitée des forums de police communautaire parmi les femmes de la communauté, et à une faible motivation de leadership pour le bénévolat.

À Lamu, au Kenya, il existe toujours une méfiance entre les policiers et les membres de la communauté, ce qui conduit à une réduction des signalements de crimes et du partage d'informations avec la police, par crainte de représailles et de revictimisation. Des membres de la communauté et des comités de police communautaire ont accusé des policiers de

divulguer des informations qui leur étaient confiées pour le renseignement policier. De plus, comme au Bangladesh, des facteurs socioculturels ont été cités comme obstacles à la déclaration de la criminalité. Lamu compte une communauté musulmane soudée dont les normes socioculturelles leur interdisent de signaler des incidents à la police, car ils croient en l'efficacité des mécanismes traditionnels de résolution des différends.

**Déficits de ressources :** À Johannesburg, des difficultés ont été relevées concernant les initiatives de police de proximité, mais elles variaient selon les quartiers. La patrouille de rue était difficile dans les quartiers informels dépourvus de routes ou d'éclairage public adéquats, et où les habitations étaient construites très près les unes des autres. Les contraintes liées à l'insuffisance des ressources, notamment des effectifs et des véhicules de police, ont également été soulignées.[39] Par ailleurs, une étude consacrée à plusieurs pays du Sud, à savoir le Brésil, la Colombie, le Libéria, le Pakistan, les Philippines et l'Ouganda, a révélé que les pratiques de police de proximité y étaient déployées de manière inégale et partielle. De plus, il a été constaté qu'il y avait un manque d'adhésion soutenue de la part des dirigeants policiers, une rotation fréquente des responsables et des agents, et un manque de ressources pour mettre en œuvre de manière durable les stratégies de police de proximité.[40]

**Contraintes opérationnelles :** À Rio de Janeiro, la survie du programme UPP a été mise à l'épreuve par des difficultés de coordination entre les autorités étatiques concernées, les membres de la communauté et d'autres partenaires ; un manque de partenariats permanents ; et des menaces constantes de discontinuité. Comme le notent Ribeiro et Vilarouca, le programme UPP n'a pas modifié les problèmes qu'il était censé traiter, car la police n'a pas réussi à améliorer les relations entre la police et la communauté. Les cas de brutalité policière excessive et d'abus envers de jeunes citoyens noirs et pardos (métissés/multiethniques) ont continué, et l'équité procédurale n'a pas été respectée, car des cas de pratique policière hors des critères attendus ont été notés.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, la police communautaire a été associée à une réduction des homicides à Belo Horizonte, au Brésil, ainsi qu'à des succès dans certaines villes colombiennes dans les interventions de non-agression et de désarmement. Cependant, des obstacles tels que la violence culturelle et la désorganisation sociale, qui entraînent des taux de criminalité élevés, ont été identifiés comme contribuant à l'échec des initiatives de police communautaire dans la région.[41]

**Absence de neutralité :** Les cadres de police communautaire peuvent reproduire des inégalités existantes dans la légitimité policière. Par exemple, à New York, une étude de RAND portant sur l'impact du cadre de police de quartier du département de police a révélé que les répondants vivant dans des zones à faible violence rapportaient des attitudes plus positives envers la police dans leur quartier que ceux vivant dans des zones à forte violence. L'étude a révélé que dans les quartiers à taux élevés de crimes violents, la plupart des résidents ont rapporté que les policiers ne traitaient pas les problèmes concernant les habitants de leur quartier, qu'ils ne pensaient pas qu'on pouvait faire confiance à la police, et qu'ils estimaient que la police laissait les biais raciaux influencer leurs réponses.42 Ces cas soulèvent une préoccupation politique plus large : lorsque la police est déjà perçue comme juste et efficace, l'engagement relationnel peut renforcer la confiance. Cependant, lorsque la police est perçue comme coercitive ou discriminatoire, ce même cadre peut avoir un impact limité à moins d'être accompagné de changements substantiels dans les pratiques d'application.

À l'instar des quartiers à forte violence de New York, les structures d'engagement communautaire à Nakuru, au Kenya, fonctionnent dans des environnements où la présence policière est souvent associée à l'application et au contrôle plutôt qu'à la protection. Dans de telles conditions, les cadres de la police de proximité ne peuvent à eux seuls transformer les relations entre la police et la communauté, à moins qu'ils ne soient accompagnés de changements crédibles dans le comportement policier, la responsabilité et la réactivité. Cela renforce le point plus large que la police de proximité ne fonctionne pas sur un terrain institutionnel neutre ; ses effets sont médiés par des niveaux de confiance préexistants, des schémas de conduite policière et les conditions structurelles qui façonnent la manière dont l'autorité policière est perçue.

Pris ensemble, ces cas révèlent un schéma plus large : lorsque les pratiques policières coercitives, l'impunité et la répression politique persistent, les efforts pour améliorer les relations policier-communauté peuvent être instrumentalisés de manière à étendre la surveillance et le contrôle plutôt que de bâtir la confiance. Les mécanismes d'engagement présentés comme participatifs ou basés sur le partenariat peuvent fonctionner moins comme des espaces de dialogue authentique et de coproduction de la sécurité, et davantage comme des canaux par lesquels l'autorité de l'État est normalisée et la dissidence est surveillée. Dans de tels contextes, les initiatives visant à renforcer les relations policier-communauté risquent de devenir des gestes symboliques qui légitiment une gouvernance sécuritaire plutôt que de la transformer. Cela souligne que parfois, la qualité et les résultats des relations policier-communauté peuvent reproduire plutôt que résoudre les causes sous-jacentes de la méfiance.

## Recommandations et conclusion

Les cas comparatifs de ce chapitre provenant du Brésil, du Kenya, du Nigeria, du Pakistan, d'Afrique du Sud, des Philippines et des États-Unis montrent que les relations policier-communauté restent fragiles, conditionnelles et façonnées par les expériences quotidiennes de la police. Les initiatives de police de proximité peuvent faciliter la communication, améliorer les flux d'information et produire des améliorations locales en matière de sécurité et de coopération. Cependant, elles peuvent aussi être sapées par des pratiques coercitives, une faible responsabilité et une instrumentalisation politique de la police. Dans certains cas, les structures de police communautaire territorialisées étendent la visibilité de l'État dans les communautés et facilitent la surveillance et le contrôle social, en particulier des populations racialisées, migrantes ou économiquement marginalisées. Le résultat est un fossé croissant entre la promesse de la police de proximité comme vecteur de création de confiance et son utilisation pratique comme mécanisme de surveillance et de contrôle. Le défi central pour les décideurs urbains n'est donc pas simplement d'étendre les programmes de police de proximité, mais de protéger leur intégrité démocratique dans des contextes de plus en plus autoritaires.

À travers les diverses expériences urbaines examinées dans ce chapitre, de Nairobi à Johannesburg en passant par Rio de Janeiro, plusieurs principes communs émergent que les villes devraient prendre en compte dans l'élaboration, la planification et la mise en œuvre des approches de police de proximité afin de renforcer les relations entre la police et la communauté.

**La responsabilité doit être considérée comme le fondement de la police de proximité :** aucun engagement communautaire ne saurait compenser des pratiques policières abusives ou dépourvues de responsabilité. Les villes qui ont tenté de promouvoir la police de proximité tout en ignorant les inconduites policières ont constamment vu la confiance s'éroder. Le cas de Johannesburg illustre clairement cette situation : malgré la présence de forums de police de proximité et de dispositifs structurés de participation citoyenne, les accusations récurrentes de corruption et les interventions disproportionnées du Service de police sud-africain ont érodé la confiance de la population envers ces instances. De même, à Nairobi et dans d'autres villes kényanes, le cadre de la police communautaire coexiste avec des exécutions extrajudiciaires documentées et des disparitions forcées. Dans de tels contextes, les réunions communautaires et les comités de quartier risquent de devenir des exercices symboliques plutôt que de véritables partenariats. Les gens attendent une protection sans danger, une équité sans discrimination, et des conséquences lorsque la police abuse de son autorité. Sans ces éléments, la police de proximité ne peut pas fonctionner de manière crédible.

**Une police de proximité efficace exige une véritable appropriation et autonomie de la part de la communauté :** la participation ne peut être significative si elle est étroitement contrôlée par les institutions policières. Les UPP de Rio de Janeiro offrent une leçon de mise en garde : bien qu'elles aient été présentées comme des initiatives communautaires, les habitants les ont souvent perçues comme des projets militarisés de contrôle territorial. À l'inverse, des expériences plus fructueuses, telles que les forums de sécurité de quartier à Belo Horizonte et Porto Alegre, au Brésil, et à Monrovia, au Liberia, ont permis aux communautés de définir leurs priorités, de piloter des initiatives locales et d'exiger des comptes de la police. Les villes désireuses de revitaliser la police de proximité devraient donc fournir une reconnaissance juridique et une protection aux forums de sécurité communautaire, décentraliser la prise de décision et veiller à ce que les réunions et les structures échappent à la domination des élites politiques locales.

**Les villes doivent adopter une gouvernance des informations transparente et éthique :** les objectifs de la police communautaire, tels que la résolution de problèmes, l'alerte précoce et la prévention de la criminalité, reposent sur le partage volontaire d'informations entre les habitants et la police. Dans de nombreux contextes, cependant, les canaux de communication sont minés par la méfiance, la peur de représailles et des hiérarchies sociales enracinées. Cela entraîne un partage ou une retenue sélective des informations, limitant la capacité de la police à répondre efficacement aux préoccupations locales de sécurité. La confiance précède souvent la circulation de l'information, plutôt que d'en découler. Les autorités urbaines devraient donc définir des règles claires et transparentes encadrant la collecte, le stockage et l'utilisation des informations fournies par la communauté. Les forums communautaires ne doivent pas être détournés en plateformes clandestines de collecte de renseignements. Des protections solides pour les lanceurs d'alerte et les informateurs sont essentielles, de même que des sanctions pour les agents qui compromettent la confidentialité. La gouvernance éthique de l'information n'est pas seulement une garantie technique, elle constitue une condition préalable à la coopération volontaire dans des environnements où la méfiance est historiquement fondée.

**Les villes doivent investir dans la police relationnelle plutôt que de simplement créer de nouvelles structures :** de nombreux gouvernements se sont concentrés sur la création de comités, de lignes d'écoute et de canaux de reporting sans s'attaquer aux relations quotidiennes qui rendent ces mécanismes pertinents. La confiance ne naît pas du nombre de réunions organisées, mais d'interactions quotidiennes régulières, justes et respectueuses. Les réformes pratiques devraient donc privilégier la continuité des agents de quartier, la formation à la médiation et à la résolution de conflits, ainsi que des indicateurs de performance qui valorisent le renforcement de la confiance plutôt que les arrestations.

**La police de proximité doit être comprise comme faisant partie d'un système de gouvernance urbaine plus large :** la sécurité en ville est autant façonnée par l'éclairage, le logement, les transports, l'emploi des jeunes et les services sociaux que par les patrouilles de police. Les exemples de villes telles que Butuan aux Philippines et Sargodha au Pakistan montrent que la police de proximité donne de meilleurs résultats lorsqu'elle est intégrée à des programmes sociaux et à des démarches de résolution de problèmes impliquant plusieurs agences. Les urbanistes, les services sociaux, les écoles et les agences de santé doivent donc être considérés comme des partenaires de la sécurité communautaire plutôt que comme des acteurs périphériques.

**Les approches doivent être adaptées aux réalités des quartiers informels et marginalisés :** de nombreux modèles de police communautaire importés du Nord global supposent des rues ordonnées, un éclairage fiable et des adresses stables—des conditions qui n'existent pas dans une grande partie de Johannesburg, Nairobi, Lagos et des villes similaires. Des dispositifs de sécurité plus flexibles, dirigés par la communauté, qui fonctionnent avec les structures locales existantes—tels que les conseils des anciens, les groupes de femmes et les réseaux de jeunes—sont probablement plus efficaces que les modèles standardisés.

**Les villes doivent veiller à ce que la police de proximité soit véritablement inclusive et protège les groupes vulnérables :** Les femmes, les jeunes, les migrants ainsi que les minorités raciales et ethniques sont souvent les plus touchés à la fois par la criminalité et les abus policiers. Pourtant, ils sont souvent sous-représentés dans les forums de sécurité. Comme le montre ce chapitre, les barrières culturelles et de genre peuvent limiter la participation des femmes. Les autorités urbaines devraient concevoir des mécanismes de participation qui amplifient délibérément les voix marginalisées et créent des voies de signalement sûres pour les victimes de fautes policières.

**Les villes doivent repenser leur manière de mesurer le succès :** trop de programmes de police de proximité sont évalués en comptant le nombre de réunions, de patrouilles ou de comités créés. Ces indicateurs renseignent très peu sur le sentiment de sécurité des habitants ou sur la mesure dans laquelle ils estiment être traités avec davantage de respect. Une évaluation efficace devrait se concentrer sur les résultats plutôt que sur les indicateurs de production, notamment sur le fait que les résidents se sentent plus en sécurité, qu'ils font confiance à la police et s'engagent avec elle, et que les priorités de la communauté se reflètent dans les pratiques policières. En adoptant des cadres d'évaluation qui capturent les dimensions relationnelles et participatives, les villes peuvent mieux comprendre ce qui fonctionne, adapter les programmes aux contextes locaux et s'assurer que la police de proximité tient sa promesse de bâtir à la fois la sécurité et la confiance.

Pris ensemble, ces principes mènent à une conclusion claire. La police de proximité ne peut fonctionner que lorsque certaines conditions minimales sont remplies : respect des droits humains, protection de l'espace civique, surveillance indépendante et véritable autonomie communautaire. Lorsque ces fondations sont absentes, comme on le voit dans plusieurs villes étudiées, l'expansion de la police de proximité pourrait légitimer involontairement une gouvernance coercitive plutôt que de la contester.

La leçon pour les décideurs est que la sécurité urbaine dans la décennie à venir sera façonnée par le choix des villes de gouverner par la confiance ou par la peur. Les recommandations énoncées ci-dessus offrent des voies pratiques pour garantir que la police de proximité reste du côté de la confiance.

## Notes de fin

1 Freedom House. La liberté dans le monde 2025 : la lutte difficile pour protéger les droits. Freedom House, 2025. https://freedomhouse.org/sites/default/files/2025-03/FITW_World2025digitalN.pdf.

2 Mwai, Peter et Richard Irvine-Brown. « Comment la police tanzanienne a écrasé les manifestations électorales par la force létale », 17 novembre 2025. https://www.bbc.com/news/articles/c3vn4rlqd52o.

3 Campaign Zero. Cartographie des violences policières : 2024 a été l'année la plus meurtrière en matière de violences policières. Rapport de fin d'année Campaign Zero, 2025. https://campaignzero.org/research/mapping-police-violence-2024-was-the-deadliest-year-for-police-violence/.

4 Oliver, W. M. « La troisième génération de police communautaire : passer par l'innovation, la diffusion et l'institutionnalisation. » *Police Quarterly* 3, no 4 (2000) : 367–388.

5 Republic ACT No. 6975 – An Act Establishing the Philippines National Police under a Reorganized Department of the Interior and Local Government, and for other Purposes, Supreme Court E-Library, https://elibrary.judiciary.gov.ph/thebookshelf/showdocs/2/21922.

6 South African Police Service Act, 1995, https://www.gov.za/sites/default/files/gcis_document/201409/act68of1995.pdf.

7 National Police Service Act - Kenya Law, 2011, https://new.kenyalaw.org/akn/ke/act/2011/11a/eng@2023-09-15.

8 Ruteere, Mutuma, et Marie-Emmanuelle Pommerolle. « Démocratiser la sécurité ou décentraliser la répression ? » « Les ambiguïtés de la police communautaire au Kenya. » *African Affairs* 102, no. 409 (2003) : 587–604. https://gsdrc.org/document-library/democratizing-security-or-decentralizing-repression-the-ambiguities-of-community-policing-in-kenya/.

9 Dias Felix, Annabelle, et Tina Hilgers. « Théorie et pratique de la police orientée vers la communauté : diffusion des politiques mondiales ou appropriation locale ? » *Policing and Society* 5 (juin 2020) : 1–9. https://doi.org/10.1080/10439463.2020.1776280.

10 Brogden, Michael et Preeti Nijhar. *Police de proximité. Modèles et approches nationaux et internationaux*. Willan Publishing, 2005 ; Steinberg, J., *La prévention du crime à l'étranger : transfert de politiques et maintien de l'ordre dans l'Afrique du Sud post-apartheid*. *Theoretical Criminology* 15, n° 4 (2011) : 349-364.

11 Brogden, Michael. « Commentaire : Police communautaire : une panacée de l'Ouest ». African Affairs, vol. 103, n° 413 (octobre 2004) : 635-649.

12 Ruteere et Pommerole, *« Démocratiser la sécurité »*, 602-603.

13 Den Heyer, Garth. Compte rendu de The End of Policing, d'A. Vitale. Dans *Policing : A Journal of Policy and Practice* 14, n° 2 (2020) : 561–62. https://doi.org/10.1093/police/pay019.

14 Anderson, David et David Killingray, éditeurs. **Contrôler l'Empire : gouvernement, autorité et contrôle, 1830–1940.** Manchester University Press, 1991.

15 Fassin, Didier. *Faire respecter l'ordre : une ethnographie de la police urbaine*. Polity Press, 2013.

16 Mwanza, Martin Mwaka. « Barriers to Effective Community Policing: A Case Study of Kizingitini in Lamu County, Kenya. » African Quarterly Social Science Review (Kenya) 2, n°. 4 (2025): 442–54. https://www.researchgate.net/publication/397607027_Barriers_to_effective_community_policing_A_case_study_of_Kizingitini_in_Lamu_County_Kenya.; Arefin, Md Nazmul, and Khandaker Farzana Rahman. « La police de proximité dans la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation menant au terrorisme au Bangladesh. » *Policing: A Journal of Policy and Practice* 20 (janvier 2026) : paaf070. https://doi.org/10.1093/police/paaf070.

17 Mutahi, Patrick, Kristine Höglund et Emma Elfversson. « Police et confiance citoyenne au Kenya : comment la police de proximité façonne le renforcement de la confiance locale et la collaboration. » *African Affairs*, 123, n° 492 (2024) : 303–28. https://doi.org/10.1093/afraf/adae018.

18 Mangai, Mary S., Tyanai Masiya et Galaletsang Masemola. « Engager les communautés en tant que partenaires : stratégies policières à Johannesburg. » *Safer Communities* 23, no. 1 (2024) : 86–102. https://doi.org/10.1108/SC-04-2023-0012.

19 Magaloni, Beatriz, Edgar Franco-Vivanco et Vanessa Melo. « Tuer dans les bidonvilles : ordre social, gouvernance criminelle et violence policière à Rio de Janeiro. » American Political Science Review 114, no. 2 (2020) : 552–72. https://doi.org/10.1017/S0003055419000856.

20 Ribeiro, Ludmila et Márcio Grijó Vilarouca, « 'Ruim Com Ela, Pior Sem Ela': O Desejo de Continuidade Das UPPs Para Além das Olimpíadas. » Revista de Administração Pública 52, n° 6 (2018) : 1155–78, https://doi.org/10.1590/0034-761220170288.

21 Ribeiro et Vilarouca, « Ruim com ela, pior sem ela. »

22 Carbonari, Flavia, A. Wilman et R. Sérgio de Lima. « Apprendre de l'Amérique latine : tendances politiques de déclin de la criminalité dans 10 villes de la région. » Document de contexte. *Rapport mondial 2017 sur l'élimination de la violence envers les enfants*. Comprendre la violence envers les enfants, 2017.

23 Safdar, Sana, Abdul Aziz, Malik Kaleem Ullah, et Aiman Nawaz. « Assessing the Effectiveness of Community Policing in Enhancing Public Trust and Safety: A Case Study of Sargodha Region. » Journal of Social Sciences Research & Policy (Pakistan) 3, no. 4 (2025): 622–26. https://jssrp.org.pk/index.php/jssrp/article/view/237.

24 Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Allégation générale 131e session (18-27 septembre 2023) Pakistan. Allégation générale. 2023. https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/disappearances/allegations/Pakistan-WGEID-131-GA.pdf.

25 Amnesty International. « Nigeria : Il est temps de mettre fin à l'impunité : torture et autres violations des droits de l'homme par la Special Anti-Robbery Squad (SARS). » Amnesty International, 26 juin 2020. https://www.amnesty.org/en/documents/afr44/9505/2020/en/.

26 Mutahi et al., *Maintien de l'ordre et confiance citoyenne*.

27 Alonzo, Gian Venci Tamayo. « Évaluation de la mise en œuvre de la police communautaire dans le Barangay Ong-Yiu, Butuan City, Philippines. » *Pantao (International Journal of the Humanities and Social Sciences)* (Philippines) 4, no. 4 (2025) : 14. https://www.researchgate.net/publication/398856990_Assessing_the_implementation_of_Police_Community-Oriented_Policing_in_Barangay_Ong-Yiu_Butuan_City_Philippines.

28 Dlamini, Siyanda. « Évaluation des forums de police communautaire (CPF) en Afrique du Sud : le rôle de la surveillance civile comme outil crucial. » *Cogent Social Sciences* 11, no. 1 (2025) : 13. https://doi.org/10.1080/23311886.2025.2505126.

29 Mutahi et al., « Policing and Citizen Trust »; Mwanza, « Barriers to Effective Community Policing. »

30 Miller, Dantawaye Gajere. Stratégies de police de proximité pour promouvoir le développement et la stabilité dans l'État de Kogi. *African Journal of Stability and Development* 17, no. 2 (2025) : 814–28. https://doi.org/10.53982/ajsd.2025.1702.01-j.

31 Blair, Graeme, Jeremy M. Weinstein, Fotini Christia, Eric Arias, Emile Badran, Robert A. Blair, Ali Cheema, et al. « La police de proximité renforce-t-elle la confiance dans la police et réduit-elle la criminalité ? » *Science* 374, no. 6571 (2021). https://doi.org/10.1126/science.abd3446.

32 National Police Chiefs' Council, « Garantie de la police de quartier ». National Police Chiefs' Council, 2025. https://www.npcc.police.uk/our-work/work-of-npcc-committees/local-policing-coordination-committee/neighbourhood-policing-guarantee/.

33 Gill, C., David Weisburd, Cody W. Telep, Zoe Vitter et Trevor Bennett. « Une police orientée vers la communauté pour réduire la criminalité, le désordre et la peur, et accroître la satisfaction et la légitimité des citoyens : une revue systématique. » *Journal of Experimental Criminology* 10 (02/08/2014) : 399–428.

34 Bradford, Ben, Aziz Huq, Jonathan Jackson et Benjamin Roberts. Quel est le prix de l'équité lorsque la sécurité est en jeu ? « Légitimité policière en Afrique du Sud », Regulation & Governance, 8, n° 2 (juin 2014) : 246-268.

35 Wairuri, K. « Operation Sanitize Eastleigh » Rethinking Interventions to Counter Violent Extremism. » dans *Confronting Violent Extremism in Kenya. Débats, idées et défis, éd.* Mutuma Ruteere et Patrick Mutahi, (2018).

36 Bénit-Gbaffou, C., S. Didier et M. Morange. « Communautés, secteur privé et État : formes contestées de gouvernance de la sécurité au Cap et à Johannesburg. » Urban Affairs Review, vol. 43, n° 5 (2018) : 691-717. https://doi.org/10.1177/1078087407309223.

37 Alonzo, « Assessing the Implementation », p. 14.

38 Arefin et Rahman, *Police de proximité*.

39 Quintal, Geneviève. « Afrique du Sud : la brutalité et l'intimidation policières lors des manifestations sont intolérables. » *Amnesty International*, 8 mars 2024. https://amnesty.org.za/south-africa-polices-heavy-handedness-and-intimidation-during-protest-intolerable/.

40 Blair et al., « La police communautaire crée-t-elle la confiance ? »

41 Dias Felix et Hilgers, *Théorie et pratique de la police communautaire*.

42 RAND. « Enquête communautaire de la RAND Corporation » New York Police Department, 2022. https://www.nyc.gov/site/nypd/stats/research/neighborhood-policing-study-community-survey.page.

## À propos de l'auteur

### Patrick Mutahi

Patrick Mutahi est un chercheur kenyan travaillant à l'intersection de la sécurité, des droits de l'homme et de la gouvernance, avec une expertise particulière en matière de maintien de l'ordre et de la gouvernance du secteur de la sécurité. Son travail combine la recherche académique, l'engagement en matière de politiques publiques et le développement de programmes pratiques, avec un fort accent sur l'intégration des données probantes dans les politiques et les changements institutionnels.





« L'urbanisation prédatrice désigne l'action soutenue de groupes organisés visant à accaparer des terres, évincer (ou menacer) des résidents, s'emparer de maisons, construire illégalement ou corrompre les processus de planification urbaine dans les villes par l'usage ou la menace de violence. »

Photo : Adobe Stock

# CHAPITRE 7

# URBANISATION PRÉDATRICE

## LES TERRAINS URBAINS ET LES LOGEMENTS EN TANT QUE CIBLES POUR LES GROUPES ARMÉS ET LES MAFIAS

Par Antônio Sampaio

L'urbanisation est une tendance mondiale puissante qui affecte les sociétés d'une manière encore sous-estimée par les gouvernements, les praticiens du développement et le grand public. L'expansion urbaine vers les terres périphériques et la demande croissante de terrains et de logements à l'intérieur des villes entraînent une concurrence accrue, avec des conséquences potentiellement déstabilisantes et violentes pour les États, les populations et le climat.

La zone urbaine mondiale s'est développée régulièrement, et pas toujours de la manière dont les gens s'y attendent—par exemple autour des grandes villes. La superficie mondiale des villes et des « zones semi-denses » (zones environnantes ou suburbaines)[1] a doublé entre 1975 et 2020.[2] La croissance de la superficie urbaine tend à être particulièrement rapide dans les pays à faible revenu, qui ne sont pas suffisamment préparés ou dotés de ressources pour faire face à des pressions supplémentaires sur la gestion du foncier et le logement ; ONU-Habitat estime que les terres urbaines dans ces pays devraient plus que doubler entre 2020 et 2070.[3] Cette demande croissante pour (et occupation—formelle ou informelle—de) terres urbaines transforme également les zones rurales. Par exemple, une étude mondiale sur la superficie des terres cultivées menée entre 2003 et 2019 a montré que la construction de résidences, d'industries et d'infrastructures était le deuxième principal moteur de la perte mondiale de terres cultivées, responsable de 16 % de la perte totale de terres cultivées dans le monde—l'étalement urbain représentant 35 % des pertes de terres cultivées en Asie du Sud.[4]

Le changement climatique exerce une pression accrue sur les marchés fonciers et immobiliers urbains, puisqu'un de ses effets les mieux documentés consiste à pousser les populations rurales à migrer vers les villes lorsque leur mode de vie agricole est perturbé par des sécheresses, des inondations ou des tempêtes.[5]

La croissance de la population urbaine dans un contexte de systèmes de tenure foncière mal gérés conduit à une concurrence accrue, à la spéculation sur les prix et à de graves pénuries de logements—transformant l'urbanisation en une source de tensions intercommunautaires et de criminalité plutôt qu'en un moteur du développement. Dans les pays en conflit armé, la saisie de terres et de maisons par des groupes armés constitue une source de revenus et un outil pour renforcer le contrôle politique sur les villes et les civils. Ce fut le cas de l'État islamique lors de son contrôle de plusieurs villes irakiennes et syriennes entre 2013 et 2017, la confiscation des biens jouant un rôle important dans le financement et la récompense de ses combattants sous forme de butin.[6] Après les conflits armés, l'incapacité — ou le refus — des gouvernements de traiter les différends fonciers peut avoir des effets en cascade sur d'autres domaines politiques et de consolidation de la paix, tels que la réconciliation, la violence électorale et les griefs qui alimentent le risque de reprise du conflit.

Un type de conflit connexe — quoique d'intensité moindre — est lié à des tensions intercommunautaires qui surgissent à mesure que les villes s'étendent rapidement et que les revendications traditionnelles ou la possession informelle des communautés sur les terres sont remises en cause.[7] Dans les zones où existent des clivages ethniques ou sociaux préexistants, cela peut amener des groupes lésés à chercher la protection de milices ou de gangs — comme à Nairobi, où des différends entre propriétaires et locataires, selon des critères ethniques, ont favorisé l'intervention de gangs organisés violents tels que les Mungiki, un groupe apparu comme une milice de jeunes et qui s'est ensuite transformé en gang criminel violent.[8] La criminalité organisée dans l'immobilier, la construction illégale, les accaparements de terres urbaines et la corruption sont des problèmes encore plus répandus. Comme nous le verrons dans ce chapitre, ce type de criminalité est une source majeure d'insécurité, même dans certaines des plus grandes démocraties du monde, telles que le Brésil et le Kenya.

L'impact de ces dynamiques foncières urbaines sur les communautés s'accompagne de comportements autoritaires locaux de la part des mafias et des acteurs violents, qui imposent des règles et étouffent la société civile dans les zones

qu'elles saisissent. De vastes zones urbaines, même à l'intérieur des grandes villes de pays démocratiques, comptent des populations dont les revendications de logements et de terres sont liées à des mafias, des gangs ou des milices qui imposent des conditions d'exploitation et menacent d'expulser ou de forcer les résidents à dépendre de leurs services et sécurité (souvent médiocres).

La plupart des cas de ce chapitre s'inscrivent dans ces trois grands types de groupes armés : les gangs, les mafias et les milices. Les définitions de ces différents groupes varient, mais dans l'ensemble, le chapitre considère ce qui suit : les gangs et les mafias sont tous deux des organisations criminelles, mais ces dernières ont tendance à être moins visibles et à opérer en coulisses avec des contacts corrompus parmi les politiciens et les agences d'État, tandis que les gangs ont tendance à être plus visibles avec des armes et des ventes locales de drogue illégale. Le terme « milice » contient de nombreuses définitions différentes, allant des forces auxiliaires liées aux armées régulières des États aux forces de défense locales.[9] Ici, le terme désigne des groupes armés non étatiques prétendant protéger une certaine communauté ou combattre au nom d'un groupe, tel qu'un groupe ethnique, un clan ou un parti politique.

## Vers un cadre conceptuel commun : l'urbanisation prédatrice

Les mafias, les gangs et les milices sont des sujets récurrents dans les médias sur la violence urbaine, et une communauté d'experts sur la violence urbaine, encore restreinte mais en expansion, s'est aussi penchée sur les questions foncières et de logement. Mais peut-être parce que le terme « foncier » tend à évoquer des enjeux ruraux et agricoles, le rôle des groupes armés dans la conquête ou l'exploitation du foncier a été principalement étudié dans des contextes ruraux plutôt qu'urbains.[10] La vaste base de preuves disponible sur la « ruée foncière mondiale »[11]—acquisitions de terres à grande échelle à des fins commerciales dans l'agriculture, l'exploitation minière ou le tourisme—n'a guère pris en compte le fait que les investissements fonciers de grande ampleur déclenchent souvent l'urbanisation, ou, peut-être plus problématique encore, que l'urbanisation elle-même advienne au détriment des espaces verts ou agricoles des villes.[12]

Lorsque des acteurs prédateurs tels que des milices, des gangs ou des mafias sont documentés dans les terrains urbains et les logements, il y a aussi une confusion quant à la façon d'appeler le problème. Un auteur a déploré que les médias indiens présentent le pays comme étant sous la coupe de mafias du foncier et du sable, mais affirme que ces groupes sont moins des organisations criminelles que des réseaux informels d'élites publiques et privées qui recourent à la coercition pour s'approprier les rentes foncières.[13] Un débat similaire existe au Brésil, où les groupes armés qui occupent agressivement les terres urbaines sont largement qualifiés de milices, car le journaliste d'investigation qui a été le premier à en rendre compte estimait que ce terme décrivait le mieux leurs liens paramilitaires avec les forces de police militaire de Rio de Janeiro.[14] Alors, comment nommer ce problème, et s'agit-il même d'un problème cohérent ?

Ce chapitre a été motivé par cette confusion — le sentiment que, malgré de nombreuses preuves des stratégies violentes employées par des acteurs armés pour acquérir des terres urbaines ou construire des zones urbaines, le monde académique et politique manque d'un langage commun pour en discuter et y répondre. Une confusion tout aussi importante concerne les réponses politiques, car les communautés politiques ne sont pas toujours claires quant à qui est responsable, le cas échéant, de la prévention ou de la lutte contre les conflits et la criminalité autour des terrains urbains.

Cette ambiguïté politique expose en outre les communautés urbaines à des violations des droits humains, à des menaces et à des violences réelles de la part de groupes armés. Elle survient également à un moment de pressions accrues liées aux tendances mondiales discutées dans ce compendium. Le changement climatique a l'impact le plus direct et urgent, notamment à travers des processus tels que la montée du niveau de la mer et la perturbation des moyens de subsistance ruraux, provoquant des migrations ou des déplacements, qu'ils soient intraurbains ou ruraux à urbains. C40, un réseau de villes axé sur le changement climatique, a estimé que 8 millions de personnes migreront vers 10 de ses villes membres d'ici 2050 en raison du changement climatique.[15] Cette tendance est déjà en cours : au Bangladesh, les changements climatiques et l'augmentation de la fréquence des tempêtes ont poussé de nombreux habitants ruraux à migrer, temporairement ou définitivement, vers de grandes villes comme Dacca, où ils se retrouvent dans des situations d'esclavage moderne, de nombreuses femmes sont contraintes à la prostitution, et presque tous les migrants à faibles revenus vivent dans des logements précaires.[16] À l'inverse, le vorace appétit pour les terres urbaines contribue également au changement climatique, des experts avertissant que « à l'échelle mondiale, l'expansion des terres urbaines est l'un des principaux moteurs de la perte d'habitat et de biodiversité », tandis que « le rôle de l'urbanisation dans la crise climatique est négligé ».[17]

Le lien entre la question foncière urbaine et l'autoritarisme est également significatif. La controverse politique a été au cœur de nombreuses villes européennes et nord-américaines concernant l'accueil des migrants et réfugiés étrangers.

Les grandes villes ayant une présence de longue date d'affaires internationales, de tourisme et de commerce ont souvent des vues plus libérales envers les immigrés que les gouvernements nationaux, ce qui conduit à des tensions. Cela a conduit à de telles mesures du gouvernement fédéral américain, perçues par de nombreux citadins comme autoritaires, comme le déploiement de troupes de la Garde nationale et des menaces de réduire les financements aux villes qui ne coopèrent pas aux répressions fédérales anti-immigration.[18] Au Royaume-Uni, des villes comme Londres ont prospéré principalement grâce à leur rôle de pôles mondiaux pour les affaires, le tourisme et une main-d'œuvre diversifiée venue du monde entier, mais les partis de droite ont considérablement augmenté leur part de votants dans les coins moins libéraux du pays. Le discours anti-immigration concerne les réfugiés dans des logements temporaires, qui ont été menacés et parfois attaqués physiquement. Cela montre comment le logement et la terre peuvent être émotionnellement — et violemment — liés à des récits d'appartenance nativiste et d'exclusion de certains groupes — souvent émergeant en dehors des grands pôles libéraux mais affectant ceux qui y vivent.[19] Ces visions antilibérales des espaces urbains comme exclusifs à certains groupes selon le statut migratoire constituent une contradiction historique, puisque les villes — des premiers centres mésopotamiens à de nombreuses municipalités américaines actuelles — ont été façonnées par des flux démographiques externes. Le récit anti-immigration intervient à un moment où les immigrés et les résidents à faibles revenus sont également touchés par des vagues de gentrification qui favorisent les élites économiques et entraînent des pressions pour se relocaliser. Ces tendances mondiales risquent d'imposer une vision clivante de l'espace urbain, qui entre en conflit avec les rôles des grandes villes comme points de rencontre et centres cosmopolites.

Dans les contextes du Sud global, les communautés urbaines confrontées aux groupes armés évoqués dans ce chapitre font face à un autre type d'autoritarisme : des gangs ou des milices exerçant un contrôle sur des services vitaux (eau, électricité, terre) et imposant des règles aux communautés locales — généralement à faibles revenus. Ce pouvoir local acquis par les groupes armés non étatiques a été méthodiquement documenté par des chercheurs en Amérique latine spécialisés dans la « gouvernance criminelle », c'est-à-dire l'imposition de règles aux communautés urbaines par des groupes criminels.[20] La spécialiste de l'urbanisme Diane Davis a décrit un modèle de « souveraineté fragmentée » dans les villes, où des groupes armés non étatiques forment des « réseaux alternatifs de coercition, d'allégeance et de réciprocité » qui remettent en cause l'organisation politique traditionnelle centrée sur l'État.[21] C'est cette forme locale d'autoritarisme que nous abordons ici.

Ce chapitre vise à relier les récits et les discussions politiques sur l'exploitation violente des terrains urbains et des logements qui se produisent dans les villes individuelles, et à les intégrer dans un débat public. Bien que je sois réticent à introduire un nouveau concept que les responsables municipaux occupés et autres décideurs doivent assimiler, il est essentiel de simplifier le langage autour de ces pratiques violentes afin que les preuves puissent être collectées de manière systématique et que les réponses puissent être discutées à travers les villes, les pays et les régions. Ce chapitre soutient que des groupes tels que les milices brésiliennes, les mafias foncières d'Inde et d'Italie, l'État islamique à Mossoul, ainsi que les milices ou gangs ethniques à Nairobi, bien que très différents dans nombre de leurs objectifs et pratiques, s'engagent dans une catégorie d'actions spécifique lorsqu'il s'agit d'exploiter les terres urbaines et les logements de manière à nuire délibérément aux communautés—notamment en menaçant, expulsant, utilisant la corruption pour s'emparer de terres publiques ou privées, et saisissant arbitrairement des propriétés.

Je propose de qualifier ce comportement des groupes armés et des acteurs corrompus d'urbanisation prédatrice, qui désigne l'utilisation délibérée ou la menace de violence (coercition) pour influencer les pratiques foncières et de logement en milieu urbain de manière abusive et préjudiciable pour les communautés. Ce phénomène est clairement distinct des actions communautaires visant à s'installer dans des espaces urbains inoccupés, par exemple en squattant ou en construisant de manière informelle en périphérie ou dans des bidonvilles en raison du manque de logements parmi les pauvres.

Je définis l'urbanisation prédatrice comme une action soutenue de groupes organisés pour s'emparer de terres, expulser (ou menacer) les résidents, saisir des maisons, construire illégalement ou corrompre les processus de planification en ville par l'usage ou la menace de violence. L'utilisation du mot « soutenu » limite la définition aux cas d'actions répétées ou systématiques sur une période de temps, par opposition à des épisodes ponctuels. La définition fait également référence aux actions des « groupes organisés », ce qui distingue ce phénomène des disputes entre individus se disputant des biens. Cela inclut les actions des gouvernements, telles que celles du régime de Bachar al-Assad désormais renversé en Syrie et ses politiques foncières et de logement qui ont puni des groupes perçus comme sympathisants des groupes armés d'opposition.[22]

En commençant par cette clarification importante sur la nécessité de regrouper certains défis liés aux terres urbaines dans un concept favorable aux politiques, le chapitre s'articulera comme suit : la première partie examine les éléments

probants sur les conflits et la criminalité dans les terres urbaines et le logement, montrant comment le processus mondial d'urbanisation a exacerbé les défis fonciers urbains dans divers contextes. La deuxième partie fera un bref aperçu des réponses disparates des gouvernements locaux et nationaux ainsi que de la société civile, avec une conclusion générale — et légèrement décourageante — que le débat international sur les défis fonciers urbains a presque universellement relégué au second plan les questions de violence armée et de criminalité organisée. Sur une note plus positive, le chapitre présentera certaines politiques et projets prometteurs (non exhaustifs) issus de domaines connexes et mettra en avant comment ils peuvent aider à réduire les pratiques prédatrices dans les zones urbaines.

## Les multiples visages de l'urbanisation prédatrice

Le fait que l'appétit pour les terrains urbains et le logement puisse encourager des pratiques commerciales agressives chez les promoteurs immobiliers a été abondamment illustré lors de la crise financière mondiale de 2008, liée à des paris financiers sur des prêts hypothécaires risqués aux États-Unis.[23] Mais dans des contextes de structures institutionnelles fragiles et de mécanismes de contrôle insuffisants de l'expansion urbaine et de la construction — ce qui tend à être le cas dans les milieux à faibles revenus touchés par le crime organisé ou en transition après un conflit armé — cet appétit peut combiner un comportement de marché agressif à une agression physique effective, c'est-à-dire à la violence armée de groupes organisés.

Les terres urbaines sont devenues une « denrée rare et coûteuse ».[24] Alors que les terres rurales font également face à une demande accrue liée à la production alimentaire, à la production d'énergie (par exemple via les parcs éoliens), à l'extraction minérale, et plus encore—en grande partie pour approvisionner la population urbaine croissante—les villes font face à des défis spécifiques en raison de la concentration de cette demande dans des zones compactes et de son aspect très informel. Cela ouvre la voie à des conflits et à la recherche de profits par des acteurs illicites, y compris par l'usage de la violence. En d'autres termes, la ruée mondiale vers les terrains et les logements urbains a également été un processus violent pour de nombreuses communautés urbaines, touchées par les expulsions, la corruption, les menaces, l'extorsion et l'insécurité d'occupation.

L'urbanisation prédatrice fait référence à un processus particulier de « production » de l'espace urbain — le processus par lequel les environnements bâtis et sociaux des villes prennent forme. Souvent, cette production est organisée et dirigée par des acteurs puissants, bien que leur pouvoir provienne souvent de sources autres que celles de l'État—généralement des armes, la coercition et la corruption. Cette dernière méthode, la corruption, indique que l'État n'est pas exclu de ces pratiques mais participe souvent soit par l'aide d'individus corrompus, soit par des pratiques institutionnalisées de corruption et de collusion entre agences étatiques et mafias (comme le chapitre l'explorera en détail). Cette corruption souligne l'impact omniprésent de l'autoritarisme local, puisqu'elle réduit le recours des habitants pour dénoncer les accaparements de terres ou contester les expulsions par des acteurs prédateurs, renforçant ainsi le pouvoir local des groupes armés.

### Conflit armé

La valeur des terres et des logements urbains pour les groupes armés a fait l'objet d'études croissantes sous la catégorie du logement, des terres et de la propriété (HLP), qu'un article de référence a qualifiée de « récente innovation » dans le financement des conflits, les groupes armés ayant, après la Guerre froide, exploré diverses voies illégales pour s'autofinancer.[25] Une attention accrue de la part des décideurs politiques est recommandée dans ce domaine, car le HLP diffère sensiblement des ressources de financement des conflits plus « célèbres » comme les minéraux, d'une manière qui les rend encore plus attrayantes pour les acteurs du conflit. Par exemple, alors qu'un lot de diamants ne peut être vendu qu'une seule fois, les terres et les logements génèrent continuellement des revenus pour les groupes armés—par exemple, grâce à la location—et peuvent être revendus à plusieurs reprises.[26]

Cela a été particulièrement important pour l'État islamique lors de son contrôle de villes comme Mossoul en Irak et Raqqah en Syrie, approximativement entre 2013 et 2017. Le groupe terroriste et insurgé a confisqué des propriétés et en a tiré profit de leur location ou de leur vente, y compris par des ventes aux enchères. La location, en particulier, semble avoir été une source importante et récurrente de revenus, alignée sur la stratégie du groupe visant à se détacher des sources étrangères de financement vulnérables aux sanctions ou aux saisies dans le système bancaire international, un écrivain islamiste extrémiste de premier plan recommandant aux groupes extrémistes violents d'occuper des installations ou des terres à valeur économique.[27] À Mossoul seulement, les recettes annuelles estimées provenant des biens immobiliers appartenant à l'État et passés sous le contrôle de l'État islamique lors de la conquête de la ville s'élevaient à 15 millions de dollars ; cela exclut les propriétés privées ou les terres confisquées par le groupe.[28]

Les terrains urbains et les logements ont également une valeur non monétaire pour les groupes armés, puisqu'ils peuvent être utilisés pour distribuer des biens en nature aux combattants. L'État islamique a permis à ses combattants de vivre avec leurs familles dans des maisons confisquées à des « mécréants » ou « apostats » présumés, sans payer de loyer et sans en acquérir la propriété.[29]

En Somalie, le groupe insurgé al-Shabaab utilise les terres urbaines d'une manière différente, qui est également liée à la double valeur émotionnelle et monétaire des biens immobiliers en ville. Le groupe met en place des tribunaux mobiles pour résoudre les différends entre les habitants de la capitale Mogadiscio, afin de renforcer sa prétention à être un meilleur administrateur que le gouvernement, dont les tribunaux habituels de la ville sont considérés comme lents et sujets à la corruption. L'un des litiges les plus fréquents entendus par les tribunaux mobiles concerne les conflits fonciers à Mogadiscio, où les prix ont considérablement augmenté en raison de la migration rurale vers la ville, des flux de personnes déplacées et de registres fonciers incomplets, ouvrant la voie à des litiges, des accaparements de terres par des individus puissants et des expulsions abusives.[30] Les tribunaux d'Al-Shabaab sont considérés comme très efficaces à cet égard, le groupe menaçant de tuer ceux qu'il juge avoir occupé illégalement des terrains ou des maisons, même dans la capitale, où ses cellules de renseignement et terroristes opèrent malgré la proximité du gouvernement et des forces armées internationales.[31] Le groupe prélève également une taxe sur la construction de biens immobiliers à Mogadiscio, parfois jusqu'à 25 % de la valeur finale du bien.[32]

Alors que ces défis de conflit armé peuvent sembler éloignés du champ d'action des professionnels du développement urbain, de la planification et de la réglementation, la capacité des groupes armés à exploiter les terres et les logements est liée aux conflits fonciers et à l'insécurité quant à la propriété de quelle partie des terres urbaines. La propriété de terres précieuses, « notamment dans les villes et villages », est « au cœur » du conflit armé en Somalie depuis la descente du pays dans l'anarchie au début des années 1990.[33] L'insécurité de la tenure et les registres fonciers détruits ou incomplets ont servi de base à cette affirmation, les clans et les individus puissants exploitant cette question de (in)gouvernance urbaine pour revendiquer des terres concurrentes dans des villes en pleine croissance comme Mogadiscio, transformant les terres urbaines en « points chauds de violence ».[34] Plus largement, comme le soutient Melanie Lombart, « l'incapacité de l'État à garantir une tenure sécurisée au niveau des ménages peut se traduire par une incapacité plus généralisée à aborder les questions plus larges de conflits urbains et de violence », et inversement, la réforme de la propriété foncière peut être un outil puissant pour promouvoir la réconciliation et la confiance dans les institutions publiques après un conflit.[35]

## Conflit intercommunautaire sur les terres urbaines et le logement

Alors que les conflits armés placent les terrains et logements urbains au cœur des affrontements entre acteurs rivaux, certains conflits surgissent à l'intérieur des villes (ou en périphérie) en raison de différends portant sur des parcelles urbaines de valeur. L'expansion des zones urbaines empiète de plus en plus sur les foyers ancestraux de certaines communautés, et lorsque des groupes ont recours à des expulsions ou à l'influence politique pour s'approprier des terres, le conflit peut devenir violent.[36] Si les conflits intercommunautaires peuvent impliquer des revendications juridiques de longue date sur la terre, des groupes armés tels que des milices ou des gangs peuvent intervenir aux côtés de certains groupes tout en intensifiant le conflit pour obtenir un contrôle financier ou politique sur les zones urbaines.

C'est un problème répandu à Nairobi, où certains politiciens ont développé une tradition d'attiser les rivalités ethniques pour la terre et de favoriser certains groupes en échange de votes de certaines communautés. À Mathare North, l'un des principaux quartiers informels de la ville, des groupes ont eu recours à des groupes armés recrutés parmi des réseaux ethniques de jeunes hommes pour intimider et l'emporter sur les groupes adverses. Le recours à la force par les propriétaires contre leurs locataires a également été interprété comme une forme d'agression d'un groupe ethnique envers un autre, d'autant que certaines tribus sont proportionnellement plus représentées que d'autres parmi les propriétaires fonciers.[37] À Kibera, un autre quartier informel, les Nubiens et les membres de la tribu kikuyu ont historiquement détenu l'essentiel des terres, qu'ils louaient à des migrants, tandis que la communauté Luo est devenue particulièrement importante dans ce secteur Cette inégalité dans la propriété foncière et le pouvoir détenu par les propriétaires terriens sur les locataires ont conduit à des tensions, qui, lors des élections, ont été exploitées par les politiciens pour obtenir des voix et conduit à des affrontements ethniques.[38]

Une dynamique similaire de contestation foncière menée par des groupes armés a eu lieu à Karachi, la plus grande ville du Pakistan, au plus fort des tensions intercommunautaires à la fin des années 2000 et au début des années 2010. La croissance de la communauté pachtoune a intensifié la concurrence pour la terre avec les communautés parlant

l'ourdou, les milices de chaque côté soutenant l'empiètement sur des terres inoccupées et les conflits qui en découlent inévitablement selon des lignes ethniques.[39] Les accapareurs de terres ont attisé ces tensions en plantant des drapeaux de partis politiques ethniques pour renforcer la revendication d'un groupe sur certaines zones, accentuant encore les tensions ethniques.[40] Les milices étaient également alliées aux mafias foncières pour expulser les résidents appartenant à un groupe rival, qui ont à leur tour eu recours à leurs propres milices, entraînant un cycle vicieux de violence avec les terres urbaines et le logement au centre. Dans une remarquable similitude avec l'exemple de Mogadiscio ci-dessus, à Karachi, les talibans pakistanais (qui étaient alors forts) ont exploité la situation pour établir des tribunaux dans les villes avoisinantes afin d'examiner les plaintes et de juger les litiges fonciers urbains.[41]

Le cas de Karachi illustre particulièrement comment la violence politique des milices, la cupidité des mafias foncières et les conflits ethniques peuvent s'entrelacer et renforcer les cycles de violence armée. Les revendications communautaires et le besoin de terres ne sont pas la source de la prédation ; la source est l'exploitation de ces besoins par des groupes armés à des fins politiques ou économiques, surtout lorsque ces groupes constatent que des institutions et réglementations faibles sont incapables d'établir une propriété sécurisée ou de répondre aux besoins populaires en matière de logement et de services.

## Crime organisé

Le rôle du crime organisé dans les terres urbaines et le logement est encore plus omniprésent et étendu que dans les deux catégories précédentes, affectant potentiellement un nombre beaucoup plus important de villes. Elle est également davantage étudiée, mais de façon inégale. Par exemple, en raison en partie de l'attention médiatique portée à la question dans les deux pays, l'Italie et l'Inde disposent de preuves bien documentées de l'implication de mafias dans l'accaparement de terres et la construction illégale, alors qu'il existe beaucoup moins de preuves pour des continents entiers, comme c'est le cas de l'Afrique. Ce qui est également moins bien compris en matière de criminalité foncière et de logement, c'est qu'elle va au-delà de la pure cupidité et place les groupes criminels en position de pouvoir au niveau local, que ce soit par des liens corrompus avec la politique ou par leur rôle de figures autoritaires locales gouvernant de nombreux aspects de la vie dans des communautés marginalisées.

L'exemple des milices redoutées de Rio de Janeiro montre la convergence des problèmes de sécurité et de logement, généralement considérés isolément par les départements décisionnels. Les milices sont apparues en réponse à la demande de sécurité et de logement parmi les communautés à faibles revenus, notamment les nouveaux migrants à la recherche d'un emploi dans la deuxième plus grande ville du Brésil. Entre 1950 et 2000, par exemple, la population des villes périphériques du nord et du nord-ouest de Rio a augmenté de 688 %, une grande partie de cette croissance étant informelle.[42] Les conditions précaires ont conduit à une demande d'acteurs politiques informels ou corrompus, qui ont fourni des infrastructures urbaines et des transports publics (comme des fourgonnettes sans licence) en échange de votes.[43] Parmi les services les plus demandés figurait la sécurité, cette expansion urbaine ayant coïncidé avec l'essor des gangs de drogue liés au trafic de cocaïne. Les milices, issues de rackets de sécurité locaux, se sont transformées en entreprises criminelles lucratives, notamment par l'accaparement de terres et la construction illégale, ce qui a conduit à des régimes autoritaires locaux et à des conditions de vie précaires, y compris des effondrements d'immeubles ayant causé la mort de dizaines de personnes.[44] Le niveau d'implication des milices dans toute la chaîne du développement urbain dans les zones mal réglementées de Rio—de l'accaparement de zones forestières protégées à la construction illégale, la vente de propriétés et le contrôle de la prestation de services à la population—est tel que les chercheurs ont inventé le terme « urbanisme rédigé par la milice » pour le décrire.[45]

Les évaluations de la criminalité organisée liée aux terres et à la propriété en Afrique, par exemple, estiment que ces problèmes sont « probablement les principales sources de pouvoir (économique, politique et social) pour les réseaux criminels organisés ». Outre l'impact significatif sur les citadins qui sont expulsés ou vendus des logements de qualité inférieure et sur la perte de recettes fiscales de l'État, les accaparements criminels de terres sont étroitement associés à l'implication criminelle dans les infrastructures urbaines pour l'eau, l'assainissement et le transport, pour ne citer que quelques exemples.[46] Bien que la base de preuves varie considérablement d'un pays à l'autre, au Kenya cela a conduit à des pratiques généralisées d'accaparement de terres dans les villes par des réseaux obscurs ayant des liens corrompus avec des individus puissants, aidés par une gouvernance foncière exclusive et opaque ainsi que par un déficit de logements.[47] Le parc immobilier résultant de ces structures mafieuses corrompues est de mauvaise qualité, entraînant (comme dans le cas du Brésil) de multiples effondrements de bâtiments.[48] Le Centre national de recherche sur la criminalité du Kenya a documenté plusieurs modalités de crimes liés à la terre et au logement, notamment la corruption des fonctionnaires locaux, de fausses annonces pour attirer les clients, la pollution par le dépôt de déchets, et des accords illégaux et corrompus pour fournir l'eau, l'assainissement et la collecte des déchets.[49]

Ces exemples provenant d'Afrique et d'Amérique latine ne font qu'effleurer la surface de la manière dont le crime organisé s'implante dans les marchés urbains fonciers et immobiliers, d'une façon qui défie les réponses politiques cloisonnées. Ce n'est pas non plus qu'une criminalité de marché unique, car le contrôle du foncier urbain favorise l'émergence d'écosystèmes d'économies illégales et d'autorités locales sur la population. Les résidents qui achètent des maisons via la mafia ou les groupes de milices finissent par dépendre d'eux pour la fourniture de services et la sécurité, car ils sont généralement exclus des procédures officielles gouvernementales et légales. À Rio, par exemple, les habitants qui ont découvert que leurs maisons avaient été construites dans des zones inondables avaient peu de possibilités de les vendre et ne pouvaient pas se plaindre auprès des autorités locales, qui étaient alignées avec les milices.[50] Ces types de situations complexes illustrent l'imbrication des enjeux de sécurité urbaine et de gouvernance, nécessitant de nouvelles façons de collaborer entre décideurs et société civile. Les options pour répondre à de tels défis sont le sujet de la section suivante.

## Réponses incomplètes et approches prometteuses

La communauté du développement urbain est bien consciente de l'existence de conflits autour de la tenure foncière urbaine, de l'expansion ou du renouvellement, mais l'absence de mention spécifique d'acteurs armés tels que des gangs, des mafias, des milices ou des groupes rebelles par les décideurs politiques, urbanistes ou organisations non gouvernementales (ONG) axés sur les zones urbaines indique que ces questions sont considérées comme le problème d'autrui. Cela ne veut pas dire que ces défis complexes doivent retomber entièrement sur les gouvernements locaux, les urbanistes et les ONG de développement urbain. Au contraire, les exemples ci-dessus indiquent que le problème est multidimensionnel, avec des solutions impliquant des politiques foncières et de logement parallèles aux politiques de sécurité, à la consolidation de la paix, aux réformes de gouvernance et aux interventions de prévention de la violence.

Les risques liés au fait de considérer le logement comme une question entièrement indépendante des enjeux de sécurité sont illustrés par une expérience dont j'ai été témoin : dans les années 2010, alors que je travaillais sur la prévention de la violence dans les villes d'Amérique latine, des représentants du ministère brésilien des Villes m'ont sollicité pour obtenir des conseils concernant l'une des politiques emblématiques du Parti des travailleurs à cette époque, le programme de logement « Ma maison, ma vie » (Minha Casa Minha Vida). Le programme a été couronné de succès à bien des égards, fournissant des maisons ou des appartements à 10 millions de Brésiliens à faible revenu entre 2009 et 2016.[51] Malgré une planification minutieuse sur les plans structurel, financier et du développement social, le programme s'est vite rendu compte qu'il avait négligé le rôle du crime organisé. Alors que les zones urbaines à faibles revenus étaient aussi celles qui avaient le plus besoin d'investissements dans le logement, elles étaient aussi celles où les organisations criminelles étaient les plus actives, et elles sont rapidement intervenues pour expulser les propriétaires légitimes afin de revendre les propriétés. En 2015, des cas similaires ont été signalés dans 16 États brésiliens.[52]

Cet exemple montre l'importance de considérer les questions de sécurité publique parallèlement aux politiques d'aménagement et de logement, mais actuellement les deux fonctionnent en silos. Comme l'a indiqué un article de la revue Land Use Policy, l'économie politique de la dépossession foncière est bien plus complexe que les seules forces capitalistes néolibérales et les expulsions menées par l'État (qui sont beaucoup plus fréquemment analysées par les experts urbains) et inclut la corruption, les mafias foncières et d'autres acteurs puissants.[53] De nombreuses études couvrent la dépossession et le déplacement dans les zones urbaines, mais elles ont tendance à être examinées sous le prisme de la gentrification, des processus de marché néolibéraux et des grands projets de développement. Selon les mots d'un auteur écrivant sur les milices à Medellín, en Colombie, « la marchandisation des espaces de vie populaires ne se limite pas aux politiques de renouvellement urbain ou d'intégration, et inclut des acteurs opérant en dehors des circuits formels. »[54] Deux éminents spécialistes de l'implication de la mafia italienne dans les marchés fonciers urbains confirment ce constat, observant que les approches de la gouvernance urbaine adoptent une « vision positiviste » qui minimise discrètement les pratiques criminelles et violentes en les considérant comme de simples « anomalies insignifiantes ». [55] Ces biais et préférences apparemment mesquins des agences bureaucratiques et des professionnels techniques ont un impact considérable sur probablement des millions d'habitants urbains vulnérables à travers le monde et devraient donc concerner les politiques de logement et de foncier, ainsi que les secteurs de la sécurité et de la justice pénale, de préférence ensemble.

Une exception au problème des approches en silos démontre de façon probante que le développement urbain et la gouvernance peuvent être, et ont effectivement été, mis en œuvre en synergie avec des programmes de paix et de sécurité. Dans les contextes post-conflit, ONU-Habitat et les agences humanitaires sont de plus en plus confrontées à la faiblesse de la tenure foncière, à la fragilité des institutions de gouvernance urbaine, et à la nécessité urgente de régler les

litiges concernant la terre et le logement parmi les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les rapatriés et les groupes socio-ethniques rivaux. Le conflit syrien, qui s'inscrit dans une tendance récente à un chevauchement croissant entre conflits armés et villes,[56] a conduit les agences multilatérales à publier les meilleures pratiques pour la restauration des infrastructures urbaines et du logement dans le cadre d'un Urban Recovery Framework (Cadre de reprise urbaine). Ce document reconnaît, par exemple, que « la résolution des griefs HLP et la gestion des risques HLP seront décisives pour les perspectives de retour et de réintégration », ce qui conduit à des approches telles que la réalisation d'évaluations de la sensibilité au conflit et des risques afin d'intégrer les préoccupations liées au logement et aux conflits fonciers dans la reconstruction.[57] Cela est important car, comme l'explique Alhakam Shaar dans le cas d'Alep, le régime syrien a, au fil des ans, utilisé les permis de logement comme outils politiques, en les refusant à certains groupes et en récompensant les partisans du régime, tissant ainsi le logement urbain dans les problématiques structurelles que la consolidation de la paix post-conflit ne saurait ignorer.[58]

Cela s'inscrit dans un changement dans la pratique humanitaire au cours des dix dernières années, qui reconnaît de plus en plus le lien entre urbanisation et conflit armé, avec des agences telles que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) appelant les intervenants à reconnaître le caractère interconnecté des services urbains. Par exemple, des dommages causés aux logements ou aux services essentiels comme l'eau ou l'électricité entraînent une « fuite des cerveaux » lorsque les personnes cherchent refuge ailleurs, ce qui provoque une pénurie de médecins dans les hôpitaux et d'autres services essentiels.[59] Les agences des Nations Unies ont également utilisé le profilage urbain pour fournir une « documentation holistique » des besoins des populations urbaines, y compris des communautés récemment déplacées, afin d'identifier des opportunités d'interventions multisectorielles.[60]

L'attention croissante de la communauté humanitaire pour le logement s'est manifestée par une reconnaissance progressive de la part des agences intervenant sur le terrain, et le CICR a joué un rôle important à cet égard avec sa campagne « Guerre dans les villes » lancée en 2016.[61] Mais le cadre de réponse reste relativement sous-développé dans des contextes autres que les conflits armés ou les déplacements post-conflit. Par exemple, en Amérique latine, il existe une reconnaissance du rôle du crime organisé dans les expulsions et l'accaparement de terres parmi les experts en déplacements, mais la disponibilité de solutions politiques documentées et de bonnes pratiques est limitée.[62] Une partie du problème est que les approches du crime organisé (non seulement en Amérique latine mais dans tout le Sud global) ont traditionnellement été considérées comme un problème policier, et ces dernières années, les réponses gouvernementales sont devenues de plus en plus militarisées et basées sur l'incarcération dans des endroits comme le Salvador (qui a inspiré des partisans dans d'autres pays d'Amérique latine). Malgré cela, il existe toujours un fort sentiment parmi les experts et praticiens de la prévention de la violence que les améliorations institutionnelles et de gouvernance sont essentielles pour promouvoir la sécurité publique de manière globale — et que le logement et la terre sont des éléments clés de toute société pacifique.[63]

Alors que les communautés de pratique humanitaires et de relèvement post-conflit ont développé des solutions spécifiques, des données probantes plus étendues applicables à un plus grand nombre de villes et de pays touchés par le crime organisé ou par des conflits communautaires à évolution lente font encore défaut. L'absence d'un vivier commun de leçons, de preuves, de bonnes pratiques et de débats politiques entrave la collaboration ainsi que l'apprentissage et l'innovation à travers le pays (et à travers les villes) dans les politiques visant à prévenir ou réduire la criminalité et les conflits autour des terrains urbains et du logement.

Des données probantes supplémentaires pourraient également permettre de mettre en lumière les vulnérabilités spécifiques des groupes historiquement vulnérables, tels que les femmes et la communauté LGBTQ+. Les ménages dirigés par des mères célibataires, par exemple, peuvent faire face à des risques supplémentaires et urgents en cas d'expulsion forcée, car le sans-abrisme s'accompagne de vulnérabilités supplémentaires face à l'exploitation et aux abus sexuels par des structures étatiques dominées par les hommes.

Les débats sur les conflits fonciers manquent non seulement d'attention portée aux acteurs violents, mais aussi aux villes. La Coalition internationale pour l'accès à la terre a notamment publié une remarquable boîte à outils de 40 pages consacrée aux « actions efficaces contre l'accaparement des terres », dans laquelle les termes « urbain », « ville » et même « bourg » n'apparaissent pourtant pas une seule fois. Cette dernière omission est particulièrement étonnante, compte tenu du rôle essentiel que jouent les bourgs comme centres d'échanges commerciaux au sein des économies agricoles.[64] La « matrice foncière » interactive de la Coalition, qui répertorie « 7 117 transactions conclues, couvrant plus de 50 millions d'hectares de terres », a d'ailleurs déjà fait l'objet de critiques pour son absence totale de prise en compte des acquisitions foncières en milieu urbain.[65] En somme, les enjeux politiques soulevés par les acteurs violents qui

déstabilisent les marchés fonciers et immobiliers urbains ont été largement négligés dans les efforts internationaux de coopération, de partage des connaissances et même de collecte de données. La section suivante présente des approches prometteuses, tirées de politiques sectorielles existantes qui, généralement, font abstraction des acteurs à l'origine de l'urbanisation prédatrice, mais qui peuvent être adaptées pour faire progresser le débat.

## Approches prometteuses

Bien que des approches spécifiques visant les groupes armés, les mafias ou d'autres acteurs prédateurs (en lien avec la gouvernance et le développement urbains des terres et du logement) soient rares, diverses initiatives politiques ou de la société civile ont abordé des questions étroitement liées, telles que la construction illégale, l'enregistrement foncier, la transparence des transactions foncières, la prévention des appropriations de terres et la corruption. Un tableau présentant des exemples précis de pratiques figure ci-dessous, bien que de nombreux cas ne mentionnent pas explicitement les contextes impliquant des groupes armés ou des mafias (ce que le tableau aborde partiellement avec des adaptations suggérées).

### Mesures de surveillance et de responsabilité contre la construction illégale

L'expérience de l'Italie a illustré les nombreux défis liés à la prévention ou à la réduction de la corruption généralisée et des approches de laissez-faire envers les pratiques illégales de construction. La politique de condono, ou grâces pour les bâtiments construits illégalement, a été mise en œuvre en 1985 comme une mesure extraordinaire, mais un « accord tacite » entre les entreprises de construction et les responsables locaux a conduit à la poursuite des pratiques pour contourner les réglementations.[66] Cela a conduit à davantage de grâces au cours des décennies suivantes. L'un des défauts de cette approche est que les grâces devaient être suivies de programmes municipaux visant à réhabiliter et à fournir des infrastructures aux zones concernées, mais les incitations financières étaient en deçà des coûts à engager, et les petites municipalités manquaient de personnel technique qualifié.[67]

Des experts ont suggéré qu'une solution potentielle au problème de l'accord tacite — ou simplement de la corruption — serait que les procureurs aux niveaux national et régional renforcent leur surveillance des pratiques locales en matière de construction,[68] ce qui fonctionnerait probablement mieux si cela était fait en partenariat avec les autorités locales d'urbanisme. Le manque de professionnels techniques qualifiés dans les petites municipalités met en lumière la nécessité de partenariats — soit entre les municipalités, soit entre elles, le gouvernement national et potentiellement des ONG dotées d'une expertise technique, p. ex., des groupes de travail pour identifier et cartographier les zones les plus touchées par des politiques illégales de construction et de « modernisation urbaine » — pour y répondre. Une autre solution potentielle citée dans la littérature porte sur la société civile : dans la petite ville de Sarno, en Campanie, les habitants organisent des festivals pour promouvoir l'esprit communautaire tout en s'unissant pour rénover certains espaces publics tels que des fermes et des aires de jeux pour enfants.[69]

### Techniques d'imagerie électronique et d'apprentissage automatique

La disponibilité des données est évidemment un élément important pour concevoir des solutions aux bâtiments illégaux. Une technique actuellement discutée consiste à utiliser des images satellites pour observer l'activité de construction au fil du temps, ce qui permet aux urbanistes et autres autorités locales d'identifier les constructions non autorisées.[70] Une technique potentiellement encore plus précise implique l'utilisation de drones aériens équipés de caméras haute résolution, qui peuvent identifier des motifs tels que les toits utilisés par des constructeurs illégaux, bien que ces motifs varient selon les contextes sociaux et doivent être adaptés à de nouvelles localités. À Taïwan, cette approche a été testée en parallèle avec des algorithmes d'apprentissage profond connus sous le nom de réseaux neuronaux convolutionnels afin d'accélérer l'évaluation des images à la recherche de signes de pratiques illégales de toiture, conduisant à une précision de 96 % lors d'un test.[71]

Ces approches fondées sur la technologie, bien qu'elles soient prometteuses pour aider à relever les défis techniques liés à l'acquisition de preuves concrètes, ont le défaut de ne pas pouvoir faire grand-chose face aux dynamiques politiques profondément enracinées sur le terrain. Dans de nombreux pays du Sud global (et dans certains contextes du nord comme l'Italie), les réponses aux constructions illégales ne sont pas tant entravées par le manque de connaissance de leur lieu que par le pouvoir ou la violence exercée par des groupes armés ou des mafias, ou par un accord tacite corrompu comme évoqué plus haut. Mais l'apprentissage automatique et l'imagerie aérienne ou satellite haute résolution peuvent être un outil puissant pour acquérir des preuves soutenant des interventions plus profondes qui abordent la gouvernance urbaine et les approches institutionnelles.

Les organisations communautaires et les habitants ont joué un rôle avéré dans la production de données dans les quartiers informels, où il peut être difficile de trouver des cartes simples en raison du caractère informel et en constante évolution de ces zones. Kibera, à Nairobi, est l'une de ces communautés. Là, un groupe de jeunes résidents a lancé le projet Map Kibera, basé sur une collecte de données menée par la communauté, qui a ensuite été reconnue comme ayant accru la confiance au sein d'une communauté historiquement marginalisée.[72] Des ONG au Brésil ont également élaboré des guides permettant aux habitants des quartiers informels à travers le pays de réaliser une « cartographie populaire », décrite comme un « acte politique » qui contribue à la lutte pour de meilleures politiques et la protection des droits.[73]

## Lutte contre la corruption sur les marchés fonciers

Bien qu'ils n'abordent pas toujours explicitement les problèmes de mafia et de groupes criminels organisés, des think tanks comme Transparency International (T.I.) ont rassemblé les meilleures pratiques pour lutter contre la corruption dans les terrains urbains et le logement. Comme l'indique son nom, TI met l'accent sur la transparence et la responsabilité dans les registres fonciers et l'administration municipale des réglementations et pratiques foncières. Les gouvernements locaux et nationaux devraient travailler à combler les lacunes réglementaires en cas de lois anciennes ou complexes régissant l'acquisition des terres, y compris en les harmonisant avec les réglementations environnementales pour éviter les contradictions. Une autre recommandation consiste à rendre l'information largement accessible, notamment pour les groupes de la société civile afin de surveiller les processus de prise de décision et de planification, accompagnée d'une évaluation des risques d'intégrité du secteur foncier qui peut révéler des failles de conformité permettant de mettre en place de nouveaux contrôles anticorruption spécifiquement en vue des marchés fonciers.[74]

Traiter les questions foncières, qu'il s'agisse de corruption ou de différends plus larges, est également étroitement lié à la justice et aux mécanismes de résolution des différends. L'affaire des tribunaux somaliens d'al-Shabaab ci-dessus illustre à quel point la résolution des différends fonciers et la corruption perçue sont importantes pour la stabilité politique. En fait, les litiges fonciers tendent à constituer un pourcentage disproportionné des affaires judiciaires dans les pays à faible revenu.[75] Les recommandations pour remédier à la lenteur ou à l'inefficacité des systèmes de justice foncière incluent une meilleure formation des juges et des procureurs en matière de régime foncier, la création de tribunaux spécialisés pour les affaires foncières, et la formation de groupes de travail en embauchant des juges retraités pour éliminer l'arriéré des affaires.[76]

## Traiter les droits au logement, à la terre et à la propriété dans les situations de déplacement

Comme mentionné plus haut, des organisations multilatérales telles que le CICR et ONU-Habitat ont considérablement accru leur attention sur les questions de droits HLP dans les situations de déplacement, en particulier celles en transition après un conflit armé. Bien que ces exemples soient généralement adaptés à un ensemble spécifique de contextes affectés par des guerres civiles ou interétatiques, de nombreuses leçons et programmes peuvent être applicables à d'autres contextes.

Une constatation générale est que les gouvernements locaux sont des acteurs cruciaux pour cartographier les enjeux urbains fonciers et de logement et coordonner les solutions — mais ils sont parfois exclus des projets humanitaires ou d'aide conçus en pensant aux autorités nationales. Par conséquent, « les gouvernements locaux et les autorités traditionnelles devraient être dotés des moyens nécessaires et soutenus dans leur rôle » de médiation des conflits fonciers, d'application des lois sur la propriété et de fourniture des services publics associés.[77] Cette constatation indique logiquement le potentiel de processus de médiation non statutaires—des mécanismes de résolution des différends médiés par un tiers neutre sans avoir à recourir au système judiciaire formel—soutenus par les gouvernements locaux et mis en œuvre par des organisations de la société civile.

Des recommandations plus spécifiques incluent la facilitation de l'accès des populations déplacées à des services généralement difficiles d'accès pour celles qui n'ont pas de logement formel ou permanent, y compris les conseils juridiques, le crédit et la protection contre les expulsions, en particulier pour les femmes, qui sont particulièrement vulnérables aux pratiques d'exclusion dans les bureaucraties dominées par les hommes.[78]

## Options politiques pour lutter contre l'urbanisation prédatrice

| Approche prometteuse | Domaine politique d'origine | Application dans les contextes d'urbanisation prédatrice | Une adaptation supplémentaire est nécessaire |
|---|---|---|---|
| Mettre en place des mécanismes de justice transitionnelle ou des tribunaux spécialisés pour éliminer l'arriéré des affaires HLP (un exemple est les agences de restitution de biens facilitées par l'ONU au Kosovo après la guerre de 1998–99).[79] | Règlement des différends fonciers | Cela peut aider à clarifier la situation juridique pour ceux qui ont été expulsés ou trompés par des groupes prédateurs. | S'attaquer aux obstacles à l'application de la loi (groupes armés ou mafias susceptibles de résister). |
| Simplifier les lois et fermer les failles réglementaires sur les marchés fonciers.[80] | Lutte anticorruption | Cela peut dissuader et réduire la marge de manœuvre pour la manipulation corrompue des failles juridiques. | Cette approche peut être très efficace pour lutter contre la corruption des élites, mais nécessite une volonté politique ; implique des problèmes d'application dans les zones touchées par des mafias violentes. |
| Réforme ou création d'institutions publiques bien financées responsables de la formalisation de la propriété (telles que la commission de formalisation des propriétés informelles au Pérou).[81] | Insécurité foncière | Des institutions solides dédiées au HLP peuvent disposer des connaissances techniques et du capital politique nécessaires pour galvaniser la coopération entre les départements, y compris la police, la justice et d'autres mécanismes de sécurité dans les politiques du HLP. | Des institutions locales solides devraient s'accompagner d'un accent plus explicite sur la réduction ou la prévention des acteurs prédateurs tels que les mafias ou les milices qui sapent le HLP dans les quartiers urbains marginalisés. |
| Fournir des titres fonciers collectifs aux communautés (plutôt qu'aux individus), informés par les usages traditionnels des terres (comme le programme Baan Mankong en Thaïlande, qui a délivré des titres fonciers collectifs en consultation avec les communautés, conduisant à une augmentation de l'investissement des propriétaires).[82] | Insécurité foncière | Peut fournir des titres fonciers dans des contextes où la propriété foncière informelle est difficile à concilier avec la tenure légale moderne. | La propriété collective peut encore être vulnérable à la prise de terres ou aux expulsions par des acteurs violents. |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Évaluations localisées et profils urbains des besoins de quartiers ou de villes spécifiques (mises en œuvre par ONU-Habitat dans plusieurs villes syriennes, compte tenu des vastes dégâts causés par la guerre civile à l'ensemble du système urbain).[83] | Déplacement urbain | Cela peut révéler des liens complexes entre la gouvernance urbaine et les besoins de sécurité dans des domaines spécifiques. | Sans collaboration entre experts urbains et autorités de sécurité, les profils urbains pourraient manquer de solutions face à la présence d'acteurs prédateurs. |
| Planification (et construction) d'extensions urbaines vers les villes pour accueillir les afflux de migrants ou de populations déplacées (comme le font les partenaires locaux et internationaux en Somaliland).[84] | Déplacement urbain | Construire essentiellement de nouveaux (même petits) établissements près des grandes villes peut éloigner les communautés des zones contrôlées par des groupes armés ou des mafias, tout en maintenant les communautés à distance de travail pour les villes. | La construction d'« extensions » ou de nouvelles zones peut être plus faisable dans des situations de déplacement temporaire que dans de vastes établissements informels ; l'État de droit et les institutions dans les nouvelles zones sont essentiels pour garantir que les acteurs prédateurs ne migrent pas aux côtés des résidents. |
| Consultations entre leaders communautaires, ONG et associations de résidents pour discuter des alternatives à l'expulsion des logements informels, incluant potentiellement des acteurs gouvernementaux.[85] | Insécurité foncière | Les acteurs de la société civile possèdent une abondance d'informations précises sur les activités des groupes prédateurs et peuvent aider les gouvernements à élaborer des politiques réalisables pour formaliser la titularisation, éviter les expulsions et—si cela se fait en collaboration avec les autorités de sécurité—affaiblir le contrôle territorial des groupes armés. | Les gouvernements ont adopté des approches cloisonnées, notamment parce que les agences responsables de la sécurité publique et de la tenure foncière communiquent rarement entre elles ; la discrétion lors des dialogues est nécessaire pour protéger les participants contre les représailles. |

## Conclusion

Ce chapitre a plaidé pour une approche plus cohérente et un langage unifié afin d'identifier les actions délibérées de groupes organisés visant à expulser, s'approprier des terres, construire illégalement et mener des violences liées au logement ou aux terres en ville. L'approche actuelle des gouvernements, de la société civile, des ONG et des communautés d'experts est extrêmement fragmentée, avec des défis similaires abordés de manière totalement différente — et des solutions potentiellement utiles complètement ignorées à cause des silos politiques. Le chapitre a proposé le cadre conceptuel de l'urbanisation prédatrice pour désigner diverses situations impliquant des acteurs prédateurs dans des contextes affectés par des conflits armés, des conflits intercommunautaires et la criminalité organisée. Elle l'a défini comme une action soutenue de groupes organisés visant à s'approprier des terres, expulser des résidents, saisir des maisons, construire illégalement ou corrompre les processus de planification dans les villes, par l'usage ou la menace de violence. Cela découle d'un sentiment concret de confusion et de supervision politique, illustré ci-dessus par des exemples tels que la confusion dans la dénomination des « mafias » foncières en Inde ou le manque de collaboration en matière de sécurité et de développement dans le programme de logement brésilien.

La rareté de la recherche sur ces questions entrave le développement de solutions. Comme le chapitre l'a souvent souligné, les communautés de pratique et les décideurs manquent d'un langage commun pour aborder des questions telles que les conflits intercommunautaires autour du foncier, la construction illégale, la corruption et les expulsions orchestrées par les gangs, parallèlement à la planification et au développement urbains. Davantage de recherches sur l'urbanisation prédatrice menées par le milieu universitaire, les think tanks et les ONG peuvent mettre en lumière des points communs entre différents domaines politiques et zones géographiques qui fonctionnent actuellement séparément.

Le chapitre a également mis en lumière l'effet de l'urbanisation prédatrice dans les virages locaux vers l'autoritarisme, dans lesquels des milices, mafias, gangs ou figures politiques corrompues sapent l'urbanité ou la pluralité des villes. Les milices de Rio de Janeiro ou de Nairobi ont renforcé leur contrôle en utilisant des griefs liés à la tenure foncière ou à la rareté des logements pour se proclamer protecteurs communautaires. Écrivant sur Karachi, Laurent Gayer décrit comment le désir de certains secteurs d'un esprit cosmopolite pour la plus grande ville du Pakistan a été entaché par des affrontements entre milices ethniques et mafias autour de la terre, de la drogue et des armes.[86] Dans le Nord global, des pays économiquement développés comme l'Italie voient les mafias et les réseaux corrompus influencer le développement urbain et les espaces publics qui, sur le papier, relèvent des processus démocratiques publics. Lutter contre l'urbanisation prédatrice est donc une étape cruciale pour favoriser non seulement des villes plus sûres, mais aussi plus stables politiquement et plus à l'écoute de leurs citoyens.

La deuxième partie du chapitre a identifié les défis et les approches pour lutter contre l'urbanisation prédatrice. Voici quelques-unes des approches les plus prometteuses :

- Simplifier les lois et fermer les failles réglementaires sur les marchés fonciers.
- Réformer ou créer des agences publiques chargées de formaliser la propriété foncière.
- Délivrer des titres fonciers collectifs aux communautés, ce qui peut accroître la sécurité de la tenure et l'investissement des résidents dans leurs bâtiments et communautés.
- Élaborer des évaluations régionales et des profils urbains qui intègrent les besoins en logement avec d'autres domaines, tels que les goulets d'étranglement des infrastructures, la fourniture de services de base et les problématiques de sécurité publique, notamment la violence criminelle.
- Établir des mécanismes réguliers et institutionnalisés de consultation communautaire sur la tenure foncière et le codéveloppement d'alternatives à l'expulsion entre gouvernements, société civile et forces de l'ordre.

Un défi majeur est la forte différence entre les cultures de développement urbain (au sens large) et les communautés de pratique de la sécurité publique. Par exemple, les politiques de sécurité reposent souvent sur des approches fondées sur l'incarcération et l'expulsion, les politiques répressives anti-gangs en Amérique centrale prenant actuellement de l'ampleur à la suite des politiques d'incarcération de masse au Salvador.[87] Il est certain que c'est un défi, dans certains contextes, de réunir ces deux mondes radicalement différents dans une démarche coopérative. D'où l'importance d'élargir la base de preuves et d'harmoniser les définitions pour que la société civile, les journalistes, les décideurs nationaux et

les autorités locales puissent surveiller, discuter et élaborer des solutions à travers des cadres de coopération mondiale ou régionale. Les réseaux urbains peuvent aider à briser ces silos.

## Notes de fin

1 Eurostat, *Applying the Degree of Urbanisation Manual—Extensions to Level 1 of the Classification*, Union européenne, consulté le 16 février 2026, https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Applying_the_degree_of_urbanisation_manual_-_Extensions_to_level_1_of_the_classification.

2 *Rapport sur les villes mondiales 2022 : Envisager l'avenir des villes | UN-Habitat*, 2022, 43, https://unhabitat.org/world-cities-report-2022-envisaging-the-future-of-cities.

3 UN-Habitat, *World Cities Report*, 43.

4 Peter Potapov et al., « Les cartes mondiales de l'étendue et du changement des terres cultivées montrent une expansion accélérée des terres cultivées au XXIe siècle », *Nature Food* 3, n° 1 (2022) : 21, https://doi.org/10.1038/s43016-021-00429-z.

5 J. Vernon Henderson et al., *50 ans d'urbanisation en Afrique : étude du rôle du changement climatique*, n° 6925, Policy Research Working Paper Series, Banque mondiale, 2014, https://ideas.repec.org//p/wbk/wbrwps/6925.html ; Kanta Kumari Rigaud et al., *Groundswell : préparation à la migration climatique interne* (Banque mondiale, 2018), https://doi.org/10.7916/D8Z33FNS.

6 Aymenn Jawad Al-Tamimi, *L'économie du pillage de l'État islamique : la politique des confiscations*, Center for Justice & Accountability, 2023.

7 Emma Elfversson et al., « Contesting the Growing City? « Formes de croissance urbaine et conséquences de la violence communautaire, » *Political Geography* 100 (janvier 2023) : 3, https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2022.102810.

8 Emma Elfversson et Kristine Höglund, « Violence dans la ville qui n'appartient à personne : distinctivité urbaine et insécurités interconnectées à Nairobi (Kenya) », *Conflict, Security & Development* 19, no 4 (2019) : 353, https://doi.org/10.1080/14678802.2019.1640493.

9 Matteo Pugliese, « Explorer le concept de « milice » : un paradigme des défis contemporains de la sécurité hybride », *European Eye on Radicalization*, 24 février 2021, https://eeradicalization.com/exploring-the-concept-of-militia-a-paradigm-of-contemporary-hybrid-security-challenges/ ; David J. Francis, introduction à *Civil Militia : la menace sécuritaire insoluble de l'Afrique ?*, éd. David J. Francis (Routledge, 2005).

10 Keisha Corantin, « S'installer sur leur terrain : la politique foncière changeante des acteurs armés en marge urbaine de Medellín », *Political Geography* 124 (janvier 2026) : 1, https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2025.103443.

11 Lorenzo Cotula et Emily Polack, *The Global Land Rush: What the Evidence Reveals about Scale and Geography*, Institutional Institute for Environment and Development, 2012, https://www.iied.org/17124iied.

12 Annelies Zoomers et al., « La ruée vers la terre dans un monde en urbanisation : de l'accaparement des terres vers le développement de villes et paysages sûrs, résilients et durables, » *World Development* 92 (avril 2017) : 245, https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2016.11.016.

13 Michael Levien, « Réseaux rentiers coercitifs : « mafias foncières » en Inde néolibérale », *Sociology of Development* 7, n° 2 (2021) : 163, https://doi.org/10.1525/sod.2021.7.2.159.

14 Vera Araújo, « As milícias chegam para assustar, » O Globo, 20 mars 2005, //memoria.oglobo.globo.com/jornalismo/reportagens/as-miliacutecias-chegam-para-assustar-915220.

15 C40, *Paysages urbains futurs : projections de migration climatique dans les villes*, C40, 2024, https://mayorsmigrationcouncil.org/news/future-urban-landscapes-report/.

16 Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), *Première étude nationale sur la traite des personnes au Bangladesh,* ONUDC, 2022, https://www.climate-modern-slavery-hub.org/sources/first-national-study-on-trafficking-in-persons-in-bangladesh/ ; Global Fund to End Modern Slavery, *Le travail forcé parmi les travailleurs de l'habillement informel au Bangladesh : rapport d'estimation de la prévalence,* Global Fund to End Modern Slavery, 2022, https://respect.international/forced-labor-among-informal-apparel-workers-in-bangladesh-a-prevalence-estimation-report/.

17 Michael Keith, « Le rôle de l'urbanisation dans la crise climatique est négligé », *Financial Times*, 25/01/2024.

18 Joel Rose, « Trump menace de couper le financement des villes sanctuaires ». « Voici ce qu'il faut savoir », *NPR*, 17 janvier 2026, https://www.npr.org/2026/01/17/nx-s1-5679562/trump-sanctuary-cities-ice-immigration ; Myah Ward, « Les déploiements de la Garde nationale par Trump s'inscrivent dans une stratégie migratoire plus large », *Politico*, 9 avril 2025, https://www.politico.com/news/2025/09/04/trumps-blue-city-law-and-order-crackdowns-are-also-about-immigration-00544545.

19 Lewis Adams, *Le conseil d'Epping envisage d'évacuer des maisons en raison des manifestations pour l'asile*, BBC News, 16 mars 2026, https://www.bbc.co.uk/news/articles/c043ye94rkro.

20 Benjamin Lessing, « Conceptualizing Criminal Governance, » *Perspectives on Politics* 19, n° 3 (2021) : 854–73, https://doi.org/10.1017/S1537592720001243.

21 Diane E. Davis, « Forces armées irrégulières, changements de schémas d'engagement et souveraineté fragmentée dans le monde en développement », *Theory and Society* 39, n° 3/4 (2010) : 397–413.

22 Ammar Azzouz, « Ma patrie n'est pas à vendre » : sur la destruction des villes, dans Identity-Based Mass Violence in Urban Contexts: Uncovered, éd. Rachel Locke et al. (Palgrave Macmillan, 2025).

23 Richard Harris, « Marchés fonciers urbains : une exposition au sud », dans *The Routledge Handbook on Cities of the Global South*, éd. Susan Parnell et Sophie Oldfield (Routledge, 2014), 110.

24 Kasper Hoffmann et al., « Fabrication quotidienne de biens : négocier les droits fonciers, la précarité et l'autorité publique dans le Congo urbain », *Land Use Policy* 158 (novembre 2025) : 1, https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2025.107734.

25 Jon Unruh, « Logement, droits fonciers et de propriété comme marchandises de financement de guerre : une typologie avec des leçons tirées du Darfour, de la Colombie et de la Syrie », *Stability: International Journal of Security and Development* 10, n° 1 (2022) : 1, https://doi.org/10.5334/sta.811.

26 Unruh, « Logement, droits fonciers et de propriété », 4.

27 Armenak Tokmajyan, *L'économie de guerre dans le nord de la Syrie*, Aleppo Project, 2016, 16, https://www.thealeppoproject.com/papers/war-economy-northern-syria/.

28 Erika Solomon, « Isis Inc : les djihadistes financent la machine de guerre mais pressent les « citoyens » », *FT Investigations*, *Financial Times*, 15/12/2015, https://www.ft.com/content/2ef519a6-a23d-11e5-bc70-7ff6d4fd203a.

29 Al-Tamimi, *L'économie de pillage de l'État islamique*, 3–9.

30 Antônio Sampaio, *Facteurs urbains de la violence politique : déclin de l'autorité de l'État et groupes armés à Mogadiscio, Nairobi, Kaboul et Karachi*, International Institute for Strategic Studies, 2020, 27–28, https://www.iiss.org/research-paper/2020/05/urban-drivers-of-political-violence/.

31 Kay Rollins, *« Pas de justice, pas de paix : le système judiciaire d'Al-Shabaab »*, *Harvard International Review*, 27 mars 2023, https://hir.harvard.edu/no-justice-no-peace-al-shabaabs-court-system/.

32 Fergal Mythen, *Lettre datée du 10 octobre 2022 émanant du président du Comité du Conseil de sécurité constitué en vertu de la résolution 751 (1992) concernant la Somalie, adressée au président du Conseil de sécurité*, Conseil de sécurité des Nations Unies, 2022, 15, https://docs.un.org/en/S/2022/754.

33 Ken Menkhaus, *Projet des accords d'élite et des accords politiques : étude de cas sur la Somalie*, Unité de stabilisation, 2018, 9.

34 Menkhaus, *Accords d'élite*, 10.

35 Melanie Lombard, *Land Tenure and Urban Conflict: A Review of the Literature*, Global Urban Research Centre Working Paper n° 8 (Manchester: University of Manchester, Août 2012), 5, https://www.semanticscholar.org/paper/Land-tenure-and-urban-conflict%3A-A-review-of-the-Lombard/4cb956d8bb0cc89d5c8412f20cc45cf3c28d7c29.

36 Elfversson et al., « Contester la ville en expansion ? »

37 Luke M. Obala et Michael Mattingly, « Ethnicité, corruption et violence dans les conflits fonciers urbains au Kenya », *Urban Studies* 51, n° 13 (2014) : 2745.

38 Elfversson et al., *Contester la ville en croissance ?*, 6.

39 Antônio Sampaio, « Ressources urbaines et leur lien avec les agendas politiques des groupes armés dans les villes », *Journal of Illicit Economies and Development*, vol. 2, no 2 (2021) : 171–87, https://doi.org/10.31389/jied.64.

40 Huma Yusuf, *« *Dynamiques des conflits à Karachi* »*, Peaceworks, n° 82, United States Institute of Peace, 2012, p. 12, https://purl.fdlp.gov/GPO/gpo31549.

41 *BBC News*, « Comment les talibans ont pris le contrôle de Karachi », Asia, *BBC News*, 5 février 2013, https://www.bbc.co.uk/news/world-asia-21343397.

42 Enderson Albuquerque, « O Adensamento Populacional Da Baixada Fluminense A Partir Dos Loteamentos—A Construção De Uma Periferia », *GeoPUC* 13, n° 24 (2020) : 152.

43 Nicholas Pope et Antônio Sampaio, *Courtiers coercitifs : milices et gouvernance urbaine à Rio de Janeiro* Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, 2024, https://globalinitiative.net/analysis/coercive-brokers-militias-rio/.

44 Extra, « Muzema, Dominada Pela Milícia, Virou Paraíso Das Construções Irregulares », *Extra*, 19/01/2022, https://extra.globo.com/casos-de-policia/muzema-dominada-pela-milicia-virou-paraiso-das-construcoes-irregulares-25360314.html.

45 Frank I. Müller et Julienne Weegels, *La fabrication urbaine illicite et ses matérialités*. Introduction au numéro spécial, » *Journal of Illicit Economies and Development* 4, n° 3 (2022) : 231, https://doi.org/10.31389/jied.169.

46 Eric Scheye, *Heart of Africa's Organised Crime: Land, Property and Urbanisation | ENACT Africa,* Enact, 2019, 1, https://enactafrica.org/research/policy-briefs/heart-of-africas-organized-crime-land-property-and-urbanisation.

47 Macharia Gaitho, « Dans l'univers inquiétant des cartels d'accaparement foncier à Nairobi », *Daily Nation*, 14 février 2023, https://nation.africa/kenya/news/inside-nairobi-s-scary-world-of-land-grab-cartels-4122922.

48 Alice Sverdlik et al., *Nairobi : City Report*, document académique SSRN n° 5131052, Social Science Research Network, 7 février 2025, p. 21, https://doi.org/10.2139/ssrn.5131052.

49 Kenneth Bundi, *Crimes liés au logement résidentiel urbain et périurbain, 2021*, National Crime Research Centre, 2021, 12, https://www.crimeresearch.go.ke/report-on-urban-and-peri-urban-residential-housing-related-crimes-in-nairobi-mombasa-and-kisumu/.

50 Pope and Sampaio, *Coercive Brokers*, 12–14.

51 Instituto Lula, « Minha Casa, Minha Vida Garantiu Moradia Digna a 10 Milhões de Brasileiros », consulté le 16 février 2026, https://www.institutolula.org/legado/brasil-da-mudanca/avancos-sociais/minha-casa-minha-vida.

52 Renata Mariz, « Minha Casa, Minha Vida: Milícia e Tráfico Expulsam Moradores Em 16 Estados—Jornal O Globo », *O Globo*, 3 janvier 2015, https://oglobo.globo.com/politica/minha-casa-minha-vida-milicia-trafico-expulsam-moradores-em-16-estados-15469887.

53 Dhiraj Barman et Subhanil Chowdhury, « Terres pour l'urbanisation : politiques changeantes et stratégies d'accumulation variées dans une ville en forte croissance de l'est de l'Inde », *Land Use Policy* 140 (mai 2024) : 3, https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2024.107111.

54 Keisha Corantin, « Violence et précarisation du logement populaire à Medellín : l'accumulation prédatrice comme matrice de la production urbaine », *Métropoles*, n° 34 (juin 2024), https://doi.org/10.4000/11tyn.

55 Francesco Chiodelli et Martina Gentili, « Les nombreuses nuances de gris dans la gouvernance urbaine : comment l'illégalité façonne l'urbanisme, la politique et le développement », *Political Geography* 84 (janvier 2021) : 2, https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2020.102309.

56 UN-Habitat, *World Cities Report 2022*.

57 ONU-Habitat, *Répondre au déplacement dans les approches de relance urbaine — Cadre de relance urbaine | IRP*, ONU-Habitat, 2022, 7, 9, https://recovery.preventionweb.net/publication/documents-and-publications/responding-displacement-urban-recovery-approaches-urban.

58 Alhakam Shaar, « Tearing the Seams: Cycles of Structural and Acute Violence in Aleppo, » in *Identity-Based Mass Violence in Urban Contexts: Uncovered*, ed. Rachel Locke et al. (Springer Nature Switzerland, 2026), 209, https://doi.org/10.1007/978-3-031-98068-8_11.

59 Jean Philippe Dross et al., *Services urbains pendant un conflit armé prolongé* (Comité international de la Croix-Rouge, 2015), https://odihpn.org/en/publication/urban-services-during-protracted-armed-conflict/.

60 UN-Habitat, *Boîte à outils de profilage urbain*, UN-Habitat, 2020, https://unhabitat.org/urban-profiling-toolbox.

61 Peter Maurer, « La guerre dans les villes : qu'est-ce qui est en jeu ? », *Revue internationale de la Croix-Rouge* 98, no 2 (2016) : 639–46, https://doi.org/10.1017/S1816383117000315.

62 Paula Gaviria Betancur, *Desplazados por la violencia criminal : la crise humanitaire invisible en América Latina*, ProLAC, 2026, https://pro.drc.ngo/resources/news/desplazados-por-la-violencia-criminal-la-crisis-humanitaria-invisible-en-america-latina/.

63 Antonio Sampaio, « Concevoir la paix : des institutions locales fortes et une gouvernance locale solide sont essentielles pour prévenir la violence et le crime organisé dans les villes », *Global Initiative Against Transnational Organized Crime*, 25 juillet 2025, https://globalinitiative.net/analysis/local-institutions-governance-urban-violence-prevention-latin-america-cities/.

64 International Land Coalition, *ILC Toolkit n°9 : Actions efficaces contre l'accaparement des terres*, ILC Learning Hub, consulté le 16 février 2026, https://learn.landcoalition.org/en/resources/ilc-toolkit-9-effective-actions-against-land-grabbing/.

65 Zoomers et al., « Rush for Land », p. 247.

66 Federico Zanfi, « La Città Abusiva dans l'Italie du sud contemporain : construction illégale et perspectives de changement », *Urban Studies*, vol. 50, n° 16 (2013), p. 3432.

67 Zanfi, *Città Abusiva*, p. 3431.

68 Bernardino Romano et al., « Construction illégale en Italie : un problème trop complexe pour la politique foncière nationale ? », *Cities* 112 (mai 2021) : p. 7–8, https://doi.org/10.1016/j.cities.2021.103159.

69 Zanfi, *Città Abusiva*, 3435.

70 Jieh-Haur Chen et al., « Améliorer l'efficacité de la gestion des constructions illégales à l'aide de l'algorithme SOMCM : étude de cas à Taipei », *Journal of Performance of Constructed Facilities* 39, no. 6 (2025) : 04025059, https://doi.org/10.1061/JPCFEV.CFENG-5118.

71 Ching-Lung Fan, « Using Convolutional Neural Networks to Identify Illegal Roofs from Unmanned Aerial Vehicle Images, » *Architectural Engineering and Design Management* 20, n°. 2 (2024): 390–410, https://doi.org/10.1080/17452007.2023.2244949.

72 Erica Hagen, *Open Mapping from the Ground Up: Learning from Map Kibera, Making All Voices Count [Cartographie ouverte à partir de zéro : apprendre de Map Kibera, faire en sorte que toutes les voix comptent]*, Institute of Development Studies, 2017, https://opendocs.ids.ac.uk/articles/report/Open_mapping_from_the_ground_up_learning_from_Map_Kibera/26473321?file=48247630.

73 Mapa das Periferias, « Mapeamento popular, » https://mapadasperiferias.cidades.gov.br/mapeamento-popular/

74 Transparency International, **Lutter contre la corruption foncière est vital pour réaliser les droits fonciers et atteindre l'agenda des ODD 2030**, Transparency International, 2023, 5, 6-8, https://www.transparency.org/en/publications/tackling-land-corruption-achieving-land-rights-2030-sdg-agenda.

75 Edward Glaeser et al., *Droits fonciers sécurisés, légalement exécutoires et commercialisables pour le développement urbain*, 1er juillet 2017, 20, https://www.bsg.ox.ac.uk/research/publications/secure-legally-enforceable-and-marketable-land-rights-urban-development.

76 Glaeser et al., *Sécurisé,* 20.

77 Ombretta Tempra et Heather Elizabeth Elaydi, *Orientations politiques : Solutions pour le logement, les terres et les biens immobiliers pour résoudre et prévenir le déplacement*, UN-Habitat, 2024, xiv, https://unhabitat.org/policy-directions-housing-land-and-property-solutions-to-resolve-and-prevent-displacement.

78 Tempra et Elaydi, *Orientations politiques*, xiv–xv.

79 Tempra and Elaydi, *Policy Directions*, xv; Glaeser et al., *Secure*, 20.

80 Transparency International, *Lutte contre la corruption foncière*, 5.

81 Glaeser et al., *Secure,* 12.

82 Glaeser et al., *Secure,* 4.

83 Tempra et Elaydi, *Orientations politiques*, 20.

84 Tempra et Elaydi, *Orientations politiques*, 38.

85 Marcella Araújo, « Urbanismo miliciano, remoções públicas e fragmentação política, » *LabCidade*, 4 juillet 2022, https://www.labcidade.fau.usp.br/urbanismo-miliciano-remocoes-publicas-e-fragmentacao-politica/.

86 Laurent Gayer, « Tracer la ligne : liens et limites de la civilité dans un basti chrétien de Karachi », *Anthropological Theory*, vol. 18, nos. 2–3 (2018) : 386, https://doi.org/10.1177/1463499618757894.

87 Juliana Rubio et Andrea Casique, *L'attrait croissant à l'échelle régionale des stratégies de lutte contre la criminalité « Mano Dura »*, Center for Strategic and International Studies, 29 octobre 2024, https://www.csis.org/analysis/burgeoning-regional-appeal-mano-dura-crime-fighting-strategies.

# À propos de l'auteur

## Antônio Sampaio



Antônio Sampaio est un chercheur avec plus de 15 ans d'expérience en matière de violence urbaine, de prévention de la violence et de politiques de sécurité. Il a travaillé près d'une décennie à l'International Institute for Strategic Studies (IISS) et a été responsable thématique des villes et économies illicites à l'Initiative mondiale contre le crime organisé transnational (GI-TOC). Il a également conseillé sur la paix, la sécurité, la prévention des conflits et les questions climatiques pour le Mécanisme de sécurité climatique des Nations Unies, les Open Society Foundations, l'OTAN et d'autres organisations internationales. Antônio a publié de nombreux articles dans des revues à comité de lecture et des médias populaires, tels que Foreign Policy et The Washington Post. Il a mené des recherches de terrain en Somalie, en Afghanistan, au Pakistan et au Brésil. Il prépare actuellement un doctorat à la School of Security Studies du King's College de Londres.



« Parmi les impacts les plus significatifs du changement climatique sur la dynamique de la sécurité urbaine figurent la migration et les déplacements, qui peuvent mettre sous pression les services, fragiliser la cohésion sociale et transformer les vulnérabilités au sein des villes. »

Nairobi Town, Kenya. Photo : Adobe Stock

# CHAPITRE 8

# CHANGEMENT CLIMATIQUE, SÉCURITÉ URBAINE ET VIOLENCE

## CE QUE LES DIRIGEANTS MUNICIPAUX DOIVENT SAVOIR

Par Jessica Varat

À travers le monde, les impacts du changement climatique continueront d'augmenter et de s'aggraver selon les projections actuelles. Les événements météorologiques extrêmes, notamment des vagues de chaleur, des catastrophes naturelles, des sécheresses et des inondations, sont de plus en plus fréquents. Les incendies de forêt s'intensifient, entraînant des forêts décimées, des maisons perdues et de l'air et de l'eau pollués. L'élévation du niveau de la mer a conduit les communautés côtières à subir des marées de tempête plus fréquentes, des stress hydriques dus à la salinisation et à l'érosion, augmentant ainsi le risque de glissements de terrain. L'insécurité alimentaire et les difficultés d'accès à l'eau figurent parmi les conséquences de ces phénomènes et se sont considérablement aggravées.

Le changement climatique aggrave nombre des mêmes conditions qui compromettent également la paix et favorisent la violence. La gravité des impacts du changement climatique sur les populations dépend de facteurs tels que les niveaux d'inégalité, de pauvreté, de rareté des ressources et de la force des institutions. (Crawford et al. 2023) Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) conclut qu'il existe « une confiance moyenne que les risques pour la paix augmenteront avec le réchauffement, les impacts les plus importants étant attendus dans les communautés sensibles au climat et peu résilientes face aux extrêmes climatiques, où la prévalence des facteurs de risque sous-jacents est élevée ». (O'Neill et al. 2022, 2465) Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a explicitement reconnu ce lien, déclarant : « Le changement climatique n'est pas la source de tous les maux, mais il a un effet multiplicateur et constitue un facteur aggravant d'instabilité, de conflit et de terrorisme. » Les impacts du changement climatique sur les écosystèmes peuvent inclure une augmentation des opportunités pour le crime organisé et les groupes terroristes de tirer parti de la rareté des ressources, et ces impacts peuvent accroître le potentiel de concurrence violente pour les ressources au sein des nations et entre elles. (HM Government 2026) Les coûts humains dépassent les frontières : ceux qui ont quitté leur foyer et migré en raison des impacts du changement climatique subissent souvent la xénophobie sous forme de violence physique directe ou de rhétorique xénophobe dans leurs nouvelles communautés. Ce chapitre examine comment toutes ces dynamiques ont impacté, et pourraient à l'avenir impacter, les zones urbaines. Plus précisément, il examine la littérature existante et les expériences urbaines afin de mieux comprendre les liens entre les impacts du changement climatique et la violence urbaine.

## Pourquoi le changement climatique est un problème de sécurité publique urbaine

Le *Rapport mondial des villes 2024* prévoit qu'en 2030, « au moins 517 millions de personnes vivant en ville seront exposées aux inondations » et qu'en 2050, la moitié des villes connaîtra une augmentation de la température annuelle moyenne d'au moins 0,5 °C par rapport à 2025. (Programme des Nations Unies pour les établissements humains 2024) Ces projections ont des conséquences mortelles. Par exemple, les décès liés à la chaleur entre 2012 et 2021 ont été estimés à 546 000 par an, soit une augmentation de 63 % depuis les années 1990. L'augmentation de la chaleur et de la sécheresse ces dernières années est également associée à plus de 100 millions de personnes dans le monde confrontées à l'insécurité alimentaire, une condition qui conduit à la malnutrition, à des problèmes de santé chroniques, voire à la mort. (Romanello et al. 2025)

En 2025, le système international est devenu moins capable de répondre à ces défis, en particulier pour les communautés qui souffriront le plus des impacts climatiques. Le déclin du multilatéralisme, illustré en partie par la diminution de l'aide internationale au développement à des niveaux d'avant 2015, continuera de diminuer la capacité de nombreux pays, villes et communautés à répondre à la double menace du changement climatique et des conflits dans les pays en développement. (Kumar 2026)

Une autre tendance mondiale qui s'est imposée en 2025 : la demande exponentielle d'intelligence artificielle (IA) et le développement parallèle des centres de données ont mis en lumière un paradoxe complexe. D'une part, les applications de l'intelligence artificielle peuvent aider à faire face à la polycrise. Ils peuvent optimiser les plateformes de données existantes pour permettre aux villes de mieux prédire, planifier et répondre plus efficacement aux défis multidimensionnels

du changement climatique et de la violence abordés ci-dessous. En revanche, la croissance des centres de données dans le monde pourrait déclencher de nouveaux conflits concernant l'utilisation des ressources associées (notamment l'eau). Le moment est venu d'explorer comment les villes peuvent prendre les devants face aux pressions sur des ressources limitées, en recherchant des solutions pour s'y préparer et y répondre en même temps.

## Migration urbaine

L'une des façons les plus significatives dont le changement climatique remodelera la sécurité urbaine est la migration et le déplacement, qui peuvent mettre à rude épreuve les services, mettre à l'épreuve la cohésion sociale et modifier les schémas de vulnérabilité au sein des villes. La migration climatique peut survenir au fil du temps en réponse à la détérioration des conditions économiques dans les zones rurales causée par le changement climatique, comme la sécheresse dans les communautés agricoles. De grandes migrations peuvent également se produire rapidement vers les zones urbaines en raison de l'apparition rapide de catastrophes naturelles, de plus en plus dévastatrices, ce qui peut déclencher des chaînes de déplacements temporaires ou permanents. La modélisation prévoit que le changement climatique aura des impacts massifs sur la migration vers et depuis les zones urbaines au cours des 20 prochaines années. (C40 Cities 2024) Les villes du Mexique et d'Amérique centrale pourraient voir leur population augmenter de jusqu'à 10,5 millions d'habitants d'ici 2050 en raison des impacts climatiques.

La migration climatique doit être abordée conjointement avec la violence urbaine, en raison de nombreux cas documentés de migrants arrivant en ville diabolisés ou attaqués à la suite de migrations à grande échelle. Dans des villes déjà fragiles, de grandes migrations pourraient conduire à la désignation de boucs émissaires, ce qui précède souvent des représailles violentes. Les groupes de justiciers antimigrants étaient en hausse en Europe aussi récemment qu'en 2025, générant de l'insécurité dans les communautés de migrants et de réfugiés et attisant la rhétorique d'extrême droite contre ces groupes. (Kassan 2025) Les récits de stigmatisation conjugués à des tendances autoritaires — comme l'invocation de la sécurité nationale pour mener des activités en dehors du cadre légal habituel — peuvent entraîner une augmentation de l'usage de la force contre les migrants par l'État. À Houston, Texas, par exemple, un récit médiatique a émergé liant les évacués de l'ouragan Katrina en 2005 à des pics de criminalité violente, ce qui, bien que s'étant avéré infondé par la suite, a entraîné une police plus intensive ciblant la communauté des évacués. (Bittle 2024) Les organisations de la société civile, qui servent souvent à contrer ces récits et à soutenir l'intégration économique et sociale des migrants, peuvent se voir entravées dans leur mission, en particulier dans les États autoritaires où l'ingérence dans les organisations non gouvernementales locales (ONG) est courante.

## Rareté des ressources

À l'échelle mondiale, les conflits liés à l'eau sont en hausse. Les ressources en eau rares sont ciblées ou instrumentalisées par des acteurs impliqués dans des conflits géopolitiques ou locaux, et les réponses répressives du gouvernement contre les manifestants cherchant à accéder à des ressources, comme l'eau, peuvent devenir violentes. (Gleick et al. 2022) Cette menace pourrait encore s'accroître avec la croissance rapide des centres de données, qui suscitent de plus en plus de réactions de la part des communautés concernant la rareté de l'eau, la hausse des prix de l'énergie et la pollution.

L'accès à l'eau est un exemple puissant de là où les impacts du changement climatique combinés à des vulnérabilités existantes (par exemple, une propriété foncière instable, l'informalité ou la pauvreté) créent des opportunités pour la criminalité de prospérer. L'accès limité à l'eau et/ou des mécanismes de mauvaise gouvernance de l'eau dans les zones urbaines pauvres ou informelles d'Afrique du Sud, par exemple, ont donné naissance à des acteurs illicites, appelés « mafias des camions-citernes », qui facturent des prix de l'eau gonflés aux habitants. De même, à Nairobi, au Kenya, les habitants des quartiers informels sont exploités par des « cartels » de l'eau et de l'électricité, qui sont essentiels à la fourniture de services mais commettent souvent des actes criminels et créent une « fausse rareté ». Le défi mis en lumière par ces dynamiques est que les villes doivent faire face à la violence structurelle — l'accès inégal aux services, aux ressources et aux droits — qui conduit les résidents à dépendre d'entités qui les extorquent.

## Maladaptation

Comprendre comment les mesures d'adaptation affectent la sécurité publique est essentiel. C'est particulièrement le cas afin de garantir que de nouvelles formes de violence ne soient pas créées par des initiatives d'adaptation climatique (une forme de maladaptation) et que les schémas existants de violence ou de conflit ne soient pas renforcés. Par exemple, dans la ville de Chiquimula, située dans le corridor sec du Guatemala, l'adaptation au climat est nécessaire

pour faire face à des changements des régimes météorologiques qui ont provoqué la sécheresse et la perte de moyens de subsistance. Cependant, des efforts d'adaptation entrepris dans le contexte plus large du crime organisé enraciné localement pourraient en réalité aggraver les vulnérabilités. (Medina et al. 2025) Chiquimula est également un lieu central pour le trafic de drogue transfrontalier et l'exploitation minière illégale. (Insight Crime 2021) Si le pouvoir de gouvernance locale est détenu par des acteurs associés au crime organisé ou à des activités illégales, ces acteurs peuvent également chercher à consolider les bénéfices liés aux investissements dans l'adaptation, au détriment des personnes réellement vulnérables. Lorsque les menaces à la sécurité publique sont graves, ou que la sécurité publique est contrôlée par des acteurs criminels, la probabilité de maladaptation est plus élevée. Par exemple, Port-au-Prince, en Haïti, est largement contrôlée par des gangs criminels, tandis que la sécheresse et d'autres conditions météorologiques extrêmes causées par le changement climatique ont entraîné 50 % de la population à faire face à l'insécurité alimentaire. (Saleh et Mosello 2024) Pourtant, tout effort pour relever ces défis sera probablement compromis par la situation sécuritaire. Les gangs ne menacent pas seulement les populations urbaines, mais utilisent aussi leur contrôle pour perturber les chaînes d'approvisionnement alimentaires rurales-urbaines et restreindre l'entrée de l'aide internationale.

### Chaleur extrême et catastrophes naturelles

Il existe un lien bien établi entre les températures plus élevées et la criminalité urbaine. (Heo et al. 2024) Les causes profondes de cette association, telles que la détresse psychologique causée par la chaleur ou l'augmentation des risques de criminalité par temps chaud, restent à l'étude. Comme d'autres contraintes climatiques, la chaleur accrue et les catastrophes naturelles affectent considérablement la sécurité des populations déjà vulnérables. La violence fondée sur le genre est particulièrement préoccupante, car elle n'est fréquemment pas recensée dans les études de plus grande envergure sur ce sujet. Par exemple, à Madrid, en Espagne, les vagues de chaleur ont été associées à une augmentation de la violence entre partenaires intimes. (Sanz-Barbero et al. 2018)

Les catastrophes naturelles ont des conséquences extrêmes et personnelles pour les individus ; la perte de biens et de moyens de subsistance, les traumatismes physiques, le déplacement et la rupture des liens communautaires peuvent être des facteurs poussant à des mécanismes d'adaptation nuisibles, y compris des comportements violents ou criminels. (Plänitz 2019) Par exemple, des études ont montré que le mariage des enfants est un moyen pour les familles de faire face aux impacts économiques des catastrophes climatiques. (Fadilla 2023) L'impact négatif des catastrophes naturelles sur la sécurité des femmes et des filles est bien documenté, y compris des augmentations des violences fondées sur le genre qui en découlent. On a également constaté des hausses de la traite des personnes à la suite d'événements météorologiques extrêmes. (Acland 2025)

## Ce que les villes peuvent faire : réponses politiques et programmatiques

### Solution 1 : Renforcer la cohésion sociale entre migrants et communautés d'accueil

Les migrants climatiques arrivent fréquemment dans des quartiers urbains informels dont les habitants connaissent déjà une certaine vulnérabilité liée au changement climatique. Si la cohésion sociale n'est pas correctement traitée par des interventions visant à soutenir à la fois les migrants climatiques et les communautés d'accueil, une polarisation dangereuse et/ou des phénomènes de bouc émissaire peuvent survenir. La cohésion sociale au sein des populations migrantes est également affaiblie lorsque des communautés, en particulier des populations autochtones, liées à leur terre par la culture, les moyens de subsistance et même la langue, sont déplacées par les impacts climatiques et déracinées vers les zones urbaines. Forcés dans de nouvelles vies où leurs anciennes normes communautaires ne sont pas appliquées et où ils sont considérés comme des « étrangers », les jeunes peuvent être particulièrement vulnérables à des activités favorisant un sentiment d' « appartenance », comme les gangs.

Les solutions évoquées ci-dessous illustrent l'importance de la cohésion sociale comme fondement de la prévention de la violence entre migrants et communautés d'accueil. (World Bank 2022) Bien qu'ils ne répondent pas directement à la migration climatique, ils sont mis en avant en raison de leur potentiel d'application dans les villes accueillant des migrants climatiques ou des populations déplacées à l'intérieur du pays induites par le climat. Les exemples soutiennent la cohésion sociale par la fourniture inclusive de services gouvernementaux, l'intégration économique, la construction de communautés et la résilience culturelle.

Le Fonds mondial des villes (GCF), créé pour soutenir les villes dans leurs efforts d'accueil des réfugiés et des migrants, a soutenu des projets visant à renforcer la cohésion sociale entre les communautés migrantes et accueillantes. À Lima, au Pérou, un financement fourni par le GCF a permis la création de bureaux municipaux locaux dans des quartiers accueillant des réfugiés et migrants vénézuéliens. Ces bureaux ont privilégié les services d'accompagnement destinés à ces populations ainsi qu'à l'ensemble des quartiers dans lesquels elles se sont établies. Ils ont également facilité des événements communautaires visant à rassembler les migrants avec les communautés d'accueil afin de promouvoir un sentiment de culture partagée et d'inclusion. (Mayors Migration Council 2023)

À Kampala, en Ouganda, où la politique exige que 30 % des budgets des réfugiés non liés à l'aide alimentaire soient partagés avec les Ougandais, les attitudes locales envers les réfugiés se sont améliorées lorsque les bénéficiaires non réfugiés ont été informés que cette aide partagée faisait partie du soutien aux réfugiés. À la base de ce changement d'attitude, il y avait la capacité de l'aide à atténuer le ressentiment envers la communauté réfugiée, ont supposé les auteurs. L'étude a fait appel à une ONG locale dirigée par des réfugiés pour distribuer l'aide, ce qui a pu renforcer l'association positive envers les réfugiés dans ces communautés. Ce type d'intervention pourrait être reproduit dans d'autres zones urbaines où ce type de partage d'aide est possible. (Baseler et al. 2023)

Les maires de Palerme, en Italie, et de Malines, en Belgique, ont adopté une approche similaire de la migration vers leurs villes, en visant la cohésion sociale par l'intégration économique et des récits positifs. (Locke et al. 2022) En plus des interventions visant à renforcer la cohésion communautaire, telles que des événements sportifs inclusifs et des espaces extérieurs, le gouvernement municipal de Malines a mis en place une stratégie de communication stratégique impliquant l'ensemble des services et partenaires municipaux. L'élément central de cette campagne était la répétition d'un récit positif et inclusif mettant en avant les histoires uniques des habitants, lesquelles étaient ensuite intégrées dans des présentations publiques. En privilégiant des messages inclusifs plutôt que polarisants, ces maires transmettent un message de cohésion sociale en mettant en avant les contributions positives des migrants arrivants aux quartiers d'accueil.

Dans les quartiers urbains de Fidji, la capacité des communautés déplacées par le climat à vivre des formes préexistantes de cohésion sociale dans de nouveaux environnements est essentielle pour maintenir la paix. (Darwish 2023) Les rituels, y compris les formes non violentes de résolution des conflits, facilitées par des leaders traditionnels reconnus dans différentes communautés ethniques, sont des éléments clés, tout comme les institutions religieuses. (Darwish 2023) Les institutions religieuses sont essentielles pour soutenir les jeunes, qui sont plus susceptibles d'être marginalisés en raison du déplacement. Reconnaître les normes existantes des migrants climatiques en matière de cohésion sociale (y compris les formes traditionnelles de résolution des conflits) et la manière dont ils pourraient être soutenus dans les communautés d'accueil devrait être au cœur de la stratégie d'intégration des villes pour les communautés migrantes climatiques.

## Solution n° 2 : Faire face au stress hydrique et prévenir les conflits en milieu urbain

Les villes peuvent anticiper les tensions et les conflits générés par la rareté des ressources à l'aide d'outils conçus pour prédire la rareté future des ressources en s'appuyant sur l'analyse des tendances historiques. Ces outils de données peuvent également aider à mieux comprendre la nature de la violence liée à ce phénomène. Par exemple, la Chronologie des conflits de l'eau du Pacific Institute fournit un compte rendu historique instructif des conflits impliquant spécifiquement l'eau. Les données de 2020 à aujourd'hui montrent que plus de 600 conflits dans le monde ont été attribués à l'eau et montrent à quel point les protestations contre la pénurie d'eau ou le manque d'accès à l'eau peuvent être un catalyseur de violence. La plateforme « Water, Peace, and Security » publie chaque trimestre un outil d'alerte précoce permettant de détecter les risques de violence liés à l'eau, grâce à des analyses réalisées à l'échelle nationale et infranationale.

Afin de tenir compte des multiples facteurs susceptibles de conduire à la violence en situation de stress ou de pénurie d'eau, les villes devraient mettre en œuvre des stratégies inclusives de résilience de l'eau, donner la priorité à l'accès à l'eau et renforcer la gouvernance de l'eau. Par exemple, l'approche de la gestion intégrée urbaine de l'eau (GIUE) vise à relever les défis liés à l'approvisionnement, à la qualité et à l'accès à l'eau, exacerbés par le changement climatique à l'échelle du bassin. Cette approche implique idéalement toutes les parties prenantes locales dans un processus décisionnel inclusif concernant la gouvernance de l'eau. Il est important de noter qu'en incluant l'accès, en plus de l'approvisionnement et de la qualité de l'eau, cela permet de traiter la rareté, un facteur de risque majeur à l'origine de comportements illégaux (comme le siphonnage d'eau) et/ou de troubles sociaux. Parmi les exemples d'approches alignées sur l'IUWM figurent les Agences de gestion des bassins versants d'Afrique du Sud et les Juntas Administradoras de Servicios de Saneamiento

(Administration des services d'assainissement) du Pérou, toutes deux entités juridiques chargées de la gestion et de la gouvernance de l'eau au niveau local.

Les plans climatiques au niveau national peuvent fixer l'orientation de la gouvernance, de la planification et des politiques de l'eau au niveau infranational afin de traiter les risques de conflit et de violence. Le Plan national d'adaptation du Brésil, par exemple, reconnaît que la pénurie d'eau peut engendrer des conflits locaux et prévoit une section qui recommande que des groupes de gestion des conflits participent aux négociations entre parties prenantes concernant l'eau. (Ministère de l'Environnement, 2016) Le dernier plan climatique du Brésil entend s'appuyer sur l'expérience de ces groupes en matière de gestion des conflits lors de catastrophes, notamment les inondations et les sécheresses. (Ministry of Environment and Climate Change 2026) Alors qu'il finalise un nouveau Plan national d'adaptation, le gouvernement brésilien prévoit des mesures concrètes pour associer les entités communautaires, telles que les communautés de bassins versants, à la gestion de l'eau, et donne des orientations aux villes et entités infranationales pour la mise en œuvre de ces mesures et d'autres sous-actions. (Brasil Participativo 2026) La toute nouvelle Contribution Déterminée au niveau National de la Colombie reconnaît l'importance des mécanismes locaux de gouvernance de l'eau, appelés conseils territoriaux de l'eau (local territorial councils), conçus pour gérer les conflits liés aux ressources et, plus généralement, pour intégrer une perspective de justice environnementale prenant en compte, entre autres, l'accès inégal à l'eau. (Colombie NDC 3.0 2025) À mesure que davantage de conflits liés à l'eau risquent d'éclater en raison de conditions météorologiques de plus en plus arides causées par le changement climatique, ces types de mécanismes de gouvernance visant à permettre la diplomatie de l'eau et à prévenir la violence seront plus importants que jamais.

## Solution 3 : Concevoir l'adaptation climatique en gardant la sécurité publique à l'esprit

Les initiatives d'adaptation visent à atténuer les impacts du changement climatique, en particulier pour les populations les plus vulnérables. Pour planifier les interventions d'adaptation, les responsables utilisent des évaluations qui examinent les différents aspects des risques climatiques et la vulnérabilité des communautés à ces risques. Cependant, ces évaluations tendent à adopter une vision étroite de la vulnérabilité, se concentrant davantage sur les menaces spécifiques posées par les impacts climatiques que sur les vulnérabilités socioéconomiques sous-jacentes de la population. (Dabelko 2022) Cela peut entraîner des écarts sur des questions telles que la cohésion sociale, l'inégalité, la confiance et la culture. En ne saisissant pas ces vulnérabilités, les responsables peuvent passer à côté de facteurs importants pour prévenir la maladaptation (par exemple, le risque de conflit ou de violence créé par les réponses d'adaptation) ou de nuire aux populations les plus vulnérables (femmes, enfants, personnes âgées et personnes en situation de handicap). Ces évaluations capturent rarement les menaces explicites à la sécurité publique ou citoyenne auxquelles sont confrontées les personnes également vulnérables aux impacts climatiques.

Les évaluations de l'adaptation qui adoptent une approche plus large de la résilience, en particulier celle des communautés, peuvent être plus efficaces pour identifier les problèmes de sécurité publique susceptibles d'impacter les efforts d'adaptation, surtout en milieu urbain. Cette approche plus large peut aboutir à l'identification de structures importantes de résilience communautaire que les responsables doivent soutenir après des catastrophes. Un exemple prometteur d'évaluation à plus grande portée est l'évaluation des risques CORVI, qui cible les zones urbaines côtières et est menée par des experts locaux pendant 12 à 18 mois. Elle utilise une catégorie pour le « risque social/politique » ainsi que des indicateurs dans les catégories économiques et écologiques. L'évaluation des risques CORVI 2020 menée à Kingston, en Jamaïque, a reconnu les impacts des taux élevés de criminalité sur la cohésion sociale, un élément crucial pour la reprise après une catastrophe. (Rouleu et al. 2020) Une évaluation menée à Mombasa, au Kenya, a également reconnu le risque de niveaux élevés de tensions sociales non résolues et d'agitation civile pour la résilience de la ville face aux impacts climatiques. (Stuart 2021)

La consolidation de la paix dans les régions affectées par les conflits fournit des exemples de la manière dont les initiatives visant à faire face aux menaces climatiques et aux vulnérabilités sociales peuvent être traitées grâce à une approche d'évaluation plus globale. À Beledweyne, en Somalie, un projet financé par le PNUD a intégré le risque climatique dans les efforts de consolidation de la paix en menant des consultations communautaires ciblées sur la façon dont les risques climatiques pourraient aggraver les conflits, notamment par une concurrence accrue pour des ressources clés. Ces informations ont ensuite été intégrées au Plan de sécurité climatique de la communauté. Les interventions ont consisté en des émissions radiophoniques et des dialogues sociaux reflétant les normes culturelles, religieuses et traditionnelles des communautés afin de faciliter l'adaptation aux risques climatiques, ainsi qu'à « réparer les liens sociaux rompus ». (Berghoff Foundation 2025)

## Solution 4 : Réduire le risque de chaleur tout en renforçant la sécurité communautaire

L'augmentation de la chaleur extrême aura un impact négatif sur les conditions de vie des populations dans les zones urbaines à forte densité, rendant les populations vulnérables encore plus vulnérables face à de nombreux risques physiques, sociaux et économiques. Les infrastructures vertes, ou « verdissement urbain », sont des interventions largement acceptées pour aider à lutter contre la chaleur extrême dans les zones urbaines. (Chakraborty 2019) Ce type d'intervention, conçu avec soin, peut réduire les préoccupations liées à la sécurité thermique dans les quartiers vulnérables et traiter la violence structurelle sous-jacente. Par exemple, le plan Heat Action Roadmap à Tucson, en Arizona, donne la priorité au verdissement des quartiers qui n'ont généralement pas eu accès à une couverture arborée. Il relie également explicitement le développement de la main-d'œuvre des jeunes au développement des infrastructures vertes en offrant des opportunités d'emploi dans la foresterie urbaine. (Tucson Clean and Beautiful s.d.)

La manière dont les infrastructures vertes sont développées et conçues, et en particulier si les processus sont participatifs, inclusifs et sensibles au genre, aura un impact sur leur capacité à réduire la vulnérabilité d'une population à la chaleur urbaine et à répondre à des vulnérabilités sociales plus larges, telles que l'insécurité. Le guide Cities4Forests démontre la nécessité de concevoir les espaces verts urbains de manière à reconnaître la peur et la perception de sécurité de la communauté, et propose des suggestions, telles qu'un éclairage amélioré et une végétation moins dense. (Cities4Forests 2020) Les responsables doivent également limiter le risque d'utilisation de ces espaces pour des activités criminelles et peuvent adapter les programmes communautaires dans les espaces verts en conséquence.

Certaines études ont également suggéré que les infrastructures vertes pourraient être liées à une réduction des taux de criminalité. (Wolf et al. 2020 ; Heo et al. 2025) Par exemple, des recherches menées à Youngstown (Ohio) et Flint (Michigan) ont établi un lien entre des projets de verdissement urbain intégrant l'engagement communautaire et la réduction des crimes violents. (Gong et al. 2023) La recherche de Flint souligne particulièrement l'importance d'éviter la « gentrification verte » en suivant une version plus engagée avec la communauté de la pratique de longue date de la prévention du crime par la conception environnementale. (Rupp et al. 2025)

Comme pour les efforts plus larges visant à lutter contre la maladaptation déjà évoqués, les plans d'action contre la chaleur en milieu urbain bénéficieront d'une évaluation plus large des vulnérabilités communautaires dans les îlots de chaleur localisés afin de garantir que les efforts d'atténuation de la chaleur prennent en compte, voire contribuent à la sécurité publique. Les centres de refroidissement, une intervention clé pour faire face aux événements de chaleur extrême, pourraient être utilisés non seulement pour traiter les risques sanitaires liés à la chaleur, mais aussi servir de lieu de construction de communauté et de fourniture de services sociaux à des populations autrement vulnérables. Les pôles de résilience montrent comment ce type d'entités peut favoriser la cohésion sociale en fonction des besoins de la communauté sur une base régulière, garantissant ainsi une résilience accrue lors des crises. Par exemple, le Cambridge Community Center à Cambridge, Massachusetts, propose des programmes de santé mentale et comportementale pour les jeunes, des services de développement de la main-d'œuvre pour les jeunes adultes, ainsi que des événements communautaires, tout en servant également de centre de résilience désigné pour les catastrophes naturelles ou autres événements.

Les responsables doivent également tenir compte de l'interaction entre la criminalité et la mobilité lorsqu'ils identifient et implantent des centres de refroidissement. Le choix de savoir si les gens choisissent de quitter leur domicile pour accéder à un centre de climatisation en pleine chaleur extrême — et potentiellement mortelle — dépend de plusieurs facteurs, notamment le manque d'informations, la distance de déplacement requise et l'accès à d'autres ressources atténuantes. À Baltimore, dans le Maryland, par exemple, les résidents vivant dans des quartiers à faibles revenus ont indiqué que l'insécurité était l'une des raisons pour lesquelles ils n'utilisaient pas la climatisation au rez-de-chaussée (craignant que la fenêtre non sécurisée augmente les risques de cambriolage). Ils rapportent également limiter le temps que les enfants passent à l'extérieur lors des périodes de forte chaleur pour des raisons similaires. Les foyers dépourvus de climatisation peuvent souvent atteindre des niveaux de chaleur intérieure supérieurs à ceux de l'extérieur. Les personnes âgées ou celles souffrant de maladies chroniques peuvent ne pas être en mesure de marcher ou d'utiliser les transports pour se rendre dans les centres. Pour ces résidents, les centres de climatisation ne sont pas nécessairement une solution. En effet, selon un élu local, « Nous n'aurions pas besoin de centres de rafraîchissement si nous avions des quartiers sains. » Le président du conseil municipal de Baltimore en 2019, Brandon M. Scott, a résumé la réponse à apporter : « Pour moi, lorsqu'on réfléchit à des questions comme la chaleur, cela est lié à la sécurité. » Tout est interconnecté. « Nous devons arrêter de penser en silos. » (Round et al. 2019)

La ville de Tucson s'est également attachée à traiter plusieurs des problématiques évoquées précédemment selon une approche globale, dans le cadre de sa « Feuille de route pour lutter contre la chaleur ». (City of Tucson 2024) Tout d'abord, la ville a élaboré un plan pour transformer ses centres de climatisation en pôles de résilience dirigés par des membres de la communauté. Deuxièmement, elle a élaboré un plan en dix points pour améliorer les centres de rafraîchissement, notamment en renforçant l'accessibilité et en ajoutant des services. Grâce à une analyse du périmètre piétonnier, il visait à identifier les obstacles à l'accès aux centres de climatisation à pied. Ce type d'analyse pourrait également servir à mettre en évidence des préoccupations de sécurité au sein de la communauté qui empêchent l'accès à ces installations.

## Solution 5 : Répondre aux catastrophes, reconstruction et sécurité urbaine

Reflétant de nombreux points déjà évoqués ci-dessus, la littérature sur la résilience face aux risques de catastrophe souligne la nécessité de s'attaquer aux vulnérabilités sociales, économiques et physiques sous-jacentes afin de prévenir et de se remettre des impacts des catastrophes naturelles. Traiter les tensions et les impacts des populations déplacées dans les zones urbaines, en particulier celles déjà mal desservies et appauvries, à la suite de catastrophes naturelles, est un élément central de la planification d'une augmentation des migrations dues au changement climatique. Les évaluations qui intègrent tous les aspects de la vulnérabilité des communautés locales, de l'infrastructure physique à la gouvernance en passant par les normes culturelles, jouent toutes un rôle dans la prévention des risques involontaires pour la sécurité lors de la reconstruction.

Des recherches supplémentaires sur les doubles impacts des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes et de l'activité criminelle généralisée sont nécessaires. En Haïti, un exemple extrême, la convergence de catastrophes naturelles à déclenchement rapide combinée à la capture de l'État par des acteurs armés criminels a rendu difficile la mise en œuvre à la fois de mesures de reprise après sinistre et de mesures de résilience. Par exemple, la sécurité alimentaire est aggravée non seulement par la destruction des cultures et des terres agricoles causée par l'ouragan Melissa de 2025, mais aussi par la présence croissante d'acteurs armés dans les zones rurales, limitant l'accès aux terres agricoles et forçant la migration interne. (Fews Net 2026) Ces pressions ont un impact significatif sur les centres urbains dépendants de l'approvisionnement alimentaire intérieur et soumis à une pression accrue liée à la migration interne. La situation désastreuse d'Haïti met en lumière le changement climatique comme un facteur de menace accrue, et ce n'est qu'en résolvant la situation sécuritaire que les impacts climatiques seront pris en compte.

La manière dont les catastrophes naturelles impactent les initiatives en cours de sécurité publique nécessite également des recherches supplémentaires. Quelle est l'interaction entre les catastrophes naturelles et les dangers à apparition rapide et les efforts de sécurité publique en cours, et comment cela impacte-t-il les communautés les plus vulnérables ? C'est particulièrement important pour les villes côtières vulnérables à la montée du niveau de la mer et/ou à d'autres dangers naturels, et présentant des taux élevés d'infiltration du crime organisé ou de violences de gangs.

La manière dont la police et les membres de l'appareil de sécurité publique soutiennent la préparation, la réponse et la reprise aux catastrophes a été étudiée dans des zones non urbaines à faible criminalité, mais il est nécessaire d'analyser davantage son applicabilité aux zones urbaines. (Blaustein et al. 2023) Le concept de maintien de l'ordre de la résilience issu des communautés rurales australiennes reposait fortement sur la confiance entre la police et la communauté, permettant à la police d'être un élément clé de la résilience et de la gestion face aux catastrophes face aux incendies locaux.

Ce que nous savons, c'est que les ressources sociales — réseaux, cohésion communautaire et confiance — sont essentielles pour permettre aux habitants de se remettre à la suite de catastrophes naturelles. (Benz 2025) Lorsqu'une enquête a été menée auprès des habitants de villes du New Jersey touchées par l'ouragan Sandy en 2012, quel que soit leur niveau de revenu, les zones disposant de plus de ressources sociales ont fait état d'un sentiment de résilience accru. (Benz 2025) La criminalité peut dégrader ces ressources sociales ; ainsi, les villes devraient envisager quelles mesures visant à promouvoir la résilience peuvent être mises en place pour accroître la résilience lorsque la cohésion sociale et la confiance communautaire sont faibles.

## Points clés

Le changement climatique risque de se manifester et d'aggraver les pressions existantes, ce qui pourrait entraîner une augmentation des formes de violence dans les villes. La plupart des villes sont probablement déjà bien préparées à faire face aux tensions induites par le changement climatique mentionnées ci-dessus grâce à une gouvernance urbaine plus intelligente et plus efficace, ainsi qu'à des approches de sécurité publique préventives. Cependant, une attention intentionnelle portée aux domaines suivants contribuera à garantir une plus grande efficacité, notamment par des investissements complémentaires en ressources.

### Améliorer la coordination

En reconnaissant les facteurs communs des risques liés au changement climatique et à la violence — y compris les inégalités, la faible prestation de services et le manque de confiance — les gouvernements locaux qui intègrent les réponses au changement climatique et aux menaces à la sécurité publique seront mieux placés pour répondre à ces menaces. L'urbanisme, en collaboration avec les bureaux du climat et de la durabilité ainsi que l'appareil de sécurité publique, peut mieux gérer les contraintes économiques et sociales générées par l'arrivée de populations déplacées dans des zones urbaines déjà sous-desservies, appauvries et confrontées à des niveaux élevés d'insécurité ou de violences structurelles (notamment dans les quartiers informels). (Habitat for Humanity 2024) Une telle forme de coordination pourrait se faire via des plateformes de données, assistées par l'IA, pour favoriser l'intégration des données, par exemple en superposant des prévisions de migration climatique et la cartographie des points chauds de la criminalité avec d'autres risques climatiques urbains. Alternativement, ils pourraient identifier les zones à forte propension à la chaleur extrême ou au risque d'inondation qui se recoupent avec des activités criminelles existantes, afin de permettre aux autorités de concevoir des réponses plus holistiques et exhaustives à ces défis. L'Institut Igarapé a démontré comment la criminalité et la chaleur (à New York) ainsi que la criminalité et la pollution de l'air (à Chicago) convergent à travers ce type de cartographie spatiale dans son rapport de 2021, Climate Change and Crime in Cities. (Muggah 2021)

Alors que les villes préparent des solutions de verdissement pour faire face à l'augmentation des épisodes de chaleur extrême, il existe une réelle opportunité pour les professionnels de l'urbanisme, les responsables de la sécurité publique et les représentants communautaires travaillant sur les solutions fondées sur la nature, la santé publique et la prévention de la criminalité d'échanger des idées et d'apprendre les uns des autres.

### La sécurité publique en tant que partenaire climatique

L'appareil de sécurité publique peut être un partenaire clé non seulement dans la réponse aux catastrophes, mais aussi dans toutes les initiatives climatiques. Cependant, son rôle doit refléter ses relations avec les communautés potentiellement impactées. De plus, ce type d'engagement exigera une planification et une formation dont de nombreux services de sécurité publique ne disposent tout simplement pas. (Lydon 2024) Il est crucial que la police soit formée et préparée à faire face à des niveaux plus élevés de violence basée sur le genre dans des contextes de chaleur extrême et de catastrophes postnaturelles.

Tirer des leçons des efforts croissants des villes pour intégrer la police dans un plan intégré de réponse aux catastrophes aidera à identifier où concentrer les investissements et la planification. Par exemple, Phoenix, en Arizona, s'associe à la police pour gérer un centre de refroidissement avec une approche intégrée du refroidissement, de la prestation des services et de la sécurité. En juillet 2025, Chicago, Illinois, a ouvert tous les commissariats de police de la ville pour servir de centres de rafraîchissement lors des épisodes de chaleur extrême. (Office of Emergency Management 2025) Les forces de police participent de plus en plus à la prévention et à l'investigation de crimes qui aggravent les effets du changement climatique, tels que l'abattage illégal, l'extraction minière et le trafic d'animaux sauvages. Cela n'a pas été longuement abordé dans ce chapitre, mais les relations productives que de nombreuses forces de sécurité ont nouées avec les communautés et la société civile en tant que partenaires pour des travaux sur la criminalité environnementale pourraient servir de modèles pour des types similaires d'engagement autour d'autres questions climatiques et météorologiques extrêmes.

### Fourniture de services et infrastructures

L'amélioration de la gouvernance et de la distribution des ressources publiques de plus en plus exposées aux risques du changement climatique, comme l'eau, constitue une stratégie gagnant-gagnant pour atténuer la menace de la violence urbaine. Les gouvernements locaux devraient s'attaquer aux obstacles à l'accès à l'eau grâce à une meilleure gestion de

l'eau et intégrer des mécanismes communautaires de résolution des conflits dans la gouvernance de l'eau. Les droits au logement et à la tenure devraient également être pris en compte dans les zones vulnérables à l'impact du changement climatique afin d'améliorer la résilience globale des résidents de ces zones, de réduire la dépendance à l'égard de prestataires de services impliqués dans des activités criminelles et de limiter les déplacements supplémentaires de populations vers des zones où elles pourraient être menacées.

À mesure que davantage d'investissements sont réalisés dans des solutions fondées sur la nature dans les zones urbaines, en particulier dans des contextes fragiles ou peu sûrs, il est important d'intégrer pleinement les considérations de sécurité publique dans leur conception. Une exploration plus approfondie des principes de conception qui se chevauchent entre les solutions fondées sur la nature utilisées pour prévenir les impacts climatiques (par exemple, les parcs) et celles utilisées pour concevoir des solutions environnementales à la criminalité (par exemple, la prévention du crime par la conception environnementale) permettrait de s'assurer que ces interventions ont des résultats positifs pour la sécurité et la résilience climatique.

## Cohésion sociale et confiance

L'initiative « 100 villes résilientes » de la Fondation Rockefeller a reconnu l'importance de la cohésion sociale dans le milieu urbain pour faire face à et se remettre des « chocs et des stress ». (100 Resilient Cities 2019) La cohésion sociale ne sert pas seulement de fondation à la reconstruction après des catastrophes naturelles, mais peut aussi atténuer les impacts dangereux des phénomènes météorologiques extrêmes, ainsi que réduire le potentiel de violence en renforçant la confiance entre les groupes sociaux et entre les habitants de la ville et leurs gouvernements. (100 Villes Résilientes 2019)

En considérant les impacts du changement climatique sur la sécurité publique, les villes qui s'attendent à accueillir un grand nombre de migrants climatiques peuvent prioriser des réponses qui soutiennent les migrants et leur communauté d'accueil grâce à une meilleure prestation de services, une aide financière et des discours inclusifs de la part des dirigeants locaux. Ces approches visent à favoriser la cohésion sociale entre les groupes de migrants et les communautés d'accueil déjà vulnérables.

À mesure que les centres de rafraîchissement publics deviennent une réponse de plus en plus fréquente aux vagues de chaleur extrême en milieu urbain, les villes devraient envisager la manière dont des niveaux élevés d'insécurité au niveau des quartiers peuvent affecter ceux qui ont accès à ces centres et peuvent en bénéficier. En revanche, la possibilité d'utiliser stratégiquement un lieu de rassemblement communautaire existant comme centre de refroidissement devrait être soigneusement envisagée afin de renforcer la cohésion communautaire.

## Comment les villes peuvent agir dès maintenant

Les villes disposent d'une position privilégiée pour identifier des solutions pratiques, abordables et inclusives afin d'aborder la relation entre le changement climatique et la sécurité publique. Les réseaux mondiaux existants qui soutiennent les villes dans les domaines du climat et de la sécurité publique, tels que C40 Cities, le Mayors Migration Council, Peace in Our Cities et l'International Association of Chiefs of Police, sont bien positionnés pour faciliter et/ou fournir l'apprentissage nécessaire à la mise en œuvre de ces solutions, en s'appuyant sur leurs relations existantes avec les responsables locaux.

1. Cinq mesures que la plupart des villes peuvent prendre dès maintenant sont :
2. Intégrer les considérations de sécurité publique dans les plans d'action contre la chaleur et les stratégies de préparation aux catastrophes.
3. Utiliser les outils de données existants pour superposer les risques climatiques à des points chauds de violence ou d'insécurité.
4. Concevoir des centres de refroidissement et des espaces verts en gardant à l'esprit la sécurité, l'accessibilité et la confiance de la communauté.
5. Investir dans des initiatives de cohésion sociale parallèlement aux projets d'adaptation climatique.
6. Réaliser des évaluations de vulnérabilité menées par la communauté visant à saisir le contexte sécuritaire ainsi que les risques liés au changement climatique.

Les villes sont en première ligne du défi climatique et sécuritaire. Elles sont les premières à subir les conséquences humaines de la chaleur extrême, des inondations, de la rareté des ressources et du déplacement — et les premières à affronter les pressions qui en résultent sur la sécurité publique, la cohésion sociale et la prestation des services. En même temps, les villes sont particulièrement bien placées pour agir. Grâce à leur contrôle sur la planification, les infrastructures, la sécurité publique et l'engagement communautaire, les gouvernements locaux disposent de l'autorité et de la proximité nécessaires pour intégrer l'adaptation climatique à la prévention de la violence et au renforcement de la résilience. À mesure que les impacts climatiques s'intensifient, la capacité des villes à réduire les cloisonnements, à placer les communautés vulnérables au cœur des préoccupations et à concevoir des réponses climatiques en tenant compte de la sécurité et de l'équité sera déterminante—not seulement pour gérer les risques, mais aussi pour renforcer la confiance, la stabilité et les opportunités au sein des communautés urbaines.

## Sources bibliographiques


100 Resilient Cities. 2019. *Manuel de la cohésion sociale*. Resilient Cities Network. https://resilientcitiesnetwork.org/downloadable_resources/UR/Social-Cohesion-Handbook.pdf.

Acland, Olivia. 2024. « En Sierra Leone, le changement climatique aggrave la traite des personnes pauvres. » *Al Jazeera*, 29 janvier 2024. https://www.aljazeera.com/features/2024/1/29/in-sierra-leone-climate-change-worsens-human-trafficking-of-the-poor.

Baseler, Travis, T. Ginn, R. Hakiza, H. Ogude-Chambert et O. Woldemikael. 2025. « La redistribution peut-elle changer les opinions politiques ? » « Aide et attitudes envers les réfugiés ». *Journal of Political Economy* 133 (9) https://doi.org/10.1086/736209. 25-29.

Bekana, T. H., M. G. Ebrea et N. H. Yessuf. 2025. Pénurie d'eau urbaine à Addis-Abeba : solutions dures versus solutions à chemin souple : une revue systématique. *Discover Geoscience* 3 : 63. https://doi.org/10.1007/s44288-025-00164-z.

Benz, Jennifer. 2025. *Plus forts ensemble : comment les ressources sociales influencent les résultats de la reprise après sinistre.* NORC at the University of Chicago. https://www.norc.org/research/library/stronger-together-how-social-resources-influence-disaster-recovery-outcomes.html.

Berghof Foundation 2025. « Célébrer dix ans de consolidation de la paix et de transformation des conflits en Somalie ». https://berghof-foundation.org/news/celebrating-ten-years-of-peacebuilding-in-somalia.

Bittle, Jake. 2024. « Ils se sont installés à Houston après Katrina — puis ont fait face à une tempête politique. » *Grist*. https://grist.org/extreme-weather/they-settled-in-houston-after-katrina-and-then-faced-a-political-storm/. 27/08/2024.

Blaustein, Jarrett, Maegan Miccelli, Ross Hendy et Kate Hutton Burns. 2023. « Résilience, maintien de l'ordre et gestion des catastrophes pendant la crise des incendies de brousse de l'été noir en Australie. » *International Journal of Disaster Risk Reduction* 95 : 103848. https://doi.org/10.1016/j.ijdrr.2023.103848.

Brasil Participativo. 2026. « Consulta Pública dos Planos Setoriais e Temáticos de Adaptação: Recursos Hídricos. » https://brasilparticipativo.presidencia.gov.br/processes/planoclima/f/542/.

C40 Cities. 2024. *Paysages urbains futurs : projections de la migration climatique dans les villes*. https://c40.my.salesforce.com/sfc/p/#36000001Enhz/a/Vo000000Ecev/s2aMWA.1OlkzPhbL_rQQvcJJi3eaSu_E2OWDPpb6xSo.

Calvin, Katherine, Dipak Dasgupta, Gerhard Krinner, et al. 2023. *Climate Change 2023: Synthesis Report. Résumé pour les décideurs politiques*. Geneva: Intergovernmental Panel on Climate Change. https://doi.org/10.59327/IPCC/AR6-9789291691647.001.

Chakraborty, T., et al. 2019. « Exposition disproportionnée à la chaleur urbaine dans les quartiers à faible revenu : une perspective multicité. » *Environmental Research Letters* 14 : 105003. https://doi.org/10.1088/1748-9326/ab3b99.

Cities4Forests. 2020. « Considérations relatives à l'équité sociale dans la prise de décision des villes concernant les forêts intérieures, voisines et lointaines. » https://cities4forests.com/wp-content/uploads/2020/07/C4F-SocialEquity_LearningGuide.pdf.

City of Chicago, « La ville de Chicago exhorte les habitants à se préparer à la chaleur extrême », juin 2025, https://www.chicago.gov/city/en/depts/oem/provdrs/emerg_mang/news/2025/june/the-city-of-chicago-urges-residents-to-prepare-for-extreme-heat-.html.

Ville de Tucson. 2024. *Feuille de route pour l'action thermique*. Tucson, AZ. https://assets.tucsonaz.gov/share/gis-docs/caap/COT_Heat_Action_Roadmap_FINAL_G.pdf.

Ville de Phoenix. 2026. *Plan d'intervention thermique 2026 de la ville de Phoenix*. Phoenix, AZ. https://www.phoenix.gov/content/dam/phoenix/heatsite/documents/2026%20Heat%20Response%20Plan.pdf.

Clement, Viviane, Kanta Kumari Rigaud, Alex de Sherbinin, et al. 2021. *Groundswell Partie 2 : Agir sur la migration climatique interne*. Washington, DC : World Bank.

Crawford, A., A. Hammill et A. Tadgell. 2023. *Processus relatifs à la paix, au conflit et aux plans nationaux d'adaptation (PNA)*. Note d'orientation du NAP Global Network. Winnipeg : International Institute for Sustainable Development.

Dabelko, Geoffrey D., et al. 2022. *Naviguer dans une transition juste et pacifique : environnement de paix (Partie 3)* Stockholm : SIPRI. https://doi.org/10.55163/BHYR7656.

Darwish, Siad. 2023. *Résilience et cohésion sociale dans les établissements informels affectés par le climat des Fidji*. Cambridge, MA : CDA Collaborative Learning Projects.

Fadilla, Maulia Inka Vira. 2023. « Sur le littoral en voie de disparition de Jakarta, le changement climatique contribue à l'augmentation des mariages d'enfants. » *Mongabay*, 28/09/2023. https://news.mongabay.com/2023/09/on-jakartas-vanishing-shoreline-climate-change-seen-abetting-child-marriages/.

FEWS NET. 2026. « Les avancées en matière de sécurité restent limitées, sans amélioration de l'insécurité alimentaire aiguë. » https://fews.net/latin-america-and-caribbean/haiti/key-message-update/january-2026.

Mécanisme de la société civile GFMD. 2024. « Les récits sont au cœur de tout : action multipartite pour changer les récits sur la migration. » https://gfmdcivilsociety.org/.

Gleick, Peter et Morgan Shimabuku. 2023. « Water-Related Conflicts: Definitions, Data, and Trends from the Water Conflict Chronology. » *Environmental Research Letters* 18: 034022. https://doi.org/10.1088/1748-9326/acbb8f.

Gong, C. H., Bushman, G., Hohl, B. C., Kondo, M. C., Carter, P. M., Cunningham, R. M., Rupp, L. A., Grodzinski, A., Branas, C. C., Vagi, K. J., et Zimmerman, M. A. 2023. *Engagement communautaire, verdissement et criminalité violente : un test de l'hypothèse du greening et des rues très fréquentées*. American Journal of Community Psychology, 71, 198–210. https://doi.org/10.1002/ajcp.12622.

Heo, S., H. Choi, J. Berman et M. Bell. 2025. « Température, criminalité violente, changement climatique et facteurs de vulnérabilité dans 44 villes des États-Unis ». *Environment International* 195 : 109246. https://doi.org/10.1016/j.envint.2024.109246.

Hill, Alice et Lindsay Doyle. 2026. « Moins d'aide étrangère, plus de risque climatique. » *Affaires étrangères*. https://www.foreignaffairs.com/united-states/less-foreign-aid-more-climate-risk. 16/01/2026.

Gouvernement de Sa Majesté. 2026. *Perte de biodiversité à l'échelle mondiale, effondrement des écosystèmes et sécurité nationale : évaluation des enjeux de sécurité nationale*. Londres : HM Government.

Hubbart, Sarah et Camille Bridger. 2024. *Comment le verdissement des communautés peut réduire la violence et promouvoir la santé*. Washington, DC : National Environmental Education Foundation.

Insight Crime. 2021. *Chiquimula, Guatemala.* https://insightcrime.org/guatemala-organized-crime-news/chiquimula-guatemala/.

Kalema, Nai Lee. 2025. « Capacités dynamiques du secteur public alimentées par l'équité pour des futurs plus verts. » London: UCL Institute for Innovation and Public Purpose. https://medium.com/iipp-blog/equity-powered-public-sector-dynamic-capabilities-for-greener-futures-lessons-from-the-city-cape-240a9a281e21.

Kassam, Ashifa. 2025. « La plupart de ceci est symbolique : la nouvelle vague de justiciers anti-migrants en Europe. » *The Guardian*. 20/08/2025. https://www.theguardian.com/world/2025/aug/30/europe-anti-migrant-vigilantes-spain-poland-netherlands-iceland-northern-ireland.

King, Robin et Nadia Shah Naidoo. 2025. « Action à plusieurs niveaux pour la résilience climatique menée par la communauté dans les établissements informels ». Washington, DC : World Resources Institute.

Kumar, Raj. 2026. « L'ancien modèle d'aide est mort. » *Devex*. 26/01/2026.

Locke, Rachel, Twila Albrecht et Julie Canney. 2022. « Exploiter le pouvoir de l'Autre : des villes où la mobilité humaine n'est pas une menace ». *New Security Beat*. 12/04/2022.

Lydon, D. 2024. « Ce n'est pas un exercice » : Police et préparation en partenariat aux conséquences de la crise climatique. *International Journal of Police Science and Management*, *27*(1), 16-30. https://doi.org/10.1177/14613557241248295.

MacCarthy, James, Jessica Richter, Sasha Tyukavina, et al. 2025. « Les dernières données confirment : les incendies de forêt s'aggravent. » *World Resources Institute*. 21/07/2025. https://www.wri.org/insights/global-trends-forest-fires.

Conseil des maires pour les migrations. 2023. *Rapport sur les progrès du Fonds mondial des villes pour les migrants et réfugiés*. 07/12/2023. https://mmc-production.s3.amazonaws.com/wp-content/uploads/2025/11/28190658/Progress-report-under-40.pdf.

Medina, Leonardo, G. Pacillo, P. Laderach, S. Sieber et M. Bonatti. 2025. « S'adapter au changement climatique sous la menace de la violence. » *Current Research in Environmental Sustainability* 9 : 100276. https://doi.org/10.1016/j.crsust.2024.100276.

Ministère brésilien de l'Environnement. 2016. *Plan national d'adaptation au changement climatique*. Brasília.

Ministère brésilien de l'Environnement et du Changement climatique. 2025. *Plan d'adaptation climatique : Stratégie nationale d'adaptation*. Brasília.

Moser, Caroline O. N. 2004. « Violence urbaine et insécurité : feuille de route introductive. » *Environment and Urbanization* 16 (2) : 3–16.

Mozur, Paul, Adam Satariano et Emiliano Rodríguez Mega. 2025. « From Mexico to Ireland, Fury Mounts Over a Global A.I. Frenzy. » *New York Times*, 20 octobre 2025.

Muggah, Robert. 2021. *Changement climatique et criminalité dans les villes*. Rio de Janeiro : Igarapé Institute.https://igarape.org.br/en/climate-change-and-crime-in-cities.

O'Neill, B., M. van Aalst, Z. Zaiton Ibrahim, et al. 2022. « Key Risks across Sectors and Regions. » In *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability*. Cambridge : Cambridge University Press.

Plänitz, Erik. 2019. « Négliger l'urbain ? » « Explorer les disparités rurales–urbaines dans la littérature sur le changement climatique et les conflits en Afrique subsaharienne. » *Urban Climate* 30 : 100533. https://doi.org/10.1016/j.uclim.2019.100533.

República de Colombia. 2025. *Contribución Determinada a Nivel Nacional (NDC 3.0) de Colombia*. Bogotá.

Romanello, Marina, Maria Walawender, Shih-Che Hsu, et al. 2025. « Le rapport 2025 du Lancet Countdown sur la santé et le changement climatique. » *The Lancet* 406 (10521) : 2804–2857. https://doi.org/10.1016/S0140-6736(25)01919-1.

Rouleau, Tracy, Jack Stuart et Sally Yozell. 2020. *Évaluation des risques CORVI : Kingston, Jamaïque*. Washington, DC : Stimson Center.

Round, Ian, Jazmin Conner, Jermaine Rowley et Sandy Banisky. 2019. « Dans les îlots de chaleur urbains, la crise climatique frappe plus fort. » *Capital News Service*. 13/09/2019. https://cnsmaryland.org/interactives/summer-2019/code-red/neighborhood-heat-inequality.html.

Rupp, L. A., Bhatia, S., Lee, D. B., Wyatt, R., Bushman, G., Wyatt, T. A., Pizarro, J. M., Wixom, C., Zimmerman, M. A., et Reischl, T. M. 2025. *Prévention de la criminalité engagée par la communauté par la conception environnementale et la réduction des crimes violents et liés aux armes à feu*. American Journal of Community Psychology, 76, 94–109. https://doi.org/10.1002/ajcp.12802.

Saleh, Karim, et Beatrice Mosello. 2024. « Mettre en lumière Haïti : quelles sont les perspectives à long terme pour le climat, la paix et la sécurité ? » *Diplomatie climatique*. 11/06/2024. https://climate-diplomacy.org/magazine/conflict/spotlight-haiti-what-are-long-term-prospects-climate-peace-and-security.

Saliba, Samer et Vittoria Zanuso. 2022. *Migration climatique dans les villes mexicaines et d'Amérique centrale*. Conseil des maires pour les migrations.

Sanz-Barbero, Belén, C. Linares, C. Vives-Cases, et al. 2018. « Vague de chaleur et risque de violence entre partenaires intimes. » *Science of the Total Environment* 644 : 413-419. https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2018.06.368.

Gouvernement de l'Afrique du Sud. 2025. « Deputy Minister David Mahlobo au sujet du sabotage des infrastructures hydrauliques et des réseaux criminels dans le secteur. » 30 juillet 2025. https://www.gov.za/news/media-statements/deputy-minister-david-mahlobo-water-infrastructure-sabotage-and-criminal.

Stuart, Jack, Sally Yozell, Valentine Ochanda, Tracy Rouleau, Victor Indasi et Kaitlyn Lombardo. 2021. *Évaluation des risques CORVI : Mombasa, Kenya*. Washington, DC : Stimson Center.

Sverdlik, A., et al. 2025. « Nairobi : Rapport de la ville. » ACRC Working Paper 2025-24. Manchester : African Cities Research Consortium.

Tucson Clean et Beautiful. n.d. « Développement de la main-d'œuvre jeunesse. » Consulté le 13 février 2026. https://tucsoncleanandbeautiful.org/.

Organisation des Nations unies. 2021. « Climate Change 'a Multiplier Effect' Aggravating Instability, Conflict, Terrorism. » Communiqué de presse de l'ONU. 09/12/2021. https://press.un.org/en/2021/sgsm21074.doc.htm.

Programme des Nations Unies pour les établissements humains. 2024. *Rapport mondial des villes 2024*. Nairobi : UN-Habitat.

Wolf, Kathleen L., Sharon T. Lam, Jennifer K. McKeen, Gregory R. A. Richardson, Matilda van den Bosch et Adrina C. Bardekjian. 2020. « Arbres urbains et santé humaine : une revue de cadrage. » *International Journal of Environmental Research and Public Health* 17 (12) : 4371. https://doi.org/10.3390/ijerph17124371.

Banque mondiale. 2022. *Cohésion sociale et déplacement forcé : une synthèse des recherches récentes*. Washington, DC : World Bank.

# À propos de l'auteur

## Jessica Varat



Jessica Varat est directrice principale du développement pour le climat, l'économie et la finance au WRI. Elle a précédemment occupé le poste de cheffe adjointe de projet pour le projet USAID Countering Nature Crime (CNC). Avant de rejoindre WRI, elle a travaillé à la Fondation panaméricaine pour le développement en tant que rédactrice principale de propositions et responsable du développement. Elle a également géré des projets en Amérique latine axés sur les droits humains, la résolution des conflits et la prévention de la violence au sein de Partners Global, du Woodrow Wilson International Center for Scholars, et comme consultante auprès de la Banque mondiale.

Jessica est titulaire d'une licence en relations internationales du Wellesley College et d'un master en droit et diplomatie de la Fletcher School, où elle s'est spécialisée en résolution de conflits et sécurité humaine. https://www.wri.org/profile/jessica-varat.

### Mise en garde

*Les opinions et points de vue présentés sont ceux de l'auteur seul et ne représentent pas nécessairement les opinions et points de vue du World Resources Institute.*

peace
IN OUR CITIES

## À propos de la paix dans nos villes

Peace in Our Cities (PiOC) est un réseau mondial unique regroupant plus de 30 villes et plus de 50 partenaires communautaires et internationaux.

PiOC cherche à réduire et prévenir la violence urbaine dans le monde entier — en préservant des vies et en aidant les villes à prospérer. PiOC le fait en créant des plateformes d'échanges concrètes, participatives et fondées sur des preuves pour réduire et prévenir la violence grave dans les villes membres, tout en renforçant un mouvement mondial de défenseurs de la réduction de la violence urbaine.

L'approche PiOC repose sur trois lignes d'action :

- **Renforcer** la sensibilisation des décideurs à la véritable portée et ampleur de la violence urbaine, ainsi qu'aux possibilités offertes pour aider les villes à y faire face.
- **Faire avancer** des solutions politiques équilibrées et fondées sur des preuves, ainsi que des approches de consolidation de la paix pour réduire les formes les plus graves de violence dans les contextes urbains.
- **Accompagnez** les dirigeants municipaux, les partenaires communautaires et la société civile à travers des échanges entre pairs et l'accès à l'information afin de réaliser des objectifs ambitieux de réduction de la violence.

Peace in Our Cities est co-facilitée par Pathfinders for Peaceful, Just, and Inclusive Societies du Center on International Cooperation de New York University, le Stanley Center for Peace and Security, la cofondatrice et directrice principale Rachel Locke, ainsi que la conseillère experte et responsable des relations avec les membres Flavia Carbonari. Pour en savoir plus, faire un don ou nous rejoindre, veuillez contacter info@peaceinourcities.org ou consulter www.peaceinourcities.org.